

From the collection of
Harry Sutherland

L'ESPAGNE ET NAPOLÉON

★ ★ ★

1812-1814

DU MÊME AUTEUR :

ÉTUDES SUR L'ESPAGNE

L'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution (1789-1804.) (Librairie Plon.)

L'Espagne et Napoléon. Tome I (1804-1809). Tome II (1809-1811). (Librairie Plon.)

(Couronné par l'Académie française, prix Thiers.)

Correspondance du comte de la Forest, ambassadeur de France en Espagne (1808-1814), publiée par la Société d'histoire contemporaine. Sept volumes. (Picard, éditeur.)

(Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, prix Drouyn de Lhuys.)

L'Expédition française d'Espagne en 1823. (Librairie Plon.)

La Congrégation (1801-1830), avec une préface de M. le comte Albert de Mun. (Librairie Plon.)

Un Caractère de soldat. **Le Capitaine Pierre de Saint-Jouan** (1888-1915), avec une préface du général de Castelnau. (Librairie Plon.)

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Napoléon et les cardinaux noirs (1810-1814). (Perrin et Cie, éditeurs.)

Napoléon et les récents historiens. (Perrin et Cie, éditeurs.)

(Couronné par l'Académie française, prix Marcelin Guérin.)

Madame Louise de France (1737-1787). (Gabalda, éditeur.)

(Couronné par l'Académie française, prix Juteau-Duvigneaux.)

L'Aumônerie militaire pendant la guerre, (1914-1918) (Bloud et Gay, éditeurs.)

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon)

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1931.

GEOFFROY DE GRANDMAISON

L'ESPAGNE ET NAPOLÉON



1812-1814



PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

—

PRÉFACE

Ce troisième volume (1812-1814) doit clore notre étude sur les rapports de Napoléon avec l'Espagne de 1804 à 1814. Cette dernière date indique le point d'arrivée.

Je veux espérer des historiens et des lecteurs un accueil semblable à celui que leur indulgence a réservé aux premiers volumes. Le sujet devait fixer l'attention et pouvait retenir l'intérêt. La résistance espagnole fut le roc où vint se briser le destin de l'Empereur. Son importance est donc capitale.

Elle n'avait pas cependant été étudiée de près, car les victoires de nos aigles attiraient ailleurs les sympathies de l'historien.

J'ai continué mon récit en présentant les événements en des tableaux successifs et parallèles, leur diversité ne permettait pas de les faire se suivre dans une marche de front. Les épisodes concernant à Valençay les princes d'Espagne, Ferdinand VII, Carlos et Antonio, ouvrent les premières pages de ce livre, la mort de leurs parents, les « vieux Rois », Charles IV et Marie-Louise, et de leur sœur, la reine d'Étrurie, ferment les dernières, encadrant ainsi assez naturellement les luttes pour leur liberté et

l'indépendance de leurs sujets. J'ai groupé des détails sur le siège de Cadix, les Cortès qui s'y réunirent, la Constitution de 1812 qui s'y élabora, les guérillas, symbole farouche de la lutte, les prisonniers intéressants pour leurs malheurs ; j'ai essayé de donner la physionomie d'un soldat administrateur, le maréchal Suchet, de rapporter les embarras du roi Joseph, sa retraite à Valence, à Valladolid, et la bataille finale à Vittoria. Contre les Anglais de Wellington, l'armée française termine sa résistance en des heures héroïques, à Burgos, à Pampelune et à Saint-Sébastien, jusqu'à cette bataille de Toulouse, dont on dispute encore si le maréchal Soult fut victorieux ou vaincu. Et Napoléon reconnaît en silence l'écroulement de ses rêves ambitieux, en signant le traité de Valençay. Il rend son roi à l'Espagne sans pour cela lui assurer la paix.

Telles sont les grandes lignes des récits de ce troisième volume. Comme pour les précédents, j'en ai puisé les éléments dans les Archives des Affaires étrangères, les Archives nationales, les manuscrits de la Bibliothèque nationale; peut-être ai-je utilisé plus particulièrement encore les dossiers du ministère de la Guerre. Mes missions en Espagne ont continué à me fournir des précisions par les notes prises à Simancas, Alcala, Madrid, Cadix, etc. Je donne mes références, qui doivent justifier ce que j'ai cru pouvoir avancer sans parti-pris, car les passions, vieilles de cent ans, semblent être éteintes.

Et cependant, les hasards de la politique ont voulu que ces aventures des temps anciens rencontrent tout à coup une actualité qu'elles ne cherchaient guère, les révolutions

d'Espagne, viennent d'évoquer, à travers la sérénité de l'histoire, les précédents des Cortès, des Constitutions et des luttes fratricides. Puisse le passé éclairer l'avenir.

En terminant ces recherches, je remercie la Providence qui m'a permis de mener jusqu'au bout un travail entrepris il y a longtemps, sans croire alors qu'il me mènerait si loin; heureux d'avoir pu défricher un terrain historique encore vierge. Les rencontres mémorables de Napoléon avec l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, même la Turquie, avaient passionné les écrivains et les lecteurs; de l'Espagne on parlait peu, ignorant presque tout, on semblait vouloir oublier les beaux faits militaires de nos armées, à cause de l'insuccès final de leurs campagnes.

J'éprouve aussi une satisfaction à constater que, la voie ouverte, j'ai été suivi. On doit, parmi d'autres travaux d'importance, signaler en France deux auteurs de grand mérite : le commandant Grasset qui, avec la compétence d'un soldat, a commencé, au point de vue militaire, l'exposé de *la Guerre d'Espagne*. Son ouvrage sera un excellent guide, dans une matière délicate, quand il sera achevé.

Après lui est venu un normalien érudit, M. André Fugier. Ses recherches ont suivi de si près les miennes, que pour donner à son travail le titre qui lui convient et pour éviter toute apparence de plagiat, il n'a dû qu'intervertir les termes : *l'Espagne et Napoléon* est devenu sous sa plume *Napoléon et l'Espagne*. Il est arrivé aux événements de Bayonne de 1808. Lui aussi nous promet de compléter les récits amorcés et on peut attendre beaucoup de la précision de ses méthodes et de son talent. Il a fait

précéder son premier volume d'une bibliographie très complète des sources françaises, espagnoles, anglaises, portugaises, manuscrits et imprimés. Il a classé d'une façon originale et savante des renseignements précieux dont l'aridité effraierait le lecteur, mais font les délices de l'historien.

En Espagne, le marquis de Lema a commencé par un premier volume à utiliser les archives de son pays : *Antecedentes politicos e diplomaticos de los successos de 1808;* M. de Villa-Urrutia a raconté mille anecdotes agréables dans les *Relaciones entre España e Inglaterra durante la guerra de la Independencia*. Et surtout, avant de mourir, le général de Artèche avait terminé les quatorze volumes de son grand ouvrage : *la Guerra de la Independencia*.

En Angleterre, M. Charles Oman vient de publier le complément de sa contribution au même sujet : *History of the Peninsular War,* qui demeure un véritable monument.

Je crois pouvoir citer encore le nom d'un professeur suisse, M. Geisendorf des Gouttes : il imprime un gros volume, qui sera présenté comme thèse de doctorat à l'Université de Genève. Il s'agit d'un sujet plus restreint, touchant les prisonniers, mais qui s'encadre dans un tableau général des guerres de la péninsule. Il m'a fait l'honneur de me confier, pour leur lecture, les premiers placards; l'impression de mon propre livre était trop avancée pour que je puisse mettre à profit les renseigne-

ments particuliers sur les points qui touchaient aux prisonniers helvétiques, mais j'augure que le travail de M. Geisendorf sera, par la précision des détails, un heureux appoint aux grandes lignes de l'histoire napoléonienne.

Au plaisir d'une besogne terminée se joint pour moi une certaine mélancolie à quitter des personnages aux côtés desquels on a fait si longtemps route ensemble. J'espère n'avoir trahi d'aucun d'eux la mémoire, je suis assuré de m'être efforcé de rendre justice à leurs mérites, de n'avoir blâmé que ce que condamne la morale; aucun homme n'échappe à son jugement.

La reconnaissance me fait un devoir très doux d'adresser mes derniers mots à ceux qui m'ont aidé de leurs conseils, de leur science et de leur exemple. Déjà beaucoup sont morts : Albert Sorel, Albert Vandal, Welchinger, le duc de Broglie, le marquis de Vogüé, le comte d'Haussonville, le général de Artèche.

Je les salue en même temps que les vivants : Gabriel Hanotaux, Pierre de La Gorce, Mgr Baudrillart, Lacour-Gayet, Georges Goyau. Je place le travail qu'ils m'ont si souvent encouragé à poursuivre sous leur patronage, car ils furent mes maîtres et mes amis.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

23 septembre 1931.

L'ESPAGNE ET NAPOLÉON

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCES D'ESPAGNE A VALENÇAY

I. Les princes Ferdinand, Carlos et Antonio sont confiés à Talleyrand au château de Valençay. — Installation et surveillance. — Intrigues et mariages.
II. Le gouverneur Berthemy. — Tentatives d'enlèvement. — Malibran; Miguel y Forte. — L'aventure du baron de Kolli.
III. Fêtes à Valençay en l'honneur du mariage de l'Empereur. — Querelles intérieures. — Le commandant Reiset. — Vie des princes.

I

D'une parole, l'Empereur avait réglé à Bayonne le sort des princes d'Espagne : le vieux roi Charles IV et Marie-Louise s'en iraient à Compiègne; le château de Valençay était assigné comme demeure à Ferdinand, à son frère Carlos et à son oncle Antonio. Ils partirent sinon résignés, du moins soumis.

Au fond de l'âme, ils éprouvaient l'impression d'une détente; après les mois cruels et agités qu'ils venaient de traverser, la sensation du repos leur était presque douce, et l'inconnu leur offrait les attentes d'une vie facile, ils l'espéraient, sur ce sol de France, le berceau de leur race, après tout, qui ne pouvait manquer d'être à leurs yeux, dans l'éclat de ses grandeurs passées et de ses splendeurs présentes, la terre des merveilles et des enchantements. Le prisonnier ne doit sentir la perte de la liberté qu'à l'instant où le bruit de la porte de son cachot lui apprend la séparation définitive d'avec le monde; en

chemin, au grand soleil, il appartient encore à la race des vivants.

Entouré de la reine et de Godoy, Charles IV prit la route de Bordeaux, salué au départ par le préfet, M. de Castellane, qui, ayant reçu l'ordre d'adresser un compliment, ne trouva guère autre chose à lui souhaiter, dans les circonstances présentes, qu'un « bon voyage ». — La veille, le 11 mai, dès cinq heures du matin, ses fils et son frère l'avaient précédé. Les fidèles du prince des Asturies les accompagnaient : Escoïquitz, le précepteur et le conseiller; le duc de San Carlos, toujours agréable et satisfait de lui-même. Tout ce monde se reposa à Dax, chez M. de la Neufville; le lendemain, ils vinrent coucher à Mont-de-Marsan, dans la maison Papin, où leur aumônier leur dit la messe avant le départ. On s'arréta deux jours à Bordeaux.

Les princes, hier, si importants, comme détenteurs de la couronne d'Espagne, étaient subitement devenus de si minces personnages que l'on perd la trace même de leur passage; on ne retrouve aucun souvenir d'eux. A peine sait-on leur route : prirent-ils à droite, par Périgueux et Limoges? Nul témoignage local n'en est demeuré. A gauche, par Angoulême et Poitiers? C'est plus vraisemblable. Mais on n'oserait l'assurer : archives du département, délibérations du corps de ville, journaux du temps, ou souvenirs contemporains, tout est muet.

A Châteauroux, la réception fut cordiale, et un homme de cœur, le père du général Bertrand, leur offrit l'hospitalité en défrayant de sa bourse toutes leurs dépenses, gracieuseté qui jusque-là ne leur avait été nulle part offerte.

Au premier moment, la pensée de Napoléon avait été de placer le prince des Asturies au château de Chanteloup, ce domaine rendu fameux par le séjour de Choiseul en disgrâce; mais Chaptal, le propriétaire actuel, s'en était peu soucié et

avait décliné l'honneur en s'excusant de ce que sa maison n'était pas en état « de recevoir une tête couronnée (1) ».

Alors, par une de ces finesses narquoises qu'il affectionnait, l'Empereur résolut de donner la garde de ses captifs à Talleyrand. Par ce coup adroit, l'Europe entière se devait persuader de la parfaite entente du souverain et de son ancien ministre, ce dernier ne saurait refuser une mission malséante qu'on lui présentait comme une marque de confiance insigne, il ne pourrait même témoigner son embarras sans trahir le maître et trahir ses propres intérêts. Toute sa campagne d'effacement volontaire depuis six mois devenait vaine. On n'oublia pas un dernier argument auquel le prince de Bénévent ne demeurait jamais insensible : le trésor lui compterait 50 000 francs par an. Ils furent exactement payés (2). Mais cet argent changeant en « location » une « hospitalité » dont il aima, lors de la Restauration, à faire parade, lui donnait tous les rôles désagréables sans lui laisser aucune compensation d'honneur. A la fois, Talleyrand était compromis vis-à-vis de l'Empereur, des princes et des chancelleries. Rarement, scène plus malicieuse avait été jouée avec un bonheur égal sur le théâtre des cours.

Dès le 8 mai il avait été officiellement averti. Une lettre de Duroc, dont je dois la bienveillante communication à M. le duc de Broglie, nous l'apprend. Et le 9, Napoléon prenait lui-même la plume pour dresser ce monument d'ironie :

Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous

(1) *Souvenirs*, p. 116.

(2) Un rapport de M. Mollien nous indique que les 150 000 francs avaient été payés aux 19 février et 2 mai 1809, pour les années précédentes. Archives nationales, AF IV, 1er dossier, pièce 104.

pourriez y faire venir Mme Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient, puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne fasse aucune fausse démarche; je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La farouche politique voudrait qu'on le mît à Bitche ou dans quelque château fort; mais comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis qu'il ne ferait rien sans mon ordre, que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne en l'environnant de plaisirs et de surveillance. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin, alors les affaires d'Espagne auront pris une tournure, et je verrai le parti que je prendrai.

Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang (1).

Il n'y avait qu'à obéir. La bonne grâce de Talleyrand ne fut pas en défaut. Dans une série de lettres dont je suis surpris qu'on ait jusqu'à ce jour trop respecté le sommeil dans les cartons de nos Archives nationales, le fin personnage montre le plus gracieux visage : « Je répondrai par tous mes soins à la confiance dont Votre Majesté m'honore... », et il trace tout aussitôt le programme de son hospitalité : « Mme de Talleyrand est partie dès hier au soir pour donner les premiers ordres. Le château est abondamment pourvu de cuisiniers, de vaisselle, de linge de toutes espèces. Les princes y auront tous les plaisirs que peut permettre la saison, qui est ingrate. Je leur donnerai la messe tous les jours, un parc pour se promener, une forêt très bien percée, mais où il y a très peu de gibier, des chevaux, des repas multipliés et de la musique. Il n'y a point de théâtre, il serait plus que difficile de trouver des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de femmes pour que les

(1) Napoléon à Talleyrand, Bayonne, 9 mai 1808. Lettres inédites. (Recueil Lecestre, t. Ier.)

princes puissent danser si cela les amuse. » Il ajoute : « Sur le premier avis de M. le grand maréchal, je prévins l'inspecteur de la gendarmerie de tenir au complet sa brigade de Valençay, l'invitant à avoir quelques postes aux environs, et à donner aux gendarmes l'ordre de surveiller attentivement sans en avoir trop l'air. Cent hommes de la garde de Votre Majesté feraient, ce me semble, l'éclat qu'Elle veut éviter et paraîtraient peut-être n'être pas seulement une garde d'honneur (1). » Des aumôniers, des femmes et des gendarmes, M. de Talleyrand avait décidément bien compris.

Ce Valençay offrait-il les éléments qu'en attendait Napoléon? C'était sans doute une fort belle demeure, au milieu d'un très grand domaine. Elle appartenait à la fin de l'ancien régime à M. de Vilmorien, le fermier général ; son fils, M. de Luçay, en était encore possesseur après la Révolution. Il était dans les idées du Premier Consul que ses serviteurs eussent une assiette solide en France, et une possession territoriale répondait seule à ce dessein. Il dit un jour à Talleyrand : « Je veux que vous achetiez une belle terre, que vous y receviez brillamment le corps diplomatique et les étrangers marquants, qu'on ait envie d'aller chez vous, et que d'y être prié soit une récompense pour les ambassadeurs des souverains dont je serai content. » Valençay était une charge plus qu'un agrément pour la bourse de M. de Luçay, préfet du palais ; Valençay était donc à vendre. Grâce à toutes les circonstances, Talleyrand en fit l'acquisition.

Il paraîtra bon sans doute de préciser le moment de cette vente, car, à son propos, on s'est plu à établir un rapprochement ingénieux peut-être, inexact à coup sûr.

Un historien espagnol dont il faut faire grand cas a écrit que le prince de Talleyrand avait acheté Valençay avec l'argent

(1) Talleyrand à l'Empereur, Paris, 13 mai 1808. AF IV, 1680. Original.

que le prince de la Paix lui aurait offert pour apaiser la colère de l'Empereur irrité de sa belliqueuse proclamation à la veille d'Iéna. L'or espagnol servant à acquérir le château qui allait être la prison des princes d'Espagne, il y a là matière à philosopher. Mais les faits parlent souvent autrement que les hypothèses les plus heureuses, et ici les dates renversent l'assertion du général de Arteche : la proclamation de Godoy est du 6 septembre 1806, Talleyrand avait acheté Valençay un million six cent mille francs le 17 mai 1803 (1). Qu'il l'ait entièrement payé avec ses propres ressources, on en peut douter, il n'était pas homme à oublier que le Premier Consul lui donnant un ordre devait lui fournir également les moyens de l'exécuter; et Bonaparte avait bien entre-bâillé la porte d'une demande; en passe au reste de générosité, il ouvrit la main et chacun parut satisfait : M. de Luçay qui se défaisait d'une résidence onéreuse, M. de Talleyrand qui la possédait à fort bon compte, et le Consul qui flattait sa manie.

Quelque peu délabré, le château pouvait redevenir assez facilement une résidence princière, et la forêt de Gatines lui formait de ses splendides futaies une couronne délicieusement verte pour les promenades d'été et encore plus brillante peut-être pour les chasses d'automne. Il est situé en plein pays berrichon, sur un sol d'aspect monotone et de mœurs paisibles que le marquis de Ayerbe a regardé avec des yeux prévenus pour l'avoir trouvé « sans herbe, sans fleurs et sans arbres » ; la Touraine n'est pas loin et déjà on en peut pressentir les jardins dans cette gracieuse petite vallée du Nahon que les terrasses du château dominent au midi. Au sommet de la colline, formant comme le nœud des deux routes de Blois au nord, de Châteauroux au sud, les constructions, par leur position seule, ont déjà un aspect parfaitement majestueux.

(1) Acte du 17 floréal an XI. Étude de Mes Raguideau et Chaudron, notaires à Paris.

Comme origines féodales, rien de plus noble : depuis Mahaud de Courtenay, fille de l'empereur de Constantinople, et Yolande de Châtillon-Bourbon, la liste de ses possesseurs nous donne : Eudes, comte de Bourgogne, Jean, comte de Châlons, Jean d'Etampes, Mme de Montmorency. Et au siècle dernier les princes de la finance. Philibert Delorme a dessiné le plan et les ornements du donjon. L'opulence des fermiers généraux a élevé les tours d'angle; au-dessus du fossé un pont hardi relie les logis aux jardins et aux parcs; une terrasse offre le charme d'une belle vue, les agréments d'un parterre et le repos d'une promenade abritée.

Les princes d'Espagne, arrivant par la route de Châteauroux, en considéraient donc le côté le plus pittoresque, et leurs regards devaient examiner avec une profonde anxiété cette demeure qui allait devenir la leur. Aucun rapprochement possible avec les châteaux royaux d'Espagne, et, à tout dire, la comparaison eût été à l'avantage de Valençay. Les ombrages et les eaux vives d'Aranjuez ont une fraîcheur délicieuse, mais le palais est mesquin. La magnificence des jardins et le charme des cascades de Saint-Hildefonse sont fort gâtés par la monotonie des appartements bas et étroits. Le Pardo n'est qu'un rendez-vous de chasse, et, malgré ses merveilles, l'Alcazar de Séville qu'une forteresse. L'Escurial est sévère, froid, mortel, pour qui ne le sait pas comprendre, rien n'y parle aux yeux comme ce donjon ciselé de la Renaissance et ses salons ensoleillés.

Les chevaux ont achevé de gravir la pente raide, ils ont tourné par la grille d'honneur; ils traversent les orangeries, un large gazon, le pont-levis et s'arrêtent en face de la galerie à arcades, où, avec le prince de Talleyrand, deux chambellans de l'Empereur, MM. d'Arberg et de Tournon se tiennent, tête découverte.

Qui sentit plus vivement cette scène des arrivants ou de

leur hôte? Talleyrand, dans ses *Mémoires*, se vante avec bon goût d'avoir été le plus ému; on le croit; et cette rencontre avec la race de Bourbon ne manquait pas de lui être propice aux retours sur lui-même; c'était la première depuis les dix-huit années qui séparaient l'évêque d'Autun de la messe de la Fédération. Par ailleurs, quel spectacle : des princes fatigués, désemparés et anxieux, sortant péniblement des plus étranges carrosses qui se puissent imaginer, lourdes et pesantes machines, aux roues massives, au train épais, balançant avec un bruit de ferraille d'énormes lanternes éteintes; supportant des caisses rouges rechampies d'or, riches, fanées et incommodes; images de cette majesté surannée, impropre à l'activité de son époque, et gardant un aspect magnifique, encombrant et décrépit.

Talleyrand déploya toute sa grâce, voulut être aimable, accueillant et y parvint. Son premier mot n'avait peut-être pas été très heureux : Ferdinand l'avertissait que son oncle Antonio ne savait pas le français : « Et moi, je ne parle pas d'autre langue, » répondit-il trop vivement; mais il avait bientôt repris cet air de respect dont il ne se départit jamais et qui obligeait vis-à-vis de lui-même à une dignité pleine d'égards. Conduits avec cérémonie dans leurs appartements, les princes purent ne pas s'apercevoir de leur captivité. Quelques fleurs cachaient les chaînes; leurs yeux n'étaient pas assez perspicaces pour deviner des geôliers sous la livrée des gens de service et des gardiens sous l'uniforme des sentinelles rendant les honneurs.

Ferdinand était disposé à tout accepter par une résignation forcée et par une dissimulation naturelle; une lettre de l'Empereur que lui remit M. de Talleyrand le charma : nous conclurons le mariage que vous désirez contracter avec une de mes nièces. « J'espère que vous y trouverez le bonheur et moi un nouveau motif de prendre intérêt à tout ce qui vous con-

cerne (1). » Il est à croire que Napoléon ne pensait donner aucune suite sérieuse à ce projet; si c'était un leurre, Ferdinand s'y laissa prendre; sa naïveté ayant témoigné sa gratitude dans une épître un peu chaude valut à Talleyrand ce rappel à l'ordre : « Le prince Ferdinand, en m'écrivant, m'appelle son *cousin*. Tâchez de faire comprendre à M. de San Carlos que cela est ridicule et qu'il doit simplement m'appeler *sire* (2). » — Ajaccio et Sainte-Hélène dispensent de tout commentaire.

Cependant, on s'était installé. Don Antonio occupait à droite les grandes pièces du rez-de-chaussée, Ferdinand celles de gauche; au-dessus de lui logeait don Carlos. Dans le corps de logis qui est en équerre, toute la suite : chambellans, écuyers, l'aumônier et les médecins; c'est dire qu'on était un peu à l'étroit. Talleyrand ne s'était réservé que quelques pièces. Les galeries de tableaux, de gravures, de médailles, qui ont fait la réputation de Valençay, s'y trouvaient déjà en partie, la bibliothèque également; mais les arts et les livres avaient peu d'attrait pour ces hôtes illustres, et le maître de céans savait occuper leur attention par des plaisirs moins délicats : « La journée des princes s'arrange chaque jour de manière à leur être plus agréable. Le matin, les deux jeunes princes prennent des leçons de danse; le prince Ferdinand y ajoute des leçons de musique. L'après-midi, ils montent à cheval ou se promènent en calèche. Hier, ils ont fait une partie de pêche. Le soir, ils font danser chez eux et se dispensent de danser eux-mêmes... Mme de Talleyrand leur fait faire de la musique tous les jours; les *boléro*, les *fandango* se font entendre de tous les côtés. — Je commence à trouver mon séjour ici assez inutile (3). »

(1) 14 mai 1808.
(2) Bayonne, 24 mai 1808.
(3) Talleyrand à l'Empereur, 21 et 31 mai 1808. AF IV, 1689. Documents autographes.

Cette consigne de ne songer qu'à des jeux et de ne s'occuper que de divertissements assez bruyants pour être entendus du village, c'était le paravent dressé entre les princes et le public. L'Espagne devait être pour eux une terre oubliée. L'Empereur le voulait absolument. Il fallait que les graves événements de la Péninsule leur demeurassent inconnus : « Gardez-en le secret, » mandait-il à Talleyrand. Et sur ce point il pouvait avoir tout repos. Le vice-grand électeur disait pleinement la vérité dans cette même lettre qui parlait de *fandango* et de *boléro* : « Toutes les mesures de surveillance sont bien prises. Le château et les environs sont dans la tranquillité la plus parfaite. Je ne crois pas qu'il y ait un lieu dans le monde où l'on sache moins ce qui se passe en Europe. »

On avait sans doute éloigné le commandant de gendarmerie Henry, dont les habitudes un peu soldatesques et le costume lui-même portaient trop l'empreinte de sa mission; mais M. d'Arberg, qui le remplaçait, dans son frac de chambellan comme dans son uniforme de hussard, n'en était pas moins un gouverneur de château fort.

On ne se présentait qu'avec une carte signée de lui; pour arriver comme pour sortir, il fallait passer par le corps de garde; toutes les portes du parc étaient verrouillées; dans les cours et les corridors, des sentinelles. La nuit, l'enceinte extérieure est gardée par des piquets, surveillés eux-mêmes par des rondes d'officiers. Valençay est entouré de 8 brigades de gendarmerie et cerné par 8 cantonnements qui, chaque jour, communiquent par des patrouilles croisées. Un gendarme de planton va tous les matins à Blois et à Châteauroux pour éclairer les routes et porter les dépêches; 15 hommes de garde font des patrouilles de nuit, renforcées de minuit à deux heures d'une patrouille à cheval; 10 soldats de la maréchaussée se tiennent en permanence, chevaux bridés, à

Valençay; 4 officiers surveillent le service, commandé par le capitaine Bodin (1). *Toutes* les lettres du bureau de poste, même celles des habitants, sont réunis en un paquet et envoyées de suite à Lavalette (2). Celui-ci confirme les instructions aux maîtres de poste des environs pour qu'aucun voyageur ou courrier ne puisse avoir de chevaux sans un ordre du gouverneur (3).

Une démarche significative et en vérité gratuitement injurieuse pour les princes était imposée à leur suite. Tous leurs gentilshommes, tous leurs serviteurs, durent prêter serment de fidélité à Joseph Bonaparte. Ne pouvant s'y soustraire, leur grande préoccupation fut de couvrir cet acte de termes amphibologiques et d'accumuler à dessein et à plaisir les réticences. Ayant appris « par la voix publique » son installation sur le trône d'Espagne « avec le consentement de la nation », désireux de rester Espagnols et surtout d'obéir aux lois de leur pays, ils « regardaient comme un devoir » de se soumettre au système adopté par la nation et de rendre « comme elle-même », leurs hommages à S. M. Catholique, en lui offrant le même respect et la même fidélité qu'au gouvernement précédent. — Chacun voulait jouer au plus fin et c'est à cette habitude décevante que Talleyrand a sacrifié une fois de plus quand il nous a tracé le tableau idyllique de la vie édifiante que l'on menait sous son toit :

La journée finissait par une prière publique à laquelle je faisais assister tout ce qui venait dans le château, les officiers de la garde départementale, et même quelques hommes de la gendarmerie. Tout le monde sortait de ces réunions avec des dispositions douces; les prisonniers et leurs gardes priant à genoux, les uns près des autres, le même Dieu, paraissaient se moins regarder comme ennemis; les gardes n'étaient plus aussi farouches, les prisonniers

(1) Juin 1808. F 7, 3544.
(2) D'Arberg à Duroc. — Biblioth. nation. Mss. Fonds français, n° 6596.
(3) Lavalette à l'Empereur, 22 juin 1808. F IV. 1680. Lettre originale.

n'avaient plus autant d'alarmes, peut-être même quelque signe d'intérêt leur faisait-il concevoir un peu d'espérance (1).

A la vérité, le soir, retirés dans leurs appartements, les princes récitaient le Rosaire avec leur entourage, et la mélancolie de Ferdinand ne cédait qu'aux airs nationaux que le musicien Castro lui faisait entendre en pinçant sa guitare. — Les promenades dans le parc ne pouvaient être que peu récréatives : était-ce en voiture? Une calèche venait prendre les princes, dans une seconde montaient San Carlos, deux gentilshommes espagnols et M. d'Arberg; le reste de la suite suivait très librement à pied. Était-ce à cheval? Un écuyer et un chambellan, désignés par Talleyrand, les accompagnaient et un piquet de gendarmes fermait la marche.

De partir, le prince de Bénévent mourut bientôt d'envie : son personnage ici embarrassait cet homme que rien ne pouvait déconcerter, et après quelques conversations d'affaires avec le chanoine Escoïquitz, quelques causeries banales avec Ferdinand, les soirées pieuses à la chapelle ne lui suffirent plus. Il souffrait, d'ailleurs, de ce mal qu'il ne put jamais ni supporter ni vaincre : l'ennui. Ses amis eux-mêmes souriaient de son rôle, et son compère d'Hauterive lui écrivait de Paris cette épître mordante :

« Ici le roi Jacques second,
Sans ministre et sans maîtresse,
Le matin allait à la messe,
Et le soir allait au sermon. »

Je crois que Mme de Sévigné, que vous citez, a un peu exagéré les charmes de la vie de Saint-Germain; mais puisque vous êtes à Valençay et que Mme de Talleyrand s'étudie à rendre ce séjour agréable, je ne doute pas que le roi Ferdinand VII s'y plaise, et j'en serais charmé. Au reste, il me paraît qu'on ne s'occupe guère

(1) *Mémoires*, t. Ier.

ici des princes que parce qu'ils sont chez vous, et de votre château que parce que vous y êtes. Le roi Charles, qui est à Fontainebleau, ne vient pas à bout, malgré la proximité, d'attirer l'attention ni d'inspirer un grand intérêt. La Révolution a ôté aux esprits toute susceptibilité sur ces objets.

Je ne comprends pas encore bien pourquoi vous êtes si longtemps à Valençay (1)...

Le vice-grand électeur le comprenait mieux, mais n'en était pas plus satisfait, il avait hâte de rejoindre Napoléon, de se remettre dans le mouvement du monde. Après plusieurs ouvertures, il prit sur lui de s'en aller : « V. M. ayant paru trouver qu'il n'y avait pas d'inconvénient à ce que je me rendisse à Paris, mon projet serait d'y aller à la fin de la semaine. Je n'ai pu voir V. M. qu'un moment depuis quatre mois, et j'ai un grand désir de me retrouver plus près d'elle. Mme de Talleyrand resterait ici quelques jours de plus que moi pour que le château ne prenne pas tout à coup l'air monacal qu'il aura quand il n'y aura plus que des hommes (2). » Il voulut du moins se faire donner, pour l'Empereur, un certificat de bonne conduite ; il l'obtint aisément, le voici :

Monsieur le prince, notre cher cousin et cher ami,

Les bontés dont V. A. S. nous a comblés, depuis que nous avons eu le bonheur de la connaître ; l'aimable hospitalité que nous lui devons, et mille motifs de la plus vive reconnaissance, joints à la haute estime que ces grandes qualités nous ont inspirée, nous font un devoir bien agréable de vous assurer par le moyen du duc de San Carlos et du chanoine Escoïquitz, porteurs de cette lettre, des sentiments de parfaite et inviolable amitié que nous lui avons voués. Quoique nous soyons bien persuadés que nous ne les pourrons exprimer que faiblement, de même que les regrets que nous cause

(1) Paris, 6 juin 1808. Archives de Broglie. Papiers de Talleyrand classés par M. de Bacourt. — Original.
(2) Talleyrand à l'Empereur, 16 août 1808. AF. IV. 1680.

votre absence, bien que modérés par l'espérance qu'elle sera favorable à l'expédition de nos affaires, et que nous aurons le plaisir de la revoir. Recevez donc, prince, cet épanchement de nos cœurs...

Vos bien affectionnés cousins et amis,

FERDINAND. CHARLES. ANTONIO.

Valençay, 30 août 1808 (1).

Mais c'est là style d'épitaphe, et si cet homme habile n'eut d'autre garant que l'attestation que je viens de reproduire, il se trompe encore, car les princes étaient satisfaits de son éloignement. Non pas qu'il ne fût extrêmement poli et capable de merveilleusement habiller son âme, mais ne s'étaient-ils pas mis en tête de « souffrir d'être logés par un étranger qui n'était pas leur égal ! (2) » Voilà une étrange délicatesse et venue bien à propos! D'Arberg l'écrivait à Duroc avec un étonnement que nous partageons à notre tour et que M. de Talleyrand ignora peut-être, tout en étant assez fin pour s'apercevoir des froideurs et des réticences.

Il partit à la fin d'août et courut à Nantes rejoindre Napoléon. Celui-ci venait de traverser la Vendée où de sincères acclamations avaient, sur cette terre classique de la chouannerie, salué le pacificateur de la patrie et le restaurateur des autels. Le monarque était de parfaite humeur, il accueillit fort bien M. de Talleyrand, et, certes, si ce dernier témoigna de l'opposition à la conduite des affaires d'Espagne, ce ne fut pas à ce moment-là. Il suivit la cour à Paris et, tout à son rôle d'amphitryon des Espagnols, réunit à sa table l'abbé de Pradt, le duc de San Carlos, le chanoine Escoïquitz. Il se dédommageait de ces attentions officielles par les sarcasmes de l'intimité, dévoré du désir de blâmer sans oser encore

(1) Archives de Broglie. Papiers de Talleyrand classés par M. de Bacourt. — Copie.
(2) Mss. Fonds français, 6596.

toucher à la politique impériale, il criblait de traits ses artisans : Champagny plus qu'aucun autre; et il se réservait pour l'imprévu qu'allait lui offrir la réunion d'Erfurt (1)

Un aspect monacal ! Talleyrand avait craint que sa demeure ne le prît bien vite; mais d'autres ressources restaient pour éloigner ce danger-là. La toujours très belle et peut-être point si sotte personne qu'on l'a prétendu, Mme de Talleyrand, remplissait son rôle de maîtresse de maison avec un dévouement infini. Napoléon avait laissé entendre à mots fort découverts que si Ferdinand s'amourachait de quelque jolie femme, cela serait à merveille. Celle que Bonaparte avait, selon le mot de Chateaubriand, « attachée à son mari comme un écriteau » savait s'en détacher elle-même à l'occasion. Sa modestie ne visa pas jusqu'au maître, elle abaissa avec bonté ses regards sur le serviteur, et le prince de Bénévent, respectueux jusqu'à l'excès des moindres désirs de l'Empereur, s'accommoda fort galamment des complaisances sans bornes de la princesse pour le duc de San Carlos, son admirateur déclaré. Dans le même temps, intervertissant les rôles à son tour, Ferdinand voulait bien goûter quelques distractions avec une jeune personne vivant sous le même toit. Vint-il à prendre méfiance de cette affection presque offerte? Ce feu de paille brûla un moment et s'éteignit.

Un vent amoureux passait sur ces cœurs inactifs, et chacun dans son oisiveté cherchait des compensations à l'ennui d'un château qui ressemblait moralement à une prison. Un des gentilshommes de la suite, don Raphaël Antonio de Souza, marquis de Guadalcazar, avait trouvé dans les alentours l'objet charmant digne de ses hommages. Au manoir de la Moustière, demeurait toute une famille estimable : le grand-père, le vieux M. Godeau de la Houssaye; son fils Godeau

(1) Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II.

d'Entraigues; ses petit-fils, l'un, auditeur au Conseil d'État; l'autre, officier de chasseurs à cheval, et leur sœur, une enfant de quinze ans. Elle était jolie et coquette; M. de Guadalcazar se montra pressant, l'auréole de la fidélité et de la persécution ornait son front, la bonne grâce de ses manières et l'antiquité de son blason firent le reste. Ernestine d'Entraigues ne repoussa pas l'heureux et galant hidalgo. Les fiançailles, puis le mariage, occupèrent le mois de septembre, et furent pour tous la plus agréable diversion.

En effet, au commencement de ce même mois, l'alarme avait été chaude dans la petite colonie espagnole. L'argent se faisait rare, et les promesses impériales d'une pension semblaient singulièrement oubliées. Pour les rappeler à qui de droit, Ferdinand envoya à Paris don Pedro Macanaz. Quand il eut exécuté ses sollicitations, celui-ci donna avis de son retour, mais ne reparut pas. Alarmé, on envoya de Valençay M. d'Amezaga à sa rencontre. Il apprit que Macanaz avait été arrêté à Étampes sous le prétexte d'un passeport incomplet et sous le motif d'une conversation dans un café sur les malheurs de sa patrie. On l'avait bel et bien conduit à Vincennes. En vain San Carlos et Escoïquitz, alors à Paris avec M. de Talleyrand, demandèrent une audience de l'Empereur qui s'excusa sur son prochain départ pour Erfurt. Après le retour, on voulut oublier l'affaire et le malheureux Macanaz resta cinq années, jusqu'à la fin de l'Empire, enfermé au donjon.

Tout ceci avait vivement affecté et émotionné les princes. Le mariage de Guadalcazar n'avait pu les désassombrir complètement, et la visite de Talleyrand ne leur rendit pas toute leur belle humeur. Le vice-grand électeur fit une simple apparition : avant de suivre Napoléon en Allemagne, il venait prendre congé de ses hôtes. Cherchant un cadeau à lui faire comme témoignage de cette hospitalité, ils lui offrirent leurs vieux livres de prières. Ce choix indiquerait qu'ils n'avaient à

leur disposition que fort peu d'objets de prix, à moins qu'ils n'eussent voulu se montrer extrêmement plaisants, et de fait, quoi de plus folâtre que ces Bourbons dépossédés remettant leur missel à l'ancien évêque d'Autun. — Imperturbable, celui-ci reçut son cadeau avec toute la gratitude et le respect imaginables, et monta en voiture. Il ne devait pas rentrer dans sa demeure avant la seconde Restauration, en avril 1816.

Le mariage de Mlle d'Entraigues, voilà un exemple des émotions qu'avait causées dans les castels de ce tranquille pays berrichon l'arrivée des princes. Toutes ne furent pas d'un caractère aussi joyeux. La police s'avisa de voir des conspirateurs dans tous les hobereaux voisins, et les préfets déployèrent leur zèle.

Le marquis de Bartillat habitait le château de Celles-sur-Cher, une grande maison que la bande noire depuis a détruite, et qu'avait construite Philippe de Béthune, frère de Sully. M. de Bartillat possédait cette terre par sa femme qui était justement une Béthune. D'excellente famille (sa mère et sa tante, — Mme Robert de Dillon, — étaient toutes deux de Maistre), il appartenait à cette noblesse qui, dans sa province, n'avait point souscrit au nouveau régime et il restait mal « noté » pour avoir prodigué des marques de son attachement au marquis de Rivière lors du grand procès de 1804. Il rencontra les princes dans une de leurs promenades et les salua. Souvent à cheval dans la forêt de Gatines, on s'avisa de craindre de sa part une tentative d'enlèvement en leur faveur, et sur le propos plus que vague d'une Mme de Saint-Aignan qui aurait dit que peut-être M. de Bartillat serait homme à aider une évasion, on l'arrêta chez lui le 26 septembre au matin. Le lendemain même, écroué à Vincennes, il avait les honneurs d'un interrogatoire de Desmarest.

Il n'y avait rien, on ne trouva rien. D'apprendre que Mme de Saint-Aignan avait un fils placé par ordre à l'école

de Saint-Cyr, d'où il était sorti pour mauvaise santé, que ce jeune homme fréquentait chez Mme de Chevreuse au château de Luynes où il y rencontrait M. de Duras et le prince de Poix, oui, cela fut prouvé; mais non de bâtir un complot entre lui et M. de Bartillat. Ce dernier n'en demeura pas moins sept mois au cachot, avant d'être envoyé en surveillance à Nancy, pour que son exemple servît à d'autres.

Si les princes apprirent ces événements où leur nom se trouvait mêlé à leur insu, et qui les pouvaient édifier sur leur position, ils n'en prenaient pas ombrage : leur pensée étant de ne pas demeurer longtemps à Valençay. En échange de l'Espagne et des Indes, l'Empereur leur avait promis le château de Navarre, avec ses « parcs, bosquets et dépendances ». Ils demandaient à venir habiter leur *propriété*.

Navarre était cette ancienne demeure des ducs de Bouillon, à la porte d'Évreux, où la bande noire n'a pas laissé pierre sur pierre, mais qui s'est poétiquement embellie avant de disparaître de l'ombre fugitive d'une grande infortune : Joséphine de Beauharnais. Résidence bien près de Paris, trop près par conséquent pour y maintenir dans le silence et l'oubli trois princes rayés de l'almanach impérial. On argua de l'état délabré du château, de l'étroitesse des appartements, et, à toutes les instances de Ferdinand, on fit la sourde oreille, jusqu'au jour où la lassitude le rendit muet (1).

De la pension apanagère stipulée à Bayonne, au lieu de 600 000 francs échus à la fin d'août 1808, 250 000 francs avaient été alors payés (2). En septembre, quelques phrases de promesses évasives à San Carlos et à Escoïquitz (3). Nouveaux retards, nouvelles réclamations, nouvelles fins de

(1) Les biens du duc de Bouillon furent réunis au domaine par décret du 3 janvier 1809. Navarre fut érigé en duché et en majorat pour Joséphine en 1810 Vendu en 1834 et démoli.

(2) Aff. étrangères. *Espagne*, vol. 676, fol. 297.

(3) *Ibid.*, fol. 320.

non recevoir, en octobre (1). Au commencement de 1809, Ferdinand réclame encore : l'arriéré est de 516 666 francs (2). Rien. Démarches le 24 février, démarches le 22 mars, démarches le 5 avril. Nulle réponse.

Il fallait donc vivre à Valençay. Malheureusement l'existence y devenait plus pesante. M. de Talleyrand n'y venait plus; sa présence était pour elle-même peu regrettée, car elle gênait ses hôtes par l'étiquette méticuleuse qu'il avait imposée (3). Toutefois l'isolement paraissait plus grand encore, et sur l'aspect d'une « prison » toute illusion tombait.

L'Empereur était parti pour l'Espagne et ses succès devaient écraser les dernières espérances des princes. C'était bien là la conquête définitive de leur royaume. Quelles étaient leurs pensées intimes sur ce point? Ils paraissent indifférents. On peut croire que le flegme de Ferdinand, l'âge de Carlos et l'apathie d'Antonio y étaient pour quelque chose. Le prince des Asturies dissimulait à merveille; quand il était sûr de n'être point espionné, il demeurait moins taciturne. A l'annonce, très imparfaite encore de l'affaire de Baylen, il dit le mot du Psalmiste : *Pater meus et mater mea dereliquerunt me; Dominus autem assumpsit me*. C'était au moins de l'à-propos.

Et puis quel avis précis avoir sur des événements incertains? Les nouvelles leur arrivaient rares, tronquées ou fausses. Les soins de M. de Lavalette sur ce point n'étaient pas vains : toute lettre subissait un examen soigneux : les princes n'en recevaient pas, leur entourage seul pouvait en attendre. Dès qu'un passage était suspect la missive était retenue. Pour être le destinataire d'une correspondance arrivée de Madrid avec quelques lignes chiffrées, Ignacio Menendez, valet de chambre de don Carlos, fut arrêté, tenu au secret à

(1) Aff. étrangères. *Espagne*, vol. 677, fol. 106.
(2) *Ibid.*, vol. 678, fol. 193.
(3) Lettre de d'Arberg, 15 avril 1809.

Châteauroux et conduit au fort de Ham. Il n'en sortira qu'à la fin de 1813 (1). Cette mesure était, du reste, un simple prélude.

Le nombre des sentinelles augmentait et on doublait les postes de gendarmes La surveillance s'étendait aux moindres détails. Il y eut une rumeur qui monta jusqu'au préfet quand don Carlos demanda à faire venir de Paris le dentiste Bousquet. Tout voyageur passant par Valençay était minutieusement noté, et le préfet de l'Indre envoyait au ministre de la police cette liste quotidienne. Un tailleur nommé Bédassier, faisant à Blois les commissions de Talleyrand, se chargea aussi de celles des princes. On l'arrêta pour avoir trois paquets dans sa voiture; il avoua que c'étaient trois boîtes contenant trois seringues pour M. d'Amezaga, l'écuyer; les gendarmes ne se contentèrent pas de cette déclaration :

« Nous avons fait ouverture des trois boîtes et avons trouvé : une seringue d'étain garnie d'une canule courbe, chacune des deux autres d'une courbe et d'une droite; recherches faites dans les dites seringues, nous n'y avons rien trouvé (2). » Pour cette grave affaire le préfet écrivait à Réal le conseiller d'État, et comme l'auberge de Bédassier « Hôtel d'Angleterre » (une enseigne suspecte) étant « située sur la route d'Espagne, pouvait recevoir des étrangers », on la ferma.

D'Arberg n'épargnait rien. Il habillait en bourgeois quatre gendarmes et payait leurs vêtements 510 francs. Deux hommes à 3 francs par jour veillaient aux écuries; ci : 3 282 francs. Il remboursait au directeur de la poste le port des lettres d'Espagne interceptées, soit : 355 francs. Nous avons tous ces comptes.

(1) F VII, 6518. Dossier *Menendez*. Ces lettres lui étaient adressées par Antonio Saiz de Zafra et sa femme.

(2) Mars 1809. Arch. nation., F VII, 3543.

Il semblerait que l'Empereur ait prétendu faire supporter aux princes le mauvais succès des affaires d'Espagne, et augmenter leur angoisse en proportion de la diminution de ses propres espoirs.

Déçu de l'autre côté des Pyrénées, anxieux de la prise d'armes qui l'appelait, à l'opposé sur les bords du Danube, il ne voulait laisser derrière lui aucun foyer de conspiration.

Ferdinand manquait d'argent : son majordome Ayerbe vendait ses chevaux. D'Arberg s'en plaignait comme d'une offense à la munificence de l'Empereur; mais la pension ne s'en payait pas mieux. On s'avisa d'un autre moyen, en vérité plus simple : à la fin de mars l'ordre arriva de renvoyer la plus grande partie de la suite. Dans les quarante-huit heures, sous peine de la confiscation de leurs biens, trente-trois personnes devaient quitter Valençay, On comprend l'émoi de tous, et le désespoir des trois Infants, privés de leurs serviteurs accoutumés. C'était pendant la semaine sainte, au milieu de pratiques de dévotion auxquelles l'absence de Talleyrand n'enlevait rien de leur sincérité et de leur recueillement. La dignité de Ferdinand se plut à ne laisser paraître ni indignation ni chagrin; il ordonna que les exercices de piété suivissent leur cours, et il se rendit de sa personne à l'adoration du saint Sacrement.

L'aumônier Ostolaza, qui était compris parmi les exilés, prêcha le sermon des Sept paroles avec une douloureuse présence d'esprit. Après la messe du samedi saint, tout ce monde en larmes se sépara. On laissait aux princes deux cuisiniers, quelques laquais; tout le service d'honneur disparaissait : le marquis d'Ayerbe, le général Antonio Correa, le duc de Feria, Cisternes, Ramirez Molina... et jusqu'à ce malheureux Gualcazar, que sa jeune femme suivit sur les grandes routes, avec qui elle se rendit à Burgos, et qui, moins de deux ans après, revenait, veuve de dix-sept ans, se réfugier chez ses

parents, mais à qui l'entrée de Valençay fut rigoureusement interdite dans la crainte de lui voir donner aux princes des nouvelles trop exactes de leur patrie (1). Cette caravane reçut à Châteauroux des passeports pour Auch, d'où ses membres furent conduits à Bayonne; ils passèrent ensuite les uns à Pampelune, les autres à Saint-Sébastien.

Le chanoine Escoïquitz était resté au château, et son neveu Dominique d'Amezaga, premier écuyer et intendant, semblait devoir prendre la direction de la maison. D'une bonne famille de Biscaye, parent de l'amiral Mazaredo, Amezaga était un brouillon et une mauvaise tête. Sa femme, née de Bergara (elle l'accompagnait avec leurs sept enfants), semblait plus aimable, trop aimable même s'il faut en croire la chronique. Tous deux troublèrent les princes plus qu'ils ne leur furent utiles, et l'oncle Escoïquitz, pour sa part, révolutionna cette cour minuscule, en excitant, non sans propos, mais, hélas! sans tact, l'irritation de son maître. San Carlos avait été renvoyé également et interné à Bourg-en-Bresse. On sait que le prince de Bénevent était alors en pleine disgrâce, et le comte le Senft a écrit que l'exil du brillant Espagnol était pour atteindre jusqu'à la princesse. Mme de Talleyrand, il est vrai, supportait fort mal cette absence. L'obligeant Escoïquitz entretint avec tous deux une correspondance secrète qu'il faisait passer de l'un à l'autre. Ferdinand s'ennuya de ces divers commérages et il demanda le départ de cette turbulente famille. Ils s'en allèrent tous à Bourges, au mois de juin, mais avec espoir de retour. L'avenir leur donna raison.

Le prince des Asturies avait jeté toute sa faveur sur deux prêtres français, les abbés Gaillard et Blanchard, que l'archevêque de Bourges (2) lui avait envoyés pour le service religieux. Le premier avait émigré en Espagne pendant la

(1) Mss. Fonds français, n° 6596, pièce 98.
(2) Mgr de Mercy (1802-1811).

Révolution et parlait bien la langue. Ils étaient de toutes les parties; mais ces distractions demeuraient tout à fait orthodoxes, car le préfet de l'Indre étant venu en ce temps-là faire une visite de surveillance, n'annonçait rien de nouveau à signaler, si ce n'est que « le Nain jaune remplaçait le Loto ». Le passage d'une « troupe d'artistes d'agilité » (lisez : des danseurs de corde) devint un événement; elle donna une séance à Valençay, et les princes en furent si satisfaits qu'ils louèrent leurs talents pour tout un mois.

Ils se contentaient de ces plaisirs et c'était fort heureux, car on ne leur en eût point permis d'autres. Pour rompre cette affreuse monotonie, d'Arberg avait songé à leur faire visiter quelques châteaux voisins et à les mener pêcher dans la rivière du Cher. Il en demanda l'autorisation à M. de Pommereul, le préfet, qui en référa au ministre de la police, et Réal, en marge répondit : « A quoi bon? »

La gracieuseté et la pitié de d'Arberg n'excluaient pas au reste une exacte police : si les princes sortaient dans le parc, quatre gendarmes cachés précédaient toujours leur voiture; dès quatre heures du matin un journalier est placé sous leurs fenêtres, muni, pour donner le change, d'un râteau ou d'un autre instrument, afin d'épier toutes les démarches et voir s'ils ne touchent pas aux portes pour les ouvrir, s'ils ne jettent pas des billets par-dessus les murs. Cet *observateur* est un jeune militaire blessé et en retraite; on lui donne 90 francs par mois (1).

Ainsi se passa, à Valençay, cette première année, dans ces graves et importantes affaires. Pendant ce temps, surexcitée par la diversion belliqueuse de l'Autriche, soutenue par l'or de l'Angleterre, la Péninsule était tout entière debout. Soult devait abandonner le Portugal, Victor était battu à Tala-

(1) Rapport du 3 juillet 1809. F VII, 3544.

vera, Joseph reculait sur Madrid, le siège de Girone laissait dans l'histoire un souvenir immortel, et, sur le plateau d'Ocaña, la vaillante ardeur de nos troupes avait besoin de soutenir la réputation non d'héroïsme de nos aigles, mais de leur bonheur.

De tout cela, nulle trace dans l'esprit de Ferdinand, de son frère ou de son oncle. A leur vouloir tout cacher, on avait certainement réussi. M. d'Arberg recevait en récompense le titre de comte et venait reprendre à la cour un service plus digne de lui et moins ingrat.

II

Le nouveau gouverneur de Valençay n'avait sans doute pas les qualités d'homme du monde de son prédécesseur, mais il se trouvait très propre au métier de gardien qui lui était fait : soldat de bravoure sans caractère, malgré des aventures assez multipliées :

Pierre Berthemy (1), cuirassier à l'armée du Rhin, attaché à l'état-major du général d'Hautpoul, avait eu la bonne fortune de devenir officier d'ordonnance de l'Empereur. Lorsque Savary s'en fut en mission à Saint-Pétersbourg, à l'été de 1807, Berthemy fit partie de la maison militaire de cet ambassadeur d'un nouveau genre (2), et c'est là, sans doute, que le duc de Rovigo apprécia la pureté de son zèle et la sûreté de son service.

Murat passant en Espagne le chargea d'aller tâter le patriotisme des habitants des îles Baléares. Ils le lui montrèrent en

(1) Né le 16 mai 1778. Entré au service en 1798. Sous-lieutenant en 1800.
(2) *Mémoires du général de Saint-Chamans.*

l'enfermant au château de Bellver. Au bout de sept mois, on l'embarqua sur un méchant bateau, à qui des corsaires espagnols donnèrent la chasse. Berthemy est remis au cachot, se fait passer pour un marchand allemand, recouvre sa liberté, reprend la mer; la tempête le pousse en Barbarie : le dey d'Alger le retient une demi-année dans ses casemates (1). C'est à sa rentrée en France qu'on l'envoie à Valençay. Disons de suite la fin de son histoire : attaché à la fortune de Murat, dont la vaillance aimait les gens qui se battent (et Berthemy, blessé à Austerlitz, à Eylau, à la Moskowa, montrait qu'il savait s'exposer en des jours heureux), il resta au service du roi de Naples jusqu'aux catastrophes de 1815. La Restauration en fit plus tard un maréchal de camp; le gouvernement de Juillet, un commandant de département. Il mourut vieux, à la fin de 1855.

Quand, à la suite de ses mésaventures des Baléares et d'Afrique, il accepta le poste de gouverneur de Valençay, on aurait pu soupçonner sa rancune contre les Espagnols de vouloir prendre sa revanche. Point du tout. Charmer les princes par sa politesse, Berthemy l'avait prétendu. Nous le voyons, à ses débuts, leur ménager la surprise de petits présents et travailler, pendant trois mois, à un « groupe de dessin à la manière d'Isabey », qu'il croit devoir offrir au prince Ferdinand.

Mais d'autres soucis ne tardent pas à le dominer. Des tentatives d'évasion, dont la plus fameuse de toutes est connue par le nom du baron de Kolli, caractérisent son gouvernement. — Évasion, enlèvement, c'est tout un dans l'espèce, et que la chance en ait été poursuivie, rien de plus naturel. Que Napoléon ait prétendu ne pas laisser aux Espagnols cette facilité, la chose est dans l'ordre. Il ne se comprend pas

(1) Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 679 et 682. — Archives nationales, AF IV, 1613. — Bibliothèque nationale. Mss. Fonds français, vol. 6596.

moins que l'Espagne, tout entière soulevée au nom de Ferdinand VII, ait cherché à délivrer son roi. On demeure seulement surpris de ne pas voir l'entreprise risquée plus souvent en faveur de ce nouveau Richard, qui, sans avoir un « cœur de lion », savait encore trouver des Blondel.

Les invités de marque que Talleyrand, dans l'été de 1808, avait priés de venir à Valençay, pour donner sans doute à sa maison un air plus mondain et d'élégance, ne manquèrent pas d'avoir cette idée. Mmes de Bellegarde, la femme et la belle-sœur du feld-maréchal autrichien, qui avait discuté avec Bonaparte les préliminaires de Léoben, la duchesse de Gênes et Mme de Brignoles, sa fille, proposèrent d'aider la fuite, au moins celle de Ferdinand, au marquis d'Ayerbe, son intendant. Mais celui-ci hésita, prit peur et certainement il eut raison (1). Cette démarche était spontanée et imprudente.

Il y en eut de naïves, comme celle de Bonaventure de Malibran, un Français dès avant la Révolution au service de l'Espagne et qui s'était distingué dans les colonies d'Amérique. En janvier 1809, il était parti pour la délivrance de Ferdinand, un peu comme Don Quichotte à la conquête de Dulcinée du Toboso. Pensant bien que l'argent est encore l'arme la meilleure en pareille occurrence, il menait deux mules chargés de deux caisses remplies d'or, mais cachées, il le croyait du moins, sous des tablettes de chocolat. Il n'eut pas même la peine d'être pris par des gendarmes français : avant d'atteindre la frontière espagnole, arrêté deux fois par des paysans en armes, à Lérida et à Olinna, il fut remis en liberté, à cause des passeports très réguliers que lui avaient fournis, au nom de la junte suprême de Catalogne, Thomas de Véri et Théodore Reding, mais ses caisses n'eurent pas la

(1) *Memorias del marquès de Ayerbe.*

même bonne fortune; il ne les revit jamais. Il ne renouvela pas sa tentative généreuse, dont les archives de M. le duc de Saragosse nous ont conservé les détails (1).

Afin de voir Ferdinand VII, prendre ses ordres et les reporter en Espagne, la Régence de Séville chargea de passer en France don Juan Antonio Miguel y Forté. C'était un artiste « décorateur de la Chambre royale », qui, par ses anciennes fonctions au palais de Madrid, pouvait avoir conservé avec l'entourage des princes des relations utiles pour pénétrer auprès d'eux.

Miguel y Forté partit de Cadix en février 1809. Après une quarantaine à Trieste, il passa par le Tyrol, la Suisse, Bâle, Berne, Genève, traversa Lyon, arriva à Paris (3 juin), y demeura trois semaines, et entreprit son voyage de reconnaissance autour de Valençay par Tours, Vierzon, Selles et Saint-Aignan. Il put facilement se rendre compte de l'exacte surveillance dont le château était entouré; les détails de son rapport coïncident tout à fait avec les renseignements des bulletins de police.

Son ami Moreno n'était plus là, éloigné au mois d'avril précédent, comme tous les gens de service. Miguel y Forté interrogea les uns et les autres; pénétrer jusqu'à Ferdinand, il n'y fallait pas songer; pensant avec prudence, et, on doit le dire, avec sagacité, qu'il compromettrait sans utilité et les princes et lui-même, il repartit. Son retour s'effectua par la Suisse, le Rhin, Manheim; à Rotterdam, il s'embarqua pour Londres (septembre 1809). Là il rendit compte à Cevallos, ambassadeur dans cette ville, de ses faits et gestes, puis regagna l'Espagne. Le 6 octobre, à Séville, il énumérait à

(1) Il fut nommé receveur des finances à Grenade. Il était, en 1810, intendant de la Sierra Morena; depuis, administrateur de Puycerda. Il appartenait à une vieille et bonne famille de Mont-Louis, dans la Cerdagne française. Né en 1768, il mourut en 1842.

Martin de Garay les détails de ses pérégrinations. Il avait complètement échoué (1).

Au commencement de 1810, deux émissaires de la junte de Tarragone venaient en France. S'il faut en croire une note de Réal, ils étaient porteurs de 800 000 francs de lettres de crédit. La somme paraît forte. Le projet était de gagner la côte de Bretagne et d'aborder un vaisseau anglais qui croiserait là. L'un d'eux, déguisé en femme, serait parvenu auprès d'un médecin de la suite des princes; mais Ferdinand aurait refusé de tenter l'aventure parce que « le non-succès l'avilirait aux yeux de l'Europe. Il n'attendait d'amélioration à sa position que dans la constance de la nation espagnole à lutter contre l'Empereur ». Ce n'était point si mal répondu. La tentative fit peu de bruit; car s'il est vrai que, dans la soirée du 27 au 28 janvier, les gendarmes poursuivirent dans le parc un individu qui leur échappa, rien n'indique que ce fût un agent politique; il y avait beaucoup d'autres intrigues nocturnes au château; et c'est le ministère de la police qui s'en vint avertir la préfecture de Châteauroux de ce qu'elle avait ignoré complètement (2).

Le mois suivant, autre alerte; mais, cette fois, le préfet de l'Indre, prenant sa revanche, annonce l'aventure à Réal; la nuit encore, une ronde vit un homme s'enfuir devant elles; elle parvint à le saisir : c'était un soldat qui tendait des collets à lapins. Réal conserva toute sa gravité : il demanda un rapport supplémentaire pour le placer sous les yeux de Sa Majesté (3). Quand on pense que ceci se passait à la fin de février 1810, à l'heure où l'Empereur recevait l'acceptation de la cour de Vienne pour son mariage avec Marie-Louise, il faut reconnaître que la police était bien vigilante et Napoléon peu absorbé.

(1) Archives d'Alcala de Henarès. *Estado*. Legajo 2955.
(2) AF IV, 1508.
(3) F VII, 3544.

On eut vent à cette même époque, et même un peu avant, d'un moyen d'évasion paraissant plus sérieux et plus vraisemblable : profiter d'une promenade à cheval dans les bois, s'écarter doucement de l'escorte à un croisement de route et gagner à fond de train des relais disposés pour un enlèvement. On dit qu'Escoïquitz et San Carlos en eurent la tentation; si Ferdinand témoignait de l'hésitation, et son caractère permettait ce doute, on l'eût attaché à sa monture entraînée par les autres cavaliers. Tout ceci est bien vague, et comme les noms de Mathieu de Montmorency et du marquis de Rivière furent murmurés (1), il semble qu'on ait seulement voulu rapprocher des personnalités suspectes pour se donner le prétexte d'exercer quelques sévérités. Aucune preuve matérielle de ces projets.

Sans doute, parmi beaucoup de difficultés, celles-ci paraissaient les moins insurmontables. Le gouverneur Berthemy mettait sa perspicacité et son zèle à les prévoir : « Le Cher est à trois petites lieues de Valençay, il tombe dans la Loire, on peut se rendre sur ses bords par des chemins détournés dans la forêt de Gatines. Sur la rive gauche, c'est l'ancienne Vendée..., contrées faciles pour couvrir une fuite. César dit positivement dans ses *Commentaires* qu'il ne put jamais les fouiller entièrement. Arrivé dans les Sables-d'Olonne, on peut y attendre les voiles anglaises. »

Voilà de l'érudition! Et voici du courage :

A supposer une attaque de vive force du château : « Si je ne succombais pas dans l'action, et si j'étais malgré tout forcé à la retraite, les Anglais pourraient enlever le dépôt qu'a daigné me confier mon souverain et maître; mais ils n'au-

(1) Le premier vint, en cet été de 1810, dans sa terre de la Forest, près de Blois, puis à Fossé, chez M. de Salaberry, et à Chaumont, avec Mme de Staël et M. de Barante; et le second, sorti au mois de mai de la citadelle de Strasbourg, était interné dans le département du Cher, son pays natal, où il venait de se marier.

raient que des cadavres! (1) » Le valeureux Berthemy n'eut pas à déployer cette férocité. Du tact, de la prudence et de la ruse, voilà ce qu'on allait lui demander. Nous verrons ce qu'il en advint. C'est la fameuse affaire du baron de Kolli.

Mille obscurités voilent comme à plaisir cette entreprise : le héros était un aventurier porteur d'un faux nom; la police a fait jouer au sosie qu'elle lui substitua un rôle qui devait tromper ceux à qui il s'adressait; l'Empereur a ordonné l'insertion au *Moniteur* de pièces qu'il savait apocryphes; les intéressés eux-mêmes ont, par la suite, donné créance à des mensonges qui flattaient alors leur vanité; leurs *Mémoires,* publiés à grand bruit, sont de pure invention, et les *Biographies* les plus autorisées ont reproduit ces assertions sans contrôle. Pour ne point se perdre au milieu d'un pareil dédale, je dirai brièvement la vie de Kolli avant d'exposer les faits qu'un patient examen des documents originaux me fait croire être la vérité.

Il est bien extraordinaire, ce *curriculum vitæ*, et ne devient vrai, sinon vraisemblable, qu'en un temps de révolution.

De son vrai nom, il s'appelait Louis Collignon, fils d'un tambour-major du département de la Meuse, tué devant Cambrai en 1793. Il n'avait pas trente ans quand, sous le Consulat, en l'an XI, il fut condamné aux fers par contumace, à Bar-sur-Ornain, comme faussaire et déserteur. Plus tard, il est convaincu de vol chez M. Buffaut, le receveur général du département, mais il échappe encore. Il ne manquait ni d'esprit, ni d'habileté, ni de talents; sa figure agréable, ses manières polies le rendaient séduisant. Il avait pris femme, je ne sais comment : celle-ci eut une intrigue avec un baron de Munch; Collignon les surprit et fit signer au « coupable » un traité en douze articles : l'heureux rival tout

(1) Berthemy à Fouché, 4 avril 1820. Mss. Fonds français, n° 6596.

d'abord lui versait 40 000 francs, puis il épousait la femme et promettait enfin d'élever les enfants « dans la crainte de Dieu et les principes de l'honneur ». Cette pièce, digne de Frontin et de Tartufe, est du 12 avril 1805 (1).

Pour lui, l'époux outragé, il alla vivre avec la veuve d'un banquier genevois, prit ses diamants et les mit en gage C'est probablement à cette époque que, faisant peau neuve, il allégea son nom patronymique de cette dernière syllabe : *gnon*, si peu aristocratique; il l'augmenta au contraire d'une particule qui l'était incontestablement beaucoup plus : il changeait le *C* en *K* (conseil que ne lui eût point donné l'aimable Charles Nodier qui trouvait, contre le savant Augustin Thierry, cette « perpendiculaire maussade armée de deux pointes obliques et divergentes » bien inférieure au *C*, « si gracieux en sa jolie forme demi-circulaire »); mais Collignon se souciait peu de l'étymologie de l'orthographe, et il donnait à l'ensemble de son nom nouveau une saveur étrangère : M. de Kolli, baron irlandais... ou italien. A Versailles, il se fait passer pour un officier général suisse, il en porte l'uniforme avec une croix de Hohenloë (2).

Dans cette ville, où il demeura de 1807 à 1809, sa trop bonne mine lui valut la conquête d'une femme exaltée et mystique, divorcée de M. d'Abzac, remariée avec M. de Bonneval, petite-fille de la fameuse Mlle Aïssé et nièce de Mme de Breteuil. Cette liaison était tout à fait à la Jean-Jacques; des scènes de repentir succédaient aux scènes de passion; Kolli menaçait de se suicider, puis recevait des conseils pieux, peut-être sincères, d'une maîtresse alternant la galanterie et la dévotion. Un beau jour, il partit se jeter dans un ermitage de la forêt de Sénart; il en sortit en no-

(1) Fouché à l'Empereur. AF IV, 1680.
(2) Brouillon de la main de Fouché d'un « Rapport à S. M. l'Empereur et Roi ». 31 mars 1810. F VII, 5540.

vembre 1809 pour gagner, près d'Anvers, la chartreuse de Westmale. Mme de Bonneval l'avait muni d'une bourse et d'un passeport au nom de son cocher. C'est là que lui vint l'idée qui devait faire sa fortune, ses malheurs et sa gloire.

Il passa en Angleterre, décidément « baron de Kolli », d'une noble famille piémontaise. Ses protestations religieuses avaient trompé un excellent et digne prêtre, mais ici trop confiant, l'abbé Desjardins, curé des Missions étrangères à Paris, qui tentait de ramener au bien également Mme de Bonneval. Pendant son exil en Angleterre et au Canada, M. Desjardins avait connu, pour ses œuvres, le duc de Kent. Sur les instances de Mme de Bonneval et dans sa satisfaction d'éloigner honnêtement de sa pénitente son ancien amant, il donna à Kolli une lettre d'introduction « dans le sens simple de la charité chrétienne ». C'était assez pour l'intrigant. Il parvint jusqu'au duc de Kent, le séduisit par son ardeur, et se fit fort de délivrer les princes espagnols, de les sortir de Valençay, de les mener en Angleterre. Le duc adopta cette triomphante idée; M. de Wellesley avait dès longtemps nourri cette espérance; un homme de main se présentait, nul risque moral à courir pour le ministère anglais, des guinées et voilà tout; on sait que cette politique est souvent la sienne. On fit en secret les préparatifs nécessaires.

Kolli se trouva muni de pièces fort sérieuses :

A. La lettre originale que Charles IV avait écrite (en 1802) à Georges III, pour lui annoncer le mariage du prince des Asturies (aujourd'hui Ferdinand VII). Au revers une apostille de la main de Wellesley, datée du 26 février 1810, attestait que cette lettre donnait toute créance dans le porteur.

B. Deux lettres autographes, l'une en latin, l'autre en français, du roi Georges, contresignées par Wellesley, exprimant des condoléances sur la situation malheureuse de l'Espagne.

C. Un nombre considérable de pièces fausses, laissées en

blanc mais signées à l'avance : des ordres de service des ministres de la Guerre et de la Marine, des feuilles de route, des passeports portant l'en-tête de la mairie de Versailles.

D. Une grille en cuivre avec les mots : *Secrétairerie d'État*. — Une imitation du grand cachet d'acier du ministère de la Marine de France. — Un cachet à aigle avec la légende : *Commissaire des guerres*. — Des cartes de la côte bretonne et des environs de Valençay.

E. Enfin, le viatique nécessaire pour mettre en jeu toutes ces batteries : des lettres de change, de l'argent, des diamants d'une valeur totale de 180000 francs.

Le 24 janvier 1810, Kolli prenait congé, partait pour Plymouth; les vents l'y retenaient un mois; dans la nuit du 8 au 9 mars, après avoir longé les rochers de Quiberon, il débarquait près de Sarzeau.

Il avait un compagnon, un jeune homme de vingt-cinq ans, Albert-Constant de Saint-Bonel, qui, pour son malheur, avait été attaché, l'automne précédent, aux bureaux du commissaire des guerres de l'armée du Nord. A Anvers, à la table d'hôte de l'auberge de l'*Ours*, il avait fait connaissance de Kolli et, acceptant les promesses d'un avenir magnifique, le suivait à Londres comme interprète, car il parlait l'anglais. A peine débarqués en France, ils ne s'entendirent plus; Saint-Bonel, sans ressources, crut pouvoir « lever » deux diamants des paquets de Kolli. Enfin, plus ou moins raccommodés, ils arrivèrent à Paris, le 16 mars, et le « baron » se mit en campagne.

Il alla droit chez Mme de Bonneval, qui se chargea de négocier avec son banquier, M. Doyen, une partie des diamants anglais; elle toucha 30000 francs. Il fit également visite à l'abbé Desjardins : très probablement, lui conta merveille sur son projet de la délivrance de Sa Majesté Catholique, et très sûrement, le bon abbé, comme il le déclarait

plus tard dans un interrogatoire, « ne donna pas les mains au complot ». Kolli prétendait mener son expédition dans l'Indre avec toutes les précautions du monde et prendre son temps. Il loua dans la campagne une maison isolée, sur la lisière du bois de Vincennes, acheta des chevaux, prit à son service un certain Richard, « ancien soldat de la Vendée ». Tout ceci employa une semaine.

La police de Fouché ne l'avait pas perdu de vue un seul instant. Elle l'avait suivi dès son séjour en Belgique et, quand il était parti le 18 novembre pour Anvers, le duc d'Otrante le signalait, le 23, au préfet. Fouché connaissait la correspondance avec Mme de Bonneval, il connaissait le voyage de Sarzeau à Paris, il connaissait l'entrée au service de Richard, et même il l'acheta. Il attendait seulement que l'entreprise encore vague fût caractérisée, et pour procéder à une arrestation, que tous les papiers fussent réunis dans un même endroit.

Quand Richard l'eut averti, le 24 au matin, des agents se présentèrent à Vincennes (dans la petite maison de la rue de la Pissotte), et d'un coup de filet saisirent Kolli, de Saint-Bonel et les pièces cachées : la lettre du roi dans une canne creuse, les autres dans une doublure d'habit et les diamants dans le collet d'une pelisse. L'interrogatoire ne fut pas difficile, Kolli se déclarant avec emphase : « Ministre de S. M. Britannique auprès de Ferdinand VII » ! Il est certain que l'occasion était belle pour se créer des titres aussi authentiques, et la police eut la bonne grâce de croire tout ce qu'il lui disait.

Mis au secret, à Vincennes, on le pressa de questions, et comme la main de l'Angleterre était tout entière dans l'aventure, Napoléon, par un coup de machiavélisme, résolut d'en tirer un double profit : mystifier les Anglais et compromettre Ferdinand. Il ordonna donc de faire jouer par un homme sûr, à Valençay, la comédie de la tentative d'évasion que prémé-

ditait Kolli, pour ensuite rendre publique l'inanité d'une entreprise devenue ridicule. L'invention était misérable mais adroite; par le fait, l'affaire fut manquée. L'Empereur n'en avait pas moins été un *impresario* excellent; sa lettre (est-il besoin de dire qu'elle ne figure pas dans la *Correspondance* officielle) prévoit et ordonne tout.

On s'avisa de prendre pour aide ce même Richard, qui avait trahi son maître; il était sous la main. On lui promit 12 000 francs, mais c'était un maladroit. Il devait être Kolli pour Ferdinand, après s'être introduit sous le nom de guerre d' « Albert ». On le mit en route pour Valençay. Prévenu, Berthemy le reçut à merveille, n'hésita pas à déployer tout son zèle, mais il éprouva une déception. Laissons-lui la parole pour la raconter à Fouché :

Monseigneur,

J'ai l'honneur de rendre compte à V. Exc. que le 5 du courant je voulus introduire le sieur Albert; mais les princes étant en recueillement pour prières, je remis au 6 mon projet. Hier, à onze heures du matin, je présentai le dit Albert au prince Antonio qui a un tour et s'y occupe : c'était le seul moyen d'arriver plus loin. Le prince Antonio, après avoir visité les divers ouvrages du dit Albert, convint qu'après sa promenade le dit Albert reviendrait dans son appartement pour tourner quelque ouvrage.

Mais le dit Albert m'ayant fait part qu'il désirait voir en particulier M. d'Amezaga, je le fis introduire seul, en lui recommandant de sonder le terrain sur lequel il allait travailler et le reportant, en outre, à mes autres instructions.

A peine le sieur Albert voit-il M. d'Amezaga, qu'il lui fait voir la lettre de Georges III, lui fait part de son projet d'enlever les princes, exige la parole d'Amezaga et lui fait des menaces s'il y manque. Ce dernier la lui donne; mais au lieu de s'y tenir, il accourt chez moi, me fait part de tout ce que j'ai l'honneur de rapporter à V. Exc., me dit qu'il veut se hâter d'en instruire LL. AA., qu'il me prie en grâce de prendre de promptes mesures pour que cet individu soit fouillé, arrêté et livré à la justice, qu'il m'en prie

à genoux, et se retire en ajoutant diverses phrases qui prouvaient son attachement à l'Empereur et Roi.

Je fis amener le sieur Albert auquel je fis des reproches sur ce qu'il n'avait point suivi mes instructions et qu'il avait agi comme un cerveau brûlé.

Il me dit qu'il était certain que le projet des Anglais avait été connu aussi vite à Valençay qu'à Paris. Je lui demandai s'il disait cela pour moi; il me répondit que non, qu'il était bien loin d'attaquer un homme d'honneur, mais que lui aussi n'était pas fait pour perdre le sien, qu'il reviendrait et qu'il saurait les enlever à la tête d'un escadron de cavalerie et tailler en pièces Amezaga, qui lui avait donné sa parole d'honneur de ne rien divulguer. Je le fis évader, et il quitta Valençay à trois heures. Je fis rendre compte aux princes que l'individu était parti bien escorté et que je l'avais envoyé directement à Paris.

Peu de temps après, le prince Ferdinand m'adressa une dépêche dont j'ai l'honneur de vous transmettre copie.

A trois heures et demie, d'après le rendez-vous de Son A. R., je me rendis chez M. d'Amezaga où je trouvais Son A. R. Elle me priait en grâce de vouloir bien veiller à leur sûreté bien en danger, et lui donner un piquet de cavalerie lorsqu'elle irait promener, de mettre des sentinelles partout où elles seraient nécessaires; qu'elle ne voulait recevoir aucun marchand quelconque pour éviter toute embûche et qu'elle me priait instamment de n'en laisser entrer aucun, même ayant rempli les formalités exigées; que ce lieu n'était d'aucune sûreté, puisque la forêt touchait au château; qu'elle me priait de demander deux bataillons de plus en garnison et qu'en outre, elle allait écrire à S. M. l'Empereur et Roi pour qu'on la plaçât dans un lieu de sûreté, afin qu'elle puisse vivre tranquille et non dans l'inquiétude comme, sans cesse, elle y était.

J'ai l'honneur d'assurer V. Exc. que quoique je sois depuis peu de temps à Valençay, j'ai cependant tout observé avec un soin très scrupuleux; mais je dois dire que je n'ai rien découvert qui ait pu me faire naître des soupçons relativement à la connaissance du projet en question.

Je dois ajouter que j'eusse cru le sieur Albert plus profond : je lui rends toute justice quant à l'intention, mais je pensais qu'il allierait son impétuosité à la réflexion qu'une mission pareille exigeait. Je lui avais cependant donné les conseils qu'il m'avait promis de

suivre, et j'aurais voulu qu'il ait démontré moins d'ardeur; de cette manière, j'aurais eu plus de certitude pour les conséquences que j'ai eu l'honneur de décrire à V. Exc. dans ma dernière dépêche.

Agréez, je vous prie, Monseigneur, l'hommage de mes civilités très humbles.

BERTHEMY.

J'ai l'honneur aussi de vous rendre compte qu'à l'instant M. d'Amezaga vient de me remettre deux lettres : l'une pour l'Empereur, l'autre pour Son Exc. le duc de Frioul; toutes deux de la part de S. A. le prince Ferdinand. Je les adresse par ce courrier à M. le grand maréchal.

Valençay, 7 avril 1810 (1).

Tel était donc le résultat de toute cette manœuvre : Ferdinand, par crainte réelle ou par dissimulation, se croyait obligé de demander lui-même un redoublement de surveillance. D'Amezaga, mourant de peur « d'être assassiné dans son lit », était pour tout jamais guéri de l'envie de donner les mains à un enlèvement. Berthemy profitait de l'effroi général pour resserrer le service de sûreté. Et Napoléon, malgré la très légitime préoccupation qu'aurait pu lui causer son mariage célébré le 1er avril, ne perdait pas l'occasion de poursuivre ce coup de partie. Le *Moniteur* du 26 avril insérait en grand fracas, mêlant le faux au vrai, les pièces authentiques trouvées sur le véritable Kolli, c'est-à-dire Collignon, ses aveux dans un interrogatoire de fantaisie, et le récit brodé de la démarche faite à Valençay censément par lui, réellement par l'espion Richard, dit Albert, dit Kolli (2). Cet amalgame devait merveilleusement embrouiller toute l'affaire, donner à

(1) F VII, 6540. Dossier *Kolli*. — Autre copie autographe, F VII, 6517a. Dossier *Collado*. — Bibliothèque nationale. Mss. Fonds français, n° 6596.

(2) La *Gazette de Madrid*, au contraire, garda un silence absolu sur toutes ces pièces. Notre ambassadeur, La Forest, demanda pourquoi. D'Urquijo, ministre de Joseph, répondit : « Il est préférable de ne pas attirer l'attention des Espagnols sur leurs anciens princes. » (*Espagne*, vol. 682, fol. 246.)

la tentative anglaise à la fois l'apparence d'un complot, d'un échec et d'un ridicule. Et pour montrer les princes d'Espagne dans une posture de pusillanimité, de défaillance et de courtisanerie (ils n'y prêtaient que trop!), le même numéro du *Moniteur* faisait suivre ces pièces du récit emphatique des fêtes qu'ils avaient célébrées à Valençay en l'honneur du mariage de Napoléon.

Faut-il achever ici nos renseignements sur Kolli? Nous dirons de lui ensuite : *abeat quo libuerit!*

Il fut donc emprisonné à Vincennes. Il demanda, bien qu'il ne paraisse pas avoir cherché à les voir quand il était libre, la visite de sa femme et de ses enfants, domiciliés rue des Martyrs. Permission refusée. Le 8 février 1811, il se frappe, peu grièvement, de deux coups de ciseaux. Le 23 octobre suivant, après avoir creusé un trou au mur de sa tourelle, suspendu à ses draps, il descend dans la cour du donjon; il y revêt les vêtements d'un des maçons travaillant par hasard au château et se cache le visage derrière une auge de plâtre pour passer devant le corps de garde, précurseur, à son insu, dans ses moyens et ses espérances, du prince Louis-Napoléon au fort de Ham. Mais il est moins heureux : le gardien refuse de lui ouvrir le guichet; reconnu, il est ramené à son cachot. En janvier 1812, il proteste contre la parcimonie de sa « solde » de prisonnier. J'ai là, sous les yeux, un petit billet autographe où, au bas d'un reçu, il écrit : « Cette quittance est la dernière que je signe : 10 sols par jour ne suffisent pas aux dépenses (habillement, linge, repas, chauffage). J'ai vendu tout ce que je possédais, en finissant par ma montre. Il y a deux ans que cet état dure (1). » Nous le voyons demander à Rovigo de toucher 25 000 francs « déposés au greffe du château (2) ». Avec tous les autres prisonniers d'État, il fut trans-

(1) F VII, 6540.
(2) *Ibid.*, dossier *Saint-Bonel.*

féré de Vincennes à Saumur (7 février 1814) à l'approche des armées alliées. Deux mois après, au retour des Bourbons, il était mis en liberté.

Il entreprit de réclamer les sommes dont il se trouvait porteur lors de son arrestation, notamment 200 000 francs de diamants, prétendait-il. Le gouvernement de la Restauration accueillait avec une confiante bienveillance les griefs de tous ceux qui étaient ou se prétendaient victimes de Napoléon; une décision de Louis XVIII ordonna de lui rendre un cheval, un cabriolet, un sabre, un nécessaire, et 15 125 francs. Au mois de décembre, Kolli échangeait, sur la tentative de 1810, des démentis publics avec Berthemy, maintenant général, chevalier de Saint-Louis et royaliste comme le roi.

Fouché, appelé en témoignage, avouait galamment la supercherie de la police et le subterfuge du *Moniteur*. Kolli triomphait, faisait imprimer l'aveu à cent exemplaires, et l'envoyait... à tous les souverains d'Europe.

Jamais il n'avait été un personnage plus important. Il allait à Madrid voir le prince pour qui il s'était dévoué. Officiellement protégé par l'ambassade d'Angleterre, devenu « gentilhomme suisse (1) », il était présenté à Ferdinand VII et recevait de ses mains la croix de Charles III. Aux Cent-Jours, il se crée major d'un régiment de volontaires royalistes; le colonel, M. de Barbarin, est tué dans une lutte avec les douaniers, sur la frontière, près de Bédary. Kolly est amené à Bayonne, Waterloo le délivre. Il reprend ses instances auprès du gouvernement français; débouté une fois, deux fois, il ne se tient jamais pour battu. En 1823, il publie, ou l'on publie pour lui, un volume de « Souvenirs » dans la collection des *Mémoires relatifs à la révolution d'Espagne*. Là, il est redevenu « gentilhomme italien ». Il meurt dans l'oubli et la misère

(1) Lettre du prince de Laval à M. de Jaucourt, 13 février 1815. (*Espagne*, vol. 695, fol. 138.)

vers ce temps-là; et quand, dix-huit ans plus tard, la très sérieuse « Biographie » Michaud lui consacre un article, elle adopte les contes bleus de cet aventurier. Tous les dictionnaires suivent ces errements et la légende semble indéracinable.

Le complice de Collignon-Kolli : Albert de Saint-Bonel, tenu au secret à Vincennes depuis le 24 mars 1810, fut transféré au fort de Ham le 12 août 1811. Le 25 février suivant, il s'évadait avec un sieur Sorbi, Italien mêlé à des intrigues espagnoles. Repris, on l'écrouait à la Force un mois après. Sans doute que la chute de l'Empereur lui rendit la liberté.

Richard, « le soldat vendéen », qui fut si maladroit dans la comédie qu'on voulut lui faire jouer, disparut complètement après avoir touché une partie de la somme promise. — L'abbé Desjardins, alarmé de l'abus fait par Kolli de sa lettre de recommandation auprès du duc de Kent, voulut expliquer sa conduite; il attira malheureusement pour lui davantage l'attention de la police; une réponse du duc de Kent à son adresse fut saisie à la poste de Boulogne; c'était à une époque où tout ce qui touchait à l'Angleterre, à l'Espagne ou au Pape jetait l'Empereur dans une fureur aveugle : l'abbé Desjardins rentrait trois fois dans cette triple catégorie de suspects; au lieu d'être relâché, on le transféra comme un criminel, à Fenestrelles, à Campiano, à Verceil. En 1814, il retrouva sa cure des Missions étrangères. Vicaire général de Paris, il refusa les évêchés de Blois et de Châlons et mourut, en 1823, vénéré pour sa charité.

A toutes ces personnes, je n'ose dire à tous ces personnages, n'était point réservée la délivrance des princes espagnols. Emprisonné parce qu'il avait porté une couronne, c'est la couronne au front que Ferdinand VII devait quitter Valençay. La justice de la Providence le voulait ainsi. Il nous reste à voir comment.

III

Nous avons laissé les princes réveillés, le 1er avril 1810, dès six heures du matin, par les salves d'artillerie annonçant le mariage de Sa Majesté Impériale et Royale avec l'archiduchesse fille de l'empereur d'Autriche.

A huit heures, de leurs fenêtres, ils voient la parade des troupes dans la cour du château. A dix heures, trois voitures de gala les viennent chercher pour les conduire à l'église du bourg; aux portières caracolent Berthemy et d'Amezaga. Grand'messe et *Te Deum*. A midi, dans la chapelle, nouveau *Te Deum;* insatiables, les princes s'y trouvent encore, et Ferdinand attend avec impatience le dernier verset pour crier d'une voix vibrante : « Vive l'empereur! » A une heure et demie, les autorités civiles et les officiers sont admis à une courte audience. A quatre heures, dîner d'apparat; au dessert, trois toasts : Ferdinand porte la santé du « grand Napoléon et de l'adorable Marie-Louise » ; Carlos, celle des familles impériales de France et d'Autriche; Antonio, avec sa bonne volonté, lève son verre en l'honneur de toutes ces Majestés. En quittant le festin, l'écuyer distribue, de la part de Leurs Altesses, des cadeaux en signe de réjouissance à la garnison : chaque officier reçoit une montre d'or, chaque sous-officier 6 francs, et 3 francs chaque soldat. La fille la plus vertueuse du canton est gratifiée d'une dot de 200 écus; pour leur première communion, on habille huit garçons et huit filles.

Et les largesses continuent : un banquet réunit à six heures, avec les officiers et les autorités, les personnes distinguées de la ville; c'est au tour de M. d'Amezaga à prendre la parole :

il boit à Napoléon et à Marie-Louise, « la gloire de la France et les délices de l'Allemagne ». Ceci mène jusqu'à l'heure des illuminations : neuf mille lampions éclairent la terrasse, les cours et le parc; un feu d'artifice porte au comble l'enthousiasme; à neuf heures commence, dans les salons, un concert qui se prolonge encore quand, vers minuit, les princes méritent bien de regagner leurs appartements après une journée si heureusement remplie (1).

C'est sans doute au souvenir de ces magnificences que Talleyrand, le jour où Louis XVIII lui parlait des beaux ombrages de Valençay pour l'inviter trop clairement à s'y confiner, que le fin personnage (l'anecdote est-elle vraie?) répondit au roi *Nichard :* « Oui, c'est une assez belle terre, et les jardins y étaient splendides avant que les princes d'Espagne ne les eussent brûlés par leurs feux d'artifice pour la Saint-Napoléon. »

Tout était donc en liesse, et Ferdinand prodiguait vraiment les témoignages de sa bonne volonté. Il fit venir chez lui le commandant Berthemy pour lui exprimer un double désir : devenir le fils adoptif de Napoléon et quitter Valençay (2). Demandait-il la première faveur pour obtenir surtout la seconde? Peu après, il prévint le gouverneur qu'il cessait relations et correspondances avec San Carlos, Escoïquitz, Montenegro, Macañaz et Moreno, respectivement internés à Lons-le-Saulnier, Bourges, Nevers, Vincennes et Montbrison. C'était assez vraisemblablement pour couper court à des demandes d'argent; mais Amezaga afficha comme raison les projets d'évasion que nourrissaient ces vieux servi teurs (3). Pour exprimer sa joie de recevoir une lettre de l'Impératrice, le prince des Asturies baisa cette missive avec

(1) Berthemy à Fouché, 2 avril 1810. AF IV, 1680.
(2) Lettre de Berthemy, 4 avril 1810. AF IV, 1680.
(3) Mss. Fonds français, 6596, 10 avril 1810.

un empressement tout à fait touchant, et donna à Berthemy, qui la lui apportait, une tabatière enrichie de diamants. Voilà un prisonnier bien content de ses chaînes!

Ces excellentes intentions n'empêchaient pas la police de conserver, de resserrer encore sa vigilance. A leur promenade, « six gendarmes armés de pied en cap » suivaient les princes à trente pas. « Le service autour du château se faisait comme dans une place de guerre; on avait mis de côté toute espèce de précaution qui pût envelopper cette surveillance sous un voile d'une autre couleur (1). » Une nuit, des brandes mal éteintes en brûlant dans la campagne donnèrent l'alarme : l'infanterie bivouaqua dans le parc, armes chargées, et les gendarmes montant à cheval se massèrent, sabre au clair, sous les fenêtres (2). A bon entendeur, salut.

Le préfet de Châteauroux, le général de Pommereul, plus policier que soldat, et que ces qualités allaient faire mettre à la tête de la censure de l'Empire, dénonça les relations de politique qu'entretenait avec Valençay son collègue de Blois, M. de Corbigny, homme de bon ton et de manières courtoises. Il le suspectait de vouloir faire acheter aux princes la terre voisine de Ménars (3). L'Empereur fut irrité, et le ministère de la police prescrivit aussitôt à ce préfet « sans zèle pour S. M. » de cesser toute relation avec M. d'Amezaga et de ne plus sortir de son territoire.

D'autres déboires marquèrent alors la vie des princes. Dans cette petite Cour en miniature, les passions humaines se donnaient carrière comme sur un plus vaste théâtre, et le contact incessant rendait plus cruels les mésintelligences et les heurts. D'Amezaga était revenu à Valençay, et il y paraissait même tout à fait important. Son influence sur ses maîtres

(1) Rapport du préfet de l'Indre, mai 1810. F VII, 3544.
(2) Rapport à Réal, 21 avril 1810. F VII, 3544.
(3) 2 octobre 1810. F VII, 6331.

était indéniable, elle semblait plutôt tenir de la crainte. Mais il passa les bornes. Don Antonio était d'habitudes assez paisibles, il ne brillait pas par la patience, et, comme son frère Charles IV, devenait furieux après un long temps de contrainte. Il s'emporta contre l'intendant et le traita, dans son irritation, de : Godoy! Il n'imaginait pas pire injure. Ferdinand se fâcha à son tour; il écrivit directement à Pommereul (27 novembre 1810) pour dénoncer le luxe, le caractère, les prétentions de d'Amezaga, les intrigues scandaleuses de sa femme avec Berthemy. Ce dernier et d'Amezaga étaient en querelles intestines, non pas cependant au sujet de Mme d'Amezaga, comme on le pourrait croire; le gouverneur accusait l'écuyer de préparer la fuite des princes; plus précis, l'écuyer accusait le gouverneur d'avoir voulu dérober une montre d'or à don Antonio. Tels, maître Blasius et maître Bridaine du proverbe de Musset!

Excédé de ce tapage, inquiet de ses conséquences, Ferdinand se souvint avec mélancolie des façons paisibles de M. d'Arberg et demanda le départ de Berthemy :

M. Berthemy a sûrement des titres à votre bienveillance sous les rapports militaires, mais les fonctions qu'il a été chargé de remplir auprès de nous ont été un écueil pour lui; il n'en a pas connu le véritable esprit, et son caractère l'empêche d'en saisir toutes les convenances...

Puisque votre volonté est que nous soyons heureux, il est bien important pour nous, tant que nous vivrons dans le lieu solitaire où nous sommes, qu'au moins notre existence n'y soit pas troublée par des contrariétés intérieures; nous n'en éprouverions aucune si nous avions auprès de nous un homme d'esprit, connaissant le monde, ayant de la mesure dans ses paroles comme dans ses actions, et capable enfin de remplir sous tous les rapports les intentions de Votre Majesté. Nous avions cet homme en M. de d'Arberg... (1)

(1) Mss. Fonds français, 6596. Lettre originale à l'Empereur, 15 juin 1810.

...Je suis loin de souhaiter à M. Berthemy des disgrâces, mais je tiens beaucoup à ce que ses services soient utilisés ailleurs qu'auprès de moi. Naturellement étourdi, il a presque toujours oublié qu'il était placé auprès de princes ayant le titre et les prérogatives des princes français...

...N'ayant pas l'habitude du monde, manquant de manières et de ton, il a dû faire journellement de ces fautes choquantes, dont il nous est devenu insupportable d'être les témoins et l'objet (1)...

Puis il eut peur d'avoir froissé le gouverneur et, rejetant tout sur d'Amezaga, décidément condamné, il fit des excuses à Berthemy pour le passé.

Afin de satisfaire tout le monde, on renvoya tout le monde. D'Amezaga quitta Valençay au mois de mars 1811, et, en sollicitant de Rovigo une place de commissaire général de police en Espagne, il accrédita le bruit d'avoir été déjà un policier dans son service auprès de ses maîtres. Berthemy l'avait précédé de quelques semaines (février), muni d'une lettre de satisfaction des princes, dont il aimait à faire parade et dont il tira même vanité, treize ans plus tard, en Espagne, quand la roue de la fortune politique le ramena, maréchal de camp des Bourbons de France, travailler au rétablissement du trône et de l'autel (2). Remercié aussi le caissier Amaury, et sans nulle compensation matérielle au monde. Enfin, l'aumônier, l'abbé Gaillard, dont l'importance avait grandi et dont la discrétion n'avait peut-être pas suivi une marche parallèle, fut renvoyé à son presbytère de Châtillon-sur-Indre.

Les princes acceptaient vraiment ces changements à merveille; ils semblaient fort tranquilles, sans la moindre velléité politique, sans la moindre prétention dynastique. Ils s'occupaient alors de s'installer plus confortablement : Va-

(1) Mss. Fonds Français, 6596. Lettre originale à Duroc, 6 août 1810.

(2) Dans des Mémoires intéressants, non mis dans le commerce, Mme la baronne Berthemy a peint, sous des couleurs plus agréables la conduite de son mari.

lençay paraissait leur demeure éternelle. Leurs dépenses étaient larges, beaucoup de beaux meubles et de riches tapis arrivèrent. Ferdinand, afin d'être plus rapproché de son jeune frère, quitta ses appartements du rez-de-chaussée pour occuper les pièces correspondantes du premier étage; un mobilier neuf et des tentures à la mode décorèrent sa chambre. Il était tout à côté de la chapelle et de la galerie. La tranquillité de l'esprit, la paix de l'âme, le repos du cœur, sont de grands biens.

On voulait des gens tout à fait sûrs pour remplacer les partants. Savary songea d'abord à un officier que l'on retrouve, pendant la durée de l'Empire, dans certaines besognes ingrates : en Espagne, comme auprès de Pie VII (mais c'était là le métier), Philippe-Marie de Meckenem d'Artaise, par ses aventures tout à fait digne des contrastes de son temps : page du roi, émigré, sept ans au service de l'Autriche, puis hussard de France, officier d'état-major; chargé de neuf missions en Espagne, décoré au siège de Lérida, frappé d'un coup de sabre à Landrecies, les doigts gelés à Moscou, prisonnier à Leipzig et tranquillement retraité à la Restauration.

Une lettre de Réal lui montrait tous les avantages de la place de gouverneur : logé, nourri, chauffé, éclairé, un appartement à lui, ses repas chez lui, sa femme et ses enfants avec lui; il garderait ses appointements de chef d'escadron, « le bail pouvait être long, mais c'était une belle retraite (1) ! »

— Attaché! dit le loup : vous ne courez donc pas
Où vous voulez?...

Meckenem refusa.

Ce fut un autre gendarme, le capitaine Reiset, qui accepta.

(1) Février 1811. F VII, 6515. Dossier *Amezaga*.

En récompense, il fut promu chef d'escadron, puis bientôt nommé prévôt de l'une des provinces illyriennes, tout en gardant résidence à Valençay (1). Ceci dura trois ans, jusqu'à la fin. C'était un homme adroit, sans doute, puisque ses prisonniers s'accommodèrent de lui, au point de craindre son départ, et un jour qu'il en fut question, pour le retenir, ils lui achetèrent 200 louis deux mauvais chevaux qui en valaient peut-être 50.

Subalterne obéissant de son chef direct le duc de Rovigo, le capitaine Reiset était entouré d'auxiliaires également dans la même main; le ministère de la police fournissait tout le « service d'honneur » de Valençay : le trésorier des princes, c'était maintenant un nommé Roux, gendre de Dubois, préfet de police. L'intendant, c'était Henry, beau-frère du secrétaire particulier de Savary. Plus tard, on fera entrer à son service, et comme domestique d'intérieur du prince, un espion du nom de Bath; mais le maladroit se vante dans la ville d'avoir été pendant deux ans *attaché* à la police générale..., et son crédit en souffre un peu.

Les belles fêtes du mariage n'avaient point fait relâcher la surveillance : que des musiciens viennent de Paris dans l'espérance d'obtenir, pour leur démarche et leur harmonie, une grosse gratification, le château leur est fermé et saisie leur correspondance intime où nous lisons leur déception (2). — Voici le printemps et l'époque des promenades en forêt : le préfet de l'Indre spécifie bien qu'elles ne soient jamais dirigées vers l'étoile, « point central qûi présenterait des inconvénients ». Reiset invente des raffinements de zèle : « il

(1) François-Antoine-Xavier Reiset, né à Bosheim (Bas-Rhin), le 21 décembre 1763. Garde du roi (Cie écossaise) en 1783, breveté lieutenant de cavalerie (1788); capitaine de gendarmerie (1793). Placé à la Compagnie de l'Indre (1801). En non-activité en 1816, retraité en 1818. Décédé le 16 novembre 1836.

(2) Janvier 1811. F VII, 6515.

pique la jument du prince Ferdinand afin de la rendre boiteuse pour quelques jours (1) » ; car « il ne négligera aucun moyen pour remplir son devoir avec honneur ». Il est vrai que cette idée de rendre les chevaux indisponibles vient de l'Empereur lui-même, toujours amoureux des détails :

Saint-Cloud, 7 mai 1811. — Les princes espagnols font des courses à cheval. Il y a des projets pour les enlever et on les enlèvera. Il faut que vous preniez des mesures pour que ces courses cessent, et même pour qu'il n'y ait plus un cheval de selle dans le château. Il faut que ceux qui sont chargés de leur garde soient bien imprudents.

L'inaltérable apathie des Infants rendait vaines ces précautions multiples. Tout pour eux était circonscrit à l'aménagement de leur vie intime. On les voit acheter une « machine pleumatique », comme l'écrivait le brave capitaine Reiset, mal au fait des choses de la physique. Don Antonio construisait des pièges à loups, et cinquante de ces instruments ornaient son appartement; il avait entouré sa chambre de gradins et les couvrait de plantes et de pots de fleurs; armé d'une petite pompe, qu'il faisait jouer de l'un des coins de la pièce, il aspergeait aussi bien les tentures de soie, les meubles et les tapis, que ce potager improvisé. Plus tard, il s'installe avec une petite forge, ou bien s'occupe de reliure avec un gendarme, ancien relieur. Ce gendarme nous rassure. Ferdinand fait construire une serre de 60 pieds avec des jets d'eau. « Le jeune don Carlos regarde tout cela d'un œil très indifférent », dit le préfet de Blois (2).

Intelligent, don Carlos avait, par son âge, autant que par la vivacité qe son caractère, échappé aux effets funestes de cette éducation morne et pesante qui, chez son frère aîné, comprima les ressorts de la vie. C'était un véritable Espa-

(1) 10 mai 1811. F VII, 6514.
(2) Lettre à Réal, septembre 1811. F VII, 3544.

gnol de l'Espagne de Philippe II, prêt à tout sacrifier à des « principes ». Il était loyal, fier, ardent, entêté, religieux, et ses qualités, par l'amour habituel des contrastes, avaient pris de l'empire sur les défauts de Ferdinand, homme de défiance, de ruse, de patience et de petites dévotions. Ils s'aimaient sincèrement, unis par les liens du sang, du malheur commun et du patriotisme, mais leurs natures devaient se heurter sous l'excitation de leurs courtisans, comme on ne le vit que trop vingt ans après.

Parfois ils font de la musique (leur père avait des prétentions sur le violon) et donnent un petit concert à leur entourage. Ils jouent, Ferdinand du flageolet, Carlos de la flûte, Antonio de la trompette marine. — « La trompette marine, dit M. Jourdain, est un instrument qui me plaît et qui est harmonieux! » — D'une bibliothèque dont ils avaient fait l'emplette (ils achetaient cher et on leur offrait beaucoup) les princes firent retirer les œuvres de Voltaire et de Rousseau, dans une cheminée de leur appartement exécutèrent un *autodafé*; leur empressement même faillit mettre le feu au château, mais leur satisfaction n'y prit pas garde. C'était le 14 juillet 1812; pensaient-ils protester à lenr façon contre l'anniversaire de la prise de la Bastille?

Beaucoup de tableaux de la galerie de l'ancien évêque d'Autun n'étaient-ils pas pour édifier les yeux? En tout cas, le rigorisme de ses hôtes leur fit subir une révision sévère. M. de Talleyrand dut envoyer son secrétaire, le fameux Perrey, pour emballer ses collections. Le mérite de la peinture ou la gloire du peintre, rien ne put fléchir l'ostracisme de ces catholiques devenus puritains. Pour les justifier, il faut reconnaître leur bonne foi : le curé de Valençay, l'abbé Charpentier, leur avait témoigné de la compassion, de l'intérêt, de l'amitié et prodigué ses conseils; ils écoutaient son enseignement avec plaisir, avec profit, avec componction; l'in-

fluence du pasteur était grande au château; le préfet de Pommereul le constate et en gémit sans pouvoir jamais fournir la preuve d'aucun acte sujet à blâme.

Ferdinand prescrit quatre jours de maigre pendant le carême et il fait déjeuner autour de lui au pain sec; il commande des livres d'heures magnifiquement reliés, il distribue d'abondantes aumônes et aux pauvres des « soupes économiques », il en veut manger, son frère et son oncle également, et tous les trouvent bonnes « par esprit de pénitence ».

Au reste, règnent dans le château l'harmonie, une grande paix, une entente heureuse. « On assure que les prêtres contribuent pour beaucoup à les rendre ainsi, c'est un esprit de résignation qui pourrait avoir du mérite s'il était sincère. » De cette sincérité, le capitaine Reiset ne peut douter : « Ils y sont vraiment de bonne foi, ce ne sont pas des grimaces (1). » — « Les princes font toujours semblant d'être contents, je crois même un peu à la réalité, car, comme Job, ils mettent tout à la volonté de Dieu : ils comptent le fléchir à force de prières. »

Cette sérénité était périodiquement troublée par les petites querelles intestines. Dans l'été de 1812, le personnel avait augmenté ; la suite des princes et les domestiques firent venir qui sa femme, qui ses enfants. Aussitôt : jalousies, rivalités, dénonciations. Nous trouvons là une famille de médecin qui prend beaucoup de place. Ceux qui étaient sortis d'Espagne, Ignacio Jaurégui, chirurgien de la chambre du roi, et Vicente Martinez, médecin de la citadelle de Pampelune, avaient été renvoyés à Agen au moment de l'hégire de 1809. On les avait remplacés par un sieur Vuilliez, d'origine savoyarde, qui semblait heureusement cantonné dans ses fonctions ; mais ses

(1) 9 octobre 1812.

fils l'avaient rejoint, deux grands gaillards, l'aîné ayant servi dans l'armée joséphiste, le cadet sorti de l'école de Sorèze ; sans emploi ni occupations, ils traînaient leur désœuvrement dans les corridors du château. Savary s'avisa de parler encore d'un autre médecin : Constancio ; c'était un Portugais et un protestant. Les princes se récrièrent ; et, de fait, le duc de Rovigo faisait là preuve d'un tact singulier. En janvier 1812, on compta un hôte de plus, un compatriote de M. Vuilliez : le docteur Fodéré, élève de l'université de Turin, jadis major à l'armée des Alpes, praticien à Marseille et à Trévoux, professeur de physique à Nice, attaché à l'hôpital de Martigues, et auteur de quelques traités de médecine légale. Il n'avait pas de fortune, mais une femme et six enfants. Ajoutez un pharmacien : Pinel. Voilà un corps médical au bien grand complet.

Des aventures devenaient possibles, elles eurent lieu, plusieurs avec un air de scandale. La défiance du gouverneur aida au trouble. On arrêtait l'écuyer Smith, puis on le remettait en liberté ; successivement, au grand effroi de la domesticité, au grand mécontentement des princes, on conduisit en prison un cordonnier, un aubergiste de Blois, un ouvrier graveur. Qu'une dame Imbert de la Platière vienne à Valençay avec des lettres de recommandation de Lacépède, son voyage paraît suspect. On la loge chez le lieutenant de gendarmerie Robert (c'est une souricière), on saisit ses bagages, ses papiers, et, sans écouter ses remontrances, la maréchaussée la reconduit à Paris (1).

Les vieux procédés d'espionnage sont rajeunis, Rovigo ranime le zèle : « il n'y a pas de mince détail à négliger : un enfant, une jeune fille jouent le plus souvent des rôles importants dans de pareilles aventures (2). »

(1) Octobre 1812. F VII, 3544.
(2) 12 mai 1812. Autographe. Vente Laverdet (mars 1848).

Le capitaine Reiset s'efforce donc de cacher toute nouvelle venant d'Espagne et spécialement nos défaites. Il répand, au contraire, des bruits de victoire et sonne la fanfare pour des combats favorables aux armes de l'Empereur. Naturellement, — et sans doute par le curé, — les princes apprennent ce qu'il faut en croire ; leur indolence semble se réveiller ; pour la première fois depuis deux ans, le préfet de l'Indre mentionne la vivacité de leur physionomie à la nouvelle de la blessure de Marmont aux Arapiles et de la retraite de l'armée (1).

Mais ce n'est qu'un éclair, la grande affaire est de dépenser leurs pensions ; les marchands les aident. Rien qu'en décembre 1812, ils achètent pour 8 000 francs d'argenterie aux frères Polty, 12 000 francs d'horlogerie chez Bréguet, 40 000 francs de tableaux mécaniques à Petiteau (2). Avec une générosité déplacée, qui rappelle les dons des vieillards sans enfants à leur entourage domestique, ils distribuent dans le château des cadeaux à pleines mains. Rien qu'en l'année 1812, aux étrennes, Mme Reiset reçoit une parure de corail (collier, boucles d'oreilles et peigne) et un médaillon d'or entouré de perles fines ; l'intendant Henry, une boîte d'or ; Mme Henry, un jonc de diamants et une montre à répétition ; Mlle Henry, un collier de mosaïques ; le docteur Vuilliez, l'abbé Gaillard et un sieur Voyer, secrétaire-trésorier, des tabatières d'or ; Mme Voyer, une chaîne d'or et une montre entourées de roses, et le pharmacien Pinel, aussi, à la fête de Ferdinand : le commandant Reiset, un jeu de dominos en or dont les points sont des perles fines et un carillon à musique de 1 900 francs ; Henry, Vuilliez, des tabatières avec chiffres en diamants ; Pinel, un cachet en or.

A la fête d'Antonio, le préfet de l'Indre, une boîte en or ;

(1) 25 août 1812. F VII, 3544.
(2) Lettre de Reiset. F VII, 6514.

Henry, une montre et Reiset, une épée d'or massif. A la fête de Carlos : neuf plats d'argent au commandant Reiset, de nouvelles tabatières d'or à l'intendant, au pharmacien, et à un sieur Miègle, physicien ; une bague et des pendants d'oreilles à une dame Liano, un collier et des boucles à sa fille, et à toutes les femmes de chambre des montres de 800 francs (1).

Mais bientôt ce ne sont plus eux qui donnent des bijoux ; à eux on va offrir une couronne. Pour mieux dire on la leur rendra.

(1) F VII, 3544.

CHAPITRE II

JOSEPH GÉNÉRALISSIME

(Janvier-août 1812)

I. Nouvelles craintes du Roi sur l'intégrité de l'Espagne : la Catalogne divisée en départements par l'Empereur, dotations militaires dans la province de Valence. — Le décret sur la condition des Français à l'étranger. — La famine de Madrid. — Les protestations du Roi.
II. Joseph, général en chef. — Son acceptation et ses regrets. — Situation militaire. — Résistance des maréchaux à ses ordres. — Projets de convocation des Cortès. — Brochures de circonstance.
III. Wellington veut assurer son entrée en Espagne par Ciudad-Rodrigo et Badajoz. — Le général Dorsenne l'oblige à lever le siège de Ciudad-Rodrigo (automne 1811) que les Anglais viennent de nouveau bloquer (janvier 1812) et qu'ils enlèvent avec peine. — L'Angleterre, l'Espagne, le Portugal multiplient les récompenses à Wellington qui entoure Badajoz (mars), s'en empare (avril) après une courageuse défense. — Sac et pillage de la ville.
IV. Marmont à « l'armée du Portugal ». — Difficulté des communications. — La chevauchée de M. d'Espinchal à travers l'Espagne.
V. Les Arapiles. — Joseph se retire. — Entrée des Anglais à Madrid. — Enthousiasme des Espagnols. — Conduite brutale et impopulaire de Wellington.

I

Pendant que son « concurrent » traînait sa destinée à Valençay, le roi Joseph, à Madrid, commençait cette année 1812, qui devait finir en Russie, si lugubrement pour la fortune des Napoléons, sous un sentiment anticipé de tristesse et d'alarme. Il consignait l'expression de son découragement dans une lettre à La Forest écrite au matin du 1er janvier, ce jour

où, d'habitude, les souhaits de bonheur s'échangent et où se sèchent les larmes par une sorte de trêve tacite des chagrins de la vie. Plus de lassitude que d'amertume tombe de son cœur :

Ma présence ici n'est plus bonne à rien. Je dois donc désirer de quitter Madrid et l'Espagne avant que le spectacle plus prolongé de la misère publique et ses suites inévitables ne m'en chassent violemment (1).

Personne ne répondait à ses lettres : ni l'Empereur, ni le major général ; alors il exposait à l'ambassadeur ces « tristes vérités », traçant le tableau de ses mécomptes, la liste de ses pénuries. Et encore ne mentionnait-il pas la mesure véritablement poignante : le démembrement de ses provinces. La nouvelle officielle ne devait lui en parvenir que quelque temps après (3 mars 1812). Mais un billet du prince de Neuchâtel le lui avait annoncé sans autre formalité (septembre 1811). Le décret de Napoléon qui découpe en quatre départements français la Catalogne est du 24 janvier : le Ter, le Montserrat, les Bouches de l'Èbre, le Segre, ayant respectivement pour chefs-lieux : Gironne, Barcelone, Lerida et Puicerda. La vallée d'Aran était réunie à la Haute-Garonne. Un décret du 2 février nommait le conseiller d'État baron de Chauvelin, le conseiller d'État baron de Gerando, intendant de ces « pays annexés ». Si ces décrets n'étaient accompagnés d'aucune explication, une dépêche secrète du duc de Bassano à La Forest donnait ce commentaire :

La Catalogne était depuis longtemps gouvernée par l'autorité militaire française. S. M. l'Empereur a jugé utile aux intérêts du pays de changer la forme de son administration ; elle est plus simple et se concilie mieux avec l'exercice régulier de l'autorité... Les communications que j'ai l'honneur de vous faire ne doivent

(1) Il n'y a point trace de cette note aux Archives nationales ni au Quai d'Orsay ; elle se trouve au tome VIII (p. 272) des *Mémoires de Joseph*.

donner lieu à aucune note, à aucune démarche officielle de votre part; elles n'ont d'autre objet que de vous indiquer dans quel sens vous aurez à vous en expliquer verbalement si vous êtes dans le cas d ele faire (1).

La Forest entrait bien dans le rôle quand il exposait avec bonhomie que « dans tous les temps la force s'était fait une part » et concluait avec désinvolture : « depuis longtemps la crainte d'un démembrement devait être familière » C'étaient là ses consolations. Il eut même l'adresse de faire adresser au Roi ce langage par ses propres ministres! Le prince se débattait contre l'argument, ne se rendait pas aux raisonnements fallacieux; il n'oubliait pas les précédents et rappelait avec mélancolie combien de provinces de l'Italie étaient, de la sorte, devenues possessions de l'Empire français.

Il trouvait encore un sujet d'ombrage à propos de l'intégrité territoriale du royaume. En donnant à Suchet le titre si mérité de duc d'Albuféra, Napoléon lui a constitué, dans la province de Valence, une propriété de 600 000 livres de rentes, en la déclarant « fief de l'Empire ». En même temps il a réuni à son « domaine extraordinaire » des terres pour la valeur de 200 millions. Joseph éprouve à ce coup des « sensations déplaisantes ». Est-ce l'exercice d'un droit de conquête? Est-ce le démembrement de la Monarchie, le premier développement de vues cachées? Sa manière de protester est d'appeler officiellement le nouveau duc d'Albuféra : « le maréchal comte Suchet. »

Moins grave dans son objet, plus étendue dans ses conséquences, une autre décision impériale entretient l'irritation et propage l'émoi. Elle atteint l'entourage intime du roi Joseph. C'est le décret du 26 août 1811, dont Bassano résume très bien le but, l'esprit et les modalités (2) :

(1) 14 février 1812. vol. 688, fol. 132.
(2) Dépêche à Le Forest, 25 janvier 1812. Vol. 688, fol. 69.

Tout Français qui accepte à l'étranger un titre héréditaire est censé y être naturalisé et lorsqu'il accepte ce titre sans l'autorisation de S. M. I., il perd ses biens, ses droits civils, ses titres, le droit de succéder et la faculté de contracter en France... Ces obligations ne mettent aucun obstacle aux voyages qui se font journellement d'un pays à l'autre. Elles n'entravent pas les communications habituelles de voisinage, de commerce, mais elles empêchent de renoncer à son pays. Tout gouvernement a besoin d'une certaine garantie contre l'esprit de mécontentement, de vague inquiétude et de désordre qui porte un certain nombre d'individus à se transplanter dans d'autres pays sans esprit de retour, contre les appâts que d'autres puissances offriraient aux sujets de S. M. I. et R., pour les attirer sous leur domination, et contre les émigrations annuelles de la classe qui se trouve appelée à servir. — Ces considérations n'empêchent point que le gouvernement français ne consente à de nombreuses exceptions, particulièrement en faveur de ceux qui ont désiré suivre la destinée de S. M. le roi d'Espagne et s'attacher au service de ce prince (1).

Sans doute, mais voici M. le comte de Melito, MM. les marquis de Saint-Anastase, de Sopetran, de Bermuy et de Rio Milano fort courroucés de redevenir respectivement les citoyens Miot et Feri-Pisani, les généraux Lucotte, Jamin et Guye.

Immédiates les protestations du duc de Santa-Fé — au nom de Joseph — furent heureuses, et Napoléon accorda les cinq « titrés » à demeurer tels qu'ils étaient au service de l'Espagne (2). Mais ce sont des exceptions; dans la Garde Royale qu'allait-il se passer? 3000 Français dont 185 officiers y servaient. Parmi eux ce fut un branle-bas. Allaient-ils être con-

(1) Sur l'ensemble de cette affaire : décret du 26 août 1811, avis du Conseil d'État 21 janvier 1812, instruction ministérielle du 12 février 1812.

(2) Nous voyons la même autorisation impériale (en date du 11 septembre 1812) — elle arrive bien à temps en pleine retraite — pour Louis d'Aigremont, colonel; Augustin Rapatel, major; et Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, chevalier de la Légion d'honneur, maréchal de camp, inspecteur général d'infanterie, majordome du Palais. » — Vol. 690, fol. 139.

traints de se faire Espagnols pour conserver leur emploi, leur grade et leur paye? La Forest avait sur les bras l'énorme portefeuille de leurs dossiers qu'on lui envoyait par paquets, bien qu'il eût demandé qu'on procédât avec grande prudence et individuellement. Il était impossible de délivrer en bloc des lettres patentes de naturalisation, plus encore d'exiger de chaque soldat la somme de 1 000 francs de droits de chancellerie. Leur capitaine général Merlin, le général O'Farill prétendaient qu'on les considérât comme au service de l'Empereur bien qu'à la solde du Roi et puis on les divisait si ingénieusement par catégories (1) qu'il n'en restait plus que 87 à qui pût s'appliquer le décret qui, pris à la lettre, aurait amené la dislocation du corps. — Au reste, de la confusion extrême qui règne en ce temps-là en Espagne, S. M. Impériale peut prendre sa large part. Il ne répond plus aux lettres multipliées du Roi, laisse sans ordres l'armée du centre. Il bouleverse à distance toutes les garnisons, change les quartiers généraux, les emplacements, les commandements, rappelle des régiments (la Garde impériale avec le général Dorsenne), et au milieu d'une incohérence qu'expliquent, sans la rendre plus heureuse, les préparatifs de la lutte contre la Russie, ce chef ordinairement si précis, ne trouve rien de mieux que de donner à ses officiers comme « instructions » la lecture des *Rêveries* de Maurice de Saxe (2).

C'est à ce moment que la plus singulière idée traverse l'esprit de l'Empereur. Chez un moindre génie elle serait taxée fort

(1) Elles comprenaient 1276 hommes amenés de Naples, 678 venant de la 4e légion d'infanterie ; 231 des dépôts de cavalerie ; 654 étaient des prisonniers français évadés ; 46 des enrôlés volontaires, soit en tout : 2 885 individus.

(2) « Mon cousin, — Il y a dans les *Rêveries* du maréchal de Saxe, parmi beaucoup de choses extrêmement médiocres, des idées sur la manière de faire contribuer les pays ennemis sans fatiguer l'armée, qui m'ont paru bonnes. Lisez-les et mettez-en le contenu dans une instruction qui sera envoyée à mes généraux en Espagne. » — Napoléon à Berthier, 6 janvier 1812.

irrévérencieusement. Ou bien il se moquait de son frère, ou bien sachant que les Cortès de Cadix allaient publier une Constitution (elle fut promulguée en grande pompe le 19 mars) il voulait, le devançant, contre-balancer leur projet. De toutes façons la pensée est creuse et l'espérance reste vaine. Qui allait-elle atteindre? Qui devait-elle convaincre? Qui pouvait-elle rallier? Au commencement du mois de mars, et la date seule a son importance, il fit donc dire à Joseph qu'il voyait une alternative pour terminer les affaires d'Espagne : soit que le Roi acceptât la Constitution de Cadix, soit que les Cortès de Cadix acceptassent la Constitution de Bayonne. Et pour donner une force à cette combinaison jetée à l'improviste, l'Empereur engageait Joseph à convoquer de son côté une assemblée qui lui serait un point d'appui dans la discussion (1).

Gravement La Forest remit au Roi une note sur cette bouffonnerie où les détails ne sont pas moins fantaisistes que le dessein. Ces Cortès comprendraient 800 députés pris 1° dans la Castille, l'Andalousie, le pays de Valence, etc., là où nos armées tenaient garnison, ce que Joseph appelait encore « mon royaume ». — 2° On admettrait même des personnages siégeant déjà à Cadix... si on pouvait en attirer quelques-uns. — 3° L'Empereur *consentait* à laisser figurer des représentants de la Catalogne, de l'Aragon, de la Biscaye et de la Navarre, quoique de ces provinces maintenant *françaises* « on ne doive pas changer en ce moment le gouvernement ». Quand ce Parlement serait réuni il ferait une Constitution telle que celle de... Cadix, parce que celle de Cadix n'est qu'une copie de celle de Bayonne « à quelques modifications idéologiques près ».

Et la *Gazette de Madrid*, stylée dans ce sens, publia des

(1) 15 mars 1812. Vol. 688. fol. 241.

articles; on composa vaille que vaille des brochures; — la froideur du public n'eut peut-être d'égale que l'indifférence de l'Empereur déjà oublieux de sa chimère. Joseph n'y avait jamais cru, son obéissance provenait de son abattement. Il était en face de réalités plus poignantes : la famine étreignait Madrid.



Au milieu de campagnes privées de récoltes, encerclée de guérillas qui arrêtaient au loin les convois, remplie de laboureurs en fuite, de familles menacées, d'habitants sans ressource et de troupes sans solde, la ville, avec ses portes ouvertes, ses routes libres, ses plaines immenses, souffrait toutes les horreurs d'une place resserrée et assiégée. Insuffisante pour le service, la garnison n'avait que des soldats exténués, malades, rationnés à une demi-livre de mauvaise viande et une livre et demie de plus mauvais pain. Les riches obtenaient, à 20, 30 réaux, des galettes de farine avariée, d'orge ou d'avoine; on se partageait, quand on ne se les disputait pas, des patates, des châtaignes au milieu d'un découragement si passif que cette population affamée, dans son respect de la propriété plus fort que l'instinct du pillage, laissait les boulangers remporter du marché les pains trop chers pour avoir trouvé des acheteurs.

En s'ingéniant la charité chrétienne demeurait impuissante. Tel visitait une famille sans ressource qui le lendemain, en apportant son secours, trouvait la mansarde à moitié dépeuplée de ses habitants de la veille. Dans les rues, ici une femme trébuchait de faiblesse, tombait et ne se relevait plus; là un enfant vacillait, poussait un cri et mourait; un pauvre, hâve et sordide, s'affaiblissait sous ses haillons; le passant heurtait du pied les cadavres. La clochette des fossoyeurs

résonnait dans les carrefours, annonçant deux fois par jour la promenade funèbre des tombereaux où chaque paroisse entassait ses morts à la hâte pour les conduire au charnier (1).

Afin de trouver vaille que vaille un peu d'argent sur place, le gouvernement offre timidement un nantissement de 24 millions en biens nationaux pour un prêt mensuel de 2 millions de réaux; les prêteurs se dérobent, les banquiers s'enfuient, les commerçants notables discutent, chicanent, se récusent; à la cinquième conférence, « on arrache leurs signatures » (2) en rabattant à une somme unique de 3, puis de 2 millions, l'emprunt subordonné à l'acquiescement de personnes tierces qui le refuseront à leur tour.

C'est la désolation et le temps des grandes douleurs. Joseph a parcouru les quartiers la main ouverte; on conçoit qu'il évite tout autre contact avec son peuple. Le temps de la piété officielle est passé; aussi aux cérémonies traditionnelles de la Semaine sainte, il part dès l'aube à la *Casa del Campo* pour ne revenir qu'à la nuit. Il agit de même le jour de Pâques : point de messe à la chapelle silencieuse du palais déserté, pendant que la foule chante dans les églises l'*Alleluia* de la Résurrection et trouve dans sa foi un réconfort à sa patience, un symbole d'espérance pour son patriotisme.

Bien naturellement les pensées de départ ressaisissent le prince. Qui n'aurait envie de quitter cet air étouffé?

La Forest, malade, demande au duc de Bassano un congé qui lui est refusé poliment « les circonstances ne le permet-

(1) « L'on trouve chaque matin dans les rues des personnes mortes d'inanition. » — Dépêche de La Forest. 16 mars 1812.

Le comte de Guzman, demandant le paiement de ses appointements arriérés, écrivait au Roi qu'il était, depuis cinq mois, avec sa famille, « réduit à manger sa pauvre soupe avec des couverts de bois. » *Archives de la Guerre*, 7 janvier 1812.

(2) La Forest, 14 février.

tant pas ». Joseph souhaite mieux qu'un congé : « Il faut que cela finisse; » il l'écrit à la reine, il l'écrit à l'Empereur :

J'attends toujours le million mensuel promis. Mon existence ici est un sujet d'étonnement pour tout le monde. Avec ce que je suis et le nom que je porte, je vis comme les rois fainéants dans leur cloître, sans avoir comme eux la foi qui leur faisait juger leurs humiliations méritoires aux yeux du ciel.

Il précise tout à fait, et devant le mutisme de Napoléon il parle pour deux :

Sire,

Les événements ont trompé mes espérances; je n'ai fait aucun bien et je n'ai pas l'espoir d'en faire. Je prie donc Votre Majesté de me permettre de déposer entre ses mains les droits qu'elle daigna me transmettre sur la couronne d'Espagne, il y a quatre années. Je n'ai jamais eu d'autre but, en acceptant la couronne de ce pays, que le bonheur de cette vaste monarchie : il n'est pas dans mon pouvoir de le faire.

Je prie Votre Majesté de m'agréer au nombre de ses sujets, et de croire qu'elle n'aura jamais de serviteur plus fidèle que l'ami que la nature lui avait donné (1).

L'ami de la nature demeure muet, tout occupé des graves projets de guerre au Nord, dont la seule annonce suffit pour rendre plus précaire encore la position déséquilibrée de son frère au Sud.

Alors, l'*ultimatum* de Joseph devient absolu (2) :

En cas de conflit avec la Russie, s'il ne reçoit pas la direction générale des affaires de la péninsule, il rentrera en France. N'y a-t-il point de guerre, il restera, à moins d'un

(1) 23 mars 1812.

(2) Lettre du 23 mars 1812 à la reine Julie. — C'est cette lettre, confiée à Deslandes, qui fut prise au défilé des Salinas (avril) et publiée par la Régence dans la *Gazette de Cadix* du 4 juin.

démembrement du royaume. « Un décret de réunion de l'Èbre qui m'arriverait à l'improviste me ferait partir le lendemain. »

II

Il va pouvoir rester, car Napoléon, avant de s'acheminer « vers l'expédition de Pologne », semble considérer les choses d'Espagne comme quantité négligeable; son esprit débordé écarte les préoccupations lointaines dont la solution directe lui échappe; s'il gagne la grosse partie qu'il entreprend (et il la gagnera), le succès de la petite s'ensuivra par ricochet.

Le 16 mars il fait donc écrire à Joseph qu'il lui « confie le commandement des armées en Espagne » (1). En voilà assez pour faire tomber toutes les hésitations du Roi. En présence d'un rôle effectif à jouer, il s'empresse de déclarer de quelle façon il le comprend, à quelles conditions il l'accepte. Responsable désormais, il se couvre de préalables récriminations.

La Forest est un peu surpris de l'audace, lui qui prétend que l'Empereur «disposera toujours du Roi avec quelques fils de soie ». L'audience du 10 avril, qui dure trois heures, lui

(1) « Si la situation politique oblige l'Empereur à aller en Pologne, son intention est de donner à Votre Majesté le commandement général de toutes les armées en Espagne. » (Prince de Neuchâtel au roi Joseph, 19 février 1812).

« Mon cousin, faites connaître au roi d'Espagne, par une estafette extraordinaire qui partira ce soir, que je lui confie le commandement de toutes mes armées en Espagne et que le maréchal Jourdan remplira les fonctions de chef d'état-major. Vous informerez le Roi que je lui fais connaître mes intentions sous le point de vue politique par le canal de mon ambassadeur. » (L'Empereur au prince de Neuchâtel, 16 mars 1812).

Les instructions impériales à La Forest, écrites par M. d'Hauterive, avec des annotations marginales du duc de Bassano, chiffrées par *triplicata*, sont de la plus haute importance; la dépêche porte la date du 15 mars 1812 (vol. 689, fol. 241 à 247; brouillon de la plume de d'Hauterive, fol. 249 à 257).

apporte des surprises et tient en échec sa diplomatie. Sa dépêche chiffrée de trente-trois pages in-4° est un document de premier ordre (1).

Dans son accueil, le prince avait l'air plus sérieux que satisfait. Il reprit tout le passé et établit le parallèle : par sa politique, dont le voyage en Andalousie était le plus brillant succès, il avait rallié les Espagnols (2) ; on les a éloignés par la formation de commandements militaires; il rassurait, en garantissant l'intégrité du royaume, on effraie par l'annexion de la Catalogne; on lui a promis les subsides nécessaires et on lui chicane cet argent qui est « la clef de voûte » ; on l'engage à s'accommoder avec les Cortès de Cadix, il n'a pas attendu ce conseil pour entamer des négociations; si maintetenant on l'incite à abandonner la Constitution de Bayonne, son « titre légal » auprès des Espagnols, c'est substituer le désordre constitutionnel à l'anarchie insurrectionnelle (3).

La Forest reçut la commission expresse de transmettre ces doléances bien exactement, mais il laissa deviner qu'il ne suivait pas le prince dans « les courses excentriques de son imagination ». Joseph, inquiet de voir son truchement glisser un peu légèrement sur quelques points, prit soin de lui envoyer sous enveloppe, par un aide de camp, un *memento* en cinq paragraphes où il renforçait son discours, plus qu'il ne l'adoucissait (4).

(1) *Correspondance du comte de La Forest.* VI, 170.

(2) Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon.* II, chap. vi.

(3) « Le Roi s'offusque de la facilité avec laquelle son auguste frère sacrifie la Constitution de Bayonne et incline pour l'adoption de celle de Cadix, s'il en résultait une solution des difficultés. La première, dit-il, est la plus importante pour lui et son titre de garantie; il ne comprend pas pourquoi on veut l'en sortir. La seconde est plus un abus manifeste de démagogie que des principes de son aînée, et c'est risquer de mettre le désordre constitutionnel à la place de l'anarchie insurrectionnelle que d'endosser la robe faite pour accabler la Royauté dans la personne et sous le nom de Ferdinand VII. » (Dépêche du 11 avril 1912).

(4) Dépêche du 17 avril, p. 190.

*
* *

Le roi Joseph avait-il tort de supposer compromise la situation militaire qu'on lui confiait inopinément? Chacun des chefs qui passaient sous ses ordres avait assez à faire pour son compte.

En Navarre et Biscaye, contre le général Dorsenne, les guérillas de Mina augmentaient d'audace pour lever des partisans et menacer nos garnisons. Le service des postes est complètement interrompu de Bayonne à Madrid. Des bandes espagnoles commandées par Santacildès ne se contentent pas de parcourir l'Aragon, elles font inopinément une incursion dans l'Ariège, à Ax (du 14 au 18 février 1812).

Le qui-vive est perpétuel en Catalogne : les Espagnols du général Lascy, battus en rase campagne et sur les hauteurs d'Altafulla, s'efforcent de bloquer Tarragone; sur toute la côte le canon des escadres anglaises rend le rivage plein d'insécurité à nos convois; les Catalans se défendent à leur manière : à Barcelone ils empoisonnent les farines de nos magasins, à Hostalrich les citernes, à Lérida ils réussissent à faire sauter le magasin de poudre de la ville.

En revanche, don Pedro Garcia Navarro, après une semaine de blocus, rend au général Severoli le fort de Péniscola et sa soumission est faite dans des termes mémorables; puisque le premier des Espagnols vaincus, il s'incline moins devant la supériorité des armées impériales que devant le « droit » du roi Joseph; ce pourquoi la Régence de Cadix le flétrit et le gouvernement de Madrid le félicite (1).

La prise de ce petit rocher de Péniscola assurait nos

(1) La division Severoli avait entamé le blocus le 20 janvier, le bombardement commença le 28, la tranchée fut ouverte le 1er février, le gouverneur Garcia Navarro fut obligé de se rendre le 3. — *Archives de la Guerre* (7 fé-

communications sur la côte de la Méditerranée et rendait plus forts les liens qui rattachaient à l'armée d'Aragon Suchet, maître de Valence. Le général Reille servait de trait d'union.

Le duc de Dalmatie était roi à Séville : tout lui devenait prétexte pour se cantonner, avec sa prudence égoïste, dans sa « capitale » d'Andalousie; une diversion du côté du duc d'Albuféra lui semble superflue parce que le siège de Valence a réussi, et une jonction avec le duc de Bellune dangereuse, parce que le siège de Tarifa a échoué. Il se contente de faire occuper par ses lieutenants Grenade, Murcie et Malaga, de fortifier sa ligne contre Ballesteros en face du camp de Saint-Roch.

Marmont, qui a porté le quartier général des troupes que l'on nomme « l'armée de Portugal » à Valladolid (11 janvier), se disposerait à entrer dans les opérations de l'armée du Midi, mais la nouvelle de la marche de Wellington l'arrête et peut-être plus encore les ordres impératifs du prince de Neuchâtel (18 et 21 février) le blâmant, au nom de l'Empereur, « de se mêler de ce qui ne le regarde pas. » Alors il établit la division du général Foy sur le Tage, le général Montbrun à Salamanque, le reste de son monde sur le Duero ou dans la province d'Avila; et il attend. Cependant, sur de nouveaux ordres contradictoires arrivés de Paris, il doit retirer ses

vrier). — *Mémoires du maréchal Suchet,* II, 235. — *Journal de l'Empire,* 28 février 1812.

« Si les autres chefs eussent anticipé l'exemple que vient de leur donner le gouverneur de Péniscola, que de sang et de désastres ils auraient épargnés à la malheureuse Espagne!... Si les Anglais s'étaient rendus maîtres de Péniscola, ils auraient continué d'alimenter le feu de l'insurrection en établissant dans cette place une colonie britannique, comme ils voudraient le faire à Cadix. Dieu veuille que ce succès réveille dans l'âme des Espagnols, instruments de l'Angleterre ou trompés par elle, un reste d'amour de la patrie, et qu'ils dirigent ce sentiment de manière à lui faire éviter des maux qu'entraînera une résistance aussi inutile que funeste pour l'Espagne! » — Cet article de la *Gazette de Madrid* fut reproduit dans le *Journal de l'Empire* (11 mars 1812).

troupes de la vallée du Tage, les rassembler sur la Tormès. « Il n'y a ni *si* ni *mais*, lui faisait écrire l'Empereur par le major général, il faut choisir votre position sous Salamanque, être vainqueur ou périr avec l'armée française au champ de bataille que vous aurez choisi. » Le duc de Raguse, pour opérer ce mouvement dans le Portugal, avec 25 000 hommes et 1 500 chevaux arrivait sur l'Agueda le 31 mars. Il pensait recevoir les Anglais qui s'allaient présenter dans les conditions que nous dirons tout à l'heure.

*
* *

Joseph reste accablé de la responsabilité nouvelle; les pouvoirs qu'on lui octroie affectent des termes bien vagues : l'Empereur ne lui écrit pas, ne fût-ce qu'un billet, — « parce que les chemins ne sont pas sûrs », il lui fait dire par Bassano, et Bassano par La Forest, « qu'il est autorisé à prendre les mesures convenables, à faire pour le mieux (1). » — Les commandants en chef, avec qui depuis deux ans il n'a aucun rapport hiérarchique, comment accueilleront-ils des ordres?

A l'armée du Nord, le général Dorsenne le prévient qu'il attendra des instructions spéciales promises par le prince de Neuchâtel et il lui refuse poliment de fournir des effectifs.

A l'armée d'Aragon, Suchet déclare posséder de l'Empereur lui-même une mission particulière, et pouvoir d'autant moins se dégarnir de troupes, qu'une partie vient d'en être appelée à la Grande Armée.

A l'armée du Midi, le maréchal Soult demeure plusieurs semaines sans entretenir de communications avec Madrid; et lorsque le contact est repris, il ne paraît ni bien empressé ni bien sincère. Le duc de Dalmatie voudrait être soutenu par

(1) Vol. 689, fol. 204.

le roi Joseph et non point aller renforcer le duc de Raguse, lequel voudrait être soutenu par Dorsenne et non aller soutenir Soult.

A l'armée du Portugal, Marmont, en envoyant les renseignements demandés par le Roi, lui fait part de son intention de continuer les opérations entamées, et souligne que l'Empereur lui a donné « carte blanche ».

Voilà un généralissime bien embarrassé. On lui a rendu, pour chef d'état-major, le vieux maréchal Jourdan et chacun sait que ses réels mérites militaires, endormis dans l'inaction, sont peu appréciés de ses collègues. Sans prestige, il ne sera point le trait d'union heureux; et sa demande d'un traitement de 200 000 francs, égal à celui des autres maréchaux, ne lui fera gagner aucune autorité nouvelle (1).

Du moins les troupes, encore nombreuses, très dispersées, fort inégalement entretenues, offrent un total important de combattants (avril 1812).

Autour du Roi l'armée du Centre groupe 12 370 hommes. Dans l'Andalousie on en compte 56 427. Des Pyrénées à Valence : 60 540. Enfin, Marmont, de la Galice à l'Estramadure, possède 52 618 sabres ou baïonnettes. Tout cela fait bien 230 187 hommes, et c'est un beau chiffre, dont il faudra seulement, au 25 juin, déduire 20 000 soldats, après la rentrée en France des corps de la Garde impériale.

Le Roi se monte l'esprit « à remédier au décousu, à lier

(1) « Ce maréchal, qui ne refuse ni sollicite aucun emploi, m'a observé que s'il est employé aussi activement, il lui devient indispensable d'être traité comme les autres maréchaux, qui ont 200 000 francs, lui n'en a que 100 000. L'Empereur sentira la justice de cette réclamation, fondée sous tous les rapports. » (Joseph à Berthier, 24 janvier 1812.)

On trouve aux *Archives de la Guerre* (13 mars 1812) une lettre au roi Joseph, où Jourdan expose que « quoiqu'il ne soit plus jeune, il a encore l'amour de la gloire » ; il ne voudrait pas cependant accepter l'emploi de major général, et il a déjà refusé ce poste, « parce qu'il ne s'y trouverait pas entouré de la considération nécessaire ».

ensemble toutes ses forces (1) ». Son raisonnement est simple : « Le succès dépend désormais de l'accord qui doit exister entre les armées du Midi et du Portugal. Je suis placé au centre pour cela, si le général anglais prend une offensive décidée sur l'une de nos armées, il doit y être battu : si M. le maréchal Marmont d'un côté, et vous de l'autre, Monsieur le duc, vous exécutez ponctuellement les ordres que vous recevrez (2). » Mais c'était précisément là l'accord impossible à obtenir, les deux maréchaux s'estimant personnellement l'objectif des Anglais et chacun réclamant à son profit le concours de l'autre (3). Soult est un roi à Séville; — à Valence Suchet administre bien et souhaite le repos; le duc de Raguse se complaît en des plans stratégiques et craint autant les succès de ses voisins qu'il se vante d'acquérir une gloire personnelle.

Il faudrait une main de fer pour écraser ces rivalités, assouplir ces susceptibilités, pousser ces hésitations et retenir ces défaillances. Joseph Bonaparte, dont les exploits guerriers se bornent à six semaines de service au camp de Boulogne, va-t-il commander des hommes de guerre blanchis sous les harnais, couverts de gloire et respectés des soldats? Il en a éprouvé certainement la velléité, caressé l'outrecuidance et bientôt perdu l'espoir. Il s'est posé cette question : « Serais-je

(1) Dépêche de La Forest, 11 mai 1812.

(2) Le roi Joseph au duc de Dalmatie, 7 mai 1812. *Archives de la Guerre*, et *Mémoires*, IX, 8.

(3) « Les rapports des maréchaux Soult et Marmont sur les projets et les mouvements de l'ennemi furent constamment en contradiction. Le premier persista jusqu'au dernier moment dans l'opinion que lord Wellington porterait le théâtre de la guerre en Andalousie. Le second assurait que l'armée anglaise se concentrait devant lui et ne tarderait pas à déboucher sur la Tormès. » *Mémoires militaires du maréchal Jourdan*, 398. — Sur ces divergences des maréchaux, voir Miot de Melito, *Mémoires*, III, 256. — Sur les projets de Soult (dépêche chiffrée au prince de Neuchâtel; *Archives de la Guerre*, 17 avril 1812). — Sur ceux de Marmont, sa lettre à Berthier (*Mémoires*, IV, 382), et les lettres de Joseph (*Mémoires*, IX).

obéi? » et son bon sens lui a permis d'en douter. Quand il passe en revue les réponses de ses « subordonnés », les conclusions lui apparaissent assez amères.

Son esprit est sarcastique mais perspicace pour remarquer comment Caffarelli lui déclare, en termes courtois, qu'il n'a point de rapport à lui faire ou d'explications à lui fournir; que Suchet, « non moins poli en apparence », est devenu un autre homme depuis sa gloire et ses honneurs; que Soult continue à feindre d'ignorer les ordres de l'Empereur; que Marmont, « qui n'a pas comme les trois autres l'avantage de pouvoir se passer du Roi », se contente, dans les relations plus fréquentes qu'il entretient, de banalités équivoques. Ce *généralat* reste donc un vain « simulacre », c'est le duc d'Albuféra qui le dit; une source de dégoût (1), c'est Joseph qui le pense. Il en est réduit à se fâcher; il écrit à Caffarelli : « En un mot, êtes-vous ou non sous mon commandement? Avez-vous obéi ou obéissez-vous aux ordres que je vous ai adressés et que je vous adresserai par la suite? Dans toutes les hypothèses, le pire serait de me laisser dans l'incertitude (2). » Il envoie à Suchet le colonel Miot, le colonel Desprès à Soult. Ses messagers n'ont pas à remplir des missions bien agréables.

« Le roi a ses instructions, répond le duc d'Albuféra, j'ai les miennes. S'il insiste pour que je lui envoie un seul régiment, je donne ma démission. » Et, de Valence, il traita avec Madrid « de Cour à Cour », offrant d'aller assurer la sécurité du prince au prix de l'évacuation du territoire qu'il a conquis, ce qui constitue la plus ironique des menaces.

Le duc de Dalmatie conclut une longue discussion orageuse par la même parole comminatoire : « ... Si V. M. ne croit pas

(1) « Je l'ai trouvé de nouveau enfoncé dans des doutes et livré à des dégoûts sur son généralat. » — Dépêche de La Forest, 13 juin 1812.

(2) 12 juin 1812. *Archives de la Guerre.*

devoir modifier ses dispositions et si elle ne juge pas à propos de prendre en considération les observations que j'ai faites, mon devoir et l'honneur des armées impériales m'obligent à lui déclarer que je ne me sens pas assez fort pour garder l'Andalousie et je lui demande l'ordre de l'évacuer... » (1).

Joseph riposte à son tour et il prend au mot le vieux soldat qui joue au plus fin : « ... Placé, comme je le serais, dans l'alternative, ou de me priver de vos talents et de votre expérience militaire ou de laisser briser entre mes mains, dès les premiers pas, les pouvoirs que je tiens de l'Empereur, je ne puis hésiter. Ainsi, Monsieur le duc, quelque pénible qu'il soit pour moi de voir que vous avez si peu conservé le souvenir de mes anciennes relations avec vous, et si peu cherché le bien des affaires en général, pour me forcer à choisir entre deux partis l'un et l'autre fâcheux, je consens à la demande que vous me faites de quitter le commandement dans le cas où je ne révoquerais pas mes premiers ordres. Remettez donc, si vous préférez cette extrémité, le commandement au général d'Erlon qui en sera chargé jusqu'à ce que l'Empereur vous ait nommé un successeur (2). »

Tout s'apaise aussitôt, et plus tard le Roi sera en droit de déclarer, avec une humeur un peu mélancolique :

« *Je suis forcé de rendre au moins une justice au duc de Dalmatie. Il m'a désobéi nettement, en m'alléguant directement ses motifs.* Il a son système d'attente des événements, et, en homme de tête, *il résiste aux opérations qui le mettraient dans la dépendance.* Je ne crains pas plus qu'il renonce au commandement ou qu'il évacue quelque province du Midi, que je me flatte d'une diversion utile de sa part (3). »

(1) Le duc de Dalmatie au roi Joseph. 12 juin 1812.
(2) Le roi Joseph au duc de Dalmatie. 30 juin 1812.
(3) Voir dans les *Mémoires du roi Joseph*, IX, 45, une lettre du duc de Dalmatie, 16 juillet 1812.

Inobéi, n'osant commander, Joseph ose encore moins destituer des maréchaux, bien que la pensée lui en soit familière; mais ce sont de trop gros personnages pour arriver à cet esclandre; il se dédommage en multipliant les lettres de doléances auprès de Berthier (1). Celui-ci, fidèle à la consigne de l'Empereur et bon imitateur du maître, voudrait beaucoup se taire, il ne répond du moins que des banalités. Clarke en fait autant, sur un mode plus respectueux.

Excité sans doute par une responsabilité qui lui reste agréable, le Roi — qui en ces jours difficiles, montre « du sang-froid, de la présence d'esprit, du courage » (2) — prend parti et en face des Anglais (ils s'avancent dans la vallée du Tage et viennent de couper les communications entre Marmont et Soult), il veut grouper des forces françaises imposantes. Il protégera Madrid, il refoulera Wellington. Il prescrit à Soult, toujours immobile là-bas devant Cadix, de repasser la Sierra et de revenir dans la Manche. Soult répète qu'il a 60 bataillons, 70 escadrons et qu'il ne peut laisser de gaieté de cœur la province où il est maître; ne pouvant dégarnir ni son arrière-garde ni sa ligne de combat, il refuse positivement au général d'Erlon de passer le Tage pour aller vers Joseph. Il estime d'ailleurs le plan du Roi très malencontreux : pour lui, quitter l'Andalousie c'est — car on ne peut tenir sur les bords du Tage — reculer jusqu'aux rives de l'Èbre, c'est évacuer l'Espagne, c'est tout compromettre, tout abandonner, tout perdre.

Joseph doit répondre; il le fait sur l'heure : Soult proteste, mais enfin parle d'obéir. Cependant, il fait traîner en longueur. Le Roi précise : envoyer 10 000 hommes renforcer au nord les combattants de Marmont et se replier derrière la Sierra. Soult riposte qu'il n'enverra pas les 10 000 hommes et

(1) Voir notamment la lettre du 25 mai 1812.

(2) Dépêche de La Forest. 19 juin 1812. Vol. 689, fol. 336.

il conseille à Joseph de venir de sa personne en Andalousie pour combattre les Espagnols (1). C'est une gasconnade.

Les événements seront plus forts que cette inertie volontaire; et bientôt, en danger de demeurer en l'air, car les Anglais avancent chaque jour vers le centre de l'Espagne, il recule, avant de voir sa retraite coupée.

*
* *

Les moyens belliqueux semblant d'un emploi difficile, Joseph songe de nouveau à demander de meilleurs résultats aux procédés pacifiques : cette convocation des Cortès, que l'Empereur préconise, le Roi se fait honneur d'en avoir nourri dès longtemps la pensée. « Mais il aurait désiré saisir un intervalle de calme pendant lequel les passions particulières eussent permis d'écouter la voix de la patrie (2). »

Le 7 mai, jour de fête de l'Ascension, il profite de ce qu'une assistance inusitée se presse dans les salons du palais pour faire des déclarations publiques que provoquent le *Corregidor* et 300 délégués des 64 quartiers de la ville. On lit une adresse pour demander la réunion des Cortès du royaume. Le prince répond par un discours qu'il a en poche; puis se laisse gagner à parler d'abondance, « plus logicien qu'orateur ».

De fait, il réunit presque aussitôt avec ses ministres sept conseillers d'État afin de préciser les avantages, les obstacles, la nécessité d'une telle assemblée. L'opinion fut unanime qu'il ne « fallait pas balancer à procéder vite ». Et la *Gazette de Madrid* commença une série d'articles enthousiastes. Les *Sociétés des Amis de la Patrie*, ces réunions qui sous les derniers Bourbons jouèrent un rôle considérable dans la forma-

(1) Lettre du 16 juillet, datée de Santa Maria.
(2) Vol. 689, fol. 194.

tion de l'esprit public à la fin du dix-huitième siècle (1), incitées ou non, sortirent de leur léthargie, et envoyèrent à leur tour une députation : « ... La nation seule, si elle sait faire un emploi utile de ses forces, peut empêcher un grand désastre... Que le vœu général se prononce légalement et d'une manière énergique; alors la réunion de tous les bons Espagnols assurera l'existence menacée de la nation, son intégrité et son indépendance. Les Cortès, Sire, les Cortès généraux!... »

On provoquait des déclarations analogues chez les municipalités et même l'arrivée dans la capitale de délégations provinciales. La plus importante vint de Valence. Deux grands d'Espagne authentiques conduisaient 24 gentilshommes, ecclésiastiques, magistrats et propriétaires.

Dans un geste tout à fait digne d'un hidalgo, le président, le comte de Parcent, rappelait que son bisaïeul don Joseph Carnerio avait eu l'honneur de complimenter lui aussi « le prédécesseur de S. M. », le roi Philippe V, « dans la première année du siècle dernier ». On leur réserva une audience solennelle (2), tous reçurent une décoration, leur président la clef de chambellan. Un dîner clôtura la cérémonie. Mais par un contraste éloquent, la députation demeura bloquée à Madrid, attendant une circonstance qui lui permît d'être reconduite avec sécurité à Valence.

L'ambassadeur de France crut devoir appuyer le mouvement, et l'on trouve en effet, aux *Archives de la Guerre*, une

(1) Les *Sociétés économiques des amis du pays* étaient des centres d'études, d'expérience et d'encouragement aux arts, à l'agriculture, à l'industrie; elles ouvraient des cours et des laboratoires; elles étaient composées de gentilshommes, d'ecclésiastiques et de bourgeois lettrés. Les premières avaient été fondées, sous Charles III, en Biscaye; Madrid eut sa société en 1775; elles devinrent bientôt fort à la mode et s'étendirent dans tout le royaume : on en comptait 44 en 1788 et 63 en 1804. — BOURGOING, *Tableau de l'Espagne moderne*, I, 333. — *Mémoires du prince de la Paix*, II, 285.

(2) *Gazette de Madrid*, 20 juillet 1812.

lettre de lui (15 mai 1812) au général Caffarelli pour l'engager, au nom de l'Empereur, à faciliter, dans le territoire occupé par l'armée du Nord, les mesures que prendrait S. M. Catholique pour la convocation d'une assemblée des Cortès.

Soult pressenti témoigna quelque surprise un peu dédaigneuse, répondit que du moins il seconderait les commissaires royaux envoyés à cet effet, et il en prit prétexte malicieusement de signer sa lettre tout au long : « Le général en chef de l'armée impériale du Midi » (1).

Cependant le caractère hésitant du Roi reparaissait; à la réflexion il voyait, non sans raison, les difficultés dominer les avantages. Proclamations à rédiger, à envoyer, à faire parvenir; opérations électorales dans des pays troublés; mesures de sûreté pour que les élus puissent gagner Madrid. Et là, recevoir, héberger tout ce monde. Ce n'était pas tout de convoquer par un décret 300 personnes, il faudrait les entretenir. Les dépenses l'effrayaient et il les énumérait impitoyablement : frais de route, d'installation, de traitements, un local, si modeste qu'il soit, des employés, des bureaux, fournir, c'étaient ses paroles, « à ses pénurieux ministres et personnages de la Cour quelques moyens de se partager entre eux les soins de l'hospitalité », pouvoir lui-même tenir table ouverte et « n'avoir pas l'air d'un prince indigent qui mendie une couronne ». Aussi maintenant traînait-il en longueur pour ne pas souligner sa déception; application nouvelle de la fable du renard et des raisins.

Le bruit des hostilités allait couvrir les sarcasmes de l'opposition, et l'obligation de courir à l'armée, trancher brutalement le problème, fournir un moyen lamentable mais décent de sortir de l'impasse où l'on s'était fourvoyé. On rem-

(1) Vol. 689, fol. 314.

plaçait d'autant plus volontiers l'inaction par des paroles, et les brochures pullulaient. Plus d'un de ces écrits de circonstance n'est pas sans mérite, la verve de l'écrivain anonyme rencontrait parfois le mot juste, acéré qui fait le talent d'un pamphlet politique. Feuilles éphémères qu'en vain l'on chercherait, même jaunies, dans les cartons de nos Archives où La Forest se faisait un devoir de les envoyer régulièrement, et qui se sont envolées en route. Il goûtait leur verve littéraire; l'une d'elles intitulée : *Sur quoi se dispute-t-on?* lui paraissait un « chef d'œuvre de style espagnol ». D'autres lui plaisaient moins : du genre sérieux et déclamatoire, c'est-à-dire ennuyeux. Tous s'efforçaient de convaincre par des raisonnements, de la logique, des esprits surexcités par le patriotisme. Parfois, et pour répondre aux procédés des journaux de Cadix, on supposait des lettres interceptées, qui ne dupaient personne. Les thèmes abordés roulaient dans le même cercle et daubaient généralement « la perfide Albion ». — *Que cherchent les Anglais en Espagne?* — *Pour qui nous tuons-nous?* — *Sur quoi se dispute-t-on?* — *Quels sont les nôtres?* — *Les vrais patriotes.* — *Les traîtres.* — *Notre situation, nos souffrances et le remède unique.* — *Qui fait la guerre à l'Espagne?* — etc...

A ses jours, le libelliste posait même des questions d'une finesse obscure : *Que feraient les Espagnols si la Russie donnait à l'Angleterre un roi de sa dynastie?* On peut supposer que ce logogriphe fut peu déchiffré.

Qui tenait la plume? Il serait oiseux de le découvrir. Les soupçons iraient volontiers à trouver les inspirateurs chez d'Azanza, Arribas ou même O'Farrill; ils se souvenaient que ce fut un temps le genre de leur collègue Cabarrus, qui prétendait imiter Cervantès! — Un scribe de leurs ministères aurait suffi à la besogne, et sans doute ne faut-il pas aller chercher plus loin.

III

L'appétit des Anglais ne se contente pas de cette viande creuse et la persévérance de leur chef va mener à bien son ferme dessein de s'emparer de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, ces deux clefs de la frontière de Portugal.

Sans doute, Marmont n'a pas été inactif à l'automne : renforcé des troupes du général Dorsenne, il a chargé celui-ci de ravitailler Ciudad-Rodrigo que Wellington bloque depuis le 8 août. Dorsenne, descendu de Valladolid, est parti de Salamanque avec des forces importantes : 18 000 baïonnettes, 2 000 chevaux, 40 canons, six mois de vivres, un convoi de 950 voitures (1). — La pluie qui tombe à flots détrempe les chemins sans trop retarder la marche. — Alors Marmont peut attaquer les Anglais sur les hauteurs d'Elboron (25 septembre), les oblige à se retirer de leur camp retranché de Guinaldo (26), les pousse encore à Aldea da Ponte (27) jusqu'au Portugal (28).

Mais il arrive au général Reynaud, le gouverneur de Ciudad-Rodrigo, qui vient d'être ravitaillé et débloqué, un terrible mécompte.

Le 15 octobre, de grand matin, il est sorti, accompagné d'un seul aide de camp, pour « faire du fourrage ». Sur la grand'route il est attaqué en surprise, pris par les lanciers d'un guérillero audacieux, don Julian, qui enlèvent en outre un troupeau de bœufs. — Averti de cette nouvelle fâcheuse, Dorsenne dépêche le général Barrié prendre le commande-

(1) *Archives de la Guerre.* 20 septembre 1811.

ment provisoire et charge le général Thiébault de « conduire lui-même le petit convoi ». Il semble d'ailleurs sans inquiétude : on lui a fait dire de Ciudad (1) que « la place est en parfaite sûreté ».

Cette confiance est partagée par Marmont, par Soult, tous deux absents des premières lignes, par la division Montbrun qui s'éloigne. En sorte que Wellington, tout au moins obstiné, se rapproche, ayant préparé en secret des moyens puissants; il profite du moment favorable et met son armée en mouvement le 4 janvier 1812. Toutes les voitures du pays se trouvent réquisitionnées pour transporter ses approvisionnements et sa grosse artillerie; lui-même parut le 7 janvier en vue de Ciudad-Rodrigo, à la tête de 40 000 hommes. Il forme aussitôt l'investissemeut de la ville, cantonnant ses troupes dans des villages environnants.

La garnison du général Barrié ne dépassait pas dix-huit cents hommes. Afin de ménager des provisions très restreintes, le gouverneur engagea les habitants à quitter immédiatement leurs demeures, et envoya à Salamanque émissaires sur émissaires pour instruire des dangers de la place.

La tranchée avait été immédiatement ouverte, mais le service y était pénible, à cause du froid, et la terre durcie demeurant couverte de neige. Wellington pressait ses gens, voulant nous enlever le temps nécessaire d'élever des retranchements, et craignant l'arrivée du duc de Raguse. La brèche, bientôt formée, s'accentuait, le huitième jour l'Anglais somma le gouverneur de se rendre. Le général Barrié répondit qu'il s'ensevelirait plutôt sous les décombres. Et il attendit l'assaut. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, les Anglais débouchèrent et tentèrent l'escalade; ils laissèrent le rempart couvert de leurs morts, le général Crawfurd fut tué, le général Kirnon égale-

(1) Le chef d'escadron d'artillerie Husson. 21 octobre 1811. *Archives de la Guerre.*

ment; mais l'explosion d'une de leurs mines leur donna accès. Refoulés, nos soldats se défendaient de maisons en maisons; le nombre les écrasait. Le sac dura toute la nuit. Le feu suivit le pillage, il n'était pas éteint la semaine suivante (1).

Le succès était grand, les vainqueurs s'empressèrent de l'enfler encore. Des récompenses éclatantes furent réservées à Wellington, éclatantes et multiples.

La Régence le nomma Grand d'Espagne avec le titre de Ciudad-Rodrigo, et chevalier de la Toison d'or; il fut avancé dans la pairie sous le titre de comte puis de marquis de Wellington; un traitement de 2000 livres sterling y fut attaché par le Parlement britannique qui lui vota des félicitations officielles et y ajouta une donation de 100000 livres pour « le soutien de sa dignité de pair » ; le Régent de Portugal qui déjà lui avait décerné, avec le titre de comte de Vimeiro, la grand'croix de la Tour et de l'Épée, le promut marquis de Torrès-Védras et duc de Victoria.

Les Espagnols voulurent voir dans la prise de Ciudad-Rodrigo une « compensation » (2) à la prise de Valence (9 janvier 1812) par le maréchal Suchet, bien qu'il n'y ait pas de parité entre la capture des 1400 soldats du général Barrié et la reddition des 29000 hommes de l'armée de Blacke.

L'Empereur est furieux et fait dire à Dorsenne : « La honte de l'événement retombe sur vous (3) ». Dorsenne rejeta la responsabilité sur Thiébault qui, pour protester à son tour contre le reproche de négligence, envoya la copie des trente-

(1) Belmas, *Sièges de la péninsule*, IV, 261. — *Mémoires du roi Joseph*, VIII, 151. — *Victoires et Conquêtes*, XXI, 4. — Brialmont, *Histoire de Wellington*, I, 444. — Jones (traduction de *Beauchamp*), *Histoire de la guerre d'Espagne*, II, 22. — Londonderry, *Histoire de la guerre de la péninsule*, II, 350. — Napier, *Histoire de la guerre dans la péninsule*, VIII. — Gomez de Artèche, *Guerra de la Independencia*. XI, chap. III.

(2) Général de Artèche, XI, 383.

(3) Dépêche chiffrée du prince de Neuchâtel, 11 février 1811.

neuf lettres qu'il avait écrites en soixante-dix jours (26 octobre 1811 au 11 janvier 1812) (1).

De quelques commentaires que s'accompagne le succès de Wellington, il reste certain qu'il pouvait lui laisser de grandes espérances. Dès le début de mars il se mettait en route pour attaquer à son tour Badajoz. C'était sa troisième tentative. Il n'avait pas attendu la prise de Ciudad-Rodrigo pour commencer en secret ses préparatifs, réunissant vivres et munitions dans les environs; et le général Hill poussait ses courses jusque sur la grande route de Séville.

Pendant que le chef anglais précise son but, des ordres contradictoires arrivent de Paris à Marmont qui envoie des troupes dans la vallée du Tage, les retire, change son quartier général, quitte les bords de la Tormès, s'installe sur les rives de l'Agueda et se trouve contraint de disséminer son monde autour de Salamanque pour le faire vivre. — On lui laisse la responsabilité de l'avenir. « Il n'y a *si* ni *mais*, lui faisait écrire Napoléon par le major général, il faut être vainqueur ou périr avec l'armée française au champ de bataille que vous aurez choisi. » — Bien que le roi Joseph soit « commandant en chef » et le maréchal Jourdan « chef d'état-major », le duc de Raguse est autorisé à « correspondre » avec Berthier « pour lui faire connaître ce qui se passe à l'armée et les ordres qu'il peut recevoir du Roi. » — La porte est ouverte aux discussions. On est assuré d'obtenir ainsi la méfiance, l'hésitation, la cacophonie.

Les communications sont coupées de tous côtés et Soult, qui a réuni à Villafranca un corps de 22 000 hommes « bien organisé », à la nouvelle de la prise de Badajoz, craignant de trouver devant lui l'armée anglaise tout entière (2),

(1) 15 mars 1812. *Archives de la Guerre*. — Voir les *Mémoires du général Thiébault*, t. IV.

(2) 8 avril 1812. *Archives de la Guerre*. Soult à Berthier.

prendra le parti de la retraite sur la ligne du Guadalquivir. De son côté, Marmont en fait autant sur la Tormès, et rentre enfin à Salamanque.

C'est pendant ce temps que Wellington met à exécution son projet d'aller enlever Badajoz. Il sait que la ville n'a que peu de vivres et la garnison peu de munitions. La population est réduite, par la fuite des habitants, à 4 ou 5 000 âmes, des indigents, des malades, ceux qui ne peuvent s'échapper. Le château est le point sûr de la place ; on a relevé à peu près les fortifications, démolies par les deux précédents sièges (1) ; mais on n'a pas de bois, pas de pierres, pas de bras suffisants pour travailler aux ouvrages. Si de vaillants officiers commandent les troupes, celles-ci ont été successivement remplacées par des quatrièmes bataillons, composés la plupart d'hommes malingres et de conscrits.

Le 17 mars, Badajoz se trouve complètement investi ; les Anglais ont amené un matériel immense ; le bombardement s'est établi, les gens de la ville se réfugient dans les caves et les églises ; le temps d'hiver est mauvais, les pluies, les brouillards gênent les deux adversaires. Wellington met son point d'honneur à obtenir une victoire éclatante, il voudrait que les Français, encerclés, se missent d'eux-mêmes à sa discrétion. Le gouverneur, le général Philippon, prétend faire payer cher à l'ennemi la prise d'une place qui ne pouvait plus guère lui échapper ; il a poursuivi la résistance depuis trois semaines de tranchée ouverte.

Les instructions de Wellington fixent avec une précision admirable les détails de l'attaque décisive. Dans la nuit du 6 au 7 avril, couverts par un épais brouillard, les Anglais arrivent au pied des murailles sans avoir été aperçus. Au bruit de leurs allées et venues, des cris s'élèvent, du haut du rem-

(1) En quatorze mois Badajoz souffrit trois sièges.

part : « Les voilà ! les voilà ! » Un feu terrible se déclanche. Trois fois ils sont culbutés dans les fossés. Mais ils rencontrent une résistance plus molle au château, une surprise heureuse les en rend maîtres ; la lune qui se lève après minuit révèle leur présence, il est trop tard ; l'escalade du château est suivie de l'assaut des brèches des bastions. Les Français, qui sont tournés par leurs deux flancs et abandonnés par la Fortune, ne demandent cependant point merci ; victimes inutiles. Au jour, un mouchoir blanc au bout d'une baïonnette indique la nécessité de cesser le feu que le manque de munitions impose.

Alors, de l'aveu des Anglais, « se développe une scène hideuse de crimes où vient se ternir le lustre de l'héroïsme de leurs soldats ». Napier, dans son *Histoire de la guerre de la Péninsule,* a consacré à ces épisodes des pages émouvantes dont on doit retenir la sincérité et l'aveu. Il signale « une rapacité sans pudeur, une brutale intempérance, une luxure sauvage, des cris de douleur et de pitoyables lamentations, des gémissements, des cris de joie, des imprécations, le rugissement des flammes qui dévoraient les maisons, le fracas des portes et des fenêtres brisées, voilà le spectacle qu'offrirent les rues de Badajoz pendant deux jours et deux nuits. Enfin le troisième jour, quand les soldats eurent été mis à bout par leurs propres cris, le tumulte s'éteignit de lui-même avant d'avoir pu être maîtrisé : on songe alors à visiter les blessés et les morts. »

Ce ne sont pas là des phrases d'éloquence ; Wellington a constaté dans ses dépêches ces excès et son « ordre général » aux troupes du 7 avril porte, sur un ton mélancolique : « Il est bien temps que le pillage cesse dans Badajoz et que des officiers soient envoyés pour chaque régiment dans la ville, afin de faire sortir tous les hommes qui sont à piller. » — Et l'ordre du 8 : « Le commandant en chef est fâché d'apprendre

que la brigade de service dans Badajoz, au lieu d'en protéger les habitants, les pille plus que ne l'ont fait ceux qui ont pris la ville d'assaut. » — Même au prix de cette infamie la victoire demeure achetée et acquise. Et voilà les Anglais entrés, fixés en Espagne. Sur le duc de Raguse repose la charge d'arrêter leur élan.

IV

La grosse partie va se jouer sur les plateaux de Salamanque, entre Wellington et lui. — Les hésitations de ce dernier n'ont pas cessé; de marches en contremarches, il est blâmable dans sa vanité, excusable pour exécuter trop tard les instructions impératives envoyées de Paris sans la connaissance des lieux, des circonstances et des temps. Le prince de Neuchâtel ne ménage pas les expressions d'un mécontentement venu de plus haut ; elles sont fortes et sans doute aussi excessives :

Je vous prescrivais les mesures nécessaires pour prendre l'initiative et donner à la guerre un caractère convenable à la gloire des armes françaises, en lui ôtant ce tâtonnement et cette fluctuation actuelles, qui sont déjà le présage d'une armée vaincue. Mais au lieu d'étudier et de chercher à saisir l'esprit des instructions générales qui vous étaient données, vous vous êtes plu à ne pas les comprendre et à prendre justement le contre-pied de leur esprit (1).

Le duc de Raguse, qui est meilleur courtisan que bon général, répond par un geste ostentatoire, à la manière de Villeroi à Louis XIV : il offre de payer de sa bourse, « quelle que soit la médiocrité de sa fortune », la solde de ses troupes. « Je sup-

(1) Le prince de Neuchâtel au duc de Raguse, 16 avril 1812.

plierai Sa Majesté, au nom du salut de l'armée, de m'accorder comme une faveur signalée de consacrer à des secours aux troupes les dotations que je dois à ses bontés (1) ». La question n'était point là ; on lui demandait une action réfléchie, non des paroles légères, de prendre des mesures et non des attitudes.

Joseph, qui réclamait des renseignements, recevait de Soult et de Marmont des rapports contradictoires ; son incertitude s'en augmentait.

Par contre, la marche progressive des Anglais se précise. On la devinerait à voir l'effervescence des rues de Madrid, à entendre sur la Puerta del Sol, les propos des patriotes. L'émoi saisit les familles françaises, et les Joséphistes ne marchent plus qu'avec terreur. On songe à trouver un abri derrière les murs du *Retiro ;* chacun prépare des paquets, l'anxiété dévore les heures. Joseph sent les instruments se briser, tout au moins se fausser dans sa main. A Valence, son intendant, parti pour percevoir les impôts, rencontre les auditeurs venus de Paris, qui ont devancé sa besogne. Marmont fait fermer les portes d'Avila au conseiller Amoros, déjà évincé de Burgos par Thiébault. Le général Foy chasse de Talavera le commissaire de Joseph. A Cuenca l'envoyé royal, le baron Nardon, est tué dans une échauffourée. Le colonel du 50e de ligne s'empare de Ségovie *manu militari*, et menace les autorités, voire les autres régiments français qui voudraient le déloger.

Les guérillas sont partout : les faubourgs de Burgos viennent d'être pillés et l'on brûle l'hôpital. L'Empecindo rançonne Cuença. A Madrid, en plein jour, à 3 heures de l'après-midi, le colonel de Choiseul, en promenade sur les bords du Manzanarès, est attaqué par des cavaliers embusqués dans une

(1) Lettre à Berthier, 30 avril 1812. — Cette lettre curieuse ne se trouve pas dans les *Mémoires* du duc de Raguse, mais dans ceux du roi Joseph, tome VIII.

ferme ; la vitesse de son cheval le sauve, mais son domestique est laissé pour mort; cependant que les assaillants s'amusent sous les arbres des *Délices* à poursuivre les passants, à couper les attelages, à enlever les mules, et viennent escadronner devant la porte de Tolède, sous le nez du poste qui n'a point de cartouches. Quelques gendarmes royaux, réunis en hâte, n'osent sortir ; et de l'autre côté du canal, impunément 200 partisans, en casque et uniforme rouge, caracolent à la vue des Madrilènes qui les considèrent comme des *amis*. Les autorités s'avouent tristement qu'en cas d'attaque sérieuse, la garnison eût été insuffisante, que la garde civique n'eût pas donné et que le peuple se fût empressé auprès des quadrilles (1). Voilà la sécurité de la capitale !

Il faut un miracle pour que les courriers arrivent sains et saufs. A travers les gorges nul ne passe plus et dans la plaine les partisans aux aguets tourbillonnent, s'abattent, s'enlèvent comme des bandes de corbeaux.

*
* *

La lutte terrible engagée pendant la « guerre de l'Indépendance » par les Espagnols contre l'armée française prend tout son caractère dans ces rencontres quotidiennes où, des deux côtés, les blessés et les morts se multipliaient; embuscades sanglantes qui énervaient nos soldats habitués aux batailles loyales, à ciel ouvert; représailles barbares qui changeaient en combats de brigands les rixes et les assauts.

(1) « Lorsque les brigands se sont présentés aux portes de Madrid, la foule s'y est portée et il n'y a pas de doute qu'elle ne se serait réunie à eux s'ils étaient entrés. Je suis aussi bien convaincu que les troupes espagnoles en auraient fait autant et qu'il y aurait eu bien des Français égorgés avant que le peu de garde royale qui est ici eût été en mesure d'agir pour les chasser de la ville. » (Maréchal Jourdan au prince de Neuchâtel, 13 janvier 1812.) — *Archives de la Guerre*.

Les routes de la Péninsule devenaient intenables, les chemins se transformaient en coupe-gorge et les maisons des villages en repaires d'assassins. L'absence énervante de toute sécurité rendit atroce une lutte de six années (1808-1814). C'est la préoccupation maîtresse de tous ceux qui mettent le pied sur cette terre maudite, dévorant ses propres enfants. Les lettres des contemporains ne parlent pas d'autre chose, les Mémoires du temps relatent invariablement ces terribles alarmes; ils abondent en récits de ces épisodes, et à raconter la guerre, il faudrait en multiplier les aventures identiques sur les points les plus éloignés et les plus disparates du sol ibérique.

Il se trouve qu'un de ces officiers narrateurs, si pittoresques dans leurs récits, si intéressants dans leurs souvenirs, n'ayant déposé leur épée bien affilée que pour saisir une plume bien trempée, émule des Marbot, des Thiébault, des Bigarré, des Lejeune, des Castellane et de tant d'autres, a parcouru, au moment le plus critique, la Péninsule d'un bout à l'autre, du nord au sud, de Bayonne à Séville, dans un raid ininterrompu de deux mois. Cette chevauchée guerrière devient une sorte de résumé authentique de cent autres récits; le personnage ayant traversé toutes les aventures coutumières : attaques, ripostes, embûches, gîtes atroces, hospitalité cordiale, pluie, vent, soleil, tantôt au milieu d'une nature luxuriante et du parfum des fleurs, tantôt à travers les sites les plus sauvages et la poussière aveuglante des plaines arides.

Voilà pourquoi nous allons suivre en son voyage mouvementé Hippolyte d'Espinchal, capitaine de hussards.

Il était né en 1777 dans une des plus vieilles familles de la noblesse d'Auvergne, et avait compté des ancêtres parmi ces terribles gentilshommes qui furent châtiés pendant les *Grands Jours* dont Fléchier nous a laissé l'émouvant récit. Leur exis-

tence mouvementée ne faisait pas mentir leur devise : *Fortis et velox*, et ils ressemblaient bien au griffon de leurs armoiries que l'on peut voir dans la salle des Croisades, à Versailles.

Son aïeul, Gaspard, condamné à mort pour ses violences, avait dû passer à la cour de Bavière, y prit du service et y devint général en chef des armées de l'Électeur.

Son père, le comte Joseph, fut l'homme du monde qui connaissait le mieux la société parisienne sous Louis XVI ; on le trouvait toujours prêt à fournir un renseignement généalogique, à raconter une anecdote curieuse, à donner un détail peu connu sur tous ceux qui traversaient la scène de la cour et de la ville. Il émigra naturellement, et des premiers, car il était très lié à la maison de Condé. Il a laissé des *Mémoires* fort piquants ; le manuscrit volumineux en est conservé à la bibliothèque de Clermont-Ferrand : les historiens y sont venus puiser, et c'est une source intarissable ; les *Souvenirs militaires* de son fils — notre héros — ont la même origine bien authentique et reposent dans le même dépôt (1).

Par la date de sa naissance, on voit quel était l'âge de ce fils cadet à l'époque de la Révolution ; soldat à quatorze ans dans l'armée de Condé, attaché plus tard à la personne du duc de Berry, il rentra en France au Consulat. Présenté à l'Empereur, il fut enrôlé aux gendarmes d'ordonnance, sorte de compagnie de gardes du corps, et, le premier de cette troupe, composée de la fleur de la jeune noblesse française, il gagna l'étoile de la Légion d'honneur. Il a fait, avec un brio admirable, les campagnes de Pologne, d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne. Capitaine au 5e hussards, il portait avec une crânerie superbe la belle pelisse blanche passementée d'or, sur laquelle il attachait fièrement à côté de son ruban rouge la couronne de fer et les croix de Bade, de Ba-

(1) *Souvenirs militaires d'Hippolyte d'Espinchal*, 1792-1814 (Ollendorff). — Publiés en 1901, par Frédéric Masson, 2 vol.

vière, de Russie. Au lendemain de Wagram, Napoléon lui donne l'aigle d'or. Murat veut l'emmener à Naples. Le comte d'Espinchal préfère partir pour l'Espagne où se donnent, à son idée, les plus grands coups d'épée, maintenant que le mariage de l'Empereur avec Marie-Louise a amené la *paix* en Europe.

Et voilà que, venu du fond de l'Allemagne, il se fait nommer au 2e régiment de hussards, tenant garnison en Andalousie. Son seul regret est de quitter son bel uniforme, encore qu'il puisse se consoler en endossant la sévère tenue des fameux hussards de Chamborant : le dolman brun aux tresses d'argent, le pantalon bleu de ciel, la botte de maroquin rouge et le colback d'ourson, garni de plumes noires.

Pour guerroyer en Andalousie, il faut d'abord s'y rendre, et ce n'est peut-être pas le plus facile. Rejoindre l'armée du Midi demande du temps et offre des dangers. D'Espinchal arrive à Bayonne au commencement du mois de janvier 1812 et, tout empressé qu'il soit, doit attendre le moment opportun.

Nous le prendrons là, nous franchirons les Pyrénées à sa suite, nous l'accompagnerons, de gîte en gîte, au gré des aventures multiples qui lui adviennent, suivant jour par jour son récit personnel, pouvant dire qu'après l'avoir vérifié sur les documents des archives de la Guerre, des Affaires étrangères, les journaux du temps, les mémoires des contemporains, nous ne l'avons pas pris en faute d'inexactitude, ce qui nous donne toute confiance pour les détails d'ordre plus intime qui s'y rencontrent et qu'il faut croire sur la parole d'un homme sincère.

Bayonne, en ce mois de janvier 1812, offrait l'aspect d'une ville encombrée de troupes, de gens partant, passant, entrant en Espagne, en sortant, un incessant va-et-vient d'officiers

rappelés à la Grande Armée, car déjà se préparaient les armements pour la lutte avec la Russie. Rencontres hâtives de camarades oubliés et dispersés par les hasards de la guerre, tout le long de cette route d'étapes qui s'étendait de Cadix à Varsovie. C'était du bruit, des exclamations, des discours, et ceux qui quittaient l'Espagne ne cachaient pas leur satisfaction, ils étalaient même les dangers qui s'y rencontraient : embûches, trahisons, fanatisme, fatigues, température brûlante, coups de fusil, et coups de couteau.

Sans s'impressionner, notre capitaine de hussards, ayant déclaré qu'il allait « à la garde de Dieu et de son sabre », terminait ses préparatifs; son équipage paraissait très complet : un joli cheval andalou, une forte jument pour un cosaque dont il avait fait son serviteur, un petit mulet portant ses cantines en bois des îles. Son impatience, néanmoins, devait attendre la formation d'un convoi militaire, précaution nécessaire pour pénétrer dans le royaume de Joseph Bonaparte, et il trompait les heures en parcourant les remparts, la vallée de l'Adour, les jolies promenades des allées Marines, la plage de Biarritz, comparant la grâce des Bayonnaises à l'activité des femmes des pays basques.

Enfin, le convoi se mit en marche le 1er février : 2 000 fantassins saxons, deux canons, le « Trésor » portant à Madrid un million au roi Joseph, dix voitures de bagages, une centaine d'officiers et un diplomate, M. Caillard, quittant Berlin pour venir renforcer l'ambassade française du comte de La Forest.

Dès le passage de la Bidassoa, un détachement sous les armes manifesta bien que l'on entrait en pays ennemi et que l'heure des précautions avait sonné. Défense absolue de s'éloigner de la colonne que protégeaient en flanqueurs six cents hommes, l'œil au guet, le fusil armé.

D'ailleurs, une belle route, un joli paysage et la silhouette

violette de montagnes richement boisées. Tout aussitôt après avoir dépassé Irun, on rencontra une construction singulière qui disait aux yeux l'existence belliqueuse de ces contrées insurgées. Un petit fort barrait la route pour la rendre libre au passage des Français. Imaginez, entourée d'un fossé et d'une haie de palissades, une tour ronde, de maçonnerie, percée de meurtrières de tous côtés, où l'on n'accède qu'au premier étage, par une porte de chêne bardée de fer, derrière laquelle une petite garnison de 30 gendarmes se tient en permanence avec des vivres et une pièce de canon. Des gravures nous ont conservé l'aspect étrange de ces fortins. Trois jours avant, 3 000 brigands étaient venus attaquer en vain celui-ci, et, tourbillonnant autour, avaient laissé une centaine des leurs sur le carreau.

Au soir, on couche à Toloza; on s'y barricade mieux, car la veille, trois soldats français ont été poignardés dans l'ombre, au milieu de la place. Un petit renfort de 50 hommes de la garde impériale est accepté avec plaisir. A l'aube, on repart.

Dangereuse, la route est sinueuse, courant entre la montagne et des ruisseaux d'eau vive qui font tourner la roue des moulins, actionnent le soufflet des forges. On les franchit par des petits ponts vermoulus, pittoresques et charmants. Mais l'âme n'est pas portée aux remarques bucoliques : voici dix, vingt cadavres jetés au travers du chemin; la tête de la colonne s'arrête un moment pour ensevelir ces débris mutilés; et pendant que s'accomplit ce funèbre devoir, des coups de feu partent des fourrés d'alentour, comme pour braver les vivants d'honorer les morts.

L'étape est à Villafranca. Hippolyte d'Espinchal est logé chez le marquis de Mendoza, et sa déconvenue est grande de ne trouver dans la maison déserte de cet hidalgo que les quatre murs, sans un meuble ni un habitant. La nuit se

passe sur une botte de paille, et les mauvais rêves sont avivés par les arquebusades dans le lointain.

A Mondragone, que par précaution on occupe militairement, une proclamation de Mina est affichée sur les murs. Chacun vient la lire : Guerre à mort aux Français et aux Espagnols qui suivent leur cause; récompenses promises aux déserteurs. Pour appuyer cette forfanterie, à la nuit, des guérilleros viennent décharger leurs mousquets sur les sentinelles placées aux portes du bourg.

Les gens marchent assez lentement et soucieux; l'esprit inquiet des histoires de brigands (c'est le cas de le dire) dont on leur rebat les oreilles. C'est qu'ils arrivent à ce sinistre défilé de Salinas, dont la réputation est faite depuis le début de la guerre. Coupe-gorge propice aux embuscades dont on ne se tire qu'à grand'peine. Deux épisodes l'ont rendu célèbre.

Assailli par Mina, un convoi y fut écrasé; parmi les prisonniers, le général Lejeune, envoyé sur les pontons anglais. Plus tard, sur l'un de ses meilleurs tableaux, qui eut un grand succès au Salon de 1817 et se trouve aujourd'hui au musée de Versailles, il a fixé l'aventure : voitures renversées, soldats acharnés au milieu de la fumée de la fusillade, et dans le décor le plus pittoresque, les Espagnols pillant les bagages.

D'Espinchal et ses compagnons traversèrent sans encombre ce mauvais pas, le cœur serré au souvenir des dangers de ceux qui les avaient précédés. Et leur émotion n'eût été que plus vive s'ils avaient pu prévoir qu'à cette même place, six semaines plus tard, le secrétaire du roi, Deslandes, serait arrêté, assassiné, sa femme enlevée, et capturées les dépêches secrètes qu'il portait en France. L'audacieux Mina encore accomplira ce coup de main, profitant de la négligence des cavaliers polonais formant l'escorte.

Enfin voici Vittoria. L'arrivée de nos gens ne contribua pas peu à augmenter l'encombrement d'une petite ville où un autre convoi, venu du côté opposé, prenait gîte, sans parler des détachements de la garde, occupant les casernes, les écuries et les auberges.

La ville est assez grande, heureusement, si les rues sont étroites. On y demeura une semaine entière profitant même du théâtre où se succédaient les drames, les concerts et les danses du *bolero*. Quand le ravitaillement fut achevé, les fantassins portés à 2000 hommes, un second canon adjoint aux bagages, d'Espinchal prit la tête de la colonne avec 30 dragons et 30 lanciers.

La première rencontre parut d'assez mauvais augure : un convoi de blessés et de malades. Il fallait franchir le passage de Pancorbo, encore plus étroit que la gorge de Salinas. Là encore, on se souvenait de la mésaventure du général Foy.

Lorsqu'il était venu apporter à l'Empereur les nouvelles de Masséna qui se retirait du Portugal, des bandes apostées assaillirent son escorte. Le général, qui était en voiture, parvint à s'échapper en se précipitant dans le torrent, se cachant derrière les rochers, de l'eau au-dessus de la ceinture. Il était resté plusieurs heures dans cette cruelle position, jusqu'à l'arrivée des troupes envoyées pour le tirer de cette anxiété affreuse. Ses équipages furent entièrement pillés, mais il sauva les dépêches dont il était porteur.

Il est certain que le torrent qui bouillonne au fond du ravin, passant entre deux masses de granit penchées l'une vers l'autre, arrêterait facilement une armée dans cet étroit goulet, d'autant qu'il est impossible de tourner la position. La bourgade est juchée sous une espèce d'entonnoir que domine une forteresse presque toujours dans les nuages. Nous avions sur ce roc inexpugnable continuellement une compagnie qu'on relevait assez souvent.

Le convoi passa sans encombre; mais, à peine dans le pays découvert, une troupe considérable du général Longa vint l'envelopper. En rase campagne, les Espagnols ne tenaient pas contre nous. Pistolet au poing, une charge de nos dragons dispersa ces audacieux, on leur tua pas mal de fuyards; quant aux prisonniers qui criaient merci, on se contenta de les fustiger de vingt coups de plat de sabre, de leur raser la tête et de leur couper la moustache en les renvoyant chez eux avec dérision.

Après ce divertissement, on gagna Burgos.

C'était une véritable ville offrant parmi ses agréments celui de la sécurité. D'Espinchal se donna le plaisir de la promenade au bord de l'Arlançon, le long des allées plantées par le général Thiébault; il a paru charmé du monument élevé à la gloire du Cid, beaucoup moins impressionné par le coffre vermoulu de ce héros légendaire que l'on montre dans la sacristie de la cathédrale. Il témoigna d'un goût heureux en admirant cette merveille d'architecture gothique dont les beautés n'annoncent en rien les églises d'Espagne.

Le long de la route, quand il faut cheminer sur le qui-vive, la seule distraction, c'est la rencontre des autres voyageurs. On eut cette diversion à Celada, en croisant un groupe d'officiers rappelés pour rejoindre la Grande Armée. D'Espinchal salua le général Bigarré qui quittait la cour du roi Joseph, et serra la main avec un pressentiment ému au général Montbrun. Leurs adieux devaient être éternels; Montbrun, quelques mois plus tard, en enlevant les redoutes de Borodino, allait tomber dans l'hécatombe sanglante de la Moskowa.

Valladolid, bien déchue de sa splendeur au temps de Charles-Quint, était une ville dépeuplée; l'herbe poussait dans les rues. Il fallait s'y garder, comme en rase campagne, enveloppé d'un cercle d'ennemis qui trouvaient chez leurs

compatriotes de la ville les complices farouches de leur colère patriotique. Toutes les nuits, des assassinats avaient lieu malgré les patrouilles, les postes multipliés, les rondes de la police. D'Espinchal nous raconte ce qui advint pendant son séjour et accompagne sa narration caractéristique de réflexions justes, car elles donnent bien le secret de toute cette lutte affreuse :

Un chef fut saisi dans une *posada;* son procès, sa condamnation, son supplice furent l'affaire de vingt-quatre heures. C'était un jeune homme de dix-neuf ans, appartenant à une famille riche et distinguée; il avait des manières agréables, une figure charmante et fréquentait la meilleure société. Lorsqu'on lui lut sa sentence, il ne témoigna d'autre regret, en quittant la vie, que celui de n'avoir pas fait périr plus de Français, et il déclara en avoir tué de sa main plus de cent. Il fut écartelé et sa tête placée sur un poteau, au milieu de la place, et ses membres exposés aux portes de la ville.

Cet exemple terrible n'empêcha pas que le jour même de l'exécution, le colonel de Vérigny, chef d'état-major, deux gendarmes et cinq soldats furent trouvés poignardés pendant la nuit.

L'Espagnol est brave, fier, orgueilleux, peu instruit, noble dans ses procédés, généreux, grand, paresseux avec délices. D'une sobriété extraordinaire, ennemi irréconciliable, féroce et méditant une vengeance avec tous les détails les plus affreux, le calme et le sang-froid le plus imperturbables, dévot jusqu'à l'excès, et invoquant ce Dieu de miséricorde au moment de ses crimes. Tel était ce peuple que nous avions à combattre, *que nous avons vaincu et jamais soumis.*

Trente-six heures de séjour — on n'ose dire de repos en de pareilles conditions — et le convoi reprit sa marche, augmenté du reste, car, par cette insécurité des routes, on s'efforçait de grossir le nombre de ses compagnons : 3 000 baïonnettes, 3 canons, 110 cavaliers bien armés entouraient 62 voitures aux chargements les plus divers : de la poudre, des barriques de vin, des éclopés, les calèches d'Espagnols de haut rang ralliés à la cause française, tels la marquise d'Al-

branea, le marquis et la marquise de Bendana; les enfants, les domestiques, et surtout, soigneusement surveillé, le fourgon précieux contenant les finances royales.

La première journée se fit à travers une plaine sablonneuse, aride et solitaire; çà et là, quelques tas de décombres, décorés du nom de villages, brûlés et dévastés par les brigands, où erraient de rares habitants déguenillés et de mine chétive. On gagna ainsi le gros bourg de Valdesillas, presque entièrement détruit, et on séjourna deux jours en ce lieu de désolation.

La marche reprit, toujours dans une plaine sans fin qui semblait un désert, employant avec lenteur dix heures pour faire cinq lieues. Dans le lointain, se détachait comme un phare le haut clocher d'Olmedo, et l'espérance se ranimait. Cruel mécompte! On entra dans un lieu maudit, dont les herbes, les vipères et les hiboux s'étaient emparés. La malheureuse garnison qui gardait cette « place squelette », comme la nomme d'Espinchal, témoignait par sa tristesse et sa maigreur des privations dont elle était accablée.

Le lendemain, ayant quitté les sables, on entra dans des bois, trop étendus pour pouvoir les éclairer contre les surprises. La bonne chance voulut qu'on n'en rencontra point. La traversée d'une rivière, nommée Santa Eresma, était réputée fort dangereuse. Les pièces furent mises en batterie, chargées à mitraille, des détachements d'infanterie en position sur les flancs, les lanciers en avant-garde, les dragons fermant la marche. Ces sages précautions se trouvèrent superflues; non seulement le passage s'opéra sans malencontre, mais, de l'autre côté de la rivière, il parut que l'on entrait dans la terre promise. La nature offrait un contraste délicieux avec les pays désolés où l'on s'était traîné douloureusement. La narration de notre témoin mérite d'être reproduite :

Sur les bords de l'eau croissaient le bananier, le pistachier, des orangers et des citronniers dont les branches ployaient sous leurs fruits dorés; dans une éclaircie assez vaste, se trouvait un château mauresque, d'une conservation parfaite, avec toutes les richesses de son architecture; une petite mosquée, de la forme la plus gracieuse, la plus élégante, véritable chef-d'œuvre de l'art, touchait à cet heureux séjour, entourée de fortifications; au milieu de massifs de fleurs, des jets d'eau retombaient dans des bassins de marbre; ce ravissant endroit, entretenu avec autant de soin que de luxe, appartenait au duc de Grenade.

Est-ce un rêve des Mille et une Nuits? Il semble que l'on soit sous le charme de la lampe merveilleuse d'Aladin. Pour faire descendre de ces beaux nuages, deux pièces de canon apportent la preuve que la guerre règne encore ici.

Dans l'après-midi, à l'heure de la sieste méridionale, comme on s'arrêtait, selon l'habitude, pour faire reposer hommes et chevaux, les armes en faisceaux et les vedettes placées, d'Espinchal aperçut dans le lointain, avec sa lunette, un groupe de cavaliers, au bord d'un bois d'oliviers. Il fit approcher un maréchal des logis des dragons et lui ordonna, avec huit hommes, d'aller tourner de très loin et discrètement cette cavalcade. Puis, prenant un pas de promenade, accompagné de deux lanciers, il se dirigea du côté des Espagnols, affectant de ne les pas voir. Il essuya leurs coups de feu, et courut brusquement, le sabre haut. Ce fut une chasse à courre où les dragons faisaient le métier de rabatteurs. De la bande fuyant en désordre, on prit le chef qui se rendit; mais, tout à coup, tirant un pistolet de sa poche, il abattit le dragon qui l'accompagnait.

Je lui fais mettre pied à terre, raconte d'Espinchal, et fusiller à l'instant. Je donne 40 francs au blessé et m'empare du cheval.

La journée paraissait favorable. Une forêt de pins offrait son ombre; la grande route était facile, et on arriva très re-

posés au gîte du soir. C'était le village de Santa Maria de Nueva, Sainte-Marie des Neiges, et l'on eût bien étonné les voyageurs en leur disant que jadis, à la fin du quinzième siècle, il est vrai, les Cortès de Castille avaient tenu leurs séances dans ce lieu écarté.

De loin, d'Espinchal aperçut l'aqueduc, les remparts et l'alcazar de Ségovie. Son logement lui causa un agréable étonnement : l'hôtel du marquis d'Albinosa montrait le luxe et le goût de ce grand seigneur : des laquais en livrée, des tapis recouvrant des escaliers de marbre, des rampes en bois des îles, des meubles dorés, et la maîtresse de maison, dans un élégant boudoir, lui réservant, après un gracieux accueil, le plaisir d'une soirée de musique. Le lendemain, triste contraste, dans une méchante auberge d'Otero, il fallut se contenter pour coucher d'une botte de paille! Les hauteurs de la Sierra de Guadarrama devaient être franchies. Une tourmente de neige la rendit périlleuse. Il y eut une alerte la nuit à la lueur des lanternes. On redescendait vers Madrid à travers un pays stérile, sable jaune et grosses pierres; le Manzanarès fut traversé à pied sec.

Le roi Joseph était si inquiet de l'arrivée du convoi, qu'il avait échelonné des détachements de sa garde à une lieue de la ville pour recevoir les voitures du Trésor et les faire entrer clandestinement en hâte au palais. C'était le 12 mars 1812.

Jusqu'au 26, d'Espinchal habita Madrid, mais sans en jouir à sa convenance, une grosse fièvre l'ayant cloué au lit. Dans ce pays inconnu, un compatriote, le colonel de Rastignac, « en digne Auvergnat », lui offrant l'hospitalité, ses soins et sa bourse, lui permit de reprendre courage. Dans une lettre à son père, notre hussard donne des détails curieux sur la capitale de l'Espagne et les quelques sorties qu'il put s'y permettre. Le coup d'œil du Prado le charma, avec la foule élégante qui s'y portait chaque soir, de 7 à 10 heures, les

hommes enveloppés dans leur manteau, les femmes drapées dans leur mantille, laissant voir leurs beaux yeux, leur taille souple, leur jambe fine, jouant de l'éventail avec une grâce provocante. Il admira la *Puerta del Sol,* la place qui, en face de l'église peinte en rose, enjolivée d'un cadran éclairé la nuit d'un grand soleil à rayons d'or (d'où son nom), est le rendez-vous des oisifs, des politiques, des flâneurs et des conspirateurs. Un poste avec deux canons était chargé de maintenir là la tranquillité et de dissiper les rassemblements.

Madrid n'était qu'une étape. De nouveau, le convoi se remit en marche pour l'Andalousie : 1 500 fantassins, de l'artillerie, des lanciers polonais le composent.

A Aranjuez, première halte, charmante celle-là, auprès du château, sous les arbres, au bord du Tage, agrémentée d'une visite à la « maison du Laboureur », ce petit palais tout tendu de brocart et de soie, meublé d'objets rares, de tapis précieux, de tableaux de maîtres. La bande du *Medico* ramena promptement les touristes aux réalités en laissant exposés sur la grand'route 64 cadavres dépouillés et mutilés, qu'il fallut ensevelir avec l'ardent désir de les venger. La colère grandit encore au col de Puertolapide; les corps de 50 hussards égorgés sont entassés dans le ravin. Au sortir de ce défilé funeste, plein de sinistres souvenirs, un convoi de contrebandiers espagnols fut aperçu. Ils payèrent pour les autres. On devine avec quel empressement nos cavaliers fondirent sur les muletiers, enlevant les vins et les marchandises anglaises. Le lendemain, nouvelle bonne fortune, pour capturer trente voitures d'orge et de blé.

Prudents, les officiers défendirent d'entrer dans Valdepenas, bourg fameux par ses vignes, dont les vins capiteux offraient une tentation dangereuse. Malgré la précaution de camper hors de la ville, des soldats allèrent boire, si bien

qu'au départ, après de laborieuses recherches, on dut charger sur les voitures 170 ivrognes endormis, car les laisser attendre leur réveil, c'était les abandonner à la mort.

Maintenant, la Sierra Morena dominait l'horizon de ses coteaux boisés. A Sainte-Hélène, à la Caroline, les habitants industrieux ont rendu charmant ce joli pays : des ruisseaux limpides arrosent de belles prairies, des oliviers, des orangers, des cactus embellissent le paysage qu'ornent des fleurs et des fruits. Ce serait le paradis terrestre sans le fléau de la guerre. L'approche de Baylen redonne aux esprits une teinte sombre, et l'on n'a pas besoin d'évoquer par souvenir le désastre du général Dupont, il y a quatre ans, car voici que le convoi est attaqué; on riposte, on se fusille : 20 morts, 40 blessés, mais l'on passe; à la nuit tombante, on atteint les maisons de Baylen; on y couche.

Les prisonniers que nous avions faits à la troupe de *Marquesito* sont placés en lieu sûr. D'Espinchal en a laissé une description typique :

L'habillement et les armes répondaient à la bizarre variété du harnachement des chevaux : des casques français, des schakos d'infanterie, des chapeaux espagnols relevés d'un côté, des lances, des mousquets, des sabres indiquaient une troupe irrégulière. Cependant, presque tous portaient une veste brune avec des bandes et des revers rouges, ornée de rangées de boutons à la manière de nos postillons.

L'infanterie avait pour armes des fusils anglais, espagnols et français, dont une partie sans baïonnette, des coutelas, des cartouchières en forme de ceinture, des pantalons de toute couleur, la chaussure dans le plus mauvais état. Ramassis de paysans marchant et se battant sans ordre, dont le courage n'était stimulé que par le nombre, l'espérance du pillage et la jouissance du massacre.

Le convoi se remit en marche, à 4 heures du matin, sur la route d'Andujar. Un brouillard épais en masquait les sinuosités. Les éclaireurs ayant signalé un corps en bataille au-

dessus du chemin, à l'instant les voitures furent réunies en masse, les deux pièces d'artillerie chargées à mitraille, les tirailleurs portés sur les flancs, et les coups de carabine s'échangèrent. Par grand bonheur, la brume, en tombant, permit de reconnaître la garnison d'Andujar venue au-devant des Français pour la protéger. On rentra, coude à coude, en chantant et joyeux.

Le pays, coupé par le Guadalquivir, qui serpente au travers de collines couvertes d'oliviers, des vergers magnifiques, des grenadiers rouges, des lauriers-roses, disposait à la sécurité. On traversait les riches et immenses domaines du duc d'Albe, dont les revenus atteignaient trois millions, et on descendait sur Cordoue.

Trois jours entiers de repos furent pris dans la ville des califes. D'Espinchal était hébergé au palais du général Digeon, le gouverneur. Les beautés de la mosquée ne le trouvèrent pas insensible. Tous les détails exacts qu'il en rapporte mériteraient d'être signalés si d'autres récits ne nous les avaient rendus familiers déjà.

Il est plus intéressant, plus particulier de noter, comme le signe de la bonne administration du maréchal Soult, que les champs d'alentour présentaient l'image de la fertilité et de l'abondance. Ce sont des enchantements sur les bords du Xénil, sous un ciel clair, serein, d'une transparente pureté. A Carmona, une plaine immense formerait le grenier de l'Andalousie si les habitants sortaient de leur indolence; les trois quarts des terres, abandonnées à leur propre végétation, servaient de promenade aux troupeaux broutant l'herbe parasite. Tout rappelle encore, à travers les siècles, le souvenir des mœurs des Maures, et la construction des maisons, et le costume des femmes, et les usages des habitants.

L'allure devenait plus vive, car on approchait de Séville, terme souhaité du voyage. La route est superbe, elle coupe

une plaine étendue, qui semblait cependant un désert par l'apathie des Andalous. « Notre convoi, dit d'Espinchal, apparaissait comme une caravane allant à la Mecque. » Une dernière halte près d'un ruisseau permit de faire un déjeuner copieux, et l'on franchit allégrement la dernière étape.

Voici donc Séville, la cité si souvent chantée

Quien no ha visto a Sevilla
No ha visto ha maravilla.

Dès longtemps, la tour de la Giralda montrait le but, en se profilant dans l'azur du ciel. Sans donner rien au plaisir des yeux, ni aux jouissances de l'âme, ni même au repos de la fatigue, Hippolyte d'Espinchal se présenta, en militaire ponctuel, chez le chef d'état-major de l'armée du Midi, le général Gazan, afin de lui rendre compte et prendre rendez-vous du maréchal duc de Dalmatie. Il en reçut des compliments pour la façon dont il s'était tiré d'affaire.

Bien d'autres aventures l'attendaient sur cette terre d'Espagne qu'il ne quitta qu'après la défaite de Vittoria. Nous n'avons prétendu raconter que sa chevauchée d'arrivée à travers la péninsule, parce qu'elle offre un tableau en raccourci de toutes les situations, de tous les contrastes de cette tragique guerre d'Espagne.

V

Soult refusant des secours, Suchet demandant des renforts, Joseph livré à lui-même réunit les contingents de l'armée du Centre pour aller grossir le corps de Marmont. Il sortit de Madrid le 21 juillet à la tombée du jour. Il ne se séparait plus de ses confidents : Jourdan, O'Farill, Miot. On se rendit

à l'Escurial, on passa le Guadarrama, et dans la plaine d'Avila on s'attendait à chaque instant à voir poindre des émissaires du duc de Raguse. Du petit village de Blasco Sancho, le prince envoya jusqu'à huit estafettes pour annoncer à Marmont l'arrivée de 14000 hommes bien disposés, dont une cavalerie nombreuse.

Vers le soir, un paysan rapporta la nouvelle qu'un grand combat avait eu lieu près de Salamanque, que le maréchal Marmont était blessé avec les généraux Bonnet et Clausel, les généraux Ferey, Thomières et Desgraviers tués, et l'armée en retraite.

La stupeur de Joseph égalait sa colère de n'avoir pas été attendu. Voici ce qui avait eu lieu :

Quand Wellington à la tête de forces importantes était entré à Salamanque (17 juin) au bruit des cloches, des vivats et des mousqueteries, Marmont s'était retiré et porté sur les hauteurs environnant la ville, laissant aux petits forts qu'il avait élevés l'ordre de tenir le plus longtemps possible. Ils firent merveille (1). Maintenant dix jours l'ennemi en échec, ils donnèrent à Marmont le loisir de concentrer ses brigades éparses.

Les deux généraux, sachant la gravité de la bataille, hésitaient à en prendre la responsabilité. On se tâta réciproquement au moyen d'escarmouches. Wellington perdit deux, sinon trois fois l'occasion d'aborder les Français avec des forces supérieures. Le temps était beau, le pays moins pauvre, les troupes de part et d'autre plus régulièrement nourries : on demeura en présence.

Marmont se retira lentement suivi de près par les Anglais,

(1) Le chef de bataillon Duchemin, du 65e de ligne, avec 600 fantassins, une compagnie d'artillerie et 25 sapeurs, sut résister; et quand ces braves se rendirent, ils avaient tué 600 hommes à l'ennemi, éteint dix-huit fois l'incendie des bâtiments où ils se trouvaient remparés.

Espagnols, Portugais. Brusquement il se retourna, dans le vif et hardi dessein de couper l'armée des Alliés de ses communications avec le Portugal, et commença le long de leur droite un mouvement tournant, qu'il laissa par malheur inachevé. Mis sur ses gardes, Wellington se prépara, sans préjugé, à se retirer sans combat, s'il se sentait en mauvaise posture.

Tout un jour, — le 20 juillet, — les deux armées marchèrent parallèlement, à une demi-portée de canon. « Elles présentaient, dit le duc de Raguse dans ses *Mémoires,* un coup d'œil dont je n'ai joui que cette seule fois dans toute ma vie. » Mais enivré de cette beauté et de cette jouissance, il oublie de dire pourquoi il n'attaqua pas. Ce qu'il eût pu faire avec avantage, puisque les régiments, liés alors par pelotons à distance entière, auraient été formés en un instant en ligne par le seul commandement d'« à droite en bataille ». — Sa timidité avait laissé passer l'occasion ; son malheur fut que sa précipitation la voulut ressaisir. — Par quelles raisons nouvelles, le 22 au matin, engagea-t-il le combat qu'il récusait depuis cinq semaines, quittant la position défensive pour descendre chercher de front, dans la plaine, l'adversaire que, la veille, il n'a pas surpris par le flanc? Avec des fantassins harassés de la marche et quasi privés de vivres (1), son manque de cavalerie, que n'attendait-il celle que lui amenait

(1) « Vous me marquez, mon cher papa, *la misère qu'il y a en France pour le pain ;* ce n'est rien au prix de ce que l'on souffre ici pour vivre Nous sommes partis de Salamanque le 15 (juin) pour battre en retraite; depuis cette époque nous n'avons pas reçu une bouchée de pain de ration... Dans cette malheureuse journée du 22 (juillet) il y avait quarante-huit heures que nous n'avions rien bu, ni eau, ni eau-de-vie, ni vin, exténués de fatigue, de chaleur, de poussière, contre une force beaucoup supérieure à la nôtre, nous fûmes battus...

« On parle souvent de nous payer, mais jamais on ne voit d'argent. » Vittoria, 2 octobre 1812. — Joseph Chaise, à son père. — Lettre interceptée et gardée par la police impériale. — *Espagne*, vol. 690, fol. 176.

le roi Joseph? C'est ici que Marmont prétend avoir ignoré l'arrivée de l'armée du Centre, en dépit des nombreuses estafettes du Roi portant les exemplaires de cet avertissement. Dire qu'il a, au contraire, voulu brusquer la bataille pour se conserver le mérite de la victoire, avant que la présence du frère de l'Empereur l'eût relégué au second plan, c'est une accusation grave. Cependant on l'a formulée et la défense du maréchal paraît médiocre.

A Napoléon, quatre mois après la défaite, il déclare avoir été engagé à combattre comme malgré lui, par la fougue téméraire de l'un de ses lieutenants, le général Maucune. A Joseph, le lendemain de l'affaire, et sans doute n'osant pas mettre en cause, auprès d'un homme si proche des événements, un subordonné obéissant, il dit que ce même général avait culbuté les Anglais (pas sans ordre apparemment) et qu'il avait été blessé, lui, Marmont, lorsqu'il partait pour le soutenir. (Voilà sans doute la vérité : l'action a été engagée sans surprise, mais avec imprudence). Dans ses *Mémoires*, au calme de la réflexion, le duc de Raguse n'ajoute aucune explication bien saisissante, et de grandes phrases font écho aux rodomontades sonores de son rapport à Napoléon, jugées par l'Empereur à leur juste valeur (1).

A force de manœuvrer, le maréchal s'embarrassait, le 22 juillet, dans des formations médiocres, il attaqua comme il se trouvait et rectifiait lui-même une position désavantageuse quand un boulet lui fracassa le bras. Il avait étendu sa gauche d'une façon inconsidérée, Wellington saisit au vol la faute de son antagoniste, et lançant ses divisions légères dans l'intervalle ouvert à leur élan, il coupa la ligne française sur les deux mamelons des Arapiles. — Dès que notre gauche eut

(1) « Il est impossible de rien lire de plus insignifiant; pas un mot qui fasse connaître l'état réel des choses ». — Lettre de l'Empereur à Clarke. — 2 septembre 1812.

été séparée, enveloppée, écrasée, notre centre, surpris dans ses évolutions, soutint moins aisément le choc des alliés, d'assaillis devenus assaillants.

Par une mauvaise fortune, le général Bonnet, qui remplaçait Marmont hors de combat, était sur l'heure atteint à son tour; le général Clausel, son successeur, recevait aussi une blessure. Tous ces à-coups dans le commandement détruisaient l'unité de direction. — Avec sang-froid, Clausel repliait, sur les corps encore solides, les régiments entourés et chancelants, et ne songeait plus qu'à leur assurer à tous la retraite. Il rallia les troupes au milieu des ténèbres et les mit en mouvement avec habileté. Wellington prit le commandement des escadrons chargés de la poursuite, par les gués de la rivière. La fatigue ralentit cet effort et sauva nos bataillons en désordre. « La bataille de Salamanque (nous l'appelons : la bataille des Arapiles) était incontestablement la plus décisive que les alliés eussent livrée jusqu'alors dans la péninsule », dit un bon juge (1). — Un autre, voyant ses conséquences, ajoute qu'elle « marqua la fin de l'occupation française en Espagne ». — Quoique numériquement inférieure, notre armée avait subi les pertes les plus considérables : 9 000 morts et blessés contre 5 000. Et l'effet moral aggravait le résultat matériel : nos soldats étaient livrés à une lamentable confusion : « Il est difficile de voir une armée dont le découragement soit plus grand », avouait son chef au ministre de la Guerre (2). « Il règne ici un bien mauvais esprit depuis longtemps; mais les excès les plus révoltants ont marqué partout notre retraite. »

(1) Brialmont. *Histoie du duc de Wellington*, tome II.
(2) Clausel à Clarke. — Placencia, 6 août 1812.



A ces nouvelles, le roi Joseph s'arrêta, déconcerté. Il voyait se briser entre ses mains l'instrument d'un secours désormais inutile. Sous peine d'être enlevé lui-même par l'armée victorieuse, il rebroussa à Ségovie, puis à Madrid, où il rentra le 2 août. — Wellington, en lui faisant porter, par courtoisie, des lettres de la reine Julie enlevées sur un courrier, aux avant-postes, lui montrait au vif le précaire de sa position. Ainsi, sur les routes de son royaume, un général anglais exerçait la police, et, aux portes de sa capitale, il ne devait de recevoir la correspondance de sa femme qu'à la politesse ironique de l'ennemi.

Joseph n'eut pas le loisir de savourer longuement l'amertume du retour. A travers les plateaux poudreux de la Castille, les bandes espagnoles dévalaient, précurseurs bruyants des flegmatiques soldats de l'Angleterre. Il fallut plier bagages. Les préparatifs de départ s'exécutèrent au milieu d'un trouble facile à concevoir et difficile à dépeindre. Le général Hugo, avec 2000 hommes, fut laissé pour veiller quelque temps encore sur les soldats malades et les blessés dans les hôpitaux. Le général Lafond, avec 1800 fantassins, s'enferma au *Retiro*. Ces précautions elles-mêmes parurent vite insuffisantes.

Aux bords du Manzanarès descendait une foule agitée. Par le pont de Tolède des voitures filaient, se succédaient : véhicules de tout genres traînant des personnes de tout âge et de toute condition. Des groupes alarmés, pleins de lassitude avant même de commencer la marche, portant des enfants et des hardes, se glissaient entre les chariots, avides de quitter ces lieux où les quolibets, précurseurs des violences, leur annonçaient trop leur condition nouvelle de vaincus. Pour

leur sécurité, des bataillons d'infanterie jalonnaient la route d'Aranjuez. Des coups de feu partirent dans le dos des derniers pelotons.

Les Madrilènes sortent des maisons, les rues sont fourmillantes de la multitude fébrile, aux carrefours on se heurte, les églises se remplissent et le silence s'en garde mal, un sentiment de sécurité dilate les poitrines et ouvre les lèvres, c'est l'orgueil du patriotisme, c'est la joie de la délivrance, mais surtout c'est l'assurance du pain quotidien.

Au foyer, les femmes préparent des fleurs, les enfants allument des cierges devant les images de la Vierge, aux balcons les hommes étendent des tapis, des draps, des rameaux. L'aube du mercredi 12 août trouve chacun en mouvement : les messes, les rosaires se succèdent, et la foule s'accroît; un courant, dans chaque rue, pousse vers une direction unique : la porte Saint-Vincent. — Voici des cavaliers, noirs de sueur, blancs de poussière, leurs chevaux sont entourés, on se presse, on se bouscule et les cris de : « Vive Ferdinand VII » se répercutent dans les allées de la Florida; la volée des cloches annonce à toute la ville l'arrivée des libérateurs. Le délire saisit les gens : les bouches, les yeux, les pieds, les mains, tout s'agite, tout bruit, tout parle, tout crie; c'est de la frénésie : Hourrah pour *el Empecinado! el Medico! el Abuelo!* pour *Chaleco!* (1) — Wellington lui-même, le grand triomphateur est moins applaudi. Au milieu des fanfares il s'avance jusqu'à l'hôtel de ville. Flegmatique et réservé le lord paraît au balcon et son sang-froid doit s'échauffer au contact des vivats. On le conduit au palais que l'Espagne lui offre comme demeure, et les troupes anglaises, régulières en leur rouge uniforme, tranquilles en leur cadence méthodique, défilent et se disloquent pour gagner les casernes

(1) De leurs noms : Juan Martin Diez; Juan Palarea; Manuel Hernandez : Francisco Abad; — tous chefs de guérillas.

où leur chef espère qu'elles garderont la discipline et l'ordre.

Le bruit des acclamations, des pétards, des cloches a pénétré au *Retiro* où veille la petite garnison française. C'est vers elle que se porte la pensée de Wellington. Il fait entourer le réduit. Quelle défense est possible? Après un jour d'attente, l'aqueduc coupé, les troupes sans eau capitulent; canons, fusils, munitions sont saisis, mais le pillage s'installe et des prisonniers sont frappés. Wellington peut bien ordonner que « tous les officiers, tant anglais que portugais, de garde au palais du *Retiro* soient mis aux arrêts pour avoir laissé piller cette demeure » (1), les vols ne sont pas autrement punis et il lui faut également fermer les yeux sur la destruction joyeuse que firent du gibier royal les soldats bivouaqués à la *Casa del Campo*, où d'ailleurs chacun entre, chasse, pêche, coupe les arbres et fait du bois.

La réaction prit les proportions qu'on peut croire : on mit sous séquestre les maisons de ceux qui avaient suivi Joseph. Les alcades nommés pour procéder aux recherches enlevèrent d'abord ce qui leur sembla le meilleur; on respecta les scellés mis aux portes, mais on laissa pénétrer les pillards par les issues de derrière. L'hôtel du ministre de la police fut le premier saccagé et son fondé de pouvoir ayant réclamé fut conduit en prison. A l'ambassade de France on plaça des gardes, tout aussitôt après le pillage consommé.

Chacun s'efforce d'oublier le passé comme un mauvais rêve et on n'est pas très difficile dans les nuances de la transition. Au bal donné par Wellington dans la salle du Trône, on put remarquer nombre de dames « de la Cour » de Joseph : la duchesse de Frias, la marquise de Révilla, la marquise d'Alcanicès et ses filles (2).

Madrid fut convié à acclamer la Constitution qu'on venait

(1) Ordre général du commandant en chef, 13 août 1812.
(2) Vol. 690, fol. 142.

de promulguer à Cadix. Et dans l'élan, beaucoup de restrictions qui se fussent élevées chez des esprits moins excités ne se produisirent pas. Les lois de la politique non plus que les mesures de police n'engendraient pas la prospérité : sans argent, sans ouvrage, les petits artisans se plaignirent bientôt que les Anglais ne les faisaient pas travailler, comme les Français du moins en avaient pris l'habitude (1).

L'esprit positif de Wellington ne se mettait point du tout au diapason de l'enthousiasme qui l'environnait. Il déclarait brutalement ne « savoir que faire de cette nation perdue » (2). Et il allait ranger les exaltés au ton de sa froideur. Une proclamation sèche et coupante de « Sa Grâce » rappelait aux habitants qu'ils devaient aide et secours à leurs alliés. L'argent certainement lui faisait défaut et s'il s'est défendu d'avoir imposé une taxe de guerre, il aurait accepté volontiers une contribution opportune. — En outre, les convois de vivres arrivaient en moindre abondance qu'on ne l'avait espéré et le pain restait à quarante sous la livre. — Après avoir regardé avec curiosité les soldats anglais, avec sympathie les Écossais, comme étant « les moins hérétiques », les femmes de Madrid diminuaient leur attention pour des gens à l'allure martiale sans doute, mais au caractère revêche, aux façons altières, huguenots de grand appétit, mangeant beaucoup, payant mal et priant peu. Les enfants des rues chantaient toujours :

Y viva la nacion!
Y viva Velinton!

mais l'écho ne leur répondait plus. — Pour être devenu « duc de Ciudad-Rodrigo » et chevalier de la Toison d'or, le chef de l'armée britannique n'en était pas conquis aux façons castillanes. Froid et précis avec des hommes qui au lieu de

(1) Dépêche de La Forest, 27 septembre 1812.
(2) Lettre à sir H. Wellesley, 23 août 1812.

lui fournir chevaux et mulets, drap et cartouches, avaient sans cesse à la bouche Charles-Quint et le Grand Capitaine, parlant chiffres et écus à des matamores qui lui semblaient autant de don Quichotte, il froissait les enthousiasmes, les espérances et, ce qui est pire, les usages. Il devenait franchement impopulaire en sa triple qualité d'étranger, de protestant et de demandeur. Une aventure avec Goya acheva de le perdre de réputation. Il avait paru bon de demander le portrait du vainqueur de Salamanque au peintre national qui avait dessiné les scènes du *dos de Mayo*. Wellington accorda une heure à l'artiste; il trouva fort médiocre le résultat de la séance et le dit cavalièrement. L'illustre peintre n'avait point l'humeur endurante, il sauta sur ses pistolets, le « modèle » mit la main à la garde de son épée et les assistants eurent toutes les peines du monde à empêcher une collision (1).

La scène déplorable s'ébruita aussitôt, passionna les oisifs de la *Plaza del Sol*. L'heure des sérénades était passée. Il était temps pour Wellington de quitter Madrid, il lui fit des adieux dignes d'une brutalité militaire, en faisant sauter la *China*, la célèbre manufacture de porcelaines, dont s'enorgueillissait la ville; il daigna seulement en expliquer le prétexte : les Français en auraient pu faire une redoute. — Tel fut le souvenir que laissèrent à Madrid de leur visite, ces « chers alliés. » — L'orgueil national ne leur a point pardonné encore.

(1) Mesonero Romanos, *Memorias de un setenton*. I.

CHAPITRE III

LE MARÉCHAL SUCHET

I. Suchet, général heureux. — Son portrait. — Commandement de l'armée d'Aragon. — Son administration, adresse et sagesse. — Pointe aventureuse sans succès sur Valence.

II. La campagne *obsidionale*. — Prise de Lérida (14 mai 1810), de Mesquinenza (8 juin), de Tortose (janvier 1811), de Tarragone (28 juin 1811). — Suchet nommé maréchal de France. — Prise de Montserrat.

III. Marche sur Valence. — Siège de Sagonte. — Blake s'approche pour faire lever le blocus, il est repoussé. — Le général Reille vient renforcer Suchet. — Capitulation de Valence (9 janvier 1812) et de l'armée de Blake. — Le maréchal Suchet est créé duc d'Albuféra.

IV. Pacificateur et administrateur. — Le jardin de Valence. — Contribution de guerre. — Gestion loyale. — Sécurité. — Détente des esprits. — Recettes. — Dépenses.

V. Action militaire. — Prise de Peniscola. — Maladie du maréchal. — Menaces des flottes britanniques. — Difficultés avec le roi Joseph.

I

En face de ces tristes spectacles, on peut placer des épisodes plus heureux.

Au milieu des demi-succès, des hésitations, des retardements, des incertitudes, des brouillards et des ombres, l'Empereur ne ressent que des désillusions; son orgueil l'empêche seul de les manifester; il maintient ses suspicions sur les capacités de son frère et charge d'ordres hâtifs, parfois contradictoires, toujours lointains, ses généraux. Il en est un qui lui procure de légitimes satisfactions, car il aime les gens

heureux, et Suchet, en ces années 1811 et 1812, se montre tout ensemble vainqueur et pacificateur.

C'est une des belles figures de l'état-major impérial et la Fortune a été fidèle à ce guerrier qui lui a demandé beaucoup sans épuiser auprès d'elle son crédit. Il possédait les avantages extérieurs : sa taille moyenne était bien proportionnée, sa démarche correcte ; sous un front dégagé des yeux intelligents donnaient à toute sa physionomie un air de calme imposant et presque doux ; le nez est légèrement busqué, l'expression caractéristique réside dans la bouche dont les lèvres arquées manifestent à la fois de la bonne humeur et le goût de la vie. La tête dans son ensemble est belle.

Son caractère était égal, sa prudence sage et sa modération naturelle. Il avait traversé la Révolution avec adresse sans s'y compromettre trop ni entacher sa réputation. Colonel à vingt-six ans, général de division à vingt-neuf, il avait conquis ses grades par des actions d'éclat et, n'en ayant pas obtenu cependant toutes les récompenses que d'autres, à côté de lui, recevaient plus abondantes, il augmentait ses mérites de ce prestige que donne l'ingratitude aux services méconnus. — Soucieux en même temps de ses intérêts et de sa gloire, préoccupé de son avenir à une époque où toutes les ambitions étaient ouvertes, il s'était adroitement rapproché de celui qui distribuait les faveurs, par son mariage, le 16 novembre 1808, avec Honorine Anthoine de Saint-Joseph, ce qui le faisait le neveu de cette Désirée Clary (qui avait dû épouser Napoléon Bonaparte au lieu de Bernadotte), le neveu de la reine Julie et du roi Joseph, lequel, en bon parent, ne manqua jamais de porter son éloge auprès de l'Empereur.

L'année suivante, il avait trente-sept ans et se trouvait chargé des lauriers gagnés à l'armée d'Italie, à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Poltosk, quand il fut envoyé commander

l'armée d'Aragon, en avril 1809. C'était une marque de confiance. Il sut y répondre.

Il trouvait une troupe disloquée par le nombre des blessés, des malades et le départ des régiments dirigés en Allemagne vers les rives du Danube. Il réorganisa de son mieux ces forces affaiblies, harcelées par les Espagnols, et quand Blake, à la tête de l'armée de Valence, s'approcha de Saragosse, l'armée d'Aragon lui infligea deux défaites cruelles à Maria et à Belchite (15 et 18 juin).

Tâche plus difficile, il fit vivre ses soldats sur le pays occupé et, succès plus inattendu, sans molester les habitants, tant il mit d'ordre, de régularité, d'habileté et de discipline à son administration.

Il empêcha qu'on enlevât le trésor de Notre-Dame-del-Pilar (vases sacrés, candélabres d'or et d'argent); là commença sa popularité auprès des Aragonais. Il fut aidé dans sa pacification par l'évêque d'Huesca, le père Santander, plus tard archevêque de Séville, et quelques Espagnols distingués. La situation financière était lamentable; en levant une contribution extraordinaire en argent pour la solde de la troupe, Suchet exigea qu'elle fût dépensée sur place et revint ainsi aux habitants par une heureuse circulation. Des contributions en nature étaient attribuées à la subsistance même de l'armée; presque tous les propriétaires riches avaient quitté la province, les terres restaient sans culture; le général Suchet retrouva des laboureurs en protégeant leur travail et gagna leur confiance en achetant leur blé qui passa de 16 francs à 32 francs le quintal. Trois centres d'approvisionnement pour la troupe (grains et farine) furent créés à Lérida, Tortose et Mora. La nécessité d'acheter des bestiaux fit monter le prix de la viande, mais enrichit les vendeurs; les troupeaux furent répartis sur pied aux régiments, ce qui permit la surveillance; les hommes pourvus de deux jours de

vivres sur le sac. L'administration civile fut réservée aux corrégidors et les pouvoirs judiciaires aux alcades; les actes du gouvernement furent rendus au nom de l'Empereur, sans protestation des habitants. La loterie fut supprimée, des douanes organisées, on exigea des comptes financiers des Communes. Des travaux utiles furent continués ou entrepris, ce qui apporta des salaires à la classe pauvre : tel le canal impérial, les fontaines de Saragosse, les hospices de Huesca et de Teruel; on répara la Plaza de toros, des courses y furent données, la police locale réorganisée.

En réprimant les abus, le général se fit une réputation de justice qui agréa fort aux Espagnols, car il se montrait impitoyable pour punir les vols. Il fit passer en jugement trois commandants de place : l'un fut condamné à un an de prison et tenu de restituer. Il fit réintégrer au Trésor une somme de 10 000 francs par un officier supérieur négligent « dont par ailleurs il estimait la bravoure » (1). Il ne craïgnait pas à l'occasion la manière forte, il le dit lui-même. « Les difficultés ne m'arrêteront pas. Je ferai enlever jusqu'à la dernière piastre pour approcher de l'exécution des ordres de l'Empereur » (2). Il lui fallut donc brûler à contre-cœur, mais impitoyablement, sur la place de Saragosse, les marchandises anglaises qu'il avait en vain demandé de taxer seulement, au moment du blocus continental.

Il a reçu d'autres ordres du roi Joseph. Celui-ci entreprend alors son expédition d'Andalousie et voudrait que l'armée d'Aragon descendît lui prêter main-forte et prît Valence. — Suchet accède et part pour ce qu'il appelle, dans ses *Mémoires*, « l'excursion du 3e corps. »

Elle est malheureuse : il n'a pas d'artillerie suffisante et

(1) Lettre manuscrite de Suchet à Berthier, octobre 1810. — AF IV, 1626, 1er dossier, pièce 19.
(2) *Ibid.*, 19 mars 1810.

les Valenciens, au paroxysme de l'enthousiasme patriotique, ne lui ouvrent pas leurs portes. — L'Empereur, qui ne veut voir que les résultats, entre dans une violente colère :

Le général Suchet a été malgré mes ordres à Valence ; il en est revenu très légèrement ; il a compromis mes troupes. Cette conduite n'a nullement répondu à mon attente. Il est indispensable que le général Suchet répare ses sottises (1).

II

Cette lettre, plus que sévère, et en partie inexacte, est datée de Paris du 20 avril ; Suchet avait déjà commencé cette campagne de deux années, 1810-1812, à laquelle on a donné le nom d'*obsidionale*, car, en vingt mois, il va s'emparer de plus de places fortes que de célèbres généraux n'en ont conquis dans toute leur carrière. Dès le 13 avril 1810, il débuta par l'investissement de Lérida, où avait échoué le Grand Condé ; le 19 son divisionnaire Harispe repoussait victorieusement la sortie du gouverneur Gonsalez, puis, le 23, à Margalef l'attaque de Henri O'Donnell qui venait secourir les assiégés. Le 29, Haxo ouvrait la tranchée, la ville capitulait le 14 mai. — Il en sera de même, le 8 juin, pour Mesquinenza ; ce qui nous assurait le passage entre l'Aragon et la Catalogne.

En effet, Macdonald, qui commandait l'armée de cette dernière province, vint rejoindre Suchet à Lérida (août 1810). Il leur fut facile de s'entendre, ces deux chefs avaient des qualités semblables. Napoléon leur faisait transmettre ses

(1) L'Empereur à Berthier, 20 avril 1810.

ordres en ces termes impératifs qui n'admettent pas d'opposition bien qu'ils fussent trop souvent mal exécutables. La lettre du prince de Neuchâtel à Suchet est tranchante comme un coup d'épée :

L'Empereur, monsieur le général comte Suchet, me charge de vous faire connaître que son intention est, qu'aussitôt que vous aurez pris Tortose, vous mettiez cette place au pouvoir du duc de Tarente et que vous concentriez votre corps d'armée en Aragon... Vous recevrez alors les derniers ordres de S. M. pour partager votre armée en deux corps, vous marcherez avec le premier, composé d'environ 15 000 hommes, sur Valladolid, manœuvrant pour appuyer les opérations jusqu'à ce que les Anglais soient battus et jetés à la mer. Aussitôt que les Anglais seraient chassés du Portugal, vous rentreriez avec vos 15 000 hommes en Aragon, et vous vous porteriez sur Valence (1)...

Quelle singulière conception! Toujours cette consigne puérile : les Anglais « jetés à la mer ». Et faire des calculs sans admettre que l'armée qui aurait remporté ce grand succès — où Napoléon lui-même avait échoué, — reviendrait à son point de départ, sans avoir perdu (tués, blessés, malades, prisonniers, disparus) un homme de son effectif primitif de 15 000 soldats.

Macdonald et Suchet ne s'occupèrent que de prendre Tortose, comme il leur avait été tout d'abord prescrit, Suchet par ses propres moyens, Macdonald partageant l'opération. Les difficultés étaient grandes, dans ce pays ravagé par la guerre, de faire venir sans encombre l'artillerie qui manquait au premier et de réunir les approvisionnements qui faisaient défaut au second. Les eaux basses de l'Èbre augmentaient l'embarras des transports.

Et puis, le 28 octobre, le duc de Tarente mande à Suchet

(1) Rambouillet, 17 juillet 1810.

que le convoi de France qui doit ravitailler Barcelone épuisé risque d'être enlevé par l'ennemi qui tient les passages des Pyrénées, ce serait la perte de la ville et la perte de la ville serait la perte de la Catalogne ; pour éviter cette « catastrophe sans remède », il remmène d'urgence ses troupes afin d'écarter O'Donnell qui se prépare à des coups de main hardis. — Il laisse ainsi l'armée d'Aragon seule devant Tortose, contre qui les opérations se trouvent fatalement suspendues.

Pendant ce dernier semestre de 1810 la pensée de Napoléon sur les choses d'Espagne s'arrête à des considérations où le siège d'une petite ville de Catalogne ne figure que pour une faible part. A ce moment, les ambassadeurs de son frère Joseph sont à Paris et plaident la cause de l'indépendance du royaume; il les éconduit. Il projette d'annexer à l'Empire la rive gauche de l'Èbre. Il prescrit l'application rigoureuse du blocus continental. Il lève des contributions extraordinaires qui fourniront la solde des troupes. — Pour les choses militaires, c'est Masséna qui vient se heurter aux lignes anglaises de Torrès-Védras, c'est Soult qui se cantonne à Séville pendant que Victor, devant Cadix, s'épuise en des efforts que secondent Mortier en Andalousie, Sébastiani à Murcie et Grenade, avec plus de bonne volonté que de succès. C'est Madrid presque sans gouvernement et sans force, les guérillas coupant les communications sur tout le territoire.

Voilà donc des mois de luttes incessantes, dont l'armée d'Aragon n'est pas exempte, contre des bandes alertes ou des troupes régulières, à Benicarlo aux bords de la mer, à Mora, à Livisa, à Darroca, à Morella, à Cernova, à Vinaroz, à Teruel, à Alventosa, à Villastar, à Fuente-Santa, à Falset, à Uldecona. Tous les lieutenants de Suchet y gagnent des lauriers, les généraux Laval, Abbé, Vergès, Montmarie, Klopiski, Habert, Musnier.

Enfin, ayant ravitaillé Barcelone et installé le général Bara-

guay-d'Hilliers à Girone et à Figueras, en Haute Catalogne, le duc de Tarente se trouve libre de redescendre vers Tortose et il rejoint Suchet à son quartier général de Mora. Un nouvel investissement commence aussitôt, le 15 décembre. En vain, les Espagnols tentent des sorties, nos batteries se mettent en action, des parlementaires sont envoyés (1er janvier 1812) et Tortose capitule après un demi-blocus de 6 mois, 27 jours de siège, 13 nuits de tranchée ouverte, 5 jours de feu.

Le succès appelle le succès. Suchet, à peine réconforté en hommes, munitions et vivres, se portera vers Tarragone. A la direction immédiate de ses troupes, il va joindre le commandement de celles de l'armée de Catalogne, c'est-à-dire en tout 40 000 hommes (Français, Polonais, Italiens, Napolitains) et ces derniers, contrairement à leur réputation acquise, montreront des qualités de solidité et de bravoure.

A Saragosse, où il réside souvent, Suchet régularise leurs dépenses, et réclame des frais de représentation, car « il a constamment un couvert très nombreux et a besoin de beaucoup d'argent » (1). Il organise derrière lui ses garnisons, ses postes de sûreté, ses courriers.

Mais voici une nouvelle fâcheuse bien inattendue : par la trahison de deux espions introduits dans la place, Figuières vient de tomber entre les mains des Espagnols (2). C'est un puissant réconfort moral pour eux qui en font grand éclat; ils l'exploitent de toutes manières (3).

Par contre, Macdonald s'émeut, et insiste auprès de Suchet pour qu'il lui renvoie les régiments à lui confiés, sous peine

(1) Lettre à Berthier. *Archives de la Guerre.*

(2) Rapport du général baron Guillot, 10 avril. *Archives de la Guerre.* Lettre de Jean-Anthoine Martinez au général Baraguay-d'Hilliers, 21 avril. *Archives de la Guerre.*

(3) Aux avant-postes français devant Cadix, ils firent circuler un petit imprimé vantant ce succès et transformant la surprise en triomphe. — Sébastiani à Soult, 25 avril 1811. *Archives de la Guerre.*

de ne pouvoir conserver ses communications avec la France (1). — Suchet est bon camarade et confiant en son étoile : il se démunit et se décide rapidement à partir coûte que coûte avec ce qu'il a de prêt. Le 27 mars, ayant payé à toute l'armée un mois de solde, il quitte Lérida, six jours de vivres sur le soldat, la farine sur des voitures et des mulets, ses caissons de munitions remplis. Le 4 avril, des marches assez pénibles le conduisent devant Tarragone au moment où de son côté se présente une escadre anglaise qui vient épauler de ses canons les Espagnols dont les créneaux sont déjà bien armés.

Transporté par d'autres bateaux britanniques, Campoverde, qui a été repoussé quand il a voulu ravitailler ses compatriotes à Figuières (2), Campoverde arrive pour prendre entre deux feux les Français qui se trouvent à la fois assiégeants et assiégés.

Cette espérance, qui n'est pas sans probabilité, augmente la confiance du gouverneur Contreras qui repousse tout accommodement, refusant même de recevoir des parlementaires. Mais les actes valent mieux que les fanfaronnades. Suchet enlève le fort de l'Olivo, il occupe de vive force la basse ville et Campoverde s'approchant de trop près, bien qu'avec 14000 baïonnettes et 2000 chevaux, est contenu, il hésite, prend peur, recule, fait demi-tour et laisse libre le terrain.

(1) A cette heure, tout le monde sollicite son voisin : Masséna demande à Bessières un secours de vivres, car il n'a rien trouvé à Salamanque (15 avril). Soult demande à Joseph des renforts (18 avril) et à Berthier de l'argent, de la poudre et des bombes (20 avril). Macdonald supplie Suchet de « voler à son secours » et ce dernier réclame à l'armée du Nord de lui envoyer au plus vite des détachements afin de contenir derrière lui l'Aragon. *Archives de la Guerre.*

(2) Campoverde voulait faire entrer un convoi de 800 mulets et bœufs. Il avait sommé Baraguay-d'Hilliers de se retirer, « pour éviter l'effusion de sang. » — Baraguay répondit : « La proposition de votre général est d'une insolence révoltante. Il est à la tête de son armée, je suis à la tête de la mienne. Dites-lui que dans un quart d'heure il sera battu. » — « Ce fut une prophétie réalisée dans le temps annoncé. » — Lettre de Baraguay-d'Hilliers à Clarke, 5 mai 1811. *Archives de la Guerre.*

L'assaut est donné, le 28 juin. La ville est prise, au prix de quels efforts! « Des officiers fuyant la route, plusieurs succombent, les colonnes se rallient, la masse se reforme, se pousse, arrive au sommet et, comme un torrent irrésistible, surmonte la brèche et inonde les remparts » (1). — La résistance avait été farouche, l'attaque fut illustrée par des traits de bravoure peu communs; en voici un : un caporal de grenadiers nommé Bianchini, du 6e régiment italien, avait à l'escalade du fort d'Olivo fait plusieurs prisonniers. Il les amena au général et avait répondu à sa question : « Quelle récompense puis-je t'offrir? » — « L'honneur de monter le premier à l'assaut de Tarragone. » Nommé sergent, il se présenta en effet dans sa plus belle tenue au moment suprême réclamant la faveur promise. Il s'élance donc, est blessé une fois, deux fois, trois fois, ne s'arrête pas, exhorte ses camarades et tombe enfin, la poitrine traversée par un coup de feu.

Mais la vaillance n'exclut pas la colère; les soldats français « enivrés par le bruit, la fumée et le sang » restaient fort irrités des pertes qu'ils avaient subies : 920 morts, 3300 blessés. Les officiers qui les avaient soutenus s'efforcent maintenant de les contenir; la lutte se continuait même après la victoire, dans la ville on fusilla de nombreux Espagnols, les blessés seuls étaient respectés. Le gouverneur Contreras, atteint d'un coup de baïonnette, fut sauvegardé par un officier du génie et bien traité par Suchet, il le remercia vivement de ses soins, avant d'être conduit en France (2). — Le gain était considérable, 10000 prisonniers (dont 537 officiers), 20 drapeaux, 307 canons, 1500 fusils; le triomphe était d'importance, car Tarragone constituait, par terre et par mer, le point de jonc-

(1) *Mémoires du maréchal Suchet*, II, 98.

(2) Prisonnier au fort de Bouillon, il s'en échappa en 1812; réfugié en Angleterre, il fit paraître sur les événements de Tarragone un rapport fort inexact et d'une loyauté peu scrupuleuse.

tion entre la Catalogne et Valence. L'Empereur manifesta sa satisfaction et, rappelant les services déjà rendus par la prise de Lérida, de Mequinensa, de Tortose et de Tarragone, il nomma le jour même où la nouvelle lui parvint à Saint-Cloud, le général Suchet, maréchal d'Empire (1).

Napoléon était à cette heure magique de son destin, au lendemain du mariage avec Marie-Louise, dans les joies politiques et domestiques du bonheur satisfait, au zénith de sa puissance et de sa gloire. Suchet venait d'ajouter un rayon à la couronne.

Son ardeur s'en trouvait excitée. Ayant écarté les Anglais de Villanova, il courut déloger de Montserrat le général d'Eroles qui y trouvait un abri entre ses incursions autour de Barcelone. Le poste dominait les hauteurs, le célèbre couvent était devenu une forteresse, les moines s'étant réfugiés à Majorque. Il fut enlevé avec audace et énergie. L'église vénérée demeura à l'abri de tout désordre. Et le nouveau maréchal reprit le chemin de Saragosse, pour préparer l'expédition contre Valence que lui prescrivait Napoléon en des termes qui ne laissaient pas prise à l'hésitation : « L'ordre impératif de l'Empereur, écrivait le major général le 25 août 1811, est que votre quartier général soit, vers le 15 septembre, le plus près possible de cette ville. » Il n'y avait qu'à se mettre en route.

III

Sur le chemin, il rencontrait d'abord Murviedro, ville ouverte sans doute, mais à côté de laquelle s'élevait le rocher de

(1) Quatre généraux de brigade furent nommés divisionnaires, dix colonels, généraux de brigade.

Sagonte, au nom célèbre dans l'histoire des résistances héroïques et qui sonnait comme un chant triomphal pour la défense du patriotisme ibérique. — Les Espagnols avaient fortifié la position avec une ardeur inlassée : double retranchement, bastions, fossés, batteries ; l'antique théâtre des Romains, conservé depuis des siècles avec un soin scrupuleux, avait été sacrifié, démoli, rasé pour y établir des canons.

Une première attaque hâtive fut manquée le 28 septembre. Un second assaut éprouva le même sort infructueux le 18 octobre. Cet arrêt, qui enthousiasma les assiégés, permit à Blake, sortant de Valence, drapeaux déployés, de placer Suchet entre son armée et les remparts de Sagonte. Suchet comprit qu'il fallait d'abord se débarrasser de ce nouvel et gênant adversaire qui avait excité le patriotisme de ses soldats (1). Sans oser distraire son artillerie de son action continue contre les murailles de la ville, ni pouvoir choisir un champ d'action moins désavantageux, il reçut le choc, y para par une charge de ses cuirassiers et, à son tour prenant l'offensive, enfonça le centre espagnol, dispersant après les deux ailes, sous les yeux consternés des défenseurs des remparts qui voyaient disparaître dans la poussière et dans les ombres du soir, la suprême chance de salut. Leur canon, d'abord servi par des gens au comble de l'enthousiasme et du délire, se taisait peu à peu et le nôtre, s'accentuant d'heure en heure, rendait la brèche praticable. Dès le lendemain, 26, la garnison, sommée, capitula. Nous étions maîtres de la position « qui jadis avait si longtemps bravé les efforts d'Annibal » (2). — Le gain était 4681 prisonniers dont 2 généraux, 270 offi-

(1) « Je parle à des Espagnols qui combattent pour la liberté de leur patrie, pour leur religion et leur roi. Notre devoir est de vaincre l'ennemi ou de mourir dans le combat. »

(2) Rapport du général Rogniat et Notes du colonel du génie Henry 26 octobre 1811. *Archives de la Guerre.* (Papiers de la succession Thiébault).

ciers, 20 drapeaux, 4200 fusils presque tous de fabrication anglaise et 12 pièces.

Le maréchal poussa sur Valence, soixante lieues à peine l'en séparaient, en suivant de près Blake qui s'y retirait.

Sur les bords du Guadalviar, — les Espagnols occupent la rive droite, les Français la rive gauche, — le général Harispe s'établit fortement le 3 novembre. Des combats partiels s'échangent. Suchet hâta le retour des troupes qu'il a dû distraire pour escorter les prisonniers faits à Tarragone. Le général Reille arrive avec un convoi de vivres et un corps de 14000 hommes, ce qui nous donne un total de 33000 combattants. Suchet, tout réconforté de ce renfort, se montrait plein d'entrain et écrivait à son subordonné, qui était en même temps un confident et un ami : « L'opération est belle, la presque totalité de l'armée espagnole est réunie. Je crois pouvoir vous assurer que sa destruction et la prise de Valence seront des événements importants pour la tranquillité de la péninsule et agréables pour l'Empereur (1). » Il prévoyait juste.

A peine remis de la blessure reçue à l'épaule pendant la bataille de Sagonte, le Maréchal est souffrant d'une fistule et tout en promettant de faire tous ses efforts pour « achever » devant Valence (2), il demande un congé de trois mois pour venir se faire opérer à Paris. Heureusement qu'il n'aura pas la malchance d'être écouté et qu'il se trouvera à son poste à l'heure de la victoire. Valence est assiégée fortement : Blake veut sortir. Il est rejeté; il veut crâner quand le Maréchal lui offre une capitulation honorable et fait le dédaigneux. Les cheminements de nos sapeurs se continuent avec méthode malgré les pluies, la boue, les froids de l'hiver. Nous étions

(1) Lettre au général Reille, « Au camp devant Valence. » *Archives de la Guerre*.

(2) Lettre à Berthier portée par l'aide de camp de Rigny, 29 décembre 1811. *Archives de la Guerre*.

prêts à couvrir la brèche, quand deux parlementaires se présentèrent. Ils demandaient que l'armée espagnole se retirât librement sur Alicante et Carthagène. La prétention était outrecuidante dans l'état des choses. — Capitulation pure et simple, répondit l'assiégeant. — Elle fut signée le 9 janvier 1812 au matin et ratifiée avant le soir de part et d'autre.

Pendant quatre jours, Suchet consigna ses troupes aux portes de la ville, afin de permettre à l'ardeur de la lutte de se calmer. Douze cents grenadiers prirent ensuite possession des postes et, le 14, le maréchal, ayant donné lui-même l'exemple de rester au camp, entra à la tête de ses bataillons, sans que la tranquillité publique soit troublée. Le désordre qu'on avait pu craindre ne se produisit pas, le désarmement des milices s'effectua sans peine, une garde civique se forma assez facilement; si on envoya en France nombre de moines suspects de patriotisme, les églises demeurèrent ouvertes et l'archevêque, Mgr Company, revint sans tarder.

Là encore, butin considérable : 18 200 prisonniers, dont 23 généraux et le général en chef, 21 drapeaux, 390 canons, 42 000 fusils, 2 000 chevaux. Dans les caisses publiques, 137 894 réaux en numéraire, 152 101 réaux non monnayés (1).

Le gain matériel et la dispersion d'une armée égalaient le gain moral d'une éclatante victoire. Splendide aurore d'une année qui promettait des succès radieux : belles étrennes offertes à la France et à son chef.

Dix jours après, le 24 janvier, arrivaient les éloges de l'Empereur et les récompenses à l'armée d'Aragon pour sa belle campagne couronnée d'un tel succès. — Le maréchal comte Suchet était créé duc d'Albuféra, du nom du lac où le 26 décembre s'était glorieusement terminé, par le passage du Guadalaviar, l'investissement de Valence. Les pêcheries de ces

(1) *Archives de la Guerre*, 22 janvier 1812.

vastes domaines constituaient une donation de plusieurs centaines de mille francs de rente. Le petit officier qui s'était enrôlé parmi les volontaires de 1791 était arrivé au sommet de la hiérarchie et du rang social.

IV

Victorieux, il sut être pacificateur; et, par ce caractère plus rare des talents chez un conquérant, il prend une place à part dans la phalange des administrateurs de l'Espagne « impériale ». Suivi, son exemple aurait contribué à modifier les sentiments des Espagnols.

Il avait, sur un terrain plus restreint, en Aragon, conquis déjà cette réputation heureuse; par ses soins, de bons rapports s'étaient établis entre ses soldats et la population, la fixité de ses contributions modérées écartait la crainte de l'arbitraire et amenait même la confiance; la justice de ses jugements fermait la bouche aux opposants; on avait vu les habitants faire bon accueil à nos régiments ou les considérer comme des garnisons régulières : ainsi les gens de Caspe recevaient toujours amicalement, à chacun de ses retours, le 115e de ligne souvent cantonné dans leurs parages. — Cela avait été une mesure adroite que la jeune comtesse Suchet fût venue rejoindre son mari et, tenant maison ouverte, entretînt des relations avec les « Dames du pays (1) ». Les Aragonais vivaient en paix en se trouvant à l'abri des dangers que pouvaient soulever les incursions de Mina.

Ces mêmes procédés, ces moyens éprouvés furent mis en

(1) *Mémoires du maréchal Suchet*, I, 252.

œuvre sur le territoire de Valence et, bientôt, obtinrent les mêmes résultats.

L'une des plus petites provinces du royaume, avec des montagnes, des rochers à pic, des torrents sauvages, des grèves immenses, des terres marécageuses, mais aussi de nombreux cours d'eau, des rivières abondantes qui fertilisent le pays, Valence et son jardin, contient un peuple industrieux et actif qui fait remonter au temps des Maures la fertilité de ses plaines. La majorité est composée de cultivateurs, et la variété de ses fleurs comme l'abondance de ses fruits est célèbre. Toutes ces richesses s'étaient presque évanouies depuis l'invasion qui avait trouvé la première résistance, et la plus sanglante, à Valence, en 1808.

C'est à la pacification des esprits que travailla le duc d'Albuféra. Une amnistie très large fut accordée, les taxes de guerres supprimées, les réquisitions nécessaires coordonnées, les contributions perçues avec modération, les emplois municipaux régularisés, les tribunaux demeurèrent gérés par les magistrats de carrière, l'administration des biens séquestrés continuée sans prélèvements, les douanes, les finances, les tabacs, à la tête desquels furent placés des Auditeurs français honnêtes et capables, conservèrent leurs anciens employés espagnols.

L'Empereur, en souvenir des massacres de 1808, avait frappé Valence d'une contribution de 53 millions. Le maréchal avait été effrayé du chiffre; il parvint cependant à l'atteindre par un mode de perception discret, des primes de dégrèvement aux communes qui se libéraient promptement, et en admettant des fournitures en nature de grains, bestiaux, draps, toile, cuir, matières nécesaires à l'armée. Les agents chargés de cette gestion délicate étaient des employés espagnols doublés d'individus français. Nos officiers avaient l'interdiction de toucher aucune somme en deniers.

« Ces précautions, dit modestement Suchet dans ses *Mémoires* (1), n'ont peut-être pas empêché qu'il ne se commît des abus, mais elles en ont du moins prévenu un grand nombre. » — « Le peuple, qui jusqu'alors avait montré une si grande horreur du joug étranger, devint tranquille spectateur de notre occupation parce qu'il n'était froissé ni dans ses habitudes, ni dans ses croyances. »

Habileté ou prudence — faisons-lui crédit pour ces deux vertus réunies, — le maréchal s'estima assez assuré de la confiance des Valenciens pour les convier à voter eux-mêmes les subsides à prévoir pour l'année 1813. Il réunit donc les principaux fonctionnaires civils et judiciaires, des délégués de villages; il ouvrit la première séance, ayant préparé tout un programme à examiner. — Les événements arrêtèrent ce bel élan de réformes. Après les dix-huit mois que Valence vécut sous l'autorité du duc d'Albuféra, les recettes avaient atteint 37 millions, les dépenses ne dépassaient pas 34 millions et demi, répartis entre 17 millions pour la solde, 6 millions pour le matériel, 2 millions de pensions et secours, 7 millions envoyés au roi Joseph, 1 500 000 mis en réserve pour l'armée (2).

Et le maréchal peut ajouter en conscience, sans être démenti par les faits, que tous ces comptes avaient été réglés « sans qu'il eût été disposé en rien des richesses des églises, sans qu'il eût été vendu la moindre portion des biens du clergé, ni de ceux des riches propriétaires que la guerre avait éloignés de leurs foyers ».

A dire vrai, les chiffres des *Mémoires* ne sont pas identiques avec ceux que fournit une pièce officielle des *Archives de la Guerre* à la date du 9 mars 1813 : « État général des recettes

(1) II, 289.
(2) *Mémoires*, II, 295. — Pour toute cette administration de Valence, voir le chapitre XVIII des *Mémoires* du maréchal.

et des dépenses pour l'année 1812, dans le gouvernement de Valence, » mémoire envoyé au duc de Feltre par le duc d'Albuféra. On trouve qu'en trente-quatre mois d'occupation, les recettes en argent ont atteint 51 547 047 fr. 63, et les perceptions en nature : 50 754 828 fr. 83, soit un total reçu de 102 301 876 fr. 46. Le produit des douanes figurait pour 1 264 647 fr. 57, les confiscations des denrées coloniales pour 1 340 954 fr. 75. Tous ces fonds avaient été versés dans la caisse du payeur central, sauf 6 millions dans celle du roi Joseph.

Quatre-vingt-dix millions de biens séquestrés avaient été administrés par et pour le domaine impérial.

Les renseignements des *Archives de la Guerre* semblent devoir être retenus, car ils étaient vérifiables par les autorités sur des pièces officielles; ceux établis d'après des souvenirs ou des papiers personnels pouvant demeurer moins certains et moins précis.

V

Le maréchal avait voulu achever d'abord la soumission du pays. Il le fallait par une action militaire. La petite place de Peniscola, assise sur un rocher qui domine la mer, fut entourée, attaquée, enlevée. Une belle affaire à Altafala (24 janvier 1812) mit en fuite le général Lacy qui rôdait près de notre armée de Catalogne (1). Notre conquête de Tarragone

(1) Dans ses *Mémoires* (II, 244), le duc d'Albuféra attribue au général baron d'Eroles un aveu honorable après cette défaite, mais aux *Archives de la Guerre*, le rapport est signé du général espagnol Lacy (et daté de Berga, 5 février 1812) qui, expliquant à sa façon son insuccès, ajoute ce témoignage précieux pour nos soldats : « Il faut avouer que les Français ont agi en cette occasion, envers nos prisonniers, avec une humanité au-dessus de tout éloge et que le général

fut défendue d'une surprise tentée par des corps espagnols audacieux. L'armée d'Aragon se trouva malheureusement appauvrie par les prélèvements incessants qu'ordonna Napoléon alors tout occupé de ses grands préparatifs pour la campagne de Russie. Il rappela tous les Polonais qui servaient dans la péninsule. Suchet perdit ainsi les 1er, 2e et 3e régiments de la Vistule, plus ses escadrons de lanciers; il dut aussi voir s'éloigner, non sans regrets, les divisions du général Reille portées sur l'Èbre pour défendre la Navarre contre Mina, Mendizabal, l'Empecinado; il lui fallut détacher la division du général Palombini pour repousser en Castille les généraux Montijo, Villacampa et Bassecourt. Déçu, fatigué, malade, il réitérait en termes expressifs et un peu pompreux son désir de revenir en France : « Plutôt je serai opéré, plutôt je pourrai continuer à consacrer à mon souverain bien-aimé, tous les instants de ma vie. » Mais l'Empereur ne voulait pas voir s'éloigner de son poste un si bon serviteur, il l'invitait à y demeurer (1) et pour l'y retenir lui envoya son premier chirurgien, le baron Boyer avec son gendre, le docteur Roux. Le maréchal demeura fort satisfait de leurs soins (2), il regretta seulement que les guérillas, près de Tarragone, eussent empêché de passer au retour le docteur Boyer, « cet homme intéressant » dont il s'était efforcé de hâter le retour en France (3).

Lamarque, qui les commandait, a acquis plus de gloire par la touchante générosité qu'il a manifestée que par la bravoure incontestable de ses troupes. »

(1) Il fallait à cette heure que chacun, coûte que coûte, demeurât où il était. Aux *Archives de la Guerre*, à une demande de congé apostillée par le duc de Raguse, l'Empereur écrit en marge : « Point de congé ». — Et Berthier ajoute : « Cette décision de l'Empereur doit servir pour toutes les demandes de congé. » — 31 janvier 1812.

(2) De Valence, le 1er avril, il écrivait au général Reille : « L'habile opérateur M. Boyer part cette nuit pour retourner à Paris; il me laisse son gendre pour me soigner, ma convalescence est en bonne voie. » *Archives de la Guerre*. (Papiers Reille.)

(3) Suchet à Berthier, Valence, 23 avril 1812. *Archives de la Guerre*.

Avec des forces réduites de près de 20 000 hommes, le duc d'Albuféra parait de son mieux aux éventualités successives La situation générale empirait autour de lui. Le 3 mai, s'étant dégarni du 114e de ligne pour le placer à Cuença et recevant du roi Joseph l'ordre d'envoyer une division à Madrid, il fait tristement l'aveu au général Reille qu'il va se trouver à Valence avec 6 000 hommes seulement.

Et cependant, à juste titre il devait se préoccuper de l'arrivée prochaine des Anglais. Une flotte britannique partie de Sicile, une première division le 7 juin 1812, venant de Palerme, une seconde, sortie de Messine le 21 juin, comprenant l'une 14 bâtiments de transport, une frégate et un brick, l'autre 29 transports, une frégate, 2 corvettes et 2 bricks, amenait un important corps de troupes sous le commandement du général Maitland. Le port de Mahon était leur point de réunion, de là, ils devaient débarquer en Catalogne, attaquer Tarragone et Barcelone. Le 9 juillet, on les signalait à Suchet.

Dix jours après, une escadre anglaise, sortie d'Alicante, s'approchait de la côte d'Albuféra, mais un vent violent l'obligea à gagner le large. Le 9 août, 200 voiles parties des Baléares, portant à bord 20 000 hommes de troupes de débarquement, s'arrêtaient à Alicante; ils venaient appuyer, à leur manière, l'effet de la bataille des Arapiles et le succès de leurs compatriotes avec Wellington.

Inutilement, ils bombardèrent Palamos; et l'annonce de l'arrivée de l'armée du Centre, apportant des renforts à Suchet dégarni de monde, les fit repartir. Le maréchal avait échappé à un danger immédiat que sa bravoure n'aurait pas redouté; mille difficultés d'un autre genre surgissaient entre lui et Joseph.

Le Prince s'était d'abord offusqué que les domaines d'Albuféra donnés au vainqueur fussent qualifiés dans le décret de

« fiefs de la Couronne impériale », et regrettait que son Trésor si pauvre fût privé des riches revenus des pêcheries qui lui étaient attribués depuis la confiscation des biens du Prince de la Paix.

L'administration indépendante de la province de Valence déplaisait également au « Roi d'Espagne », qui constatait avec grand déplaisir l'accueil très froid réservé par le Maréchal au duc de Santa-Fé envoyé pour établir des préfets joséphistes dans son commandement. Sans faire allusion aux pouvoirs que Santa-Fé invoquait, Suchet s'était contenté de lui faire répondre non sans ironie que s'il poursuivait son voyage « il serait bien aise de cette occasion de faire connaissance avec lui » (1). Leurs rapports demeurèrent donc dans la politesse la plus banale et le ministre du roi Joseph retourna comme il était venu, à Madrid, quand il apprit, le 18 mars, que le baron de Fréville était nommé, à Paris, intendant de la province (2). Il se vengeait de son insuccès par de petits procédés d'étiquettes en ne donnant pas, selon le protocole, à qui de droit son titre de duc d'Albuféra, et en continuant à l'appeler : « M. le Maréchal d'Empire, comte Suchet. »

Un autre grief s'éleva à propos de la collation des cures, dignités et bénéfices, dont le Maréchal disposait sans contrôle; le Roi prétendait qu'on lui en référât. Suchet répondit qu'étant chargé de la haute police dans la province qu'il gouvernait, les matières ecclésiastiques faisaient partie de cette attribution (3). Et le Roi, qui s'épanchait dans des conversations intimes avec La Forest sur ses déceptions de tout genre, ajoutait avec tristesse : « Ce n'est plus le même

(1) Dépêche du comte de La Forest, 28 février 1812. — *Correspondance*, VI, 95.

(2) *Id.*, VI, 159.

(3) Dépêche très curieuse de La Forest, 6 mai 1812. — *Correspondance*, VI, 216.

homme depuis qu'il est couvert de gloire et d'honneurs. »

Malgré leur parenté et leurs bons rapports antérieurs, le fait d'être tout à coup sous le commandement direct du Roi avait amené entre Joseph et Suchet des relations plus difficiles encore quand il s'était agi des choses militaires. Joseph voulait disposer des troupes du Maréchal, qui s'y refusait. Invité à l'obéissance (3 juin 1812), il offrait sa démission (1). Puis, aux billets incessants qui lui parvenaient du prince, il prit le parti de ne pas répondre.

C'était donc sans grande sympathie qu'il verra arriver à Valence, à la fin d'août 1812, le Roi suivi d'une foule innombrable de fugitifs, sans asile, sans défense et sans pain. Il ne pouvait leur refuser l'hospitalité et il a noté avec complaisance dans ses *Mémoires* (2) les dépenses qu'ils lui coûtèrent : « Deux millions en lingots furent mis à la disposition du Roi. Sa garde fut habillée à neuf et l'armée sous ses ordres reçut, pour effectuer son retour dans la capitale, des approvisionnements de tout genre. Plus de 9 000 malades, blessés ou réformés, trouvèrent dans nos cantonnements et dans nos hôpitaux tous les secours dont ils eurent besoin et, à mesure qu'ils se rétablissaient, reçurent chacun un mois de solde, une capote et une paire de souliers, pour être en état de retourner à leurs corps ou de rentrer en France. »

Tout cela était vrai, mais la capacité du maréchal souffrait d'être subordonnée aux ordres d'un prince qui en possédait si peu. Le recul des armées françaises du Nord, du Centre et d'Andalousie compliquait, en entourant les événements d'un

(1) « Je me trouve dans la désagréable nécessité d'engager V. M. à demander à l'Empereur de me donner un successeur qui, plus heureux que moi, puisse être cru dans ses rapports avec V. M. » — 30 juin 1812.

Voir aux *Archives de la Guerre* une lettre de plaintes du duc d'Albuféra au duc de Feltre, 24 juillet 1812.

(2) II, 291.

voile de tristesse et d'alarme, sa situation personnelle sur les rives de la Méditerranée où il se trouvait dans une position moins aventurée quoique délicate. Par le rapprochement de ces diverses troupes et, en particulier, l'arrivée du maréchal Soult, au caractère si ombrageux et aux exigences impérieuses appuyées sur sa valeur et ses exploits, le rôle du duc d'Albuféra va éprouver des contre-coups pleins d'incertitudes et d'amertumes. Nous le constaterons en ces jours malheureux qui vont suivre.

Saluons-le une dernière fois, à la tête de cette province de Valence, comme un administrateur habile et un général victorieux.

CHAPITRE IV

LE SIÈGE DE CADIX ET LES CORTÈS

(1810-1811)

I. Le maréchal Victor arrêté devant Cadix. — La ville organise la résistance. — La Junte suprême se retire, une Régence lui succède. — Convocation d'une Assemblée des Cortès; difficultés, confusion, élections.
II. Réunion des Cortès; les élus. — Séance d'ouverture. — Le décret du 24 septembre 1810. — Les droits souverains attribués à l'Assemblée. — Démarche du duc d'Orléans. — Serment prêté et refusé aux Cortès. — La seconde Régence.
III. Le maréchal Soult s'occupe moins de Cadix que de contenir les Anglais. — Batailles de la Gebora, de Chiclana, de la Albuera. — A Cadix disputes entre Espagnols et Anglais. — Le maréchal Victor rentre en France.
IV. Opérations de Ballesteros. — Le duc de Dalmatie administre l'Andalousie. — Démêlés avec le Roi. — Ordres de l'Empereur. — Soult lève le siège.

I

Le maréchal Victor, duc de Bellune, possédait des qualités de modestie, de prudence et de sagesse militaires qui attirent la sympathie. Soldat formé avant la Révolution par la discipline de l'armée royale, il se distingua pendant les campagnes d'Italie, où il commandait une division; successivement remarqué à Marengo, à Iéna, à Friedland, il reçut le bâton de maréchal et le titre de duc. Appelé en Espagne après Baylen, il y joua un rôle courageux mais sans éclat. Il participa à l'expédition de Portugal, puis à la bataille de Tala vera. Il était à la tête du 1er corps quand fut décidée la

marche en Andalousie, et, occupant Cordoue, Séville, il s'avança jusqu'à la mer. Peut-être ne mit-il pas la rapidité nécessaire pour atteindre le terme de sa course?

Depuis le jour brumeux (1) qu'il arriva deux heures trop tard pour forcer les portes de Cadix où le duc d'Albuquerque venait d'introduire le secours inespéré des troupes espagnoles (2), le maréchal Victor ayant vainement, le 5 février, adressé aux autorités de la ville sa sommation, s'efforçait du moins de bloquer de son mieux le dernier rempart de la résistance.

La nature a fortement pourvu la cité gaditane : la ville même, sur son rocher enveloppé par l'océan, n'est reliée au continent que par une étroite bande de terre que défend le château de Puntalès. L'île de Léon lui sert de bouclier protégée par le canal de Santi Petri. Une première rade s'ouvre sur la haute mer entre les remparts de Cadix, et les maisons de Puerto-Santa-Maria; une rade intérieure forme un vaste cercle que trace au nord, à l'est, au sud le fort de Matagorda, le canal du Trocadéro, les bâtiments de Puerto-Real, l'arsenal de la Caraca, San Fernando entouré de marais et de salines, enfin la hauteur de Chiclana.

Arrêté, le maréchal Victor voulut avant tout assurer sa position et s'approcher de la place : après douze jours de canonnade intense il occupa le fort de Matagorda (23 avril 1810) ou du moins le monceau de ses ruines écrasées sous les boulets. Il put établir ses lignes d'investissement depuis Chiclana jusqu'à Puerto-Santa-Maria et plaça, au Trocadéro, des batteries du nouveau mortier à longue distance dû à l'invention du colonel Villantroys (3).

(1) 3 fevrier 1810.

(2) Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon*, II, 203.

(3) A plus de 1 900 toises les bombes atteignaient Cadix. Voir sur ces tirs le général de Artèche, *Guerra de la Independencia*, IX, 471.

Une grande agitation régnait dans Cadix encombrée d'habitants car les populations d'alentour y avaient cherché un asile ; et un double mouvement animait le port : au début de février étaient entrés 35 vaisseaux amenant de Lisbonne des troupes anglo-portugaises, et 20 bâtiments étaient sortis conduisant à l'abri de la guerre des négociants, leurs familles et leurs richesses (1). — Une violente tempête, les 6 et 7 mars, arrachait de leurs amarres des vaisseaux espagnols et 13 bâtiments de commerce ; ils demeurèrent échoués jusqu'au moment où ils furent brûlés en partie par les Français ou par les Espagnols (2). Au mois de mai d'autres terribles bourrasques facilitaient à nos prisonniers, sur les pontons la *Vieille Castille* et l'*Argonaute*, des évasions tragiques et victorieuses (3). Malgré les possibilités de ravitaillement par l'Océan demeuré libre, à cette première heure du siège « tout est d'une cherté horrible, à cause de la quantité de monde qui se réfugie de toutes parts » (4). Mais l'argent n'est pas rare, l'espoir domine les autres sentiments et l'impression de l'enthousiasme patriotique se propageait au loin avec une force renouvelée (5). Soult a donc vu juste quand, dès le 21 février, il écrivait à Berthier : « Tout présage que l'opération sera longue » ; et Victor était victime d'un optimisme (dont il reviendra bientôt) en prévoyant la fin du siège pour le mois d'octobre (6).

L'armée fait une perte sensible : le général de Sénarmont,

(1) Soult à Berthier, 24 février 1810. *Archives de la Guerre*,

(2) Duc de Bellune au duc de Dalmatie, 10 mars 1810. *Archives de la Guerre*, n° 261.

(3) Voir le chapitre des « Prisonniers ».

(4) Lettre interceptée, manuscrit : *Archives de la Guerre*.

(5) D'un bout de la Péninsule à l'autre : jusqu'en Navarre où Thouvenot écrivait à Soult (2 avril 1810) : « La résistance de Cadix fait grande sensation et réveille l'espérance du petit nombre d'opiniâtres dans leur opinion insurrectionnelle. »

(6) 19 août 1810.

à la batterie de Chiclana, est frappé d'un obus qui tue à ses côtés le colonel de Gennes, directeur du parc général, et, autour d'eux, plusieurs officiers d'artillerie. De grands honneurs sont rendus à ces braves, mais le moral des troupes demeure impressionné (1).

Si le duc de Bellune se déclare « très honoré d'être désigné pour continuer les opérations », il réclame des renforts pour commencer le siège véritable ; il a 400 artilleurs, il lui en faudrait 2 000 (2). En revanche, il possède devant Cadix 260 bouches à feu, la consommation des poudres y est effrayante, il est urgent de lui en expédier de France, les quelques moulins qu'il a fait établir en Andalousie restent insuffisants. En somme, les positions militaires demeurent immuables sinon immobiles ; face à face les adversaires brûlent leurs munitions mais n'avancent pas.

Cette année de stagnation a été au contraire fort animée derrière les murailles.

Cadix, une des plus plaisantes résidences de l'Andalousie, s'est muée en place de guerre. Elle se trouve exactement à la pointe extrême de la péninsule, à 109 lieues de Madrid, 45 de Cordoue, 24 de Séville. Riche de son commerce maritime, elle possédait environ 75 000 habitants assez resserrés dans des rues ombreuses, étroites à dessein pour se défendre de la chaleur, au reste bien pavées, proprement tenues, courant entre des maisons hautes, aux balcons avancés, aux terrasses où l'on vient le soir respirer l'air pur de l'océan. Sur ce rocher fleuri il n'y a pas de fontaines, pas d'eau douce, mais de profondes citernes, alimentées par des canaux, suffisent aux besoins des citadins. Ils ont une légitime réputation d'urbanisme, accueillants, polis, animés, en contact

(1) Le général d'Aboville fut nommé pour remplacer Sénarmont.
(2) Lettre à Berthier, 31 octobre 1810. *Archives de la Guerre.*

constant avec les marins et les voyageurs des deux mondes.

La vie nationale allait se concentrer pendant quatre ans derrière ces remparts dont on ne sort que par cinq portes, quatre ouvrant sur la mer, une sur la terre, naturellement closes devant les assiégeants. Une foule de personnalités espagnoles y avaient trouvé un suprême abri. L'anarchie autant que l'émotion dominait leurs paroles, leurs désirs, leurs pensées; dans une phrase assez embrouillée, La Forest résume l'antagonisme et la brutalité des discussions politiques qui s'y élèvent : « Le républicanisme démocratique, dit-il, l'emporte et écrase tout ce qui lui fait ombrage (1). »

La Junte suprême, venue de Séville, se dissolvait elle-même; se sentant impuissante à présider aux innovations et d'ailleurs fort peu désireuse de les tenter, l'idée lui vint de confier le pouvoir exécutif à une Régence et, de délibérations assez confuses, il sortit un Conseil de cinq membres, dont les noms avaient du relief :

L'évêque d'Orense, Mgr de Quevedo, célèbre pour sa charité et son patriotisme, don Francisco de Saavedra, l'ancien ministre de Charles IV, Francisco Xavier Castaños, le vainqueur de Baylen, don Antonio Escaño, ministre de la Marine, don Miguel de Lardizabal, du Conseil de Castille (2).

Un de leurs ennemis politiques a porté sur eux des jugements passionnés dont on ne peut oublier la violence, mais

(1) Dépêche à Champagny, 17 septembre 1809.

(2) Il y eut quatre régences pendant la guerre de l'Indépendance : la première, le 29 janvier 1810. — La seconde (octobre 1810), avec le général Blacke, don Gabriel Ciscar, chef d'escadre, et don Pedro Agar, capitaine de frégate. — La troisième (21 janvier 1812), composée du duc de l'Infantado, de don Isaquin Mosquera y Figuerosa, le lieutenant général don Juan Villaricencio, don Ignacio Rodriguez de Rivas, le général comte de l'Abisbal. — La quatrième (22 mars 1813), avec don Pedro Agar, don Gabriel Ciscar et le cardinal de Bourbon, pour président. Elle cessa ses pouvoirs au retour de Ferdinand.

que l'impartialité doit retenir en partie. Le comte de Toreno les peint ainsi :

Mgr de Quevedo, « confondant assez facilement la fermeté avec l'entêtement » . — Saavedra , « affaibli par l'âge, les infirmité et les malheurs. » — Escaño, « confiné dans les affaires de la marine. » — Lardizabal, « instruit, intelligent mais d'esprit aigri, dans un corps contrefait, image de son âme retorse (1). »

On installa ces personnages dans la nuit du 31 janvier 1810, avec une certaine précipitation. La Junte, avant de se retirer, rédigea une proclamation pour expliquer ces changements subits; le 2 février les Régents firent paraître à leur tour un manifeste politique en annonçant la convocation prochaine des Cortès, dont chacun parlait.

Le nouveau pouvoir s'appuyait avec complaisance sur l'alliance britannique. L'arrivée des Anglais leur donnait une certaine prépotence et, à l'abri de leurs baïonnettes, l'occasion se présenta, facile et prompte, d'un acte de vigueur : quand le duc de Bellune, le 5 février, fit envoyer à Cadix sa sommation, la Régence répondit par un refus énergique :

« La cité de Cadix, fidèle à ses serments, ne reconnaît d'autre roi que le seigneur don Fernand VII. »

Quelle tâche lui incombait. Entretenir l'ardeur de populations envahies, créer des armées au sein de provinces déjà conquises, percevoir des impôts quand on n'avait ni territoires ni sujets, procéder à des élections générales et rassembler les élus dans une ville assiégée.

Du moins les forces concentrées dans l'île de Léon s'organisaient. Les débris des troupes du duc d'Albuquerque atteignaient 14 à 15 000 hommes ; Thomas Graham avait amené 5 000 combattants. Une milice urbaine, formée par les plus

(1) Toreno. *Histoire de la révolution d'Espagne*, III, 193.
Don Miguel de Lardizabal était le frère du général don José.

respectables citoyens de la cité, groupait environ 8 000 volontaires. — Les Anglais rangeaient dans la rade la flotte de l'amiral Parvis, les Espagnols celle de don Ignacio de Alava, soutenue des bâtiments légers de Cayetano Valdès. — On constituait un Trésor de guerre avec des impositions de 5 pour 100 sur les marchandises étrangères, 10 pour 100 sur les locataires, 20 pour 100 sur les propriétaires (1).

Des différends, habituels aux pouvoirs civils en face des chefs militaires, s'étant élevés entre les autorités municipales et le duc d'Albuquerque, celui-ci fut éloigné par sa nomination à l'ambassade de Londres (2) et, dès le 12 avril, Joaquim Blacke, appelé de Murcie, le remplaça. Les débuts de ce commandement furent marqués par des événements peu encourageants : le jour même de l'arrivée de Blacke, le fort de Matagorda était occupé par le duc de Bellune, trois jours après avait lieu l'évasion du ponton de la *Vieille Castille*, dix jours plus tard celle de l'*Argonaute*.

On se consolait de ces épisodes décevants en parlant avec abondance de cette assemblée future dont certains attendaient des merveilles ; les raisonnements plus réfléchis passaient pour de mauvais présages ; il suffit de quelques têtes chaudes pour allumer les masses ; Don Lorenzo Calvo de Rosas, envoyé de l'Aragon à la junte centrale, s'agitait avec succès pour la convocation des Cortès du royaume. L'idée était dans l'air. Tout le premier, au mois de mai 1808, dans la crise qui tout ensemble le rapprochait et l'éloignait du trône, Ferdinand VII avait tourné ses espérances vers cet appui national, un peu vague à ses yeux, chargeant secrètement d'Azanza de promouvoir, là où il se pourrait, auprès du Conseil de Castille, à son

(1) Gomez de Arteche (IX. 102) dit que la Régence avait reçu, dans les caisses du Trésor, 350 millions de réaux.

(2) Il arriva à Londres le 23 mai 1810. Il devait mourir dès le 18 février 1811, d'un ancien accès de fièvre chaude produite par l'excès de travail excité par du thé et du café à hautes doses. (*Archives de Simancas. Legajo* 8171, *atado* 5.)

défaut près d'un tribunal qui fût encore libre, une assemblée des Cortès qui organiserait une résistance à Napoléon (1). Les événements de Bayonne avaient terrorisé d'Azanza et le projet était mort-né. Les circonstances empêchèrent donc d'appliquer et même de connaître cette volonté du prince. Mais plus d'un Espagnol continuait à rêver l'établissement d'un gouvernement régulier et vigoureux avec les représentants des provinces.

Par suite de vieilles coutumes et d'antiques privilèges, six royaumes espagnols — Castille, Aragon, Catalogne, Valence, Majorque, Navarre — possédaient leurs *Cortès* propres. C'était là un nom fameux qui avait pu avoir son prestige, ces réunions n'avaient pas gardé leur importance. Sortes d'assemblées représentatives dont le titre subsistait, quoique l'institution fût presque tombée en désuétude, elles se composaient de députés du clergé, de la noblesse et des villes. A la mort du souverain elles reconnaissaient l'héritier du trône, recevaient le serment du Roi à son avènement, lui juraient fidélité au nom de ses sujets, votaient des levées d'impôts soumises à leurs délibérations, dont, en fait, la demande ne se produisait guère. Réunions intermittentes, courtes, sans influence, où tout se bornait à de « somptueuses parades » (2) et où personne ne se souciait de figurer, à cause de la dépense. Elles n'avaient aucune action sur la marche générale des affaires.

Au dix-huitième siècle on les voit rarement convoquées ; Philippe V, Ferdinand VII, Charles III n'avaient semblé y attacher que peu d'importance et leurs sujets peu d'intérêt. Ce n'était vraiment pas une « institution nationale ». La plus récente, réunie à l'occasion de l'avènement de Charles IV en

(1) *Biographie Michaud.* Supplément, t. LVI, 615, article d'Azanza, par Gustave Fallot.

(2) Desdevises du Désert, *l'Espagne de l'Ancien régime*, II, 54.

septembre 1789, avait passé presque inaperçue au milieu des fêtes et moins remarquée que les courses de taureaux ; et bien qu'il eût été assez naturel qu'une « Assemblée » se fût ressentie de l'effervescence parlementaire soulevée à cette époque en France, par la convocation des États généraux et les travaux de la Constituante, tout était resté fort calme de l'autre côté des Pyrénées ; Campomanès avait présidé sans éclat, Jovellanos avait lancé quelques épigrammes innocentes sur le parlementarisme et, après une délibération secrète sur le retrait de la loi salique, tout le monde s'était dispersé. On ne pensait guère à ces choses vingt ans après.

Toutefois, dans le bouleversement de l'invasion, avec l'exil du monarque et sous les misères de la patrie, l'inquiétude espagnole crut voir une espérance et une force nationale à convoquer les Cortès.

La Régence qui hésitait, confia (14 juin) à don Martin de Garay le soin d'étudier en jurisconsulte les modes de convocation de ce Parlement idéal. L'ignorance du sujet était grande et nombreux les embarras à éclaircir, car les coutumes avaient été variables. Chacun traitait la question à sa manière. L'évêque d'Orense et le comte de Toreno eurent une discussion assez âpre. Les Régents se préoccupaient de partager le pouvoir avec des députés élus. Enfin, sous la poussée de l'opinion, un décret annonça les élections générales dans « le plus bref délai » et fixa la réunion à Cadix pour le mois d'août.

Devant la réalisation, les difficultés augmentèrent. Y aurait-il deux Chambres, comme les coutumes d'Aragon et de Navarre l'avaient établi ou une Assemblée unique ? La tradition et peut-être la sagesse demandaient deux Chambres : les pairs (*proceres*) et les députés (*procuradorès*). Mais alors les Cortès seraient scindées en deux corps : l'un privilégié (clergé et noblesse), l'autre électif. Or, si des lettres « convocatoires » furent expédiées aux électeurs d'une Chambre élective, l'envoi

des autres fut remis à plus tard, et au milieu du trouble général elles ne trouvèrent jamais de destination. N'arrivèrent donc aux Cortès que des membres élus et la formation d'une seconde Chambre resta sans effet (1).

Le droit électoral était acquis aux Espagnols âgés de 25 ans et aux commerçants payant patente. Élection indirecte qui s'effectuait avec la triple participation des juntes des communes et des provinces. Parmi les trois candidats ayant obtenu la majorité des voix, on tirait au sort celui qui serait l'élu définitif (2).

L'attrait des nouveautés, l'esprit du temps, la tentation d'imiter les principes régénérateurs de 89, conduisaient à la formation d'une Constituante. Les noms étaient sortis des urnes sans qu'aucune précision ait été formulée. Et la question, sans être résolue en principe, se trouva tranchée en fait par l'arrivée du petit nombre des élus — environ une centaine — leur présence établissait leur droit et sous prétexte d'urgence personne ne souleva d'objection.

II

Les difficultés avaient été multiples : complication des votes successifs, — territoires en partie occupés par l'armée française, — distance à franchir pour se réunir à l'extrémité de la péninsule, — obstacles à surmonter pour pénétrer dans l'île de Léon. On avait usé de moyens de fortune afin de ne pas omettre les provinces d'Espagne envahies et les colonies d'Amérique éloignées. On leur trouva des représentants parmi les habitants de Cadix originaires de ces contrées ; et

(1) Toreno, III, 156.
(2) *Id.*, III, 349.

ces 43 membres ainsi désignés sous le nom de « suppléants », formèrent avec les 54 premiers réunis un groupe total de 97 députés. Que représentaient-ils? Il serait difficile de le préciser. Quelle majorité? Et quel esprit? La pensée patriotique de la défense du sol national avait dicté les choix des électeurs et dominait certainement les intentions des élus. Une grande jeunesse politique les caractérisait tous ; dans cette foule inexpérimentée et impressionnable, l'action des orateurs serait prépondérante. Les hommes de loi apporteraient l'influence de leur science juridique, la bourgeoisie son importance sociale et son habitude des affaires, la noblesse l'autorité de son zèle et la dignité de ses traditions, le clergé la puissance du respect incontesté qui s'attachait aux hommes d'Église chez un peuple profondément religieux.

La répartition entre les provinces restait fort inégale, montrant ainsi les difficultés, les obscurités, les incohérences des scrutins : trois provinces seulement avaient leur représentation au complet : la Catalogne avec 14 députés, l'Estramadure 6, la Galice 6, puis Santiago 5, Lugo 4, Cadix 3, Orense 3, Betanzos, Girone, Tuy chacune 2, enfin un seul représentant pour Murcie, Mondonedo, Cervera, Badajoz, l'île Majorque, l'Aragon, les Asturies, Tolède, Toro, Alava, Burgos, Salamanque, Madrid, Soria, Cordoue, Placencia, Avila, Valladolid, Grenade, Séville, Jaen, la Biscaye, la Navarre. — C'était là les « suppléants » désignés sur place à Cadix, comme aussi les 7 pour la nouvelle Espagne, les 4 pour le Pérou, les 3 pour Santa-Fé, les 3 pour Buenos-Ayres, les 2 pour le Chili, pour Cuba, Caracas, le Guatemala et un au nom de Saint-Domingue ; un seul enfin pour Porto-Rico (1).

(1) La liste nominative dans la *Gazette de Cadix*, 27 septembre 1810. — *Archives des affaires étrangères Espagne*, vol. 683, fol. 342-343.
Voir aussi : Général de Arteche, *Guerra de la Independencia*, IX, 524, appendice 3.

Les talents ne manquaient pas dans cette longue théorie politique, plusieurs ont laissé une certaine renommée après eux.

José Quintana, esprit violent, séduit par les emportements de la Révolution française, mêlé au mouvement littéraire de Madrid, à titre de censeur des théâtres mais aussi d'auteur dramatique et qui allait soutenir l'enthousiasme de ses compatriotes par ses odes lyriques (1). Sa plume élégante rédigera une partie des proclamations des Cortès et sa verve de journaliste animera la publication du *Seminario politico*, en irritant les passions plus qu'en défendant des vérités.

Arguellës est un avocat adroit et prolixe : ses périodes harmonieuses séduisent ses auditoires qui lui décernent le titre de « divin », plus sensibles au charme de l'oreille qu'à la puissance du raisonnement. Sa voix enchante ses collègues et les foules (2).

Les ecclésiastiques sont en nombre, plusieurs professeurs des grandes Universités, généralement d'opinions avancées, mais avec des idées largement ouvertes, défendant les privilèges de leur Ordre avec une logique inlassable.

Ces sentiments de déférence habituelle envers les maximes, les coutumes, les usages de l'Église sont partagés par la grande majorité de l'Assemblée qui associe traditionnellement la Religion à la grandeur de la Patrie. Quelques noms sont à retenir : don Antonio Oliveros, chanoine de San Isidro

(1) A la fin de sa vie, il recevra à Madrid la couronne d'or de la poésie. — Né en 1772, mort en 1857, sa carrière publique a suivi toutes les phases des révolutions d'Espagne, il devint conseiller d'État et pair du royaume.

(2) Augustin Arguëlles (1775-1844), né en Asturies. Étudiant en droit à Oviedo. Jurisconsulte dans les bureaux de Madrid. En mission en Portugal et en Angleterre. Député aux Cortès (1810). En 1814 Ferdinand IV le relégua aux Presides. Rappelé en 1820, ministre de l'Intérieur (1821); exilé en Angleterre (1824-1832). Député et président aux Cortès. Tuteur de la reine Isabelle (1840). Il était un franc-maçon de marque et son influence et son rôle viennent de cette qualité. En 1816, il avait été nommé grand-maître de la Maçonnerie espagnole.

de Madrid, Rodriguez de la Barcena, Juan Nicasio Gallego, Muñoz Torrero, José Espiga, Joaquin de la Villanueva, Ruiz Pardon, Jaime Creus, Pedro Inguannzo, Alonzo Cañedo. Ils comptèrent tous parmi les orateurs les plus abondants et souvent les plus opiniâtres.

Si on ne trouve que trois députés tenant à la haute aristocratie, savoir : pour le royaume de Murcie le marquis de Villafranca, grand d'Espagne; le marquis de Saint-Philippe de Santiago, représentant l'île de Cuba; le marquis de Puñoenrostro, pour le royaume de Santa Fé (1), — plusieurs officiers des armées de terre et de mer et quelques gentilshommes d'antique lignage ne passeront pas inaperçus : le général don Antonio Sampar, Guttierez de Teran, Duran de Castro, Perez de Castro, de la Vega y Pantoja, de Montolui, Morales de los Rios, Nuñez de Haro. — Dans la noblesse de robe, don Pedro Maria Ric, président de l'Audience de Saragosse, avait marqué avant la guerre et parmi les plus vaillants, aux deux sièges de sa ville; sa science juridique pouvait être utile.

Le jour d'ouverture avait été fixé au 24 septembre. L'avant-veille, les Régents se rendirent à l'île de Léon. Ils devaient vérifier les pouvoirs des six premiers députés (2) ; ces six validés procéderont à la validation des autres. Dans la matinée du 24, la Régence se réunit à l'hôtel de ville, puis se mit en marche vers l'église où le cardinal de Bourbon (3)

(1) Dépêche de La Forest, 26 octobre 1810. — *Correspondance*, IV, 196.

(2) Le conseiller don Benito de Hermido (Galice); marquis de Villafranca, grand d'Espagne (Murcie); don Felipe Amat (Catalogne); don Antonio Oliveros (Estramadure); général don Antonio Sampar (Valence); don Ramon Power (Puerto Rico).

(3) Louis-Marie de Bourbon (1777-1823), cousin de Charles IV. — Promu à 21 ans archevêque de Séville, puis de Tolède, cardinal (1800). « De peu de caractère et de capacité », il s'inclina devant Napoléon, prêta serment au roi Joseph, se rallia dès 1809 à la résistance espagnole et dès lors figura dans les cérémonies officielles. Il fut tenu à l'écart par Ferdinand à son retour en 1814, et accepta avec satisfaction la révolution de 1820.

pendant que nos fantassins, malgré la rapidité du courant, et de l'eau jusqu'à la ceinture, se rabattent sur le gros des Espagnols, commencent leur feu à cent pas, attaquent à la baïonnette les carrés qui leur résistent et rejettent en déroute, vers Badajoz, les débris qu'ils ont enfoncés. Victoire complète et prisonniers multiples (1).

La conséquence immédiate fut l'enlèvement de la forteresse d'Albuquerque par Latour-Maubourg (15 mars), la surprise de la place de Valencia et l'attaque brusquée de Campo-Major, où la petite garnison de 300 Espagnols obligea par sa courageuse résistance le duc de Trévise à un véritable assaut, puis à accorder les honneurs de la guerre à cette poignée de braves soldats.

L'éparpillement forcé de nos divisions avait fait espérer aux Anglo-Espagnols la possibilité de prendre à revers nos troupes immobilisées devant l'île de Léon. Le général espagnol La Peña reçut le commandement et groupa à Algésiras les soldats anglais sortis par mer de Cadix et qu'il réunit à Tarifa aux brigadiers don José de Lardizabal et Principe de Anglona. Il s'agissait d'enfoncer notre ligne de Santi Petri et d'enlever à Chiclana nos dépôts, magasins et réserves (2). Le duc de Bellune ne se laissa pas surprendre; il se ménagera une bonne position dès l'approche des premières avant-gardes alliées, il prit même l'offensive, malgré son infériorité numérique et accula les arrivants à la mer. L'Anglais Graham qui s'avançait à leur secours, sous la protection d'un feu terrible d'artillerie, chargea avec acharnement à plusieurs reprises.

(1) État des prisonniers espagnols dressé par le général Gazan à la suite de la bataille de Gebora : un général, 2 brigadiers, 6 colonels, 16 majors, 302 officiers, 4458 soldats; au total 4785. — *Archives de la Guerre*, 19 février 1811.

(2) Sur la bataille de Chiclana (5 mars 1811), rapport du général d'Aboville, *Archives de la Guerre*, 23 mars 1811. Gomez de Artèche, *Guerra de la Independencia*, IX, 440-468.

Les efforts furent sans résultat de part et d'autre, mais non sans de lourdes pertes; les alliés regagnèrent l'île de Léon comme ils purent, la tentative avait échoué. Le maréchal Victor coupait toujours les communications avec l'Espagne.

Le duc de Dalmatie exagérait sans doute mais n'inventait pas les dangers de son armée du Midi quand il prétendait qu'elle avait à se mesurer à quatre ennemis à la fois :

Les Anglo-Portugais du côté de Badajoz; les Anglo-Espagnols menaçant Séville; à Cadix, devant les remparts; à Grenade et à Murcie dans l'obligation de multiplier les diversions.

Elle était trop faible pour soutenir de pareils chocs, et il sollicitait en conséquence un renfort d'environ 20 000 hommes (1). A l'heure même où Soult formulait sa demande de détresse, Napoléon dictait à Berthier, dans la nuit du 29 au 30 mars (2), une série d'ordres d'une précision déconcertante et dont l'idée maîtresse était que le duc de Dalmatie avait plus de monde qu'il ne lui en fallait. Comment parvenir à s'entendre?

Un nouvel effort pour rompre le blocus allait être tenté. Le 16 avril, 220 voiles portant des troupes anglo-espagnoles sortirent de la rade de Cadix pour une direction inconnue. Trois jours après, le général Blake débarquait 10 000 combattants à l'embouchure de la Guadiana. Sous son commandement il avait Beresford et Castaños. Ils venaient concourir à réduire le général Philippon, cerné à son tour dans Badajoz, et vers qui, dans un but tout contraire, le maréchal Soult, de son côté en hâte, arrivait de Séville, avec toutes ses troupes disponibles. Il espérait même atteindre les Anglais avant que les Espagnols de Blake ne les eussent rejoints. Mais la jonction avait eu lieu le matin du 16 mai, quelques heures avant les premiers coups de feu.

Il s'agissait d'enlever des positions retranchées sur les

(1) Soult à l'Empereur, 31 mars 1811. *Archives de la Guerre.*

(2) *Correspondance de l'Empereur.* XXI, 615.

nale et proclamaient inviolable la personne des députés.

Elles déclaraient nulle la cession faite à Bayonne de la couronne à Joseph Bonaparte ;

Confirmaient dans leurs pouvoirs les tribunaux et les autorités du royaume ;

Autorisaient la Régence à continuer son administration en prêtant serment aux Cortès.

C'étaient bien là des principes nouveaux puisqu'on commençait par dépouiller le Prince de la puissance royale pour se l'attribuer à soi-même ; ils mettaient en jeu l'essence même de la monarchie ; c'était aussi l'ouverture des longues divisions qui allaient partager les hommes politiques de la péninsule.

Après hésitation et à contre-cœur, quatre Régents sur cinq, par prudence, prêtèrent le serment conforme à ces maximes. Leur président, Mgr de Quevedo, avait quitté la salle ; il fit excuser son absence sur son âge, ses infirmités, le besoin de réflexions. Il était minuit, la fatigue gagnait des novateurs agités d'émotions si diverses depuis le matin, la séance fut levée.

Le lendemain, l'évêque d'Orense donnait sa démission et, par une lettre, protestait contre la prétention des Cortès de se revêtir de la souveraineté qui n'appartient qu'au prince légitime, Ferdinand. Comme pour confirmer les craintes du vénérable prélat et continuer l'équivoque, les Cortès attribuèrent à leur Assemblée le titre de « Majesté », réservant à leur président celui d'« Altesse », accordant l'« Excellence » à tous les membres, avec 40 000 réaux de traitement (1).

La confusion créée par les députés si prompts à se revêtir de la toute-puissance ravivait les espérances des prétendants dynastiques à la couronne. L'éloignement de Ferdinand prisonnier à Valençay autorisait toutes les fantaisies, on n'ose

(1) « La difficulté n'était pas de voter, mais de trouver l'argent. » Rosseeuw Saint-Hilaire, *Histoire d'Espagne*, XIV, 237.

dire toutes les prétentions. Le Cabinet anglais, toujours féru de sympathies portugaises, gardait des préférences pour l'infant dom Pedro de Bragance, fils de doña Carlotta, princesse du Brésil, fille de Charles IV d'Espagne et femme de Jean VI de Portugal. — L'héritier des Bourbons de Naples, Léopold, prince de Salerne, s'offrait volontiers en Espagne pour successeur de son oncle Charles IV, à défaut de son cousin Ferdinand VII.

A Londres, la résistance espagnole contre Napoléon donnait une base nouvelle aux espérances de la Maison de France, et le comte d'Artois et le duc d'Angoulême avaient avec l'ambassadeur de la Junte de Cadix une entrevue pour préparer leur venue en Espagne et y former un corps de volontaires, « déserteurs » des armées françaises (1). Le Cabinet anglais montrait grise mine à tous ces princes à la recherche d'un trône; l'aventure du duc d'Orléans souligne cet ostracisme.

Dès le mois d'avril 1808, aux premiers troubles, le futur Louis-Philippe, accompagné de son cousin le prince Léopold de Sicile, avait fait un voyage d'exploration à Séville. Au printemps de 1809, par une seconde démarche tenue secrète, il offrait ses services, sans résultat; en juillet, une nouvelle proposition de concours, cette fois appuyée par une lettre de Louis XVIII, ne recevait qu'une réponse banale (2). — A l'hiver de 1810, retiré en ce temps-là à Palerme, où il venait d'épouser Marie-Amélie de Bourbon, et, cherchant toute occasion de sortir de l'inaction où il était plongé, Louis-Philippe d'Orléans avait proposé son concours à la résistance espagnole. Le Conseil de Régence lui répondait

(1) Dépêche de Juan de Apodaca, 14 mai 1810. — *Archives de Simancas. Legajo* 8173, *atado* 1er.

(2) Journal manuscrit de don Francisco de Saavedra, dans *la Guerra de la Independencia*. Appendice 3, IX, 527.

le 4 mars 1810 : « Votre Altesse a désiré défendre la cause de son illustre maison et combattre dans les armées espagnoles... Vos magnanimes ancêtres ont remporté en Catalogne des triomphes dont la mémoire y vit encore... Le peuple combattra avec V. A. constamment et lui prouvera que jamais prince n'a défendu une cause plus juste, avec des soldats aussi déterminés. » La lettre de Louis-Philippe caractérise bien ses propres sentiments : « Le cri que la nation espagnole a poussé lors de l'odieuse agression de Bayonne pour conserver son indépendance et sa fidélité à son roi légitime Ferdinand VII, n'a cessé de retentir dans mon cœur... Heureux si mes faibles efforts peuvent contribuer à relever et à soutenir les trônes renversés par l'Usurpateur... L'Espagne recouvrera son Roi, soutiendra les autels et le trône; et, s'il plaît à Dieu, j'aurai l'honneur d'accompagner les Espagnols vainqueurs lorsque par leur noble exemple, leurs voisins [les Français] les relèveront chez eux (1). »

Et il accourut. Quittant Palerme le 22 mai sur la frégate la *Venganza*, envoyée par les Régents, le 1er juin il débarquait à Tarragone. La confusion qui régnait en Catalogne, après les insuccès des insurgés pour débloquer Barcelone, ne lui inspira pas confiance et dès le 5 juin il faisait voile vers Cadix. Plein de son sujet, en mer, il rédigea un long mémoire très pessimiste sur les armées espagnoles mal organisées, sans cavalerie, sans état-major (2). Le 20 juin il touchait terre à Cadix où une réception brillante l'attendait : les troupes en haie, la foule qui regarde, un beau compliment de Castaños. On lui fait visiter la ligne, et Graham l'y accueille avec de grands honneurs; et puis... inaction complète, on ne lui donne aucun commandement. Le 28 juillet, il s'en

(1) Voir sur toute cette affaire les souvenirs très précis d'un bon témoin : Baron de Guilhermy, *Papiers d'un émigré*, chap. VIII.

(2) *Id.*, p. 244.

plaignait à la Régence : « Je ne suis pas seulement soldat et général, je suis Prince. » — Il reçoit le 1er août une réponse embarrassée, vague, dilatoire, décevante : « L'occasion est passée. » … « Croyez à notre reconnaissance. » — Le duc d'Orléans soupçonne, découvre les intrigues du ministère anglais qui voudrait l'éloigner. Il insiste et reçoit le 25 août une nouvelle lettre de regrets. Les Régents se sentent d'autant moins maîtres de la situation que les Cortès vont se réunir et l'autorité passera en leurs mains, à eux de trancher les difficultés pendantes. Au reste, ils avouent que le Cabinet de Londres — Wellesley — s'oppose à la présence du duc : « C'est un système général d'exclure en Espagne des affaires militaires tous les princes possibles. » Le duc d'Orléans se résigne donc à attendre une occasion plus favorable à ses désirs, il pense l'avoir trouvée avant que les Cortès aient désigné les successeurs de la Régence. Il passe aussitôt de Cadix à l'île de Léon, avec l'intention de se présenter directement à l'Assemblée.

« Le Bureau en était prévenu, une députation l'attendait à l'entrée et l'a engagé à retourner sur ses pas. Rentré chez lui il a trouvé des officiers de police qui lui ont insinué que sa présence dans l'île donnait des ombrages (1). » Le 3 octobre il lui faut quitter le sol ibérique; la frégate l'*Esmeralda* est prête, elle emmène le Prince à Palerme où il arrive le 23, déçu et mécontent.

Sa présence n'était pas nécessaire pour susciter de vifs débats dans les séances secrètes que les Cortès multipliaient comme pour donner plus de liberté aux paroles de leurs membres. Une intervention outrageante pour le caractère épiscopal dans la bouche d'un chanoine de Saint-Jacques, Manuel Ros, augmenta le côté pénible d'une querelle qui se

(1) Dépêche de La Forest, 9 décembre 1810. — *Correspondance*, V, 280.

prolongeait. Pour la terminer la majorité décida que Mgr de Quevedo prêterait, entre les mains du cardinal de Bourbon, le serment qu'elle avait ordonné. L'évêque d'Orense renouvela sa protestation et son refus. L'Assemblée décida qu'il serait consigné à Cadix. Et ce fut naturellement la fin de la Régence.

Le 26 octobre, les Cortès désignèrent au lieu de cinq, trois nouveaux Régents : le général Blake, soldat toujours malheureux sur les champs de bataille; don Gabriel Ciscar, chef d'escadre, don Pedro Agar, capitaine de frégate, tous deux marins vaillants mais sans éclat. On adjoignit deux suppléants (car Blake et Ciscar se trouvaient absents) (1); ce furent Joseph Maria Puig, conseiller de Castille, et le général marquis de Palacio. Mais ce dernier, ayant prêté un serment de fidélité pur et simple au roi Ferdinand, ne pouvant, disait-il, en conscience en prêter un autre, un tumulte s'éleva (28 octobre). M. de Palacio fut brutalement mis en état d'arrestation et, sur l'heure, remplacé par le marquis de Castelar (2).

Après avoir rendu de leur administration le compte qu'on leur demandait, les anciens Régents quittèrent, sans autre formalité, leurs fonctions, et ne se virent pas moins bannis de Cadix. Lassé de ces chicanes, Mgr. de Quevedo prêta un serment de déférence (3 février 1811) et eut alors la possibilité de se réfugier à Torey, petite ville de Portugal; du fond de son exil, sa sollicitude paternelle trouva encore le moyen d'envoyer des secours aux pauvres de son diocèse d'Orense (3), mais sa vie politique était finie.

(1) Blake à Murcie, Ciscar à Carthagène et ils n'arrivèrent à Cadix, le premier que le 8 décembre 1810, le second le 4 janvier 1811.

(2) Toreno, *Révolution d'Espagne*, III, livre XIII ; — Adolfo de Castro, *Cadix en la Guerra de la Independencia ;* — Arteche, *Guerra de la Independencia*, IX, 96.

(3) Il ne devait y rentrer qu'en 1814, après la restauration de Ferdinand VII. Il refusa pour la seconde fois l'archevêché de Séville. Pie VII, en 1816, lui

III

Les assiégeants sont toujours là et montent la garde. Quand dans la nuit du 28 au 29 septembre, 4 à 5 000 Espagnols, sous la conduite de don Louis de Lacy (1), ont débouché de l'île de Léon par le pont de Suaso pour percer nos lignes, le général Barrois les a refoulés (2). — Les bâtiments anglais ne sont pas plus heureux contre nos canonnières (nuit du 31 octobre). Et le duc de Bellune renforce méthodiquement ses tracés d'investissement longs de 10 lieues, où il a un personnel de choix avec le général Sénarmont pour l'artillerie, le général Lezy pour le génie, l'intendant général Mathieu Faviers, l'inspecteur des armées Garreau. Victor se trouve en fait sous les ordres du maréchal Soult qui commande en chef l'armée du Midi et est investi du titre de gouverneur de l'Andalousie. Le duc de Dalmatie laisse dormir les opérations autour de Cadix, plus soucieux de secourir Mortier épuisé par les malades au Ve corps et qui a, chaque jour, des affaires d'avant-poste contre la Romana lequel s'avance vers Lisbonne pour épauler Wellington (3).

donna le chapeau de cardinal: et cette haute dignité ne fit que rehausser la simplicité de sa vie apostolique. Entouré de la vénération reconnaissante de ses diocésains, il mourut le 28 mars 1818, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

(1) D'une ancienne famille irlandaise fixée en Espagne, il avait fait ses premières armes sur les Pyrénées; marié en Bretagne, entré dans l'armée française, il la quitta après le 2 mai 1808 et rejoignit ses compatriotes. A Cadix il reçut un commandement et, jusqu'en 1814, se distingua. Mêlé aux projets de révolution contre Ferdinand VII, il fut fusillé en 1817.

(2) Soult à Berthier, 5 octobre 1810. *Archives de la Guerre*, n° 139.

(3) Soult à Berthier, 1er décembre 1810. *Archives de la Guerre*.

Arrêter cette jonction, sont les ordres pressants de l'Empereur qui veut « forcer les Anglais à se réembarquer » (1). — Soult se dispose à faire de sa personne une diversion en allant assiéger Badajoz et il encourage Sébastiani qui exécute un mouvement analogue à l'ouest de Malaga et vient d'enlever brillamment le fort de Marbella (2).

Pour terminer l'année 1810 et résumer sa conduite qui lui paraît « satisfaisante », le duc de Dalmatie écrit une longue lettre à Berthier (3), et pour plus de sûreté l'envoie porter par son aide de camp, le chef de bataillon Girard : il se défend d'avoir manqué d'énergie, déclare qu'il ne peut agir plus vite et prétend avoir pris toutes les dispositions nécessaires à seconder Masséna en Portugal, *avant* les lettres de reproches qui lui tombent comme la grêle sur les épaules les 30 septembre, 26 octobre, 14, 21 et 28 novembre. Mais voulant mieux faire, il demande, il exige des secours; ses réclamations sont incessantes : que le roi Joseph lui renvoie les 8 000 hommes qu'il retient à Madrid (29 janvier 1811); que les contributions soient régulièrement levées à son profit en Andalousie (31 janvier 1811) (4); que le million destiné à l'armée du Midi ne tarde pas à lui parvenir (5); il lui faudrait aussi un renfort de 12 000 baïonnettes et l'appoint de recrues (13 mars 1811). Il ajoute même des fanfaronnades :

(1) Berthier à Soult, 4 décembre 1810. *Archives de la Guerre.*

(2) Sébastiani à Soult, 9 et 17 décembre 1810. *Id.*

(3) Séville, 31 décembre 1810. *Id.*

(4) « ...Je vous répète, monsieur l'Intendant général, une chose que vous savez très bien, c'est qu'il faut de l'argent, de l'argent et de l'argent pour faire la guerre. Vous connaissez nos besoins et mes dispositions. Ainsi j'excite de la manière la plus particulière votre sollicitude et je vous prie d'insister soit près des généraux gouverneurs, soit près des préfets, jusqu'à l'importunité, pour produire quelque chose. » — Soult à Mathieu Faviers, « Au Camp devant Badajoz », *Archives de la Guerre.*

(5) Ce million, sorti du Trésor de France, escorté par l'adjudant commandant Dentzel, était en route, de Burgos à Madrid (2 mars 1811). *Id.* Mais il est attaqué et arrêté à Salinas par Mina (25 mai).

« Une escadre, dit-il, prendrait Cadix en cinq jours (1). »

Heureusement ses talents militaires sont plus solides que ses prévisions politiques, et ce qui vaut mieux que de récriminer, il se porte sur Mérida (7 janvier), occupe Olivenza (11-12 janvier), investit Badajoz (30 janvier), enlève le 12 février la forteresse de la ville qui capitulera le 11 mars (2), après que les Anglais ont dû renoncer à la débloquer.

Puis voici une série de rencontres dignes d'attention, car de part et d'autre elles furent acharnées : les batailles de la Gebora, de Chiclana, de la Albuhela.

Les Espagnols ont aussi voulu tenter des diversions qui eussent compromis devant Cadix les troupes françaises. Mais ils ont échoué : le V[e] corps avec le maréchal Mortier, duc de Trévise, a culbuté à Usagre l'arrière-garde de Mendizabal (3 janvier 1811) et à Moguer (4 janvier) l'avant-garde de Ballesteros que la division Gazan poursuit et atteint le 25, à Villanueva de Castillejos. Avec de bonnes troupes, Mendizabal a établi son camp sur les hauteurs en arrière de la Gebora, sous la protection du fort de San Christoval ; il a fait sauter les ponts et se croit inexpugnable. Le maréchal Soult entreprend alors une opération dont les généraux espagnols ont admiré depuis l'audace, « une des plus téméraires qu'enregistre l'histoire de la guerre, » dit Gomez de Artèche (3). Les Français trouvent le moyen de traverser le fleuve et même de faire passer du canon ; et, au petit jour, la division de cavalerie Latour-Maubourg coupe les gués, se porte sur la route de Campo-Major à Badajoz, déborde la ligne ennemie, charge ses dragons, pénètre dans le camp,

(1) Soult à Berthier, 13 mars 1811. *Archives de la Guerre*.

(2) Journal du siège de Badajoz, — 26 janvier-10 mars 1811 — par le général Lery. Manuscrit de 64 pages in-4°. *Archives de la Guerre*, 10 mars 1811.

(3) « Una operacion de las mas temerarias que registra la historia de la guerra. » *Guerra de la Independencia*, IX, 200.

célébra la messe du Saint-Esprit. Entre ses mains les députés prêtèrent un serment solennel, jurant de maintenir la religion catholique, l'intégrité du territoire, les droits de Ferdinand VII, les lois du royaume. — « Si vous faites ainsi, que Dieu vous en récompense; sinon qu'Il vous en demande compte (1). » — La main sur l'Évangile, tous répondirent avec énergie : « Oui! nous le jurons! »

Le *Te Deum* fut chanté à pleine voix et, — au milieu des acclamations d'une foule immense, entre une haie de soldats, au bruit des salves et des musiques, à l'écho du canon ennemi qui ponctuait au loin de ses coups répétés, comme pour le braver, l'enthousiasme populaire, en vue des couleurs françaises flottant sur les bastions des assiégeants, — l'imposant cortège gagna le théâtre nommé le *Colisée,* seule salle assez vaste pour contenir les Cortès.

Après une courte allocution de l'évêque d'Orense, la Régence, « considérant sa mission comme terminée », laissa à l'Assemblée le soin de « choisir le gouvernement le mieux approprié à l'état de crise de la monarchie ». Le doyen d'âge, don Benito Ramon de Hermida (Galice), occupa le fauteuil; l'incertitude troublait les esprits : par 50 voix contre 45, un président fut élu pour un mois; c'était un Catalan : don Ramon Lazaro de Dou, professeur en droit canon à l'Université de Cervera, orateur entraînant qui venait de s'imposer à l'attention de ses collègues par la vivacité de ses paroles; pour vice-président fut choisi Ramon de Pover, « d'origine irlandaise, homme d'esprit »; on nomma secrétaire général Perez de Castro (2), diplomate averti qui ne manquait ni d'imagina-

(1) *Si asi lo hiciéreis Dios os lo premie, si no os lo demande.*

(2) Perez de Castro (1771-1849). Secrétaire d'ambassade à Lisbonne (1809), député aux Cortès (1810), chargé d'affaires au Congrès de Vienne (1814), ministre auprès des villes hanséatiques (1817), ministre d'État à Madrid (1820), ministre en Portugal (1834), président du Conseil (1838-1840), se retira en France où il mourut.

tion ni d'instruction ni même d'audace dans les idées (1).

Il régnait une telle impatience de se produire sur la scène parlementaire qu'à peine le président avait-il occupé son fauteuil que le député de l'Estramadure, le chanoine don Diego Muñoz Torrero, ancien recteur de l'Université de Salamanque, monta à la tribune aux harangues (2). C'était un ecclésiastique réputé, imbu de maximes jansénistes, dont les principes austères et absolus se formulaient sans atténuation. Devant l'Assemblée attentive et inquiète, il avança cette idée nouvelle et bien peu espagnole d'une monarchie où la souveraineté résiderait non plus dans le Roi mais dans les Cortès; il concluait qu'en l'absence du Prince, l'Assemblée devait gouverner sans contestation. Il recueillit des applaudissements même de ceux qui restaient surpris. Quelle tentation de parler pour des gens conviés à résoudre toutes les difficultés par des discours. Aussi, se déchaîna un « ouragan » (3) de propositions si nombreuses et si graves que l'examen en eût nécessité toute une législature et qui furent adoptées en une soirée. C'était l'imitation de la nuit du 4 Août. Conclusions résolues à l'avance dans des conciliabules préliminaires.

Elles sont contenues dans le fameux décret du 24 septembre :

Les Cortès reconnaissaient Ferdinand VII de Bourbon pour le souverain légitime;

Mais s'érigeaient en représentants de la souveraineté natio-

(1) En 1809 à Séville, « il jugeait la cause de l'insurrection comme perdue et il disait qu'il ne restait que deux partis à prendre : se soumettre au roi constitutionnel Joseph-Napoléon ou proclamer au plus vite la République. » — Dépêche de La Forest, 26 octobre 1810, IV, p. 199. — Cette dépêche de La Forest est curieuse par les détails qu'elle donne sur la composition et l'ouverture des Cortès.

(2) Elle ne devait pas d'ailleurs subsister longtemps, car il fut décidé que l'on parlerait de sa place.

(3) Général de Arteche, IX, 63.

pentes du ruisseau de la Albuhera. La bataille fut très courte (1). De graves erreurs furent commises par les généraux Godinot et Girard. Les Anglais donnèrent la preuve d'une intrépide constance qui les remplit désormais de confiance en eux-mêmes. Ils accusèrent 3 158 tués et blessés (2). Les Portugais 4 000; les Espagnols le double, les Français 5 936, officiers et troupes (3).

« Il m'est douloureux, mandait Soult à Berthier, d'avoir à rendre compte à Votre Altesse que le but que je me proposais n'a point été rempli, et que des braves ont succombé au champ d'honneur. » De son côté, dans son rapport à lord Wellington, Beresford était en droit d'écrire : « J'éprouve une satisfaction infinie à annoncer à Votre Seigneurie que l'armée alliée sous mes ordres a obtenu après un combat sanglant une victoire complète. »

Le duc de Dalmatie se retirait à Fuente del Maestre, à Ribera (le 22) à Lerena et Villagarcia (le 23) (4), laissant sa cavalerie à Usagre, où elle soutint le 24 un furieux combat contre les ennemis (5).

Cependant le maréchal ne semblait pas abattu par ce revers, puisque faisant le récit de cette funeste rencontre à Belliard, gouverneur de Madrid, il disait avec sang-froid : « En livrant bataille aux ennemis le 16 de ce mois, j'ai sauvé l'Andalousie et la Manche qui étaient à la fois menacées. Les Anglais n'étaient plus qu'à une marche de Cordoue. » C'était d'un bel

(1) « Cette bataille ne dura pas plus de deux heures, et je n'en ai jamais vu de plus chaude ni de plus meurtrière. » — Général de Saint-Chamans, *Mémoires*, 198.

(2) Rapport du maréchal Beresford, 6 juin 1811.

(3) Rapport de Soult à Berthier, 18 mai 1811.

(4) Dépêche de Soult à Berthier, 24 mai 1811.

(5) Deux mille deux cents Anglais, 1 800 Portugais, 800 Espagnols. — « Nous avons perdu des hommes et avons 5 officiers prisonniers, dont Bourbon-Busset, chef d'escadron au 27e chasseurs. » — Soult à Berthier, 27 mai 1811.

optimisme. Le duc de Bellune en avait moins. Toujours immobile en face des défenses de Cadix, il voyait ses magasins vides, et avait craint de manquer de pain (5 avril 1811) quand, par contraste, les vaisseaux américains entretenaient l'abondance dans la ville assiégée (1), si bien que des soldats d'origine étrangère, comme en renfermaient tant alors les armées françaises, désertaient leurs bataillons pour aller trouver une vie plus assurée (2). Si le vin, le combustible ne manquaient pas aux Gaditans, l'argent devenait plus rare, parce que les négociants faisaient passer leur numéraire à Gibraltar, en Angleterre, en Amérique (3). En même temps la confiance d'abord si absolue envers les Anglais, s'atténuait chaque jour. Les querelles entre les officiers britanniques et les gardes du corps espagnols devenaient fréquentes; un soir du mois de mai, dans la rue San Antonio on tira les épées, les Anglais durent se réfugier dans des magasins, leur ambassadeur et leur consul intervinrent (4). La rencontre entre gens oisifs derrière des murailles n'est pas bonne conseillère.

Les rues, les promenades, les cafés, les maisons, se trouvaient remplis d'officiers espagnols inoccupés; il y en avait plus de 2 000 sans emplois, dont 800 lieutenants-colonels en surnombre. Leur jalousie envers leurs camarades anglais s'expliquait. Par contre, les Portugais faisaient cause commune avec ces derniers, et au dire d'un témoin « paraissaient

(1) « Il serait à souhaiter que le gouvernement des États-Unis interdise tout commerce avec les ports d'Espagne, » écrivait au major général le duc de Dalmatie, 25 avril 1811, qui aurait voulu porter jusqu'en Amérique les effets du Blocus continental.

(2) « La désertion des soldats étrangers dont l'Empereur inondait la péninsule, ajoutée à celle des prisonniers espagnols si imprudemment réarmés par Joseph, nous devint infiniment préjudiciable. » MARBOT, *Mémoires*, II, chap. LII.

(3) Rapport d'un négociant de Cadix revenu à Madrid, 11 juin 1811. *Archives de la Guerre*.

(4) *Archives de la Guerre*.

leurs esclaves ». Ces divergences énervaient la résistance demeurée pleine d'enthousiasme chez la population et entretenue par les séances véhémentes des Cortès où les tribunes étaient pleines d'auditeurs qui faisaient fête aux orateurs les plus passionnés. La note avait été donnée au premier jour de l'année nouvelle par un « manifeste à l'Europe » où l'ardeur légitime des sentiments s'accompagnait d'une jactance pompeuse, partant ridicule.

A l'été, le maréchal Victor étant tombé malade demanda à rentrer en France. Soult fit parvenir la lettre sans chercher à le retenir, présentant même de suite, pour le remplacer, le nom de Drouet d'Erlon. Mais l'Empereur n'admettait guère le retour de ses généraux quand ils se trouvaient à la bataille. Victor doit écrire directement et avec instance à Berthier pour son rappel (1), voyant, disait-il, « son honneur et sa délicatesse compromis » et lui, réduit à jouer « un rôle humiliant et ridicule », parce qu'on ne lui a plus laissé que 10 000 hommes à son commandement. Il s'estimait ainsi hors d'état d'attaquer l'île de Léon. De fait il se morfondait depuis vingt-cinq mois sous le chaud et sous le froid. Il eut même l'obligation plus pressante de défendre ses cantonnements contre les troupes de Ballesteros qui battaient la campagne, par des marches et contremarches, de Tarifa à Chiclana, sous des pluies torrentielles, des tempêtes violentes et la boue des chemins.

Il lui faudra attendre le 3 avril 1812 pour quitter les lignes de Cadix où les succès n'ont pas couronné sa persévérance : il est mis à la tête du 9e corps de la Grande Armée, par la confiance de Napoléon, qui à travers l'Europe va la mener en Russie.

(1) 17 octobre-24 octobre 1811.

IV

Le haut commandement de l'Andalousie, occupée par l'armée du Midi, lui restant confiée, le maréchal Soult gardait sous son autorité les opérations du siège de Cadix, mais il n'en prendra réellement la responsabilité qu'après le départ du maréchal Victor. Il y avait coopéré du moins par les à-côtés si l'on peut dire, par ricochet, en éloignant ceux qui voulaient secourir la place.

Il a refoulé « l'armée de Murcie » à Bazas (9 et 10 août 1811), le corps de Montijo à Pinos del Rey (21 août), et, à Malaga, pendant le mois de septembre, il a réorganisé le IV[e] corps affaibli. Contre Ballesteros qui, chassé du royaume de Grenade, s'était reformé dans la province de Murcie, il envoie trois colonnes pour l'envelopper ; mais Ballesteros abandonne son camp de Saint-Roch et se réfugie sous le canon anglais de Gibraltar (26 octobre). Le général Godinot veut au moins éloigner les Espagnols de Tarifa ; sa troupe est abîmée par l'artillerie d'une croisière anglaise ; il se retire, rentre à Séville, et, de désespoir, s'y brûle la cervelle. Ballesteros reprend alors l'offensive contre le IV[e] corps où Leval a remplacé Sébastiani.

Aux premiers jours de novembre, Ballesteros est rentré au camp de Saint-Roch, après l'éloignement des troupes françaises. Il veut surprendre le général Semelé (du 1[er] corps) à Bornos ; la vigilance de Semelé fait échouer son dessein (5 novembre) et, au contraire, oblige le général espagnol à se replier sur Ubrique (15) et jusque dans les montagnes de Ronda (27). Le général Leval (IV[e] corps) l'atteint de l'autre

côté et bat son arrière-garde au passage du Guadiaro (27). Ballesteros veut reprendre la tour de Carbonera, mais le général Rey le repousse (28). Pour faciliter ces mouvements, le général Barois (Ier corps) marche sur Zahora (26), n'arrive devant Saint-Roch que le 29, mais fait jonction avec les autres troupes à Los Barrios, le 30.

Dans le sud de l'Andalousie, Ballesteros, sans se lasser, continue ses marches et contremarches, se retirant, à l'occasion, dans les défilés et dans les gorges des montagnes inaccessibles (décembre). C'est à ce moment que le maréchal Victor a voulu enlever au général Coopons la ville de Tarifa, « bicoque qui est d'une importance majeure pour faire venir les subsistances d'Afrique et couvrir le siège de Cadix » (1). Il a d'abord repoussé Ballesteros qui l'avait attaqué le 18 décembre 1811 à la Venta de Ojen, puis arrêté la sortie des Anglo-Espagnols le 29. Mais, sous des pluies torrentielles qui marquèrent le mois de janvier 1812, il va devoir abandonner sa tranchée où les épaulements des batteries ne sont plus que des tas de boue dans lesquels les artilleurs enfoncent jusqu'aux reins (2), et se retirer, sans poursuivre son effort, vaincu par les intempéries d'une saison rigoureuse (3).

Toutes ces opérations laborieuses et énervantes ont eu lieu sous la responsabilité du duc de Dalmatie qui, pour tout mieux tenir en sa main, voudrait répartir l'armée en divisions sous les ordres directs d'un seul chef avec un unique état-major; il y a donc à son avis un maréchal de trop; il propose le rappel du duc de Bellune ou le sien (4). On devine vers quel choix il pencherait. Mais l'Empereur n'est pas à ce

(1) Soult à Berthier. 11 janvier 1812.

(2) « Il semble que nous soyons arrivés à l'époque d'un nouveau déluge ». Victor à Soult, 2 janvier 1812. Lettre datée de Virgen de la Luz.

(3) Journal du siège de Tarifa, par le général Garbré, commandant le génie. Onze pages manuscrites. *Archives de la Guerre*. 6 janvier 1812.

(4) Soult à Berthier, 9 septembre 1811.

moment bien disposé pour lui, car il vient de commettre une maladresse en envoyant porter à Paris les drapeaux espagnols pris à la Albuhela par le capitaine Lafitte (1), officier qui a bravement combattu en cette rude journée, mais que l'on accuse d'avoir servi contre nous en Autriche, en Hollande, en Portugal (2). L'Empereur a refusé de le recevoir. Le maréchal est atterré de ces reproches et adresse à Sa Majesté de véritables doléances (3).

Il est mieux inspiré en choisissant le colonel de Saint-Chamans, qui va en Italie prendre le commandement du 8[e] chasseurs à cheval, pour lui confier un rapport justificatif destiné au major général : « M. de Saint-Chamans, dont le mérite est connu de V. A. est à même de répondre à toutes les questions, que V. A. jugera à propos de lui faire sur la situation de l'armée » (4).

Son activité veut d'ailleurs reprendre courage, il fait fortifier sa ligne de Ronda à Vejer, ayant de grands projets et demande un renfort de 25 000 hommes et aussi de l'ar-

(1) Justin *Lafitte* (1772-1832), soldat (1787), sous-lieutenant (1792). Fit les campagnes d'Espagne et devint général en 1813. Commanda le département de l'Ariège aux Cent-Jours. Député de l'Ariège de 1831 à 1832.

Voir sur lui les *Mémoires* du général de Saint-Chamans, p. 133, et aussi aux *Archives de la Guerre* (26 février 1812), une lettre à Berthier d'une écriture assez bizarre, où il propose ses services dans le département de l'Ariège « dont il connaît toutes les vallées et où il a chassé dix ans ».

(2) 24 septembre 1811. *Archives de la Guerre*.

(3) « Je puis tout supporter, sauf le malheur de vous déplaire. Les revers de la fortune, les affections personnelles, rien ne peut m'affecter au point d'interdire mes facultés, mais elles sont anéanties au moral comme au physique, du moment où j'ai la pensée que V. M. est mécontente de moi... des ennemis tout-puissants qui me sont personnels, approchent journellement V. M. ; moi, je suis à cinq cents lieues... Bientôt on me fera passer pour un sot, pour un fripon, ou pour un malveillant. Déjà ne dit-on pas que je commets des malversations en Andalousie. Je supplie V. M. d'y mettre ordre et de faire arrêter les coupables. » — Après avoir « épanché dans le sein paternel de l'Empereur, les afflictions qu'il éprouve », le duc de Dalmatie demande un congé de trois mois « pour se justifier ». — 1[er] octobre 1811.

(4) 5 janvier 1812.

gent (1). — Il voit sans regret partir le concurrent possible, le maréchal Victor (2); il voudrait y joindre le changement du général Leval, dont il est mécontent; il propose de donner le grade de divisionnaire à son frère le général Soult, dont il fait l'éloge. Puis s'approchant de sa personne de l'île de Léon, il fait jeter 25 bombes par jour dans Cadix « pour exciter le mécontentement » (3). Il y arrive facilement.

Il estime avoir trop peu de monde avec lui pour contenir les incursions de Ballesteros, « cet homme affreux » comme il le nomme, et n'est pas pressé d'aller secourir, contre les Anglais, Badajoz qui a « encore quatre-vingts jours de vivres ». — Cependant, le temps passant, il « allait marcher avec 24000 hommes bien organisés quand la fâcheuse nouvelle de la prise de la ville l'a forcé de prendre le parti de la retraite, craignant d'avoir affaire à l'armée anglaise entière » (4). Et comme il s'est replié sur la ligne du Guadalquivir, 5000 Espagnols de Ballesteros peuvent s'avancer jusqu'aux faubourgs de Séville (5 avril) où le marquis de Gelo, commandant de la garde civique, ne perdit pas son sang-froid, tandis que les magistrats « montraient de la faiblesse de caractère » (5). — A la nouvelle du retour du duc de Dalmatie, tout ce monde se retira promptement, et il reprit en mains les rênes du gouvernement.

Non seulement il est général d'armée, mais il se plaît à administrer la province et s'y montre habile à y trouver des ressources; et il est amené à ce rôle par la maxime même de l'Empereur qui veut qu'en pays étranger les troupes vivent sur les habitants. Alors, le maréchal s'érige en magistrat

(1) Chiclana, 26 février 1812.

(2) Le maréchal, arrivé à Madrid le 25 février 1812, en repartit le 2 mars, escorté par deux régiments, le 123e d'infanterie et le 20e dragons.

(3) Lettre chiffrée de Soult à Berthier. Santa-Maria, 15 mars 1812.

(4) *Id.* Villafranca, 8 avril 1812.

(5) Général Rignoux au maréchal Soult; 14 avril 1812.

suprême, en organisateur, en législateur, en financier. A distance, il n'a cure du « roi de Madrid », ce monarque falot qu'est Joseph. Il prend des arrêtés, publie des décrets, promulgue des ordonnances, il tranche, il ordonne sur les matières les plus diverses : les dîmes, l'approvisionnement des marchés, les biens séquestrés, les commerçants, les troupeaux. Les agents envoyés par le Roi n'osent contrecarrer les volontés d'un si puissant personnage, le conflit est inévitable entre les deux « administrations » ; sur un territoire de guerre, la haute autorité militaire reste la plus forte.

Ce serait au contraire une preuve de la pacification du royaume que de rendre la main aux fonctionnaires civils du Roi. Le sage et grave La Forest le dit nettement avec la prudence habituelle de ses expressions : « Il importe que M. le maréchal duc de Dalmatie rentre imperceptiblement dans la limite des pouvoirs militaires et que les ministres du Roi ressaisissent doucement les directions financières et administratives (1). »

Le maréchal est adroit, rusé même en ses procédés, et volontiers caché en ses desseins. Il a su prendre de l'ascendant sur le commissaire général du Roi à Séville, malgré le comte de Montarco, qui se range à ses vues, toutes les objurgations contraires des ministres de Madrid. Soult agit « d'une manière caressante », remarque le bon témoin La Forest, mais, autorité ou argent, il n'en prend pas moins « jusqu'aux plus petites parcelles », et dans ses réquisitions il retient même les revenus de la liste civile.

Il a prétendu ramener les services administratifs à la gestion de ses comptables; il veut mettre la main sur l'administration des mines d'Almaden (2), en sorte que « tous les *bons*

(1) Correspondance de La Forest, 23 novembre 1810, IV, 252.

(2) Petite ville mal bâtie dans la province de Ciudad Réal où se trouvent les mines de mercure les plus riches d'Europe.

donnés sur ces mines par le Trésor public en acquit de traitements l'auraient été en pure perte » (1). Il grève la culture, déjà si entravée par les guerres, de charges spéciales, il impose aux propriétaires un paiement mensuel de 5 pour 100 de leurs revenus, il met des taxes sur les maisons, d'autres sur les patentes, il lève rigoureusement des contributions de guerre (2), qui tarissent aussitôt les impositions ordinaires dont le gouvernement de Joseph avait un si grand besoin. C'est une confusion inextricable entre le fisc et les contribuables (3).

Soult ne se fait scrupule d'aucun de ses procédés, lui-même écrivait (24 mai 1811) à Berthier : « Je retire de l'Andalousie tout ce qui m'est possible d'en prendre. » Et malgré la rentrée de ces divers fonds, les caisses restent impuissantes à satisfaire les besoins. Il y a des plaintes amères chez les troupes pour la solde, jusqu'à quatorze mois de retard (4), des réclamations non moins justifiées sur le fardeau des contributions réitérées imposées aux Espagnols qui alors rejoignent les bandes de guérillas et laissent leurs champs en friche.

Pour surveiller ces réfractaires, le maréchal organise une police spéciale à la tête de laquelle il a la fâcheuse idée de placer un Portugais, ce qui mécontente tout le monde, et les Andalous froissés dans leur nationalisme, et le roi Joseph qui proteste et veut s'opposer. Le maréchal forme des gardes civiques « françaises » à Malaga, à Séville, à Grenade, à Port-Sainte-Marie (5) : du moins il en prescrit la levée et l'habillement.

(1) La Forest, 9 mars 1812.

(2) Trois millions par mois, un million payable par Séville, deux millions par les communes de la préfecture. *Archives de la Guerre*, 14 juillet 1811.

(3) La Forest, 10 janvier 1812.

(4) A Jaën, le 3 octobre 1812, on payait à l'armée du Midi un arriéré de douze mois de solde.

(5) 8 septembre 1811. *Archives de la Guerre*.

Il est chef d'armée, il est préfet, il est gouverneur, il est prince; porte-t-il dans ses rêves d'Andalousie les souvenirs de la royauté du Portugal? Quelles pensées venaient impressionner son esprit en ces séjours dans la ville de la Giralda, quand il habitait en maître l'Alcazar des rois d'Espagne? Dispositions militaires et organisations administratives ne suffisaient pas sans doute à le captiver. Pouvait-il demeurer insensible aux souvenirs de l'histoire, aux beautés artistiques, aux richesses religieuses? La douceur du climat, la fraîcheur des jardins, l'éclat des fleurs opéraient-ils leur charme? Entrait-il dans la cathédrale, une des plus belles de la chrétienté et abondante en merveilles de tous genres, sans émouvoir son âme, tout au moins sans éblouir ses yeux?

Il faut croire qu'il n'écartait pas l'influence de tant de prestigieux spectacles et qu'il emportait de ces contacts une admiration sincère pour les qualités du peuple qu'il espérait dompter. Sans calomnie, on peut dire tout au moins que dans ces trésors il préleva en connaisseur des richesses personnelles, car son butin de guerre fut considérable et il eut soin de s'en ménager le passage en France à l'heure du retour (1).

Au printemps de 1812, dépité de mouvements sans gloire, mécontent de lui-même et par suite des autres, le maréchal se plaignait de tout le monde. Il discutait les opérations exécutées ou celles qui auraient dû avoir lieu selon lui, se plaignait de son voisin le duc de Raguse, et multipliait l'exposé de ses propres projets contre Tarifa, l'île de Léon, Ballesteros, les Anglais (2). — Il justifiait également les dernières

(1) « Le duc de Dalmatie passa à Madrid le 2 mars 1812, suivi d'un grand nombre de fourgons chargés des objets précieux qu'il rapportait d'Andalousie. » — Miot de Melito, *Mémoires*, III, 301.

(2) Dépêche chiffrée à Berthier. Séville, 17 avril 1812.

« Le maréchal duc de Dalmatie craint qu'on ne lui impute à faute d'avoir laissé prendre Badajoz, en quelque sorte à sa barbe, et il rejetterait volontiers

manœuvres de l'armée du Midi en adressant à Paris, pour que l'original fût remis entre les mains de l'Empereur, un « Rapport historique » de ses opérations pendant le mois de mai; puis un autre, toujours de la plume du général Gazan, pour le mois de juin (1).

Joseph, de son côté, lui faisait entendre fort poliment qu'il eût à se ranger sous ses ordres (2), et, plus explicitement encore, le 3 juin, lui rappelait que l'Empereur « lui avait confié le commandement de ses armées en Espagne. » — Dès lors le duc de Dalmatie paraît se conformer à ce rôle de second plan que lui assigne la volonté impériale et écrit toutes les semaines au Roi, joignant à ses missives la copie des dépêches de service qu'il reçoit. Toutefois, ces marques d'obéissance sont plus fictives que réelles, puisque le 30 juin, une lettre chiffrée de Joseph, en termes très sévères, accepte une démission proposée. Il n'en est rien de plus cependant, ni de l'offre ni de la réponse, et chacun demeure dans ses positions, puisque le Roi ayant réclamé l'envoi de 10 000 hommes à prélever sur les troupes du maréchal, celui-ci répond tout simplement qu'il ne pourrait se dégarnir sans être obligé d'évacuer l'Andalousie (16 juillet) et, par une ironie à peine respectueuse, il invite au contraire le Prince à venir de sa personne dans cette province afin de l'aider (19 juillet).

Trois jours après cette dernière réponse avait lieu la

tout le blâme sur le duc de Raguse ainsi que sur le général Philippon. » — Le ministre de la Guerre à l'Empereur, Paris, 21 mai. — *Archives de la Guerre*.

(1) Insérés au *Moniteur* du 29 septembre et 11 novembre 1812.

(2) « ... Le succès des armes françaises en Espagne dépend désormais de l'accord qui doit exister entre les armées du Midi et du Portugal. Je suis placé au centre pour cela. Si le général anglais prend une offensive décidée sur l'une ou l'autre de nos armées, il doit y être battu, si M. le maréchal Marmont d'un côté, et vous de l'autre, monsieur le Duc, vous exécutez ponctuellement les ordres que vous recevrez. » — Joseph à Soult, 7 mai 1812.

bataille des Arapiles, et la défaite de Marmont coupait court aux hésitations comme aux persiflages. De graves devoirs s'imposaient à chacun.

Les instructions de Paris sont nettes et le ministre de la Guerre en fait part au duc de Dalmatie sans ambages : par l'aide de camp Brun qui retourne en Espagne près du maréchal, il répond d'un seul coup aux multiples dépêches (1) que cet officier lui avait apportées :

« L'impossibilité de correspondre d'une manière suivie rend superflues toutes les observations que vos lettres ont pu faire naître, et toutes les directions que l'on pourrait avoir à vous donner pour vos opérations ultérieures. Cet état de choses est aussi l'un des principaux motifs qui ont déterminé l'Empereur à déléguer à S. M. C. le commandement supérieur de toutes ses armées en Espagne, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en prévenir par ma lettre du 15 mai. Il est très fâcheux que cette lettre n'ait pu vous parvenir plus tôt, puisque connaissant les ordres de l'Empereur, vous vous seriez empressé sans doute d'exécuter ceux du Roi, mieux à portée que vous de juger l'ensemble des opérations et des dispositions que la circonstance rendait nécesssaires. Si vous aviez renforcé le corps du comte d'Erlon pour le mettre en état d'attaquer avec succès le général Hill, *le lord Wellington n'aurait pu réunir à loisir la plus grande partie de ses troupes près de Ciudad-Rodrigo et se porter sur l'armée de Portugal avec une supériorité de forces* qui a amené la prise des forts de Salamanque, la bataille du 22 juillet *et tous les résultats que nous avons à craindre encore de ces événements.* Je ne doute pas qu'au moment où vous recevrez ma lettre vous ne soyez convaincu que vous étiez dans l'erreur sur les desseins des Anglais et *que le lord Wellington a rempli son but*

(1) Des 25 mars, 8, 17, 20, 21 avril, 15, 17 mai, 8 juin 1812.

en vous masquant ses projets... Ce qui devient à présent toujours plus nécessaire, c'est que les commandants en chef des armées se pénètrent bien *de la sagesse des intentions de l'Empereur* et s'appliquent à les suivre en déférant aux ordres du Roi... Le besoin d'*un centre commun d'autorité et d'une direction unique pour toutes les opérations ne s'est jamais fait sentir aussi fortement* qu'aujourd'hui et devient peut-être le seul moyen *qui nous reste d'obtenir des résultats décisifs*. — Je ne puis donc trop vous réitérer, monsieur le Maréchal, que S. M. I. a confié à S. M. C. le *commandement en chef de toutes ses armées en Espagne pour les diriger vers un seul et même but*, et que le devoir de messieurs les Maréchaux est d'obéir aux ordres du Roi à qui l'Empereur a donné *également la direction des affaires politiques en Espagne*. Je vous transmets textuellement les expressions de S. M. l'Empereur et Roi, pour qu'il ne reste à cet égard ni doute ni incertitude, et je suis persuadé qu'il vous suffira de les connaître pour que *vous vous empressiez de vous y conformer* (1). »

Voilà qui est net, et même coupant.

Encouragé par les progrès de Wellington, excité par la résistance de Cadix, Ballesteros multipliait ses incursions rapides et ses retraites soudaines dans les montagnes inaccessibles où les habitants favorisaient ses refuges au fond de cachettes que lui réservaient les précipices et les rochers.

Soult, qui s'était toujours montré très pessimiste sur le blocus de Cadix, inlassablement ravitaillée par la mer, et qui énumérait presque à plaisir les difficultés de l'attaque « jugée généralement impossible à moins de moyens extraordinaires en troupes, poudres, projectiles et marine », et encore au

(1) Clarke à Soult, 31 août 1812. Minute manuscrite. *Archives de la Guerre* (succession Pelet). — Cette lettre ne laisse aucun doute sur les ordres de l'Empereur, le blâme infligé à Soult et le commandement remis à Joseph. Si le Roi avait connu cette pièce si précise, elle eût figuré en bonne place dans ses *Mémoires*, où elle n'est pas.

prix de la perte de beaucoup de monde (1), Soult, résolu maintenant à sortir de l'Andalousie, Soult se trouvait amené à retirer les troupes du 1er corps de leur longue et infructueuse station devant l'île de Léon. Le 25 août, elles abandonnèrent donc avec un amer regret les travaux immenses, monument de leur courage, de leur patience et de l'habileté des officiers du génie et de l'artillerie qui les dirigeaient. Les pièces avaient été mises hors de service ou jetées à la mer, et les munitions détruites. Le départ s'effectua dans le meilleur ordre, sous la protection de la cavalerie.

Le même jour, les Espagnols occupèrent Puerto Réal et Chiclana. On peut deviner avec quels transports de joie. Cependant un sentiment de respect inspiré par le danger qui venait de les menacer contenait les soldats et le peuple accouru à pied, à cheval, en voiture, en barque, pour voir, parcourir, occuper ces ouvrages qui leur avaient causé d'aussi justes alarmes depuis deux ans. L'enthousiasme qui régnait dans les foules se changeait en ivresse dans les Cortès. Leurs actions de grâce à Dieu se reféraient à la retraite de l'armée française sans doute, mais aussi, mais surtout, peut-être, aux travaux de leur Assemblée. Elles considéraient avec satisfaction, avec orgueil, avec admiration leur œuvre constitutionnelle; en la résumant : nous allons la parcourir après eux.

(1) 25 septembre 1811; lettre de sept grandes pages à Berthier qui, en marge, a mis pour l'Empereur cette note : « Lettre d'un très grand intérest. »

CHAPITRE V

LES CORTÈS ET LA CONSTITUTION DE 1812

I

Les premières séances des Cortès se trouvèrent enveloppées d'une atmosphère sinistre : la fièvre jaune sévissait à Cadix; elle avait été apportée par des bateaux venus d'Amérique et l'effroi gagnait une population trop dense dans ses rues trop étroites. Comme les troupes campées à l'île de Léon sur des plages que nettoyait le grand air de la mer demeuraient indemnes, on fixa dans ces lieux la résidence de l'Assemblée. Au reste, l'épidémie ayant à peu près cessé à la fin de décembre 1810, on rentra dans les remparts et le 24 février suivant les

députés prirent séance dans l'église des Oratoriens, *San Felipe de Neri* (1), choisie à cause de sa forme ronde qui se prêtait aux réunions et possédait trois balcons circulaires capables de contenir les spectateurs. Au fond, en face de la porte d'entrée, le portrait de Ferdinand VII placé sous un dais, plus bas le fauteuil du Président et la table des secrétaires, accompagnée de deux tribunes pour les lectures, et tout autour, les banquettes des députés rangées en cercle, les unes derrière les autres, largement séparées par les allées d'accès (2). Salle suffisante à contenir une centaine de personnes.

On avait dès le début nommé des commissions pour l'examen des questions qui se présenteraient, fixé le vote de sa place, par assis et levé ou par *oui* ou *non*, établi que les communications de la Régence avec les Cortès se feraient par des lettres officielles et que le Président y répondrait au nom de l'Assemblée. — Règlements simples, sages, s'adaptant bien à une réunion peu nombreuse. — Les passions devaient troubler ces belles résolutions chez des hommes qui en luttant contre les armées françaises s'enivraient des antécédents de la France révolutionnaire, et parodiaient en même temps la Constituante et la Convention.

En face de la détresse du royaume et de la nécessité urgente de concourir à sa libération, on eût pu croire que ses représentants allaient d'urgence rechercher les moyens de soutenir ses armées et de leur trouver des subsides. Mais dès la première heure le vice d'une assemblée de théoriciens s'était manifesté et les réformateurs, prêts à tout bouleverser, entrèrent en scène. — Le 27 septembre 1810, trois jours après l'ouverture, un député ecclésiastique, le professeur Toreno,

(1) Aujourd'hui l'église des Pères Maristes.

(2) L'entrée est occupée maintenant par un autel et de petites chapelles garnissent les pourtours; la porte s'ouvre à l'emplacement du fauteuil présidentiel.

entama par un discours véhément une discussion sur la liberté de la presse. C'était la porte par où pouvaient passer les innovations. De suite, comme sur un mot d'ordre, un comité fut composé : Arguëlles, Perès de Castro, Palacio, Hermida. Dans un sujet si neuf et d'apparence peu opportun, les esprits s'affrontèrent aussitôt, les paroles succédèrent aux paroles. Séances ardentes, éloquentes souvent, où le public surpris, indifférent, apporta promptement une attention passionnée; Arguëlles fixa sa réputation de charmeur, sans pouvoir détruire les arguments de prudence de ses adversaires, qui furent battus par 70 voix contre 32, le 25 octobre 1810, et virent, avec un juste effroi, décréter l'entière liberté des journaux dans un pays bouleversé, envahi, sans pilote et sans boussole. Le sens catholique des Espagnols réserva cependant pour les écrits qui traiteraient de matières religieuses la censure ecclésiastique des Ordinaires.

« Liberté » est un mot bientôt dit, restait la nécessité d'établir une sanction pour les délits : on écarta les tribunaux ordinaires, incompétents, on décida de créer dans chaque province une junte de 5 membres avec une junte suprême d'appel de 9 membres ; dans les premières 2 ecclésiastiques, 3 dans la Suprême siégeraient de droit.

Besogne plus grave, plus longue, plus délicate mais qui exprimait les espérances et les désirs de plusieurs députés, certains d'entre eux proposèrent la rédaction immédiate d'une Constitution politique. Le 23 décembre une commission était chargée de préparer un projet (1). Il aboutira vingt-cinq mois après et les conséquences en domineront toute l'histoire de l'Espagne au dix-neuvième siècle.

Pour inaugurer l'année 1811, les Cortès avaient cru bon, le 1er janvier, par un acte qui frapperait l'attention de l'Europe,

(1) Don Antonio Oliveros en avait déposé dès le 9 décembre la proposition. La commission se composa de 10 Européens et de 5 Américains.

de se déclarer « résolues, avec la nation entière, de combattre sans relâche jusqu'à ce qu'elles aient pleinement assuré le maintien de la sainte religion de leurs ancêtres, la liberté de leur bien-aimé monarque, l'indépendance absolue et l'intégrité de la monarchie ». C'est ce vote, émis par les 114 députés présents, qui permit à Toreno d'écrire : « Les Cortès s'élevèrent à la hauteur du Sénat romain dans ses plus beaux jours. » — Elles se prémunirent en même temps contre l'éventualité d'un mariage de Ferdinand, à Valençay, avec une parente de Napoléon. On avait en effet publié une lettre adulatrice du prince prisonnier adressant cette requête au tout-puissant Empereur, et l'indignation de ses sujets s'était exprimée avec violence; le patriotisme des moins intransigeants se révoltait contre cette conclusion éventuelle de l'invasion; les Cortès s'en faisaient noblement l'écho.

Ce loyalisme avait à s'inquiéter d'assurer la résistance militaire que soutenaient les guérillas, chaque jour plus nombreuses. Si les difficultés de former des régiments réguliers étaient grandes dans les limites territoriales étroites qu'enserrait notre armée, il faut ajouter que l'incompétence de ces légistes en pareille matière justifiait leur peu de goût à s'en occuper. Toutefois, on établit à l'île de Léon un parc d'artillerie, des chantiers à la Carraca, on fabriqua des fusils à l'arsenal du Ferrol et dans le district de Molina, on parvint à installer des manufactures volantes d'armes qui changeaient de place à l'approche de l'ennemi.

L'arrivée des troupes anglaises à la solde de Londres était encore le meilleur appoint auquel devaient se joindre des secours financiers pour un Trésor presque vide. Afin de mettre dans leurs intérêts le ministère britannique, toujours rebelle à ouvrir ses caisses, les Cortès avaient pensé faire de la bonne diplomatie en votant l'érection d'une statue au roi Georges III en témoignage d'une reconnaissance éventuelle

pour sa générosité envers l'Espagne (19 novembre 1810). Mais l'argent ne vint pas et le monument ne fut pas élevé. Après la bataille de Chiclana, au mois de mars 1811, les Cortès eurent une meilleure occasion de féliciter Graham, qui avait soutenu seul le choc, sans être soutenu par la Peña, en lui décernant la Grandesse et le titre de duc del Cerro de la Cabeza del Puerco (du nom du lieu du combat), qui se traduisait : « la Colline de la tête de Cochon ». Cette appellation prêtait à l'équivoque et pouvait passer pour une ironie un peu lourde. Graham n'accepta pas et aussi dans la crainte de blesser son chef hiérarchique Wellington qui n'avait pas encore été élevé à cette dignité. Le temps des tendres alliances semblait passé et le vent soufflait en tempête, la rivalité militaire amena un duel entre Graham et Louis de Lacy, du moins une provocation, mais l'affaire fut arrêtée avant que les adversaires ne se rendissent sur le terrain. — L'Angleterre, qui supprime plus facilement un homme que ses intérêts, remplaça Graham par Cook, et les choses s'apaisèrent ainsi.

Les Cortès se trouvaient en disposition de répandre des faveurs. C'est en ce mois de mai 1811, à la suite des faits d'armes de la Albuhela, qu'elles conférèrent à Castaños le grand cordon de Charles IV « en témoignage de l'estime nationale qu'il a méritée pour ses importants services (1) » ; qu'elles décrétèrent que son armée « avait bien mérité de la patrie » et qu'elles célébrèrent le jour de la saint Ferdinand, le 30 mai, par un grand gala. « Des salves d'artillerie de la place et des vaisseaux anglais et espagnols se firent entendre à trois reprises, le Conseil de la Régence alla complimenter les Cortès en grande cérémonie et, rentré dans son palais, il y reçut le nombreux concours des membres du Corps diplomatique, des grands, des titrés de Castille, des officiers généraux, des

(1) *Correspondance* de La Forest. 6 juillet 1811.

magistrats et tribunaux supérieurs et des autres personnes de distinction qui se présentèrent à la Cour dans cette intéressante circonstance. Enfin, la nuit venue, il y eut illumination générale (1). » — Peu après, pour récompenser les exploits des gens de guerre, comme l'avait été la Légion d'honneur à ses débuts, les Cortès créaient un ordre militaire, *Orden del merito*, qui prit le nom, sur la proposition du député Moralès Gallezo, d'« Ordre national de Saint-Ferdinand » (2). Son insigne était une plaque à quatre ailes ayant au centre l'effigie du saint roi entourée de lauriers, son ruban était rouge avec des filets de couleur orange sur les bords ; il y avait des croix d'or et des croix d'argent.

A Londres, pendant qu'à Cadix les froissements entre alliés ne s'apaisaient guère et que Bardaxi y Azara mettait toute sa diplomatie à calmer les griefs et les plaintes de lord Wellesley (3), à Londres l'opinion se montrait toujours favorable à la cause espagnole, le Parlement britannique déclarait qu'il « reconnaissait hautement la valeur et l'intrépidité avec laquelle s'était comportée l'armée sous le commandement de S. Exc. le général Blake; » et l'impression de la fraternité d'armes lors des combats du printemps avait frappé les esprits et touché les cœurs au point que Lord Byron allait perpétuer dans *Childe-Harold* (4) le souvenir d'Albuhera, « nom de gloire et de douleur. »

Les Cortès, avec habileté et d'ailleurs à juste titre, entrete-

(1) *Gazette de Cadix.*

(2) Auquel Ferdinand VII ajouta (28 novembre 1814) l'ordre de Saint-Herménegilde.

La guerre de l'Indépendance fut l'occasion de distribuer une foule de médailles commémoratives; il y en eut 64 différentes, la première en souvenir du 2 mai 1808, la dernière à propos de Valençay. — Voir *Historia de las ordines de caballeria y de las condecoraciones españolas*, t. II, Madrid, 1864, in-folio.

(3) *Gazette de la Régence,* 10 août 1811. *Aff. étrang.*, vol. 686, fol. 348. — *Correspondance* de La Forest, 14 septembre 1811.

(4) *Pèlerinage de Childe-Harold*, chant Ier, 43.

naient le patriotisme à ce ton élevé, en soulignant les événements qui en formaient les étapes, elles y mettaient seulement un peu trop d'emphase quand elles instituèrent une cérémonie funèbre pour le *dos de Mayo* « tant qu'il existera dans les deux mondes un seul hameau d'Espagnols libre » (1). — En attendant, pour elle-même, l'Assemblée se drapait dans une intransigeance irréductible, applaudissant José Martinez qui demandait un examen sévère de la conduite de tous les fonctionnaires espagnols qui avaient accepté du service dans l'administration de Joseph Bonaparte, éprouvant, disait-il avec mépris, une grande méfiance à l'égard de « cette espèce de déserteurs » (2). Et des paroles on passa aux actes, car l'Intendant de Santander, don Joaquin Aldamar, enlevé à titre de « joséphiste » par les guérillas, fut condamné à la potence. Par réciprocité, le général Thouvenot fit dresser une liste d'otages pour répondre de sa vie (30 septembre 1811). A son tour, Mendizabal menaça de faire pendre tous les prisonniers français qu'il avait entre les mains si, dans 48 heures, les otages espagnols n'étaient pas mis en liberté (18 octobre 1811). D'autre part, don Domingo Rico Villademoros, membre du tribunal criminel de Joseph, arrêté en Castille, fut amené à Cadix, et subit le supplice du garrot. C'était bien la lutte avec toutes ses fureurs.

Dans des esprits aussi excités, l'heure ne semblait donc pas aux demi-mesures, et la commission chargée de se prononcer sur l'abolition du tribunal de l'Inquisition apportait (juillet 1811) des conclusions en faveur de son maintien. La controverse avait été ardente de part et d'autre entre *liberaux* et *serviles*. Ici, il convient de ne pas s'arrêter sans précaution sur la valeur de ces mots employés dans la langue courante des partis. Il est aisé de s'attribuer un qualificatif flatteur qui

(1) *Archives de la Guerre*, 6 décembre 1811.
(2) Séance du 29 juillet 1811. — *Affaires étrang.*, vol. 687, fol. 79.

veut résumer cette pensée : je suis intelligent, éclairé, aux idées larges, au cœur généreux, je suis un homme libre, je suis *libéral,* et mon antagoniste, rempli de préjugés, à l'esprit étroit, est *servile* vis-à-vis de l'autorité, du pouvoir.

Il n'y a pas d'autre origine, d'autre explication à cette double épithète, l'une brillante, l'autre malsonnante à plaisir. Dans la réalité les termes sont souvent renversés et tel se révèle fort accommodant vis-à-vis des personnes qui professe des doctrines absolues. Au reste, les *serviles* à leur tour désignèrent leurs contradicteurs par l'épithête impertinente de *negros,* qu'ils voulaient rendre injurieuse ; et tous ainsi se laissaient aller à la « piperie des mots ».

Dans la controverse sur l'Inquisition le phénomène se remarqua et à propos de cette institution fameuse il faut aussi peser à leur valeur les exagérations pour demeurer dans le domaine de la vérité historique.

Tout d'abord écartons les calomnies de Llorente pour leurs chiffres fantaisistes, leur manque de preuves, leurs accusations gratuites et la personnalité méprisée de celui qui les porta (1). — L'Inquisition espagnole qui connut des excès ne ressemblait en rien aux tableaux dramatiques que l'ignorance et surtout la mauvaise foi ont coutume de dérouler devant les foules ; elle se trouvait adaptée aux mœurs de ses justiciables même aux heures des grandes sévérités ; les Inquisiteurs, dont plusieurs portent des noms révérés, furent d'implacables justiciers non des tortionnaires. Tous leurs agents étaient nommés par l'autorité royale, ils étaient nombreux et

(1) Juan Antonio Llorente (1756-1823) s'était fait remarquer par des idées hétérodoxes qui le firent exclure du Saint-Office où il avait une fonction ; nommé par Murat à l'Assemblée de Bayonne, il offrit à Joseph une adhésion intéressée ; conseiller d'État (1809), il reçut le dépôt des Archives de l'Inquisition dont il se servit pour écrire une *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne* condamnée par l'Index (1817). Réfugié en France (1813), puis expulsé, il rentra dans son pays en 1820.

ne dissimulaient point leur qualité respectée de tous, la police inquisitoriale était très bien organisée ; la dénonciation était son procédé habituel et c'est ici qu'une conscience délicate s'insurge tout en sachant que le faux témoignage restait sévèrement puni. Dans chaque procès l'enquête secrète était confiée aux commissaires du Saint-Office, des théologiens, puisque les cas suspects concernaient des fautes d'ordre religieux ou des crimes d'ordre moral. Si l'on estime que leurs procédés n'étaient pas dignes d'un tribunal où siégeaient des ministres du Dieu de miséricorde, on doit reconnaître que les résultats valaient mieux que les moyens. L'Inquisition, instituée pour et par les rois d'Espagne, en préservant leur royaume des guerres de religion, a épargné des flots de sang et a assuré à leurs sujets, selon le mot exact de Joseph de Maistre (1) : « le bonheur moyen ». — Au dix-huitième siècle ce n'était plus qu'une institution vieillotte et quasi désarmée. — Beaumarchais, peu suspect de révérence envers l'autorité royale ou de soumission vis-à-vis des lois de l'Eglise, Beaumarchais donne une note juste quand il écrit au duc de La Vallière : « Cette terrible Inquisition sur laquelle on jette feu et flammes, loin d'être un tribunal despotique et injuste, est au contraire le plus modéré des tribunaux par les précautions que Charles III, à présent régnant, a prises contre les abus dont on pouvait avoir à se plaindre : il est composé non seulement de juges ecclésiastiques, mais aussi d'un Conseil de séculiers dont le Roi est le premier des officiers ; la plus grande modération résulte du combat perpétuel des opinions de tous ces juges... Les Espagnols nous reprochent avec raison nos lettres de cachet dont l'abus leur paraît la plus violente des Inquisitions » (2).

(1) *Lettres sur l'Inquisition espagnole*. Quatrième lettre.

(2) Lettre au duc de La Vallière. Madrid, 21 décembre 1764. — Voir Louis de Loménie, *Beaumarchais et son temps*, I, notes.

Et, au début même du dix-neuvième siècle, le voyageur le plus récent, le mieux informé, le plus sagace, ambassadeur de France à Madrid, M. de Bourgoing, qui, dans son *Tableau de l'Espagne moderne*, consacre un long chapitre à étudier « le pour et le contre de l'Inquisition », se résume ainsi, malgré ses répugnances personnelles : « Elle ne condamne personne sur le témoignage d'un seul accusateur, ni sans discuter les preuves des accusations. Il faut des délits répétés, des délits graves pour encourir ses censures; et près de dix ans de séjour et d'observations m'ont prouvé qu'on peut facilement leur échapper et vivre aussi tranquillement en Espagne qu'en aucun pays de l'Europe (1). »

En fait l'Inquisition pesait très peu sur les classes populaires où la révolte aux choses de la foi se manifestait rarement; l'inspection du Saint-Office, soucieux des idées, s'exerçait davantage sur la bourgeoisie, les professions libérales, les prêtres, les gens qui lisent, qui parlent; sa censure atteignait donc les livres, les écrits; les opinions jansénistes fournissaient matière à ses soupçons, car c'était l'hétérodoxie courante. Et c'est ainsi que plusieurs des députés de Cadix, prêtres ou laïcs, avaient conservé mauvais souvenir de ses sévérités. Ils s'étaient empressés de vouloir réduire les pouvoirs de ces juges trop en éveil. — Contre leur attente, la commission nommée par eux avait conclu au maintien du tribunal. Par prudence, le silence se fit. Mais pendant l'année 1812, on manœuvra pour revenir sur la décision de juillet 1811; une nouvelle discussion fut entamée, « on dépensa, dit Toreno qui y fut mêlé, de part et d'autre plus d'habileté que de talent » pour aboutir, de guerre lasse, le 22 janvier 1813 à un vote supprimant l'Inquisition d'Espagne par 90 voix contre 60.

(1) *Tableau de l'Espagne moderne*, I, XIII, Trois volumes in-8° (Paris, 1807).

Minorité qui manifestait la constance de ses partisans (1).

La proportion fut encore plus marquée en dehors de l'Assemblée, dans les campagnes, et les regrets s'égalèrent tout au moins aux satisfactions.

Le 22 février, les Cortès avaient rendu un décret instituant des « Tribunaux protecteurs de la foi » afin de remplacer celui qu'elles renversaient. Elles avaient surtout prescrit dans toutes les églises, trois dimanches de suite, la lecture solennelle du décret de suppression du Saint-Office. La rébellion alors s'éleva, ardente, à Cadix même, au seuil de l'Assemblée; le clergé se refusa à cette manifestation, les évêques s'y montrèrent hostiles (2) et le nonce apostolique, Mgr Gravina (3), archevêque de Nicée, protestant contre une suppression « qui blessait les droits et la suprématie du pontife romain », encouragea cette attitude (4).

Pour briser la résistance, les Cortès destituèrent la Régence dont les membres s'inspiraient de principes « conservateurs » : le duc de l'Infantado, don Joaquin Mosquera y Figuerosa, le lieutenant général Juan Villavicencio, don Ignacio Rodriguez de Rivas et le général comte de l'Abisbal (5). Ils les rempla-

(1) Don Francisco Riesco, député de l'Estramadure, Inquisiteur, défendit pendant deux séances entières le tribunal dont il faisait partie. Il fut soutenu par le député Inquanzo et combattu par le député ecclésiastique don Joaquin de Villanueva qui, avec « une parole onctueuse » et « les yeux modestement fixés à terre », joua admirablement la comédie de la douceur ironique. Toreno, V, 181.

(2) *Instruction pastorale* des évêques de Lérida, de Tortose, Barcelone, Urgel, Teruel, Pampelune réunis à Majorque pour fuir l'invasion française.

Le siège de Cadix était vacant; le vicaire capitulaire Mariano Martin Esperanza prit la tête de la résistance ; les Cortès, divisées et perplexes, n'osèrent aller plus loin.

(3) Il était le frère du général don Francisco Gravina commandant l'escadre espagnole à Trafalgar qui mourut de ses blessures.

(4) *Affaires étrangères,* 13 juillet 1813, vol. 691, fol. 306.

(5) Nommés le 22 janvier 1812, la présidence leur appartenait à tour de rôle tous les trois mois. En septembre 1812, l'Abisbal ayant donné sa démission fut remplacé par Villamil.

Par raillerie, on avait nommé ces cinq magistrats : la Régence *del Quintillo,*

cèrent (1) par les trois plus anciens conseillers d'État, personnalités qu'ils savaient à leur dévotion : don Pedro Agar, don Gabriel Ciscar, et le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, représentatif par son nom et sa pourpre, plus que par ses talents.

La Régence — c'était la quatrième — usa alors de son autorité pour imposer la lecture publique du décret d'abolition et chassa de Cadix le nonce. Celui-ci, ambassadeur outragé d'un pontife prisonnier, refusa le bateau sur lequel on voulait l'emmener hors du royaume; par ses propres moyens, il gagna sur la frontière du Portugal la petite ville de Tavira et y attendit les événements.

Un vent de fanatisme antireligieux soufflait : les Cortès réduisaient le nombre des couvents, fermaient ceux qu'elles estimaient insuffisamment peuplés, portaient défense d'en créer de nouveaux. C'était copier les règles de la Constitution civile imposée à Louis XVI. — L'on faisait saisir les revenus des bénéfices vacants ; les fonds des œuvres pies et des confréries religieuses étaient confisqués puis affectés aux hôpitaux militaires (mesure d'urgence explicable). Ce qui l'était moins c'était l'enlèvement de l'argenterie des églises ; vol qui choquait la piété des fidèles et soulevait l'indignation des prêtres.

Grave erreur de couper en deux par des discussions de ce genre, pour le moins intempestives, un peuple qui a besoin de se tenir uni contre l'envahisseur. Cette faute politique était remarquée et relevée aussitôt par La Forest : « Une partie des évêques espagnols proteste actuellement contre ce prétendu gouvernement en raison des décrets qu'il a rendus ou des opinions qu'il a émises » (2). — La foi et la raison ne

terme dont se servaient les bourgeois de Madrid pour désigner dans les maisons de la Plaza major, le cinquième étage, habitation de gens peu fortunés.

(1) 8 mars 1813.

(2) 1er mars 1813. Dépêche chiffrée.

sont pas incompatibles, la foi fait les grands peuples, et les seules libertés durables sont celles qui reposent sur les croyances; les peuples qui croient sont les peuples qui se dévouent et le sacrifice a toujours été la forme essentielle de la foi. D'où venaient des violences si peu conformes aux sentiments catholiques des Espagnols et si déprimantes pour la cause de leur indépendance nationale qui se jouait alors sur des champs de bataille plus dangereux que les couloirs d'un Parlement?

L'anomalie serait incompréhensible si on ne connaissait les maximes d'athéisme des « philosophes » du dix-huitième siècle et si on ne se reportait aux procédés de nos assemblées révolutionnaires. L'esprit de réforme et en pratique de destruction, avait franchi la barrière des Pyrénées et était propagé dans la péninsule par la franc-maçonnerie.

II

L'Espagne avait eu avec l'Angleterre des contacts assez fréquents pour n'avoir pas échappé à cette organisation secrète importée de Londres. La première Loge fut établie à Gibraltar en 1726, une autre à Madrid (Calle Ancha de San Bernardo) dès l'année suivante, une troisième en Andalousie, à Cadix en 1732, toutes par les soins de la Grande Loge d'Angleterre (1). Ces réunions d'apparence anodine sous le couvert de la bienfaisance n'attirèrent pas de suite l'attention, cependant un décret de Ferdinand VI (2 juillet 1751) prohiba « l'invention » de ceux qui s'appellent francs-maçons », comme

(1) *La Reforma,* n° 25, 18 octobre 1865.

« suspects à la Religion et à l'État ». Tout fonctionnaire convaincu d'en faire partie serait privé de son emploi. — Quand Charles III était arrivé régner à Madrid, il venait de Naples où, par l'influence anglaise en Sicile, l'aristocratie napolitaine, voire même des membres de la famille royale, étaient affiliés. Il n'éprouvait donc pas de méfiance envers les Loges. La Cour, autour de lui, suivit un courant sympathique au Prince et se livra à l'attrait de nouveautés séduisantes. Le duc d'Albe prit la tête du mouvement dont le plus fervent disciple fut le comte d'Aranda qui fit entrer les doctrines philosophiques de l'Encyclopédie dans la vie publique et marqua les actes du gouvernement royal de l'empreinte des hommes de la Révolution qui dominaient alors l'attention de l'Europe. Son collègue Luis de Urquijo partageait ses relations littéraires, ses habiletés, ses prétentions et ses abandons. Et la confusion des idées était si grande que plusieurs des évêques du royaume, imbus des erreurs jansénistes, mêlaient leurs faiblesses doctrinales à ces défaillances politiques. Toutefois, la maçonnerie espagnole végétait (elle était en sommeil, comme ils disent) quand la guerre d'indépendance commença. L'agitation des esprits fit naître l'espoir d'un changement universel des choses; les sociétés populaires, où dominait le goût des réformes sociales à la Franklin ou à la Jean-Jacques, fournirent des propagateurs avec le masque du patriotisme (1).

Le trouble du royaume augmenta l'agitation dans les Loges, les francs-maçons espagnols se divisèrent : les uns émigrés à Séville, ou réfugiés à Cadix, professèrent des théories républicaines, les autres resserrèrent leurs relations avec le grand Orient britannique, l'allié de l'heure présentée; tous rompant

(1) « Les principes de la Révolution française, malgré toutes les précautions qu'on a prises, se sont considérablement répandus ; et l'on peut avancer que l'Espagne ne manque point de cercles révolutionnaires clandestins. » — Fischer, *Voyage en Espagne*, II, 37 (Paris, 1808). — Fischer était protestant et Hollandais.

avec le grand Orient français. — Les séminaires de Salamanque, d'Osma, de Cordoue, de Murcie s'imprégnaient d'idées réformatrices et de nouveautés qui se propageaient facilement dans le jeune clergé (1).

Parmi tous ces brouillons ambitieux se placèrent au premier rang d'aventureux gentilshommes comme le marquis de Caballero; le comte de Tilly-Grasse, représentant le rite écossais, homme de précaution d'ailleurs qui s'était fait envoyer de Paris 15000 diplômes en blanc devant lui servir d'appât pour les crédules; le comte de Montijo qui fonda la Loge de Grenade, en installa une autre dans son palais de Madrid et sera, en 1820, le chef reconnu de toute la maçonnerie espagnole; personnage énigmatique ondoyant et divers, mêlé activement, sous le pseudonyme de *Tio Pedro*, à la sédition d'Aranjuez dirigée contre les « vieux Rois » en 1808, agent actif de Ferdinand à la Restauration de 1814 contre les libéraux, et passé dans les rangs de ceux-ci lors du mouvement insurrectionnel de Riego (2).

Les armées impériales allaient apporter dans la péninsule des éléments maçonniques venus d'un autre bout de l'horizon. Avec elles, il semblerait que l'on soit en présence de Loges banales de fraternité, d'entr'aide, de camaraderie entre soldats du même régiment, réunions où l'on lève son verre en chantant des refrains de bivouac. Mais en même temps une pénétration s'opère chez les habitants auprès desquels on vit familièrement; ainsi le 28 décembre 1808, dans le campement militaire devant Orense, en plein pays de Galice, il se fonda une loge d'hommes et de femmes qui ne comprenait évidemment pas que des vivandières de nos régiments.

Avec l'installation du roi Joseph à Madrid une « grande Loge nationale pour les Espagnes » destinée à grouper des

(1) La Fuente, *Historia de las Sociedades secretas en España,* I, 145.
(2) Général de Artèche, *Guerra de la Independancia,* XI, 56.

Espagnols *afrancesados* s'établit dans les locaux de l'Inquisition. C'est un procédé de conquête qu'affectionne la secte quand elle peut envahir les lieux du culte ou au moins les établissements ecclésiastiques. — En novembre 1809 il s'y tint un chapitre du rite écossais, plus tard un conseil suprême du même rite qui retrouvait des adhérents dans les Loges fondées à la fin de la monarchie bourbonienne par le comte de Tilly. Son nom était l'Étoile, *Estrella;* le Vénérable était un baron de Tinan. Un second groupe prit le titre : la « Bienfaisance ». Un troisième celui de « Sainte-Julie » par révérence pour la femme de Joseph Bonaparte, la Reine Julie Clary. Cette Loge fut la plus célèbre et la plus fréquentée; elle se recrutait parmi les officiers de l'armée française; elle donnait des banquets, des soirées, des concerts, elle conviait ses invités à des fêtes de circonstance, à propos de la « conquête » de l'Andalousie, ce qui était un bon motif de réjouissance, ou pour l'anniversaire de la Souveraine, le huitième jour du troisième mois de l'an 5810, en langage profane le 28 mai. Elle participait à des cérémonies nuptiales, décernant une dot de 2 000 réaux à un ouvrier bijoutier et à une couturière vertueuse; elle proposait un prix au meilleur mémoire sur cette question pleine d'intérêt : quelle sera l'influence de la Maçonnerie sur le bonheur de l'Espagne? — A la réception d'un nouveau frère, un chevalier Kadock Jean Andujar, tout à fait *afrancesado*, prit l'occasion de complimenter en un beau discours et Joseph « roi philosophe » et Napoléon qui « a débarassé les portes du temple d'Hiram ». Le lieu de réunion était *calle de las Tres Cruces.*

L'autre Loge se tenait *calle de Atocha*, n° 11, en face de l'église Saint-Sébastien. Elle occupait une grande salle sans fenêtres et très obscure, pour unique décor une table sur laquelle était posé un crucifix entouré des instruments de la Maçonnerie : compas, règle, équerre, etc...

Partout où les joséphistes se trouvent en nombre on voit s'organiser des Loges, et des prêtres dégagés de préjugés s'y mêlèrent; on appelait ces ecclésiastiques accommodants « civiques », ce qui voulait dire : patriotes. Ainsi en fut-il à Salamanque, dans une cave du vieux collège, à Jaën où le local s'ornait d'un grand Christ pris chez les Franciscains, à Séville où on comptait deux Loges distinctes, l'une dans les bureaux du Tribunal de l'Inquisition, l'autre *calle de Santiago el Viéjo*, n° 5; cette seconde, exclusivement française (officiers et fonctionnaires), louée au nom d'un chirurgien de l'armée. Quand, le 28 août 1812, le maréchal Soult quitta la ville, le peuple envahit aussitôt le local et se trouva en face d'un spectacle lugubre : dans une salle tendue de noir, assis sur un fauteuil de paille, un squelette tenait en sa main une pancarte ornée de ce sage conseil : « Apprends à bien mourir. » On mit en pièces ces oripeaux.

La populace andalouse se montrait simpliste en détruisant tout ce qui rappelait l'invasion étrangère, les libéraux des Cortès étaient illogiques en s'appliquant à doter leur pays de lois qu'ils empruntaient à ces ennemis maudits. « Il serait curieux de faire un tableau comparatif des ordonnances du roi Joseph et des dispositions identiques prises par les Cortès, on verrait la ressemblance des idées de l'une et de l'autre Maçonnerie, et leur haine semblable de l'Église et du clergé (1). » — Cette remarque a été faite par un Espagnol averti.

L'influence maçonnique qui animait donc une partie de l'Assemblée trouvait à Cadix des antécédents : dans ce port cosmopolite une Loge existait au dix-huitième siècle avec des affiliés nombreux appartenant aux classes élevées, riches, dont bon nombre d'officiers de marine. De 1809 à 1813, l'aug-

(1) De La Fuente, *Historia de las Sociedades secretas*, I, 172.

mentation des Frères fut sensible. Successivement s'ouvrirent trois nouveaux centres sous les noms de *Tolérance et Fraternité* (1807), *Les fils d'Œdipe* (1808), *La Légalité* (1810). Les Maçons avaient participé au mouvement contre la première Régence en décembre 1810, avaient perdu la voix à crier dans les rues : « Vive la Nation! » Ils réclamaient avec prudence mais persévérance l'abolition du Saint-Office, sifflaient les cinq Régents *del Quintillo*, répandaient avec enthousiasme les poésies épiques de Quintana, allaient applaudir dans les tribunes les discours du « divin » Arguëlles, les motions enflammées du chanoine Muñoz Terrero, prêtre « éclairé », écoutaient d'un rire approbateur les railleries de Gallardo qui souhaitait de voir les Évêques pendus à une corde, donner la bénédiction avec les pieds, et, s'ils les eussent connues, n'auraient pas désavoué les instructions secrètes données aux généraux espagnols de profiter de l'occasion pour ruiner les églises d'Aragon sous le prétexte qu'ils empêchaient ainsi les Français d'en faire des forteresses (1).

Ils étaient surtout les lecteurs assidus des feuilles publiques nées spontanément avec la liberté de la presse.

Ce fut un déchaînement de pensées, de désirs, de réclamations, de rêves, d'espérances; les âmes généreuses s'épanchèrent en chimères et aussi les âmes folles; que d'utopies entretenues par les débats des Cortès ne remuait-on pas au gré d'inlassables fantaisies; et l'attention se portait vers les conceptions les plus riantes, l'oreille s'arrêtait complaisamment aux plus bruyantes déclamations : plus de limites, plus de freins, plus de barrière. Le comte de Toreno, qui mêlait alors les entraînements de la jeunesse aux audaces de l'homme politique débutant, a compris plus tard le danger de ces changements qu'il avait si ardemment soutenus et une nuance

(1) Le général Duran fit cette révélation, dans son indignation de catholique devant un tel ordre, que naturellement il n'exécuta pas. — La Fuente, *id.*

de mélancolie accompagne les excuses qu'il présente : « Quand on passe du despotisme à la liberté, il survient comme un débordement d'idées théoriques, qui ne s'écoule qu'avec l'expérience et le désillusionnement. »

Les journaux excitaient donc la curiosité plus qu'ils ne distribuaient de bons conseils. Ils couraient de mains en mains, on les lisait, on les commentait, on les discutait dans les cafés, dans les tertulias, sur les places, sous les arbres des promenades, dans les patios, au foyer domestique. A tous ces lecteurs improvisés, des écrivains novices venaient parler de choses mal connues, mal exposées, plus mal comprises. Et quelle variété de titres pour retenir l'attention : *El rédactor general* (par don Pedro Daza); *El Conciso* (par Sanchez Barbaro); *La Abeja* (par don José Mejia); *la Gaceta de la Régencia* (par Capmany); *el Diario de los Cortès* (dont le principal rédacteur était un dominicain, frère Jaime Villanueva); *el Diario mercantil* (par don Pablo de Jerica); *el Semanario patriotico* (rédigé à Séville par Quintana, porté à Cadix par Isidoro Antillon, puis repris par Quintana); *el Revisor politico; el Observador; el Telegrafo americano; el Sentinella de la Patria; el Amigo de las Leyes; el Censor General; el Periodico militar; el Imparcial; el Diario de la tarde* (le Journal du soir); *el Procurador de la nation; el Tribunal español; La Duende de las Cortès* (L'esprit des Cortès) (1); *el Tomista en las Cortès*, celui-là très spécialisé puisqu'il ne prétendait qu'à prouver que toute la doctrine de la constitution nouvelle se trouvait dans la *Somme* de saint Thomas d'Aquin et que les expressions en étaient tombées de la plume du grand docteur catholique.

Les brochures égalaient les périodiques en nombre, en vivacité, en audace. L'une d'elles ne cachait pas ses desseins,

(1) P. de Castro, *Cadix en la guerra de la Independencia*, 116.

elle s'intitulait : *Le Robespierre espagnol ami des lois ou Questions hardies sur l'Espagne*. Ces espérances jacobines étaient soutenues aux Cortès par don Garcia Herreras, de la province de Soria qui prêchait hautement le terrorisme et s'écriait : « Nous avons besoin de vigueur et d'énergie et d'un second Robespierre qui répande plus de sang espagnol que de sang français. » — « L'auteur du pamphlet est un nommé Navas, chanoine de la collégiale royale de Saint-Isidore de Madrid, réfugié à Cadix. C'est un homme de beaucoup de talent, d'un caractère très audacieux, très lié avec la famille de Montijo et avec les auteurs de la Révolution d'Aranjuez, dans laquelle il a joué un rôle (1). »

Montées à ce diapason, les disputes ne pouvaient qu'être acharnées. Deux furent célèbres : la première soulevée par Antonio Capmany, député de Barcelone, qui dans le *Diaro de la Régencia* écrivait des lettres piquantes ; tant qu'il s'était raillé des Régents ou des Anglais, les choses n'allèrent pas plus mal, mais il publia coup sur coup deux *Cartas de un buen patriota* (2) où il se moquait du style poétique, des écrits politiques de Quintana, qu'il surnommait le « Proclamiste », comme on dit le « Psalmiste » du roi David. Un auteur est facilement irritable. Quintana, furieux, répondit : *Contestacion a las rumores y criticas*. Capmany riposta à son tour par un *manifiesto*. Et les deux antagonistes demeurèrent à jamais ennemis.

L'autre affaire demeura plus grave. Une censure, justifiée mais amère des innovations des Cortès parut à la fin de

(1) Et La Forest qui donne ces explications (dépêche du 16 mai 1811) ajoute ces détails curieux : « Il était depuis longtemps connu par son exaltation républicaine, ami de la France, comme tous les idéologues espagnols de ce parti, pendant le cours de nos agitations, ennemi juré depuis le 18 Brumaire. On vient de s'apercevoir qu'il continuait à toucher son bénéfice à Saint-Isidore, au moyen d'un fondé de pouvoir. On assure que le Conseil va y remédier et que M. le duc de Santa-Fé regrette cette négligence de son ministère des Affaires ecclésiastiques. »

(2) 18 mai et 20 juin 1811.

l'hiver 1811. Sa forme était pesante, sans attrait, le titre, à lui seul obscur et pédant, écartait les lecteurs : *Dictionnaire manuel raisonné*. On ne se passionne pas pour un dictionnaire. Il fit cependant quelque bruit et le bibliothécaire de l'Assemblée, don Bartolome Gallardo, d'un naturel caustique, y répondit. Grisé du succès obtenu pour une satire précédente qu'il avait publiée : « Apologie des coups de bâton », *Apologia de palos*, il fit donc à son tour imprimer un livre dont le titre n'était ni plus clair ni plus léger que celui de son adversaire : *Dictionnaire critico-burlesque*. Les traits d'esprit s'accompagnaient d'injures, de violences personnelles, de la raillerie des dogmes religieux, du mépris des préceptes de l'Église, de sarcasmes contre le clergé et les moines. C'était tout le venin de l'Encyclopédie; l'auteur voulait copier Voltaire. Le *libéral* Toreno, qu'il convient de croire quand il n'approuve pas ses compagnons politiques, Toreno a déclaré que le « philosophe devait condamner cette publication comme inopportune, l'homme d'État comme indiscrète, l'homme pieux comme scandaleuse » (1). — Ce jugement suffit. Le volume fit donc tapage et obtint un grand succès de curiosité; il alimentait toutes les conversations. Il déchaîna de violentes colères, entretint des polémiques, suscita des ripostes; on demanda qu'il fût condamné pour des blasphèmes et l'auteur puni pour ses calomnies. La Junte de Censure examina l'écrit, le qualifia de subversif, « contraire à la décence publique ».

Gallardo prit peur et, « unanimement désapprouvé », devançant la condamnation qui l'attendait, il se rendit de lui-même au fort Sainte-Catherine, où la prison lui devenait un asile contre les menaces de ses adversaires. Ses amis s'agitèrent en sa faveur, et quand on lui rendit sa liberté, pour sa sûreté, il dut sortir de Cadix. Sa vanité littéraire demeura seule satis-

(1) V. 48.

faite du scandale politique qui tirait son nom de l'obscurité. La manœuvre avait, au reste, failli tourner à la confusion des partisans des maximes extrémistes, car les plaintes contre Gallardo portées devant les Cortès avaient souligné la lacune d'une liberté illimitée et, dans une logique ironique, don Francisco Riesco, deputé de la Junte suprême d'Estramadure et ancien Inquisiteur du Tribunal de Llerena, « homme d'un esprit droit et d'intentions pures », fit à cette occasion une motion pour le rétablissement du Saint-Office (22 avril 1811). Voilà le feu aux poudres; le rapport semblant favorable à la proposition, les tribunes s'agitent, manifestent, murmurent, les députés rivalisent d'habileté pour ou contre dans la casuistique parlementaire, et après de longs débats, il est déclaré « qu'on suspendait provisoirement la discussion de cette affaire et qu'on fixerait un jour pour la reprendre ».

III

C'est donc au milieu de l'effervescence des idées, des enthousiasmes patriotiques, des protestations de foi religieuse, des violences démocratiques, des licences de la liberté, des querelles individuelles, des souffrances d'un siège, de l'espoir invincible de la délivrance, de la confiance illimitée en un prochain avenir que fut votée la *Constitution* de 1812, après quinze mois de combats oratoires. L'excitation de chacun était portée au maximum dans une réunion d'une centaine de personnes soulevées par l'entraînement de la parole, soutenues par la passion de la discussion, et livrées à toute l'exagération législative par l'irresponsabilité de décisions anonymes prises en commun. En travaillant à rédiger une Constitution espa-

gnole, ils ne pouvaient manquer d'avoir à l'esprit la Constituante française (1); et ce fut en effet là que la majorité trouva des exemples et prit des modèles. — Comme les réformateurs de 1789, les Cortès de 1810 sont les victimes d'une effroyable vanité, ardente, presque puérile, toujours envieuse, la vanité bourgeoise. Dans la chevaleresque Espagne où les lois de l'Église dominaient tout, le clergé, la noblesse possédaient par tradition des privilèges, et semblent en avoir usé avec modération. Dans une commune foi religieuse qui constituait leur paix sociale, les paysans vivaient heureux, le barreau, la basoche, les fonctionnaires, classe intermédiaire, l'était aussi si elle voulait demeurer à son rang, honorable et honoré; les effervescences philosophiques du siècle avaient troublé sa quiétude et, maintenant, sans barrières, livrée à elle-même par la guerre étrangère dont elle ressentait toutes les misères domestiques, elle mettait sa science juridique au service de passions jalouses. L'opinion de Napoléon sur l'orgueil démocratique s'appliquait à la majorité des représentants réunis à Cadix : « Qu'est-ce qui a fait la Révolution? La vanité. — La liberté n'est qu'un prétexte (2). » — Un homme qui a bien étudié les travaux des Cortès a écrit d'elles :

Quand elles furent à l'œuvre, emportés par un zèle inconsidéré, elles allèrent beaucoup plus loin qu'elles n'avaient d'abord projeté. Le jour même de leur installation, elles déclarèrent, par un décret solennel, que la souveraineté nationale résidait dans le sein de l'Asssemblée. Elles s'attribuèrent en conséquence la puissance législative dans toute son étendue; elles ne laissèrent à la Régence, représentant le Roi, d'autre faculté que celle de faire exécuter leurs actes.

Leur but était de ruiner les prétentions de Bonaparte unique-

(1) « Ce qui frappe d'abord, c'est la ressemblance de cette œuvre avec celle de la Constituante française : même succès, mêmes défaillances et mêmes erreurs. » — Reynald, *Histoire de l'Espagne*, 78.

(2) *Mémoires de Mme de Rémusat*, I, 392.

ment fondées sur les renonciations de Ferdinand VII et de son père ; mais elles perdaient de vue que les anciennes Cortès, dont elles occupaient la place, n'avaient jamais rien entrepris, en matière de législation, que de concert avec le prince, et elles ne comprenaient pas mieux que leur résolution tendait évidemment à détruire toute l'économie du gouvernement monarchique (1).

La Constitution sortie de leurs mains était morte avant d'avoir vécu, au dire même de ses admirateurs (2). Elle était écrite non avec la plume mais avec l'épée; il faut y voir une arme de combat, l'ennemi n'est pas le Français, c'est le roi; la royauté, est un suspect, on la veut désarmée de toutes manières, on limite sa puissance, on fixe son autorité, on règle la succession au trône, la minorité, le mariage du prince, son droit de s'absenter du royaume, sa liste civile, le nombre de ses ministres, ses Conseils, ses agents; et toute cette puissance amoindrie passe aux députés des Cortès devenus « Majesté » à leur tour. Dans leur manie d'égalité, ils n'envisagent que la création d'une chambre unique sans le contrepoids nécessaire d'un Sénat ou d'une Pairie; ils s'attribuent le

(1) Laffon-Saint-Marc, *Essai historique sur les Cortès*, 221. (Paris, 1834.)

(2) Sous la réserve de quelques erreurs, La Forest qui était à l'affût des délibérations de Cadix et qui avait envoyé à Paris la volumineuse copie d'un premier projet, donne dans sa dépêche du 26 septembre 1811 un résumé de la Constitution qui en fait bien ressortir les grandes lignes :

« C'est un mélange des Constitutions françaises de 1791, 1793, et de frimaire an VIII. On y introduit un chef exécutif, mais ses pouvoirs sont très limités. Il est sous la tutelle des autorités nationales bien plus qu'elles ne sont sous sa protection. Il peut faire la paix ou la guerre; il ne peut choisir à son gré ses alliances. Sa liste civile est déterminée pour sa vie seulement. Il encourt la déchéance s'il se marie, abdique ou quitte son royaume sans le consentement des Cortès. Celles-ci s'assemblent de plein droit toutes les années, leur session dure trois mois. Un comité pris dans leur sein reste en permanence pendant leur ajournement. Ils font toutes les lois. Un Conseil d'État, composé de 40 personnes, dont 4 Évêques et 4 Grands, a les attributions les plus essentielles du pouvoir exécutif, et c'est sur les listes qu'il dresse que le Roi doit choisir tous les serviteurs publics. La religion catholique, apostolique et romaine est déclarée la seule que les lois admettent. »

Dépêche du 26 septembre 1811. *Correspondance*, V. 274.

règlement des administrations, la rectification des traités d'alliance et de commerce, l'organisation de l'armée et de la marine, le plan d'un enseignement public; s'ils admettent la nécessité d'une sanction royale à leurs votes, ils bornent à trois fois ce droit de *veto* suspensif; après, sans contrôle, ils gardent la possibilité de passer outre. — Ils ont organisé avec soin le pouvoir législatif qu'ils se réservent, réglé le mode des élections des députés aux Cortès nommés pour deux ans par trois degrés de suffrages demandés aux Juntes de paroisses, de districts, de provinces; ils limitent la durée des séances à trois mois par an. Par un contresens incompréhensible ils déclarèrent non rééligible tout représentant à la fin de sa période électorale. Ils se montrèrent plus sages dans l'organisation d'un Conseil d'État de 40 membres où siégeraient 4 ecclésiastiques dont 2 Évêques et 4 Grands d'Espagne, 12 citoyens des provinces d'outre-mer; ce sont les Cortès qui dressent les listes de présentation des candidats.

Des tribunaux avec des magistrats inamovibles et des alcades élus dans chaque commune jugeront les causes civiles et criminelles. Il y avait dans ceci l'assurance d'une meilleure justice, plus rapide et moins coûteuse. — Les ministres du Roi, au nombre de 7, seront responsables devant les Cortès qui détermineront les affaires attribuées à chaque département. — Elles établiront également les impôts et les contributions, une Trésorerie générale et une Cour des comptes.

Les forces du royaume comprendront : 1° l'armée de terre et la flotte ; 2° les milices qui ne pourront sortir de leur province, sans l'assentiment des Cortès (1). — L'instruction sera donnée aux Espagnols dans des écoles primaires et des Universités. — La Constitution est déclarée intangible au

(1) Sur la « conception militaire » de la Constitution, voir : Général DE ARTÈCHE, *Guerra de la Independencia,* XI, 29.

moins pour huit années (1). La lecture de ce texte qui comprit 384 articles, divisés en 34 chapitres, sous 20 titres différents, avait été confiée à don Évariste Perez de Castro (2). Des discussions approfondies, passionnées, opiniâtres, parfois violentes, souvent subtiles avaient marqué les controverses sans cesse renaissantes.

L'article relatif à la Religion n'avait trouvé aucun contradicteur et, lu dans un silence respectueux, fut accueilli par acclamation : « La religion de la nation espagnole est et sera perpétuellement la Religion catholique, apostolique, romaine, la seule vraie. La Nation la protège par des lois sages et justes, et défend l'exercice de toutes les autres. » — Si cette constatation péremptoire et cette déclaration solennelle répondaient bien aux sentiments intimes du très grand nombre des députés on peut être surpris de n'avoir entendu aucune objection sortir de la bouche des *libéraux* de l'Assemblée. C'est que la foi religieuse dominait toute âme espagnole, nul n'aurait osé s'élever contre le culte traditionnel de l'Église ni contester son caractère sacré, personne n'en connaissait d'autre. Le comte de Toreno, témoin et acteur, croit devoir plaider les circonstances atténuantes pour son adhésion, pour son silence et celui de quelques « amis de la tolérance » qui pensèrent bien à adoucir la fermeté de l'article, mais à qui il parut « prudent de ne pas soulever la question ». De même, le 27 juin 1812, le courant catholique porta encore l'Assemblée, qui à cette heure fermait les couvents et expulsait le

(1) Le comte de Toreno qui a pris une part active à ces longs débats a consacré à l'étude de la Constitution le 28e livre de son *Histoire de la Révolution d'Espagne*, t. IV, 309.

(2) Il était le secrétaire de la commission présidée par Diego Mûnos Terrero, dont étaient membres : Argüelles, Fernando de Leyra, Rodriguez de la Barcena, Vicente Morales Duarez, Mariano Mendiola, Jore de Espiga, Pedro Maria Ric, Alonzo Cañedo, Francisco Guttierez de la Huerta, Antonio Oliverez, Antonio Perez, Andrès de Jauregui.

nonce, à déclarer solennellement « Patronne de l'Espagne », après saint Jacques de Compostelle toutefois, sainte Thérèse d'Avila, sur la demande adressée par les Carmes déchaux de Cadix (1). Et les seuls Espagnols qui eussent regretté cette manifestation imprévue auraient été les chanoines de Compostelle, pour le partage de cet honneur avec leur saint vénéré.

Le texte de la Constitution avait été voté le 19 mars 1812 par 184 membres présents, vingt étant absents ou malades (2).

Les discussions des députés trouvaient une répercussion immédiate sur la place publique. Les journaux alimentaient les querelles et des scènes scandaleuses se multiplièrent. Le Parlement en fut à son tour le témoin, le public des galeries se mêlant aux discours par ses applaudissements ou ses murmures, la plèbe envahissait les places (3) et les orateurs les plus osés étaient le mieux accueillis, les autres se voyaient menacés. Don José Pablo Valiente s'était rendu antipathique aux commerçants de Cadix en soutenant la liberté du trafic avec les colonies d'Amérique. Par contre il était l'adversaire des nouveautés. Sa parole mordante souleva l'agitation des tribunes, il réclama, selon le règlement, leur évacuation, ne put l'obtenir et, en entendant les cris de la foule qui l'attendait aux portes, demanda qu'on lui donnât asile à bord du vaisseau de guerre *Asia* à l'ancre dans la baie. Il y resta plusieurs mois jusqu'à l'apaisement des malveillants qu'il avait qualifiés de « gens payés ».

Une querelle aussi chaude s'ouvrit avec l'ancien Régent Miguel de Lardizabal après qu'il eut, à Alicante (sep-

(1) Toreno, V, 151.

(2) Le nombre des députés s'était successivement accru par l'arrivée des représentants des provinces espagnoles d'Amérique.

(3) Réciproquement les tribunes étaient garnies de moines aux discussions sur l'Inquisition et les ordres religieux.

tembre 1811), publié un *Manifeste à la Nation* (1); la brochure fit du bruit, car l'auteur y dénonçait l'illégitimité des Cortès et prétendait que le serment que leur avait prêté la Régence, dans la nuit du 24 septembre 1810, avait été contraint. Malgré le principe proclamé de la liberté de la presse, on exigea l'arrestation de Lardizabal, personnage peu sympathique, sa translation à Cadix, la saisie de son « manifeste » et de ses papiers. La confusion augmenta avec la discussion. On constitua un tribunal pour la circonstance, le fiscal conclut à la peine de mort; Lardizabal, condamné au bannissement, en appela; le tribunal suprême cassa la sentence, les premiers juges la maintinrent et puis tout ce tapage finit par le silence.

Au contraire, le bruit des vivats et l'éclat des manifestations accompagnèrent la promulgation officielle de la Constitution.

Le 19 mars, en dépit d'une tempête qui arrachait les arbres et du grondement de tonnerre, ce qui parut à beaucoup de mauvais augure, les Députés et la Régence vinrent prêter serment dans le salon des Cortès; on se transporta à l'église del Carmen pour rendre grâces au Tout-Puissant; l'Évêque de Calahora officiait; parmi l'assistance le corps diplomatique (2), la grandesse, les généraux, les autorités civiles. Les Régents avaient apporté un exemplaire magnifiquement relié de la Constitution; lecture en fut donnée en face des troupes présentant les armes, devant le palais de la Douane, puis, la longue procession se remettant en marche, successivement aux places de Sainte-Croix, de Saint-Antoine et de Saint-Philippe, la cérémonie se renouvela.

La soirée se passa en réjouissances populaires, on illumina

(1) « Manifeste que présente à la Nation le Conseiller d'État don Miguel de Lardizabal y Uribe, au des cinq membres qui composaient le suprême Conseil de Régence d'Espagne et des Indes, sur sa politique dans la nuit du 24 septembre 1810. »

(2) Henry Wellesley pour l'Angleterre, le comte de Priole pour les Deux-Siciles, José de Souza Holstein, pour le Portugal.

et la pluie, qui tomba à flots, toute la journée, vînt seule troubler la fête.

Des médailles commémoratives furent frappées, des pièces de vers traduisirent le patriotisme enflammé des assiégés qui saluaient l'aurore d'un meilleur avenir. Par tout le royaume, là où on le put, avec solennité cette même lecture eut lieu ; de grands applaudissements l'accompagnèrent sans empêcher une partie des habitants de conserver leur loyalisme pour Ferdinand et leur défiance envers l'œuvre des législateurs improvisés ; sans doute, ils accoururent prêter serment, « car dans cet acte ils ne considéraient pas la Constitution en elle-même, mais ils croyaient surtout donner une preuve d'adhésion à la cause de la Patrie et à son indépendance » (1). Le bon sens britannique et le sang-froid militaire de Wellington lui avaient fait deviner dès la première heure le sentiment intime des populations qu'il côtoyait ; il écrivait à son frère Henri Wellesley ces sages réflexions : « Le propre des Assemblées populaires est d'adopter des principes démocratiques et d'accaparer dans leurs mains tous les pouvoirs de l'État, mais les Cortès doivent prendre garde de se jeter dans cette voie séduisante, car les vœux de la Nation sont décidés pour une monarchie ; c'est par une monarchie seule qu'elle se laissera gouverner » (2).

Les citoyens à qui l'on distribuait leur part de « souveraineté » ne s'intéressaient guère à ces grands mots de liberté, de droits imprescriptibles, de bonheur national, c'est comme si « on leur avait parlé hébreu », assure Mesonero Romanos (3) qui assista à Madrid à ces scènes d'un enthousiasme déjà refroidi et ils eussent volontiers, ajoute-t-il, troqué leur royauté imaginaire contre un plat de lentilles, c'est-à-dire « un

(1) Toreno, V, 78.
(2) 4 novembre 1810.
(3) *Memorias de un Setenton*, t. Ier, p. 111.

bon pain de deux livres bien pesées », car ils souffraient alors de la disette.

Non plus que ces privations, Cadix ne connut pas ces hésitations et ces doutes ; l'esprit public très fin, délicat et enjoué, optimiste de naissance sous son ciel bleu, était tenu éveillé par les dangers mêmes de la guerre, l'intérêt des Cortès et le souci de la résistance. Les poètes ne laissaient pas reposer leur lyre ; toute une littérature légère, animée, joviale, burlesque, parfois spirituelle, s'est donné carrière derrière les remparts, en ces jours difficiles ; c'était la rançon de la misère des temps et le soutien des cœurs oppressés (1). On a retenu les strophes ironiques que chantaient les femmes, que redisaient les enfants, qui faisaient sourire les vieillards et qui résonnaient à tous les échos comme une riposte aux batteries françaises :

Con las balas que tira
El mariscal Soult
Hacen las Goditanas
Mantillas de tul (2).

Ce refrain fut célèbre et il y eut quantité de couplets et des variantes.

Chacun, à sa manière, offrait son concours : Juan Downie, un Écossais, se plut à organiser un corps de volontaires, sous le nom de « Légion des loyaux extremenos ». Il avait eu la bizarrerie de les habiller « à l'espagnole » ... du temps de Philippe II : pourpoint, chausses, collerette, manteau court, tout cela aux couleurs blanc et rouge, avec lance, épée, pistolet ;

(1) Voici quelques noms de ces enfants d'Apollon : le marquis del Palacio, Juan Bautista Arriaza, don Angel de Saavedra, don Manuel Quintana, don Juan Menendez Valdès, don Francisco Sanchez Barbero, don Francisco de la Iglesia, don Juan Miquel de Arrambide, don Cristoval de Beña, don Juan Nicasio Gallego, don Eugenio de Tapia.

(2) « Avec les boulets qu'envoie le maréchal Soult, les femmes de Cadix se font des mantilles légères en dentelles. »

lui-même s'arma d'un glaive antique que lui avait remis la marquise de la Conquista, descendante de Pizarre, et qui avait appartenu paraît-il au conquérant du Pérou; dès lors, il se crut l'émule du grand capitaine. Après sa surprise à la vue de cette mascarade, la foule manifesta de la moquerie et le brave Downie comprit que ces costumes de théâtre défendraient mal contre les sabres de nos dragons. Il se couvrit alors d'un chapeau tout moderne de général et, en même temps, s'adjugea le grade dont il portait les insignes (1).

Cette envie de se revêtir d'un « costume antique » plaisait aux imaginations, car c'est sous ce vêtement de fantaisie que le marquis de Palacio se présenta dans le salon des Cortès, fit une profonde révérence, tira son épée, mit ses lunettes et déclama une poésie lyrique de sa composition, il exhorta l'assistance à défendre la bonne cause et, au milieu des rires, se retira ; il continua sa promenade, fièrement, dans les rues pour reprendre à la nuit le chemin de l'Ile de Léon, et se mêler aux soldats (2).

On vit des religieux s'enrôler pour servir dans l'artillerie, en groupes de 20 à 25 par couvents ; en dehors du service, ils continuèrent leur vie sacerdotale, mais à l'occasion revêtirent avec entrain tout un uniforme composé à leur intention : veste courte et pantalon bleu, parements de velours brun avec grenades au collet, cravate noire, bas et gilet blancs, chapeau avec une lame dorée sur laquelle est l'inscription *Pro Rege, pro Lege et pro Patria*; le tout accompagné d'un sabre court. Par scrupule religieux, ils se donnent des chefs ecclésiastiques pour chaque brigade et demeurent sous la surveillance des prélats. On les occupe à l'Arsenal à la confection des pro-

(1) A. de Castro, p. 150.

(2) Également, don Manuel Ximenès Guazo avait endossé « un costume antique » quand il vint à Cadix et suivit la procession de la Fête-Dieu, en 1813 ; il avait combattu à Saragosse, à Séville, et levé des volontaires groupés sous le nom de « la Croisade ».

jectiles et ils remplissent souvent le rôle de sentinelles aux cinq portes de la ville (1).

Les dames de Cadix fournissent aux troupes du linge, des vêtements, brodent des drapeaux, cousent des sacs pour les parapets des remparts, font de la charpie pour les hôpitaux. En 1811, sous la présidence de la marquise de Villafranca, doña Eugenia Coronel organise des infirmières, sous le nom d'Association patriotique des Dames de Saint-Ferdinand.

Aux jours d'alarme, il est bon de se tourner plus fréquemment vers le ciel pour implorer son secours, mais à la prière il convient de joindre le respect de la morale, aussi paraissent des ordonnances (2) condamnant « les vêtements immodestes et provocateurs » des femmes, leur interdisent, en ces costumes, la réception des sacrements, l'assistance aux offices et l'entrée des églises ; que leur coquetterie fasse le sacrifice de modes inconvenantes, afin d'être exaucées dans leurs vœux pour la Patrie. Et à la porte des chapelles, des prêtres veillent à l'exécution de l'ordonnance.

Une religieuse franciscaine, la Mère Maria Rosa de Jésus, qui a été visiter Pie VII à Savone dans sa prison, pour l'entretenir de la paix de l'Église et de la liberté de l'Espagne, vient à Cadix et fait tenir à chaque député la copie d'une adresse où elle demande aux Cortès de mettre leur confiance patriotique entre les mains de la Vierge Marie et de déclarer généralissime des armées espagnoles : *Maria Santissima de los dolores;* que l'on fasse placer son image sur les étendards, que l'on ordonne aux troupes une confession et une communion avant la bataille, un jeûne général de trois jours, des processions publiques de réparation. Elle signe : « la servante des servantes du Seigneur. » Beaucoup sourient à

(1) A. de Castro, p. 57.

(2) Le siège épiscopal de Cadix était vacant ; le vicaire capitulaire occupait la place.

ces vœux mystiques, beaucoup y correspondent en secret et trouvent que leur cause n'a qu'à gagner à des actes extérieurs de religion qui exprimeront tout haut ce que les catholiques espagnols pensent tout bas.

Et certes, leur nature loyale ne les porte ni à la dissimulation ni à la tristesse, la vie en plein air leur demeure familière, toute cérémonie dans les rues trouve des figurants et des spectateurs ; l'anniversaire du *dos de Mayo* est un jour de deuil qui se change en souvenir glorieux, ce sont alors : grand service à l'église des Carmélites où officie le cardinal de Bourbon, grand cortège, grande animation sur la place San Antonio où on a élevé un obélisque égyptien chargé de figures allégoriques, les troupes se déploient au long de la promenade Alameda, d'où l'on découvre à perte de vue l'Océan, le canon tonne, les musiques militaires jouent, le peuple va, vient en chantant et le soir court voir les illuminations aux fenêtres.

Quand le directeur de l'Académie d'équitation, don Francisco de la Iglesia, donne une fête équestre, le concours est immense et l'on acclame les meilleurs écuyers : duc de Rivas, comte de Belveder, don Francisco Arteaga. A toutes les processions, et combien fréquentes, les paroisses rivalisent de drapeaux, d'ornements, d'étendards ; à tous les miradors garnis de tapis, de fleurs et de lumières, les habitants s'inclinent avec dévotion. — A son tour, l'ambassadeur d'Angleterre offre souvent des fêtes, des bals qui charment la bonne société.

« A Cadix régnaient la liberté et la joie : le port recevait chaque jour des navires chargés de marchandises, la ville abondait en provisions ; la neige elle-même, portée par mer des montagnes éloignées, permettait aux habitants de se régaler de glaces et de sorbets. Les divertissements se succédaient sans interruption et l'on ne suspendit ni les combats de taureaux ni les spectacles, on construisit du côté de la mer un théâtre hors de la portée de la bombe, afin que les habitants puissent

s'abandonner sans trouble à la joie et aux plaisirs (1). »

Ainsi, sauf à certains jours, ceux où les navires des colonies avaient du retard, l'abondance des vivres, la qualité des vins rendaient la vie facile ; la fièvre obsidionale, très mitigée en l'espèce, ne sévissait guère, et depuis que la fièvre jaune, plus dangereuse, avait disparu, l'attente de la paix demeurait la suprême pensée. « Un grand nombre de députés aspire à se retirer de la bagarre, beaucoup même font sonder à Madrid pour savoir s'ils seraient admis à vivre paisibles et retirés dans les provinces soumises ; leur lassitude pourra bien amener la dissolution des Cortès actuelles plus tôt qu'on ne l'a cru d'abord (2). »

C'est La Forest qui dit cela : s'il embellit un peu ses espérances, la Constitution lui a fourni des arguments pour entrevoir une solution possible. Le roi Joseph tenterait volontiers des pourparlers d'entente, poussé d'ailleurs par l'Empereur qui le presse de « s'accommoder avec les Cortès », parce qu'elles viennent d'adopter une Constitution « qui est celle de Bayonne ». La vérité historique de ce rapprochement ingénieux ne conduit cependant pas au succès de l'entreprise et le meilleur accord des Français avec les Espagnols reposerait sur le désaccord des Espagnols et des Anglais. Cette divergence se fit jour par orgueil national, quand Ballesteros se révolta contre le décret des Cortès nommant Wellington généralissisme des armées de la péninsule (3). Le général écrivit, de Grenade, une lettre de protestation au ministre de la Guerre (31 octobre 1812) ; il rappelait ses services et ajoutait : Je ne me croirais pas digne d'avoir reçu le jour dans le royaume d'Aragon si je ne déclarais que je ne puis con-

(1) Toreno, V, p. 45.
(2) Dépêche de La Forest, 16 mars 1812.
(3) « Ce décret dégoûtera du service insurgé beaucoup de généraux et d'officiers. Ballesteros a donné l'exemple. » — Dépêche de La Forest, 30 novembre 1812.

descendre à une mesure contraire à l'honneur... N'avons-nous pas la gloire d'appartenir à la plus grande nation de l'Univers ? Nos armes n'ont-elles pas dominé les quatre parties du monde ?... (1). — La Régence ordonna d'arrêter le fougueux Ballesteros, il sortit de chez lui en criant : « Vive la Patrie ! » mais les sentinelles ne le laissèrent pas passer et le lendemain il fut conduit à pied, en présence d'une foule immense, jusqu'au fort du Genil, de là à Malaga, et embarqué pour Ceuta, où il devait être détenu (2). La Régence publia une sorte de manifeste pour justifier cette destitution d'un soldat populaire, Ballesteros répliqua par des « remontrances » très virulentes, et s'il devait être réintégré par la suite dans son commandement, il resta constamment hostile aux généraux anglais qui lui rendaient bien son inimitié (3).

La même méfiance avait gagné Cadix où, sur « l'instigation des membres des Cortès ayant le plus d'influence » (4), le peuple réclamait à grands cris le départ des troupes britanniques et « la liberté du patriote andalou » (5).

Ces déclamations et ces contradictions devaient déplaire à la précision militaire de Wellington ; sans doute, quand il se présenta à Cadix chargé des lauriers de Badajoz et de Salamanque (décembre 1812), il fut salué par les poètes comme un « demi-Dieu » (6), les Cortès l'accueillirent pompeusement ; à sa courte harangue de remerciements, le président répondit par un long discours *muy florido* et la journée s'était terminée

(1) *Gazette de Madrid,* 15 novembre 1812. *Aff. étrang.*, vol. 690, fol. 371.

(2) Général DE ARTECHE, t. XII, 232-240.

(3) A la Restauration, Ferdinand VII lui confia le portefeuille de la Guerre, mais bientôt l'exila à Valladolid. Aussi, en 1820, Ballesteros accourut soutenir la Révolution, tenta de s'opposer à l'intervention française, se soumit cependant au duc d'Angoulême. Il mourut, réfugié en France, en 1832.

(4) Lettre chiffrée du général Gazan au roi Joseph. Madrid, 28 mars 1813. *Archives de la Guerre*.

(5) Ballesteros.

(6) Le poète Ariaza.

par un banquet, un bal (1), un feu d'artifice. Mais le séjour, en se prolongeant, n'aviva pas les sympathies; dans sa lettre du 13 janvier 1813 au comte Bathurst, Wellington exprime nettement son sentiment sur la Constitution et la politique des Cortès; cette page est le témoignage d'un esprit sagace qui ne se laisse pas impressionner par les honneurs personnels qu'il reçoit.

« ... Il est impossible de décrire l'état de confusion où sont les affaires à Cadix. Les Cortès ont fait une Constitution comme un peintre compose un tableau, c'est-à-dire bonne à être regardée. La Régence est dans le fait l'esclave des Cortès. Aucune d'elles ne sait ce que l'autre fait ou ce que l'on fera dans telle circonstance qui peut se présenter. Ni la Régence ni les Cortès n'ont d'autorité au delà des murs de Cadix; je doute même que la Régence en ait au delà des murs de la salle où elle se réunit. Chacune se méfie de l'autre... Je voudrais bien qu'un de nos réformateurs allât à Cadix pour voir l'avantage d'une Assemblée populaire et souveraine se donnant le titre de « Majesté », d'une Constitution écrite et d'un gouvernement exécutif qu'on traite « d'Altesse », agissant sous le contrôle de « Sa Majesté l'Assemblée ». En vérité il n'y a d'autre autorité dans l'État que les journaux diffamatoires et ils tiennent réellement sans pitié dans leur dépendance les Cortès et la Régence. »

Le jugement est conforme à la vérité et peut être retenu, dans sa sévérité légitime. La réprobation étonnée de Wellington se comprend : les caractères des deux nations sont si disparates.

L'éloignement des Français rendait plus intraitable encore le patriotisme des Espagnols, plus exigeante leur prétention

(1) Offert par la Grandesse, il coûta 28 000 piastres; il fut troublé par la crainte d'une catastrophe, car on avait répandu le bruit que les rafraichissements étaient empoisonnés.

de se suffire dans l'œuvre de la libération; ils se réservaient et, en effet, ils avaient gagné l'honneur de la résistance dans la « ville d'Hercule ».

L'intransigeance connut parfois des heures de détente, car les hommes finissent par se montrer sociables dès qu'ils se connaissent et d'autres sentiments que la haine s'établissaient parfois dans nos cantonnements, au contact de populations d'abord hostiles. Quand, treize ans après ces temps de bataille, l'armée française, — cette fois bien accueillie par ses adversaires d'antan, car elle parcourait l'Espagne sous le drapeau des Bourbons, — quand l'armée française arriva en Andalousie, nos soldats trouvèrent que certains bons souvenirs de leurs aînés avaient survécu. Le futur maréchal de Castellane, alors commandant la brigade de cavalerie légère de la division de Cadix, nota dans son *Journal,* à la date du 14 septembre 1826, ces détails pittoresques qui ont leur intérêt :

On s'est entretenu des Français en 1811 et 1812. En ce pays, on en parle, en général, avec éloges. Le maréchal duc de Bellune y a laissé des souvenirs honorables, ainsi que le général Semelé, qui a commandé fort longtemps à Xérès. On parle encore des fêtes et des bals que les Français donnaient à cette époque, et c'est comme chose ingénieuse que l'on cite les moyens qu'ils avaient pris pour faire venir à leurs fêtes les femmes qui ne le voulaient pas, ou qui ne l'osaient pas, de peur de se compromettre dans l'opinion du pays. On les envoyait chercher par quatre dragons ou quatre grenadiers. Cela une fois bien établi, on ne fut plus obligé de faire des exécutions, et les réunions furent nombreuses (1).

Trait de mœurs assez significatif qui souligne la bonne humeur naturelle d'adversaires que rapprochent, aux heures de détente, pour un plaisir commun, deux sentiments assez semblables : la légèreté française et la gaieté andalouse.

(1) *Journal du maréchal de Castellane*, II, 130.

*
* *

Nous devons anticiper les événements pour conclure l'historique de la Constitution de 1812.

Une assemblée comme les Cortès, aux allures révolutionnaires et aux formes grandiloquentes, devait finir sa carrière sous une mesure de force qui rappelait le 18 Fructidor ou le 18 Brumaire.

Le retour du maréchal Soult quittant l'Andalousie, puis la retraite de nos armées, incitèrent naturellement les députés délivrés à remonter vers la capitale. L'arrivée de la fièvre jaune ne nuisit pas non plus à la hâte de leur départ. Ils suspendirent leurs séances le 29 septembre 1813 et se donnèrent rendez-vous à Madrid pour le 15 janvier. Ils se mirent en route aux derniers jours de l'année, se plaisant, dans un voyage à petites journées, à multiplier les réceptions officielles au passage et goûtant sur la route les acclamations de leurs compatriotes; n'étaient-ils pas la représentation vivante du Roi encore prisonnier et l'image de la patrie délivrée? Les événements au loin continuaient à bien servir leur cause; l'Empereur, l'Empire à leur tour étaient aux abois et la France envahie; les députés touchaient à la revanche, à la victoire, au triomphe.

En troupe, ils arrivèrent à Madrid le 5 janvier 1814; là encore ils reçurent de grands vivats d'un peuple en délire, car leur présence semblait le signe du retour définitif d'un pouvoir espagnol dans la capitale des Espagnes.

Ils allèrent se loger au Palais Royal, ce qui pouvait passer pour de la présomption, au moins de la maladresse, et choqua plus d'un monarchiste pointilleux, car tout en conservant des admirateurs convaincus, des propagateurs enthousiastes, la Constitution rencontrait des opposants effrayés, des adversaires résolus.

Les nouvelles de la guerre étaient bonnes, mais les embarras de la paix commençaient. La Régence dut recevoir deux envoyés successifs de Ferdinand pour qui les portes de Valençay venaient de s'ouvrir : ses mandataires, le duc de San Carlos et le général Palafox, héros de Saragosse, venaient annoncer le retour prochain du Prince et communiquer ses conventions avec Napoléon. Les Cortès rappelèrent aussitôt leur fameux décret du 1er janvier 1811 qui exigeait que le Roi soit libre et sur le sol du royaume pour souscrire valablement un pareil acte. Au reste la Constitution de Cadix ne permettait pas au monarque d'exercer l'autorité souveraine avant qu'il eût prêté serment à la Constitution. Le 19 février, un manifeste public proclamait cette prétention de l'Assemblée. Un grand nombre d'Espagnols s'indignèrent de cet abaissement imposé à la majesté du trône. Ce sentiment n'avait pas attendu pour se faire jour parmi les Cortès orgueilleuses mais embarrassées; don Juan Lopez Reina, député de Séville, protesta en affirmant son respect pour la royauté par droit de naissance du seigneur Ferdinand VII; un grand tumulte s'était aussitôt élevé, des exclamations, des colères, des menaces se déchaînèrent, don Juan fut expulsé et, pour sa sûreté, obligé de se cacher.

Après cette passe d'armes, les Cortès se fermèrent, selon la fiction parlementaire, pour ouvrir une nouvelle session le 1er mars. Elles continuèrent à garder le silence sur la mission de San Carlos et de Palafox, mais persistèrent à vouloir guider le monarque jusqu'à lui tracer le chemin qu'il devait suivre, par Valence, avec les étapes où il fallait s'arrêter, pour se rendre à Madrid. Ferdinand arrivait le 22 mars 1814 à la frontière, passait le lendemain à Figuières, traversait la Fluvia le 24, recevait là du général Copons, qui le lui présentait à genoux, un pli scellé des Cortès qu'il affectait de ne pas ouvrir et continuait sans délai sa route par Girone, Tarragone, Reus, se pré-

sentait à Valence où il forçait l'adhésion du cardinal de Bourbon, président de la Régence, en lui imposant la cérémonie du baisemain, à laquelle l'Éminence n'osait se soustraire, se rendait à Saragosse acclamé par la population de la « ville héroïque » et sans avoir accordé d'audience à la députation des Cortès venue sur le chemin à son avance, marcha vers Madrid, où il entra, entouré des troupes du général Elio qui formaient au prince une garde fidèle.

Le 5 mai parut un décret royal (1). Il énumérait les griefs du monarque contre une assemblée illégale, annulait une Constitution inspirée par les constitutions révolutionnaires françaises, protestait contre l'assimilation faite d'un tyran et d'un roi, dissolvait les Cortès usurpatrices, convoquait une prochaine assemblée qui réglerait légalement la situation des Espagnols « afin qu'ils vivent heureux et tranquilles sous la protection d'une seule religion et d'un seul souverain, uniques bases du bonheur d'un roi et d'un royaume qui ont par excellence le titre de *catholiques*. »

Dans la nuit du 10 au 11 mai, on arrêtait les deux Régents, les ministres et les membres des Cortès les plus compromis ou du moins ceux qui ne s'échappèrent pas à temps. La populace s'en vint insulter la salle des séances (2), arracha la « pierre » de la Constitution pour la traîner dans les rues. Le 13 mai, Ferdinand se présentait devant sa capitale, troublée, émue, divisée par ces agitations populaires; il traversait le pont de Tolède, passait la porte d'Atocha, continuait par le

(1) Ce décret, qui est une constatation historique et une page de bon sens, non seulement anéantit mais cherche à réfuter l'œuvre des Cortès de Cadix « sans pouvoirs ni des provinces, ni des communes, ni des Juntes ». — La signature royale est suivie de celle de Pedro de Macañaz, « secrétaire du Roi spécialement chargé du présent décret ». — Pedro de Macañaz avait accompagné les princes à Valençay en 1808. C'était un homme de confiance. Il fut détenu au château de Vincennes jusqu'en 1814.

(2) Qui venait d'être transférée du théâtre de *los Canos del Peral* dans le couvent des Augustins de doña Maria d'Aragon.

Prado, allait prier selon l'antique coutume de ses ancêtres devant l'image de Notre-Dame, gagnait le palais royal par la Plaza Major, sous des arcs de triomphe, des fleurs, des guirlandes.

Les espérances monarchiques qu'un pareil spectacle faisait naître n'allaient pas se réaliser, par la brutalité, la versatilité et la fourberie de ce prince si médiocre, mais les prétentions démagogiques qui venaient de le précéder avaient vécu, et les applications futures de la Constitution votée en 1812, dans le trouble de la lutte pour l'indépendance, ne se manifestèrent que dans les agitations de la guerre civile aux heures des déchirements politiques de l'Espagne pendant le dix-neuvième siècle. Elle n'obtint pas le suffrage des contemporains. Invoquée comme l'étendard de la révolution, elle demeurait le symbole de la révolte. Et ce n'était pas pour accroître son prestige aux yeux de l'Histoire.

CHAPITRE VI

LES GUÉRILLAS

I. Guerilla : guerre de partisans, guerre à mort. — Soulèvements spontanés. — En Navarre Francisco et Xavier Mina. — Les principaux chefs : El Empecinado. — Le curé Merino. — Don Miguel Sarasa. — Don Juan Sanchez. — Camilo Gomez. — Frère Lucas Rafaël. El Medico, — Don Juan Porlier. El Marquesito. — Isidro Mir.

II. La résistance de la Catalogne; — Miquelets et Somatenés. — L'affaire de Bruch. — José Manso. — Antonio Franch. — En Aragon. — La Collegiana. — Xavier Mina. — Francisco Espoz y Mina. — L'arrêté du Conseil de Régence (15 août 1810). — L'Empereur et les déserteurs. — Les fêtes du 15 août.

III. Les exploits et la férocité de Francisco Mina. — Les attaques du col de Salinas. — Représailles. — Les convois, les courriers. — Les dernières années d'Espoz y Mina.

IV. La gendarmerie française à l'armée d'Espagne. — Surveillance des routes. — Affaires de la Venta de Renteria, de l'Arlanzon, de Sos. — Discipline et bravoure.

I

Guerilla veut dire « petite guerre », et par extension désigne ceux qui y prennent part; une guerre de partisans qui combattent des troupes régulières avec des armes de fortune, à qui tous les moyens sont bons. Qu'elle soit terrible, désordonnée, féroce, c'est sa nature; la cause qu'elle sert, sans justifier ses procédés, peut seule excuser ses intentions.

Pour se défendre de l'invasion napoléonienne, les Espagnols employèrent ce moyen avec une énergie, une animosité, une constance que la victoire couronna. Exagération de la résistance patriotique, le système contribua certainement au succès final de la Guerre de l'Indépendance, que n'aurait

jamais obtenu une lutte entre armées de métier. Ce fut le déchaînement de la passion, l'oubli des lois de l'humanité, la méconnaissance des règles de la discipline militaires, le mépris de l'autorité, la satisfaction sans frein de l'amour-propre. Les mœurs, le climat, le fanatisme inspirèrent des procédés d'une résistance sans merci, féroce dans les montagnes, plus faible dans les plaines. Oui, vraiment, une guerre à mort, car tuer l'adversaire devenait l'aspiration générale, le but brutal poursuivi sans trêve, partout où il pouvait espérer être atteint : dans le silence de la nuit, à l'abri d'une maison, au repos du lit, au coin d'un bois, au détour d'un sentier, à l'improviste, à travers une haie, derrière un rocher, sur le grand chemin, comme sur le champ de bataille.

De part et d'autre des représailles terribles où, pour un ennemi égorgé, on répliquait par le massacre de centaines d'innocents :

En défendant ses compatriotes, ses ancêtres, le général Gomez de Artèche (1) reconnaît que la lutte de 1808 à 1814 revêtit certainement un caractère d'énergie lamentable, mais il en fait remonter l'origine à la provocation de l'Empereur, à son ignorance du peuple espagnol; il remarque que ses généraux exagérèrent ses instructions par ambition, par désir de s'enrichir, le soldat fut moins cruel, chair à canon sans colère personnelle contre l'adversaire; l'Espagnol envahi, surpris, irrité, plein d'indignation et de fureur, résista comme il le put et s'est même enorgueilli de cette résistance brutale parce qu'elle eut le dernier mot.

Nous avons, établie par les ordres du conseiller d'État Amoros, une statistique assez curieuse des incursions de quadrilles aux environs d'Avila, du 26 novembre 1811 au 16 janvier 1812. Ce tableau comprend les noms des bandes, des

(1) *Guerra de la Independencia*, VII.

villages où elles ont été rencontrées, le jour de la rencontre, leur force, le nombre de leurs pertes, morts ou blessés, celui des prisonniers, des morts et des blessés français. Dans l'espace de 50 jours, 27 bandes ont été rencontrées 82 fois. Les Espagnols auraient eu en tout 3 morts et 6 blessés, les Français 70 prisonniers, 12 morts et 6 blessés. Sans généraliser, ces chiffres ont leur signification et La Forest qui les transmet aux Affaires étrangères (1) a raison de regretter que des états semblables n'aient pas été dressés dans toutes les provinces. On voit ici quelles pertes l'ennemi nous fit ainsi subir.

Le décret de la Junte de Séville du 17 avril 1809 établissant la « course de terre », à l'imitation de la course maritime des corsaires, sembla régulariser cette méthode; mais les patriotes n'avaient pas attendu ce papier législatif pour se lever, saisir une arme, fusil, pistolet ou pique et se grouper vaille que vaille afin de faire front contre l'étranger et venger sur l'heure l'envahissement du sol, le pillage de la maison, l'agonie d'un parent ou le déshonneur d'une femme.

Les premiers coups de feu furent tirés à Bruch, à Logrono, à Alcolea par des gens isolés qui estimaient accomplir un devoir civique, aller au martyre, et avaient l'espérance que, leur exemple suivi, leur pays serait délivré de l'invasion.

Plus près de la frontière le mouvement, d'abord contenu, partit en fusée. On a retenu les noms de ces précurseurs audacieux, maîtres d'énergie farouche : en Navarre, Francisco Mina et Xavier, l'oncle et le neveu, le second, plus jeune, s'élança le premier.

Il se destinait à l'état ecclésiastique, avait à peine vingt ans, se trouvait convalescent dans la maison paternelle, une ferme de laboureur; il s'indigna de la fourberie de Bayonne, de l'en-

(1) Vol. 688, fol. 228. Dépêche du 13 mars 1812.

lèvement de ses princes et se consacra à la défense de sa province où pénétraient de soi-disant alliés transformés en conquérants. Il rassembla une poignée de jeunes hommes, d'autres voisins accoururent, parmi eux son propre oncle Francisco, paysan aussi, qui allait vite déployer des qualités d'adresse et d'endurance excitées par une brutalité fanfaronne et une intransigeance opiniâtre. Les deux Mina sont demeurés célèbres par leur ruse et leur violence ; nous aurons à résumer leurs aventures, leurs exploits tragiques et leurs fins malheureuses.

Les Espagnols gardent avec enthousiasme la mémoire de leurs compatriotes qui combattirent pour la cause nationale; leurs actions se multiplièrent, s'imitèrent, s'égalèrent; le nombre des acteurs jouissant d'une renommée locale pourrait s'étendre à l'infini. Il convient de se limiter aux principaux, tels : l'Empecinado, — le curé Merino, — Renovalès, — Sarasa, — el Capuchino, — Julian Sanchez, — Frère Rafaël, — el Marquesito (Porlier), — Isidoro Mir, — Jimenez, — Camilo Gomez, — Milans del Boch, — Claros, — Barrid, — Rovisas, — Bagets, — José Mansa, — Antonio Franch, — el Pastor, — el Medico, — Longa, — Etchevarria, — Manco.

El Empecinado (enduit de poix) fut le sobriquet — que rendit fameux personnellement Juan Martin Diez, — c'était le surnom porté déjà par ses parents et même ses compatriotes du bourg de Castille, parce qu'ils étaient presque tous cordonniers. Avant vingt ans, il alla servir dans un régiment de cavalerie pendant la guerre contre la République française et, en 1808, après les affaires de Bayonne, il marqua ses débuts en arrêtant un courrier sur la route de Burgos à Madrid, près de Sommo Sierra. Avec deux camarades, il recommença cette prouesse, mais cette fois il tua le conducteur français qui résistait. Après le *dos de Mayo*, il réunit des

compagnons alertes et aussitôt, sur les bords du Duero, il enleva des convois d'armes, attaqua les escortes, fusilla les traînards, avide de se battre « pour son compte », en pleine indépendance.

Difficile pour le recrutement de sa troupe à qui il réservait une solde journalière et une part dans le butin, il donna à ses « chasseurs de la liberté » un uniforme, les fantassins drap brun et revers rouge, les cavaliers drap vert et capotes bleues (1), avec un chapeau à la « Henri IV ». — Michaud jeune avance que l'Empecinado avait pris ses modèles dans un ouvrage sur la formation des corps francs publié par Dumouriez, à Londres (2).

Il continua avec succès ses coups de main; ainsi quand Joseph quitta Madrid, après Baylen, l'Empecinado put enlever une dame de la famille du maréchal Moncey, avec sa voiture, ses bagages, ses bijoux, son argent, au milieu de son escorte, avant que l'avant-garde et l'arrière-garde de cette escorte s'en aperçussent. Et lors de l'arrivée triomphale des Anglais à Madrid, en 1812, c'est la troupe de l'Empecinado qui entra à la tête des alliés et reçut les premiers applaudissements de la foule en délire.

Bien qu'il eût réuni une véritable petite armée (3) quand il attaqua Siguenza, il fut repoussé par le colonel Balestrier et refoulé dans sa retraite vers l'Aragon (12 juin 1811) par le général Hugo; quatre mois après (17 octobre) il était mis en pleine déroute à Valdesas. Échec qui correspondait mal à la fanfaronnade de ses proclamations, dont le texte peut servir d'exemple de cette éloquence inspirée par la phra-

(1) *Archives du ministère de la Guerre,* 4 novembre 1810.

(2) *Biographie universelle,* t. LXIII. Article de Michaud jeune.

(3) Un état aux *Archives de la Guerre* (janvier 1811) porte à 3 000 hommes, dont 600 cavaliers, les forces de l'Empecinado, ayant sous ses ordres les bandes de Sardina et de Manco et fréquentant ordinairement la province de Guadalaxara.

séologie du dix-huitième siècle, à ce titre, document curieux.

Des environs de Numance, nous avons volé sur les ailes du patriotisme aux champs de Sagonte; si la première fut la terreur du Capitole, l'autre vit s'évanouir toute la puissance de Carthage... Si les Cid, les Ruiz Diaz de Vivar, les Jaymes invincibles d'Aragon firent toujours pâlir le croissant ottoman sur ce sol enchanteur, asile des grâces, redoublons d'efforts pour le défendre et le conserver en déjouant les plans de l'oppresseur de l'humanité qui prétend l'envahir.

Les plaines de Castellon admireront avec enthousiasme la réunion de nombreux défenseurs de la mère patrie qui sans donner relâche aux bandits du tyran, les repousseront partout où ils pourront les rencontrer. Pour cette fois l'audace téméraire de Suchet sera punie, et il payera chèrement son insolente tentative. La Providence nous réserve la gloire singulière d'être les libérateurs de Valence et de l'Aragon. Alors nous pourrons sauver la capitale de la péninsule qui gémit depuis trop longtemps sous l'oppression la plus intolérable. En attendant, égalons en valeur les Sertorius et les Viriate, sans cependant oublier la piété des Ferdinand et des Alphonse. Dieu daigne écouter mes vœux (1)!

L'habileté de l'Empecinado gagnait à ne pas hausser si fort le ton et à ne pas sortir d'aventures plus modestes, comme ce jour où, pris dans une rafle de dragons français, il sut se déguiser en valet d'écurie, enfourcher un cheval et se sauver à toute allure.

Lui-même indiquait ses procédés en disant à ses paysans : « Mes amis, je ne perds pas de bataille. Quand les Français me pressent trop, je me retire avec vos enfants pour ne pas les faire tuer. Les Français me poursuivent et se fatiguent; ils laissent des hommes en arrière ; c'est sur eux qu'il faut tomber. Si un homme reste d'un seul pas en arrière de l'arrière-garde, on ne le revoit plus (2) ».

(1) *Archives du ministère de la Guerre*, 18 janvier 1811, à Murviedo.
(2) *Archives de la Guerre*. Lettre du général Hugo au général Belliard, 2 juillet 1811.

Rejoint par ses trois frères Manuel, Damasio, Antonio, il formait avec eux une troupe familiale qui, aux environs de Salamanque, coopérait utilement aux mouvements des forces régulières du duc del Parque. Il fut blessé à Pedrosa del Rey, vers la fin de la campagne (3 février 1813) et battu par le général Vichery.

La Junte centrale lui avait octroyé le grade de général ; Ferdinand VII l'accueillit bien en 1814, puis le mit à l'écart, à Valladolid. En 1820, l'Empecinado se mêla aux chefs révolutionnaires ; arrêté en 1823, il passa deux ans en prison pour terminer par la pendaison, le 19 août 1825, une carrière à certaines heures brillante, mais dont l'éclat inattendu lui avait troublé la tête

Origine également modeste que celle de *Jeronimo Merino*, curé du petit village de Villoviado, près de Lerma, dans la province de Burgos. Arraché de l'autel par des soldats qui passaient (janvier 1809), il avait quitté sa demeure, secoué par une colère à la fois patriotique et religieuse. Il savait à peine écrire et n'avait ouvert, disait-on, d'autre livre que son missel ; ses occupations variaient entre la messe à ses paroissiens et la chasse avec son escopette, dont il tirait en perfection. Ces qualités de braconnier l'aidèrent à organiser avec autorité une petite bande, il reçut de l'Empecinado quelques armes, réunit 300 chevaux qu'il mit en marche, nourrissant, habillant, ravitaillant ses volontaires par des coups de main ; tantôt il enlève une charrette chargée de poudre, tantôt une autre qui porte de l'argent ; il coupe habituellement la route entre Burgos et Valladolid, et ses exploits réitérés en font la terreur de nos colonnes.

Don Miguel *Sarasa* était un cavalier aragonais, qui quitta femme, enfants, maison, famille, pour « laver » la capitulation de Jaca souscrite par le Corrégidor, qui était son oncle. Le 6 juillet 1809, il se battait à Sarsa Marmela, le 19

il surprenait la garnison de Sanguesa, dix jours après il se présentait devant Jaca à la tête de ses paysans. Installé comme en une forteresse derrière les hautes murailles du monastère de San Juan de la Peña, il battit l'estrade jusqu'à ce qu'il fût délogé par le général Musnier, de l'armée de Suchet.

Excité à la vengeance contre les Français pour n'avoir pu empêcher que ses parents, sa sœur, fussent molestés, outragés, *Julian Sanchez* se mit en campagne. Ancien soldat au régiment de Majorque, il avait gardé l'habitude de la discipline ; dès qu'il eut réuni 100 lanciers, il les conduisit au duc del Parque qui l'en nomma capitaine et il commença une guerre brillante, parfois chevaleresque, où il coupait les communications entre nos régiments (1), aidé par les renseignements des paysans de la contrée, en dépit d'une circulaire menaçante répandue par le général Marchand, qui le mettait hors la loi (25 octobre 1809).

N'était-ce pas d'ailleurs tenter son audace que ce départ d'un convoi de 100 000 rations de biscuit, chargé sur une file interminable de 291 voitures escortées par 160 Suisses et 20 dragons, suivis de 208 isolés mal armés et peu sûrs ? Les Suisses se conduisirent bien, mais il fallut céder au nombre (2). Par réciprocité, la semaine suivante, le vicomte de Gorgier, avec 300 hommes du canton de Neuchâtel, rencontrant Julian lui tua 50 cavaliers, 2 de ses officiers et lui fit des prisonniers (3). A la suite de ce succès, le général Thiébault mit en mouvement les colonnes mobiles qu'il tenait en réserve pour réduire

(1) « Don Julian était comme le geôlier du chemin par où passaient les courriers, nul ne sortait de la route si don Julian l'y avait vu entrer. » *Mémoires de la duchesse d'Abrantès* (VIII, chap. VII), alors bloquée elle-même dans Ciudad-Rodrigo.

(2) Près de Tamamès, le 20 février 1811. Lettre du maréchal Bessières au maréchal Berthier.

(3) Rapport du général Thiébault au maréchal Berthier.

don Julian et nettoyer tout le pays de Salamanque (1) : 10 000 hommes sortis brusquement de la ville coupèrent les ponts de la Tormès, traquèrent les guérillas dispersées, les chassèrent des bois et les firent sabrer en plaine par les cavaliers de Fournier-Sarlovèze. Thiébault envoya alors proposer à Julian un accommodement qui flatta sa vanité mais n'aboutit pas. Don Julian figura avec sa troupe à la bataille de Fuentès de Onoro, rôda longtemps en vainqueur autour d'Avila, se mêla activement aux mouvements de l'armée anglo-portugaise et jusqu'à la fin se montra habile à harceler nos arrière-gardes. Il a laissé une réputation honorable (2).

Pour des motifs intimes : sa ferme détruite, sa femme et ses deux filles souillées, *Camilo Gomez*, riche paysan entre Talavera et Madrid, se jeta de fureur dans la lutte et s'acharna lui aussi contre les traînards, les blessés, les malades isolés. A la tête des « Voltigeurs de Castille », il opérait dans la province de Tolède où nous le voyons proposer au général Depreux un combat à l'antique à forces égales : 300 contre 300 (3).

Frère *Lucas Rafaël* appartenait à un couvent de Franciscains de Castille. C'est là qu'il apprit que son père, propriétaire à Villarbasta, venait d'être fusillé après avoir refusé le serment au roi Joseph, en déclarant qu'il « ne connaissait qu'un Dieu, une loi, un souverain, qui était Ferdinand de Bourbon ». En digne fils, le moine fit un serment, quitta sa cellule, monta sur un cheval et partit prêcher la guerre sainte.

(1) Thiébault, *Mémoires*, IV, chap. xiii.

(2) « Sans doute il y a eu parmi ces bandes des hommes atroces qui ont commis des horreurs. Mais il en est aussi dont on peut citer la conduite. Le marquis de Villa-Campo, le fameux don Julian furent plutôt *chefs de parti* que chefs de brigands, comme nous les appelions toujours en France. Don Julian fut vraiment un homme distingué, auquel il ne manqua qu'un théâtre. » Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, VIII, chap. viii.

(3) 3 mars 1811.

Il donna de si terribles exemples de violence que dès la fin de 1809, il prétendait avoir tué de sa main 600 Français, et enlevé pour trois millions de réaux de marchandises et de bagages qu'il entassait à Ciudad-Rodrigo. Acceptons son affirmation sans vérifier les faits, son imagination méridionale devait exagérer, et son sabre n'était pas si sanglant.

Dans la province de Zamora, on lui donnait comme émule, mais avec des mœurs plus douces et des procédés plus humains, *el Capuchino* et en vieille Castille, *el Medico*.

C'est ce dernier qui cernait Madrid avec ses cavaliers et courait en maître sur les routes. Il mit en rumeur toute la ville par une audacieuse incursion que conte ainsi une dépêche de M. de La Forest (1) :

Hier, vers les trois heures de l'après-midi, M. le colonel de Choiseul se promenant à cheval, suivi d'un seul domestique, dans les promenades des Délices, sous les murs de Madrid, aperçut quatre cavaliers en casques et uniformes rouges, qui, l'ayant vu les premiers, se dirigeaient sur lui, et qu'il reconnut pour ennemis. Il eut le juste soupçon qu'il était coupé, et, au lieu de retourner sur ses pas, il se jeta dans les champs labourés, sur sa gauche, prenant un sentier qui le conduisait dans peu de minutes à la porte de la rue dite des Ambassadeurs. Il fut poursuivi vivement ; la vitesse de son cheval le sauva ; son domestique, atteint et blessé, fut laissé pour mort. A un coup de feu tiré sur le colonel, douze autres cavaliers, de trente embusqués dans les cours de la ferme, sortirent pour aller appuyer leurs camarades. Tous s'arrêtèrent cependant à portée de fusil de la porte, dont le petit poste se mit aussitôt en position de défense. Quelques bravades furent échangées. Les seize cavaliers suivirent le long des murs l'avenue qui mène à la porte d'Atocha. Ils s'amusèrent à poursuivre les promeneurs en uniforme, dont plusieurs sont grièvement blessés et deux morts. Dans l'intervalle, la foule s'assemblait comme s'il était simplement question d'une course de taureaux. Au premier bruit que les « nôtres », pour me servir de l'expression des gens de Madrid, étaient en vue, le peuple

(1) 12 janvier 1812. *Espagne*, vol. 688, f° 31. *Correspondance*, VI, page 15.

des faubourgs de cette partie de la capitale accourait aux Délices. Mais quelques cavaliers de maréchaussée parurent; le poste de la porte d'Atocha sortit, quoique n'ayant pas de cartouches, et le détachement ennemi, toujours perdant du temps à courir sur des promeneurs, à piller, à maltraiter, à dire des injures, se replia doucement par l'avenue qui en face de la porte d'Atocha conduit au petit pont du canal. Il est avéré qu'il y avait en tout 250 cavaliers environ, dont le gros était resté en échelons le long du canal, pendant qu'une autre quadrille, d'environ 200 cavaliers, était à deux lieues de là, du côté de Leganès. Le peu de gendarmerie impériale et royale qui se trouvait disponible a monté à cheval, mais n'est pas sorti.

Aujourd'hui, toute la population de la capitale a eu la curiosité de se porter aux Délices, de reconnaître les lieux, de se faire expliquer où tout s'est passé, et de s'assurer par ses yeux s'il y a en vue des amis, comme le bruit n'a pas manqué d'en courir. On ne peut se dissimuler que, dans l'état des choses actuelles, la capitale n'est pas à l'abri d'une surprise. La garnison est non seulement insuffisante, mais mal composée. Si, au lieu de se diviser en deux bandes, les quadrilles avaient toutes été placées le long du canal et eussent donné à la fois, sans s'amuser sur les portes d'Atocha et des Ambassadeurs et du pont de Tolède, les petits postes espagnols, qui y sont sans munitions, et les postes de garde civique, qui n'ont pas même de pierre à leurs fusils, n'auraient pu les empêcher de pénétrer assez loin. La foule du bas peuple se serait empressée autour d'eux, et on vient d'avoir la preuve qu'il faut s'en défier (1). La conduite qu'aurait tenue le soldat espagnol, s'il les avait crus maîtres de quelques quartiers de la ville, est au moins douteuse.

Le « Capucin » avait reçu son surnom parce que, jeune, il avait dû entrer dans un couvent de Saint-François, il s'appelait

(1) « Lorsque les brigands se sont présentés aux portes de Madrid, la foule s'y est portée et il n'y a pas de doute qu'elle ne se serait réunie à eux s'ils étaient entrés. Je suis aussi bien convaincu que les troupes espagnoles en auraient fait autant et qu'il y aurait eu bien des Français égorgés avant que le peu de garde royale qui est ici eût été en mesure d'agir pour les chasser de la ville ». (Maréchal Jourdan au prince de Neuchâtel, 13 janvier 1812. — *Archives de la Guerre*. — Voir Miot de Melito, *Mémoires*, VII, 244.

Jean de Mendietta, fils d'une famille riche de Valladolid. Sa fortune lui avait permis de lever à ses frais une compagnie de cavalerie et son enthousiasme avait d'abord été couronné de succès. Il passa par des aventures assez personnelles : tombé entre les mains du général Kellermann, il en fut bien traité, puis s'entremit pour l'échange de divers prisonniers, entre autres M. de Turenne, aide de camp du général, et Francheschi Delorme.

Envoyé à Bayonne, malade, porté à l'hôpital, *el Capuchino* s'évada avec son domestique; repris à Cambo, il fut dirigé sur le dépôt de Mâcon (juillet 1810) puis enfermé à la citadelle de Besançon. Il écrivit à Mme Francheschi pour solliciter son appui, lui rappelant, dans sa détresse, sa propre conduite vis-à-vis de son mari. Il reçut en effet un secours d'argent. A ce moment, il fut transféré au fort de Joux (novembre 1810). Sa libération lui vint à la chute de l'Empereur (1).

Une tout autre figure s'offre à nous avec don Juan Diez *Porlier*, surnommé *el Marquesito*, le petit marquis, parce qu'il était de petite taille, de manières fort polies et, ainsi qu'on le disait, fils du marquis de Baxamare. Il était né en 1783, à Carthagène d'Amérique, avait servi jeune dans la marine, en était sorti et se trouvant de loisir, au moment de la chute de Charles IV, après la bataille d'Espinosa, il s'était mis à la tête d'un groupe de contrebandiers. Il fit le coup de feu dans la Navarre, au pays de Léon, dans les alentours d'Oviedo et les montagnes de Santander. Il gagna à ces actions militaires les épaulettes de maréchal de camp et fut nommé capitaine général des Asturies. Entre temps, il avait épousé la sœur du comte de Toreno dont la dot fut le marquisat de Matarosa. Et devenu un quasi personnage, avait été mêlé à la rédaction

(1) *Archives nationales*, F VII, 651. Dossier Mendietta.

de la Constitution de Cadix. Prit-il dans ce milieu des Cortès le goût des intrigues politiques? Au retour de Ferdinand, quoique bien accueilli par le prince, il se mêla à des cabales, des intrigues, des complots et il levait l'étendard de la révolte à la Corogne, en même temps que son émule Mina songeait à soulever Pampelune. Il fut pris, jugé et pendu le 13 décembre 1815.

Mais pendant la guerre de l'Indépendance il avait eu des heures plus glorieuses.

Sans agir autrement que ses compagnons d'armes, un partisan — qui d'ailleurs a su rassembler du monde, puisqu'il mène 1200 cavaliers et 500 fantassins, quand il vient attaquer le 8 avril 1811 nos postes du Tage, entre Talavera et Tolède et que le colonel Lafitte lui enlève 4 canons, — c'est *Isidro Mir*. — Courant sus aux convois qu'il guette, coupant les routes, fusillant les prisonniers, risquant cent fois la mort et la donnant à toute heure, Mir avait résumé la philosophie de sa fureur quand il disait : « Guerre de Mores contre ces infidèles. Sauvons la patrie. Enterrons chaque jour quelque ennemi. Ainsi on se débarrasse des sauterelles. Embuscades, surprises, coups de main sont les prouesses de l'antique vaillance castillane. La nature de son sol et de ses habitants rend l'Espagne invincible. » — Il le croyait, ce qui était une première force.

II

La résistance de la Catalogne, qui ne fut jamais domptée, tenait peut-être à l'organisation militaire spéciale de cette province énergique. Elle possédait des compagnies de gens armés : les Miquelets et les Somatènes.

Les premiers, par leur nom tout au moins, remontaient à de vieilles formations de soldats espagnols devenus des volontaires armés à la légère, recrutés chez les montagnards des Pyrénées, au pied leste, à la carabine adroite, à la marche hardie (1). Ces chasseurs d'isards et ces guides aventureux, habitués aux dangers, se trouvaient prêts à la lutte. Groupés en une sorte d'armée provinciale, sur les ordres de la Junte de Lérida, ils furent promptement organisés en 40 bataillons, *tercios* de Miquelets qui portèrent les noms des villes où ils avaient été levés, par dix compagnies de 100 hommes : vingt sous par jour et le pain, uniforme veste courte et chapeau rond, habit distinctif de leur province. — « Cette organisation dérogeait aux règles adoptées dans le reste de l'Espagne. C'était pour les Catalans une raison d'y tenir davantage (2). »

Quant aux *Somatènes*, on désigne ainsi, de temps immémorial, en Catalogne, la population qui reste armée : leur ville ou leur village les choisit, les habille, les arme, les paye et désigne celui d'entre eux qui commandera les autres. Si le danger de la patrie appelle tout le monde, alors partent en masse les hommes de seize à soixante ans, et comme il n'y a jamais assez de fusils pour une telle multitude, l'un prend une vieille épée, l'autre une pique. — Qu'est-ce que ces rassemblements? Une milice? Une garde civique? Une garde nationale? Des conscrits ou des volontaires? De tout cela un peu.

A leur tête s'inscrivent des partisans audacieux : *Milans del Boch*, *Barris, Rovira Bagets*, don *Juan Claros,* celui-ci officier retiré du bataillon léger de Girone.

Entre la mer et la montagne, entre la Méditerranée et les

(1) Des compagnies de « Miquelets » furent organisées de notre côté, dans des conditions presque identiques et nous rendirent de grands services.

(2) Général Foy, *Histoire de la guerre de la Péninsule,* IV, 154.

Pyrénées se trouve une race indépendante, fière, ardente, enthousiaste, adroite, entêtée, tenace, procédant par bonds, par élans. Dès 1808, on vit se lever parmi elle des guérillas; toutes les classes de la société prirent part au mouvement spontanément, sans plan, presque sans armement régulier, le gentilhomme saisit son fusil de chasse, le paysan partit avec sa fourche ou sa faucille, l'artisan avec son couteau ou son marteau, la main forte et le cœur implacable. Les premiers soldats qui tombèrent sous leurs coups leur fournirent des fusils et de la poudre. Ensuite les Anglais leur apportèrent des mousquets et des munitions par des détachements réguliers de troupes britanniques, dont le premier contingent — un millier d'hommes — débarqué en décembre 1810, devant Palamos, fut d'ailleurs aussitôt rejeté à la mer (1).

Au début, les Catalans avaient applaudi à la chute du prince de la Paix, et en portaient à Napoléon le mérite : après Bayonne et le 2 mai, leur déception se transforma en colère. L'un d'eux, don *José Manso y Sola* (2), dirigeait à Barcelone le moulin de San Pedro et exerçait en plus un métier qui ne conduit pas généralement à la vaillance : il vendait des toiles et de la flanelle. A l'arrivée de l'armée française (général Duhesme), il arracha les proclamations affichées des Conventions de Bayonne et se retira avec d'autres jeunes Espagnols dans les défilés de Manrèze. Les hommes d'Ignalada accoururent le rejoindre, précédés d'un énorme crucifix de bois que portait un capucin et l'on marcha « avec une intrépidité fille de la confiance et de l'ignorance (3) » à la rencontre des soldats de l'Empereur. Cette troupe — c'étaient des Napolitains — était partie de Barcelone le matin, 6 juin 1808, sous

(1) Colonel Lafaille, *Mémoires et Précis des campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, p. 248.
(2) Né le 26 septembre 1785 à Borrada.
(3) Général Foy, IV, 145.

les ordres du général Schwartz et s'avançait dans un pays coupé, boisé et montueux, avec aussi peu de précautions que si elle eût traversé une plaine en territoire ami. A la hauteur des environs de Bruch ils se trouvèrent assaillis par une grêle de balles, partant d'entre les arbres et les recoins de rochers; Schwartz ne se crut pas en mesure de poursuivre plus avant — j'ai dit que c'étaient des Napolitains — et il rétrograda se mettre sous la protection des murailles de Barcelone.

Ainsi, dès le premier jour des hostilités, les Catalans encore sans chefs et presque sans armes, virent nos troupes fuir devant eux. La nouvelle d'un succès aussi inespéré, le premier qui fût remporté par les Espagnols dans cette guerre, se répandit avec la rapidité de l'éclair et avec toute l'exagération de l'orgueil national. Elle acheva d'enflammer les esprits qui n'étaient déjà que trop préparés à un soulèvement. On courut aux armes de tous les côtés et l'on peut dire avec raison que ce fut de Monteserrat que partit l'étincelle qui embrasa toute la Catalogne (1).

Ce succès de Bruch (2) avait grisé plus que personne José Manso, il entra à corps perdu dans la lutte, prit part à la défense de Ross et après ces préludes d'énergie, se voua aux petites expéditions locales; il obtint son coup d'éclat personnel le 9 mai 1809 à l'embouchure du Lobregat. Sa conduite avait du moins une caractéristique assez rare en ces mauvais jours : il se montrait humain et généreux.

Ce n'était pas le péché mignon de son compatriote don *Antonio Franch y Estalella*, appartenant à une famille riche d'Ignalada qui, avec ses deux frères et une poignée de recrues, augmentée sans relâche, s'enrôla volontairement le 5 juin 1808.

(1) Colonel Lafaille, 29.

(2) Le sentiment intime de l'orgueil national perce dans le projet d'élever à Bruch un monument portant cette inscription :

« Les Français, qui avaient passé partout, ne purent passer ici.

« Içi furent vaincus, les 6 et 14 juin 1808, les vainqueurs de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. »

Rien ne le rebuta : les dangers, les privations, les insuccès. En 1811 Franch aida beaucoup dans les Pyrénées les généraux espagnols : Lacy, Eroler, Claros, et il mêla ses guérillas aux bataillons réguliers. Après avoir échappé à mille aventures de batailles, il devait, spectateur impavide des querelles du temps de paix, à travers les révolutions, les pronunciamentos, les catastrophes, vivre jusqu'au 20 mars 1856 et, octogénaire, mourir dans son lit : *Requiescat in pace.*

*
* *

Après la bataille de Valls (25 février 1809), glorieuse pour l'armée française, on aurait pu croire les Espagnols abattus; au contraire leur patriotisme s'enflamma. Les Miquelets, les Somatènes prennent la résolution de mieux faire que les troupes régulières enfoncées; les ardeurs populaires remplaceront la tactique des généraux vaincus (1), c'est la guerre sans merci, comme avait dit Palafox derrière les remparts de Saragosse.

Le général de Artèche a cru pouvoir établir un parallèle entre la résistance de la Catalogne et celle de l'Aragon. Il montre autour de Barcelone les troupes françaises sans cesse sur le qui-vive en face des attaques continuelles des guérillas; les forteresses résistent longtemps; prises, sont reprises, tiennent encore; le clergé soutient énergiquement les colères, absout les violences, condamne les défaillances, dénonce les hésitations.

En Aragon, après la défense de Saragosse, nos régiments, au bord de l'Èbre, paraissent connaître un certain repos, les autorités espagnoles organisent les distributions, assurent au pays une existence normale; les habitants obéissent, payent

(1) Le général Reding mourut peu après, bien plus du chagrin de sa défaite que des suites d'une blessure qu'il avait reçue.

les contributions, vivent en bons termes avec nos troupes. Sans doute, les procédés opposés des généraux expliquent-ils cette différence, et l'esprit de régularité et de justice dont s'inspire Suchet lui gagne la confiance de ses ennemis. L'Aragonais est froid, sérieux, toujours un peu rude, même lorsqu'il s'efforce d'adoucir ses manières. Très attaché à ses coutumes, à son pays, il ne devient intraitable que lorsqu'on les menace ; on sait de quel cœur il a toujours défendu ses *fueros*. On peut dire qu'il avait, au siècle dernier, conservé des mœurs dures, des procédés sanguinaires; aussi la plaine de Lérida, nue, sèche, aride, avait reçu le sinistre surnom de « cimetière des voyageurs », car on y voyait s'élever des croix de pierre ou de bois, avec les dates de 1794, 1796, 1800, marquant autant d'assassinats commis par des rôdeurs de grand chemin sur le lieu où elles étaient plantées.

De telles habitudes ne s'adoucissent pas aux jours de la guerre civile. Les guérillas, maintenus dans un esprit de colère farouche et de ruse constante ont souvent la supériorité s'ils attaquent à l'improviste, mais en plaine ils tiennent mal ; ainsi le général Le Capitaine, avec 100 chevaux du 22e dragons, a poursuivi pendant des lieues, sur les grandes routes nues de Tolède, les escadrons *d'el Medico,* les a culbutés, et est rentré à ses cantonnements avec un fort lot de prisonniers (1). Il renouvelle ses prouesses, comme ce soir où quittant Madrid avec 200 cavaliers, il traverse le Tage, et se lance à toutes brides, pendant douze heures, sur les traces du même adversaire (2). Ou encore il va attaquer à la pointe du jour la bande de Firmin à Navalcarnero, la surprend à son tour, la disperse, sans pouvoir toutefois enlever son chef (3).

Le sentiment patriotique qui commande et leur paraît jus-

(1) 18 octobre 1811. *Archives de la Guerre.*
(2) Rapport du général Daultanne, 17 janvier 1812. *Archives de la Guerre.*
(3) 17 mars 1812. *Id.*

tifier leurs excès établit facilement l'accord entre les Espagnols, tandis que nos généraux sont en perpétuelle rivalité et mésentente. On voit bien deux chefs, Marquniez et Principe, montrer une jalousie réciproque, mais alors leurs soldats refusent de suivre leur animosité et un troisième chef de bande, qu'on nomme « Le Curé », s'oppose à toute querelle intestine parce que « les Français riraient d'eux, s'ils se battaient les uns contre les autres » ; et les deux premiers que nous venons de nommer font à leur tour ce sacrifice (1).

De pareils soldats doivent vivre de réquisitions et de maraude, amis, ennemis sont également pour eux « taillables à merci ». Ainsi les bandes d'*Amor* entrant le 26 août 1811 dans Alfaro se font donner par la municipalité espagnole 40 bœufs, du blé, de l'orge, 400 outres de vin et 114 000 réaux d'argent sonnant; ils estiment même ce butin insuffisant à leurs besoins, car ils pillent l'église et emportent les vases sacrés (2). — En Biscaye, les hommes de Mina à Salinellas sur l'Èbre, s'emparent des blés de l'alcade et du curé; à Portillas (Alava) d'autres enlèvent le magasin de grains de l'évêque. Les conséquences de ces brigandages, même pour le « bon motif », sont évidentes, la situation morale reste affreuse et peut justement indigner le général Caffarelli qui a des idées sociales moins subversives : « Le parjure est regardé comme méritoire, l'on abandonne les otages, on en vient à refuser aux propriétaires le paiement de leurs rentes; c'est à proprement parler la guerre des pauvres contre les riches (3). »

Pour nous défendre de leurs attaques nous ne recourûmes jamais à l'emploi de guérillas et je ne vois guère à citer que ce cas original, unique certainement, d'une Espagnole qui, à

(1) 1er septembre 1811. *Archives de la Guerre*. Rapport du major Campariol, commandant la place d'Aranda.
(2) Reille à Berthier, 26 août 1811. *Archives de la Guerre*.
(3) Caffarelli à Berthier, 31 octobre 1811. *Archives de la Guerre*.

son tour, se mêla des choses de la guerre à notre profit. Elle appartenait à une noble famille de la vieille Castille, ralliée au roi Joseph. On l'appelait la *Collegiana,* on la surnommait la Savante; elle lisait le latin et parlait notre langue. Très hostile aux Anglais, elle s'était enthousiasmée des Français venant « régénérer » sa patrie. C'était une grande femme, à l'esprit romanesque, aimant le merveilleux et la gloire, ayant reçu une éducation masculine, montant à cheval, tirant au pistolet. Était-elle attachée à quelque bel officier? Quand au mois de mai 1813 sonna l'heure de notre départ, elle voulut suivre notre retraite et alla trouver Reille, commandant alors en chef l'armée de Portugal; elle lui amena une vingtaine de guérilleros, montés et équipés, elle-même revêtue d'un uniforme de hussards avec un large pantalon à la mameluk, et elle se joignit à nos troupes, sans cependant faire le coup de feu. — Le commandant Vivien qui rapporte ces faits (1), la rencontra à Bayonne et la dépeint « pieuse, chaste et charitable », au dire des gens qui l'entretinrent, sa conversation revenait sans cesse sur l'exemple de Jeanne d'Arc, dont l'histoire l'enchantait, et le dimanche, pour assister à la messe, elle reprenait des vêtements féminins. — Mais c'est là un fait isolé, curieux, qui ne tire pas à d'autres conséquences.

*
* *

Francisco Espoz y Mina et son neveu Xavier restent les prototypes de toutes ces campagnes.

Par ses attaques incessantes, telles les piqûres de moucheron au lion de la fable, Xavier avait obligé le général Reille à mobiliser contre les bandes soulevées une partie de son armée confiée aux soins du général Harispe. Mina se dérobe, dis-

(1) « Souvenirs de ma vie militaire », 1792-1822. *Carnet de la Sabretache,* janvier 1906.

paraît, revient, se disperse, revient encore ; il est ici, il est là, il est partout, on ne le retrouve nulle part. Son audace romanesque et juvénile est servie par la connivence des habitants. Le 29 mars 1810, au petit village de Laviano, il est blessé d'un coup de feu, poursuivi par le major Schmidt du 2e régiment de marche, capturé par un voltigeur du 28e d'infanterie et deux gendarmes (1). On l'enferme aussitôt à la forteresse de Pampelune (2), puis par prudence on le conduit à Bayonne. C'est une véritable victoire, et le général Dufour s'empresse de l'annoncer, par une chaude proclamation, aux Navarrais (3). — Un sévère interrogatoire du commissaire général de police de Villiers suit aussitôt. On fait écrire au prisonnier des lettres à ses amis pour les engager à se soumettre, sa vie en dépend, sans cela on « décapitera leur chef ». Et Dufour qui se croit fin politique risque la tentation : « Il est possible que je vous trace le chemin de la fortune (4). » — L'Empereur lui-même prescrit à Berthier : « Veillez à ce que Mina soit passé par les armes. » Et ajoute : « Si cela a de l'inconvénient dans la Navarre, qu'on l'envoie à Tours, comme prisonnier d'État, non comme prisonnier de guerre (5). » Il avait refusé de se laisser amputer, il fut conduit à l'infirmerie de Vincennes (6), et gardé au secret jusqu'à la fin de 1813, au moment où le donjon relâcha ses habitants qui, sans transition, furent conduits auprès de Ferdinand VII, rendu lui aussi à la liberté.

(1) Général Dufour au maréchal Soult, n° 461. *Archives de la Guerre.* — Général Buquet à Berthier, n° 266.

(2) Général Dufour à Berthier, n° 490.

(3) « Ce Mina que l'on disait si brave n'a pas eu le courage de se donner la mort, il s'est laissé prendre. » 2 avril 1810.

(4) 2 avril 1810. *Archives de la Guerre.*

(5) 10 avril 1810. *Id.* — Cette lettre ne figure pas dans la Correspondance de l'Empereur. — Des récompenses furent remises à ceux qui avaient fait la prise : le major qui commandait, 15000 francs ; chacun des soldats 150 francs et 1500 francs répartis entre le reste du détachement.

(6) AF. IV, 1503. — Bulletin de police du 28 mai 1810.

Xavier Mina avait vu grandir sa renommée de toute celle acquise par son redoutable oncle. Avec lui, il se montra mauvais courtisan de leur prince, prit part à la tentative antiroyaliste de Pampelune à l'automne de 1814, passa au Mexique, se mêla au soulèvement de la colonie jusqu'au jour où pris par les troupes royales, il fut condamné à mort et cette fois exécuté, en novembre 1817.

Aussi tourmentée, mais moins courte, l'existence de son oncle Francisco Espoz y Mina a jeté plus d'éclat. Ses procédés militaires se manifestent en marches rapides, arrivées inattendues, attaques foudroyantes ; à certaines heures il a des milliers de guérillas sous ses ordres et il faut des régiments pour les réduire ; avec son lieutenant Cruchaga ils barrent les routes, coupent les communications de Madrid aux Pyrénées, enlèvent les courriers, isolent les armées et le général Rey résume très bien au ministre de la Guerre (1) la tactique constante de ses bandes « parfaitement instruites de tous nos mouvements, elles nous évitent quand elles sont poursuivies et se trouvent partout où nous ne sommes pas ».

Un de leurs adversaires les plus constants en Navarre a tracé de Mina un court portrait ressemblant : « Une grande raideur dans le caractère et un goût très prononcé pour l'indépendance. Son irascibilité s'enflamme à mesure des obstacles qu'il rencontre et rien ne lui coûte pour arriver à ses fins. Il se commet encore bien plus d'excès sous son nom que réellement il n'en commande (2). »

De Navarre il passe en Aragon, descend en Castille, court en Catalogne et partout se fait reconnaître à ses procédés féroces, à la terreur qu'il répand. Ses compatriotes ne sont pas à l'abri de ses colères, il a toujours la menace à la bouche et il tient ses promesses, ses proclamations ne sont qu'injures et

(1) Lettre du 20 mai 1812.
(2) Général Buquet à Berthier, 26 février 1812. *Archives de la Guerre.*

brutalités, il déclare guerre sans quartier à tout soldat de l'armée ennemie « y compris l'Empereur des Français », ridicule fanfaronnade. — Il établit cette proportion de représailles : 4 officiers français pour un officier espagnol, pour chaque soldat espagnol, 20 soldats français. — Le général Dufour est alors obligé d'user des mêmes procédés : 5 prisonniers français ayant été assassinés dans un chemin creux à coups de baïonnette, il ordonne de fusiller les Espagnols pris les armes à la main, il fait accrocher les cadavres à des arbres par les paysans pour qu'ils n'en ignorent et ordonne au bourreau de pendre 5 brigands à la place même où nos soldats furent trouvés égorgés (1).

Mais ces procédés horribles n'impressionnent plus, rien n'enlève aux victimes l'auréole d'être tombés pour la « patrie » et un chef de guérillas tué est enterré avec pompe dans son village, le visage découvert, une couronne de lauriers sur la tête (2). Les pouvoirs publics endossent officiellement la responsabilité de ces actes sauvages ; l'arrêté du Conseil de Régence de Cadix du 15 août 1810, signé par Eusebio de Bardaxi y Azara, ne déclame pas autre chose que les fiévreuses imprécations de Mina, il veut seulement détourner les responsabilités et protester contre un décret du 9 mai précédent porté par le maréchal Soult contre les révoltés, à propos des taxes des villages insurgés et des cadavres exposés sur le grand chemin. « La Régence, indignée et saisie d'horreur en lisant une espèce de décret par un frénétique qui se dit duc de Dalmatie et publié par un Espagnol dégénéré qui se nomme Blas de Aranza », spécifie que pour chaque Espagnol tué, chaque maison brûlée, seront pendus trois des premiers Français faits prisonniers. « Le duc de Dalmatie sera personnellement considéré comme indigne de la protection du droit des gens et

(1) 1er avril 1810. *Archives de la Guerre.*
(2) 29 mai 1810, n° 314. *Archives de la Guerre.*

traité comme un bandit s'il « venait à tomber entre les mains de nos troupes. » — Et puis vient l'expression de l'orgueil blessé animateur de la lutte violente : « Comme les généraux français s'obstinent à ne vouloir donner d'autre dénomination aux armées espagnoles que celles d'insurgés et de bandits, le Conseil de Régence déclare que, tant qu'on ne changera pas cette dénomination injurieuse, les armées françaises en Espagne seront regardées comme des bandes de voleurs et d'assassins et on ne leur donnera d'autre titre toutes les fois qu'il sera nécessaire de les nommer (1). »

Aux déserteurs qui vont rejoindre les guérillas il faut faire la chasse. Ce sont les régiments étrangers qui servent sous nos aigles qui « alimentent les brigands » (2). A Vittoria, Thouvenot fait fusiller 28 déserteurs d'Issembourg, à la tête du régiment (3). — La désertion est le plus souvent occasionnée par le défaut de solde; au 4e régiment de la Vistule, dans la nuit du 19 juillet 1811, à Benavente, un poste entier de 15 hommes passe aux Espagnols en faisant feu sur le reste de la compagnie (4). Peu après ce sont des grenadiers et des sous-officiers du 113e qui rejoignent les guerillas avec armes et bagages (5). On les attire par la promesse d'une grosse solde régulière. Nos officiers bien souvent sont sans argent et sans souliers; on ne peut se ravitailler, les moyens de transport font défaut, dans les villages les chariots ont été enlevés, les muletiers et les *arieros* ont pris la fuite, « alors il faut réquisitionner, enlever çà et là les bêtes de labour et de somme dans les campagnes, les paysans obligés de suspendre leurs travaux en

(1) *Archives de la Guerre.* 15 août 1810, n° 368.

(2) Général Thiébault à Clarke, 2 mai 1810. *Archives de la Guerre.* « Dans une bande de 60 que j'ai fait prendre à Lesaca, 26 sont Polonais ou Allemands. »

(3) 18 mai 1810. Général Thouvenot à Clarke. *Archives de la Guerre.*

(4) Lettre du général Dumas. *Archives de la Guerre.*

(5) Général Dorsenne à Berthier, 28 juillet 1811. *Archives de la Guerre.*

pleine activité manifestent leur colère, et leurs grains sont perdus (1). »

L'Empereur ne se méprend pas sur les défaillances, il exagérerait plutôt les précautions; il est convaincu que tous les « alliés » que l'on recrute, que l'on envoie en Espagne, les *afrancesados* de son frère Joseph, les Napolitains de son beau-frère Murat, les Irlandais, les Badois, les Saxons, les Belges, à plus forte raison les Allemands, même les Polonais, ne font que préparer des déserteurs, et il arrête ces départs dangereux, il blâme ces levées intempestives. Il agrée au contraire avec plaisir la demande des saint-cyriens proposés pour la sous-lieutenance qui se font porter sur la liste des troupes réunies en Espagne et affirment que cela « leur donnera les moyens de montrer leur dévouement » (2). Il reste assez indifférent aux détails qui lui sont abondamment transmis sur les fêtes pour la « Saint-Napoléon » par l'enthousiasme intéressé de ses généraux :

Tel le général de Lauberdière, à Léon, qui prononce des toasts aux banquets, prescrit des sermons à l'église; le prédicateur, le chanoine don Manuel Valcarie, à qui il a fait la leçon, lui semble avoir « coulé légèrement et escobardé ce qu'il voulait principalement qui fût dit ». — En ce jour de l'Assomption, le chanoine en effet parla de la mère de Dieu « impératrice des anges et des hommes », il insista sur « les révolutions des Empires ». Il souhaita surtout à l'Espagne, la paix. A tout cela rien à redire; mais c'était ce qui s'appelle un coup manqué (3).

A Séville on a frappé une médaille représentant « l'effigie

(1) 2 août 1811. *Archives de la Guerre.* Papiers de la succession du général de Bonnemains.

(2) Général Bellavène à Berthier, 28 juillet 1810. — Il y avait en ce moment sortant de l'École 109 élèves pour l'infanterie, 26 pour la cavalerie.

(3) Voir les détails de cet amusant épisode : Geoffroy DE GRANDMAISON, *Revue hebdomadaire*, 13 août 1910, « La Saint-Napoléon en Espagne ».

des Augustes Souverains » (Napoléon et Marie-Louise), de l'autre une « renommée planant jusqu'aux colonnes d'Hercule » (1). Dans toute l'Andalousie, aux places que nous occupons, il y a revues, musiques, repas et bals. A Chiclana messe solennelle, les troupes présentes. *Te Deum*, salves, canon, « pendant l'office divin »; le maréchal Victor s'emploie à réjouir tout le monde : tir à la cible, assaut d'armes, courses à pied pour l'infanterie, courses de têtes pour la cavalerie, mâts de cocagne pour les marins; bien plus, il préside le mariage et donne une dot à « la fille la mieux famée » des six villages voisins (2).

A Pampelune également nous apprenons qu'il y eut bal, souper, illuminations et l'auteur de ces réjouissances a soin de souligner : « Cette fête m'a coûté 8000 francs, mais elle était en l'honneur de mon souverain et cette dépense m'a été bien agréable » (3). Il l'affirme du moins au major général.

Quelquefois ces fêtes sont troublées; c'est pendant qu'il assistait à un dîner de gala pour l'anniversaire de l'Empereur que Caffarelli apprend que *el Marquesito* vient d'entrer par surprise dans Santander; le général quitte aussitôt, au milieu de la nuit, Valladolid pour aller secourir la place; il a du moins la satisfaction en y arrivant de constater que les Espagnols ont déjà été chassés et que la ville est tranquille.

Entourés de populations hostiles, nos régiments ne peuvent remporter que des victoires relatives. Ainsi quand le général La Houssaye, à Cuença, culbute les bandes de Guttierrez et de Ximénès et fait les chefs prisonniers, s'il déloge de la ville les 4000 Espagnols qui s'y trouvent retranchés, s'il les pousse dans la rivière où 300 d'entre eux se noient, et s'il peut cap-

(1) Maréchal Soult à Berthier, 21 août 1810. — N° 158. *Archives de la Guerre*.
(2) 16 août 1810. Pièce II. *Archives de la Guerre*.
(3) Le général Dufour à Berthier, n° 418. *Archives de la Guerre*.

turer 20 officiers et 500 hommes, — il entre dans une cité ravagée et déserte, les habitants de Cuença ont tout emporté : vivres, bestiaux, armes, meubles (1).

On sent bien que le clergé est partout l'âme de la résistance; aussi, même les plus modérés des généraux français visent-ils à s'en débarrasser. Reille, pour les déporter en France, fait établir une liste de 130 curés arrêtés comme ayant mal parlé du gouvernement ou s'être montrés partisans et en connivence avec les guérillas (2). Suchet, après la prise de Valence, fait fusiller 5 moines de la ville, en emmène 500 en France et enferme par précaution les 148 plus vieux (3).

Buquet estime qu'il faudrait arracher de leur presbytère quantité de prêtres irréductibles : on les ferait travailler; plus tard ils reconnaîtraient leur erreur politique et « béniraient la main qui les aurait arrêtés sur le bord du précipice » (4). Il le pense du moins.

III

Mina et ses compagnons poursuivaient leurs campagnes avec des fortunes diverses; tantôt battu, repoussé, écarté, traqué, sortant des mauvais pas et revenant des retraites hâtives.

Tantôt aussi, et le plus souvent, Mina connaît des heures heureuses; la Régence lui accorde des grades élevés, la Junte de Valence lui envoie en présent un uniforme brodé d'officier

(1) Général Belliard à Berthier, 26 avril 1811.
(2) De juin 1810 à octobre 1811.
(3) Suchet à Berthier, 17 janvier 1812.
(4) Général Buquet à Berthier, 3 avril 1812. *Archives de la Guerre.*

général (27 décembre 1810), les Anglais le ravitaillent, l'approvisionnent, mais à leur manière. Le général Caffarelli comprend très bien leur jeu : « ils font ici ce qu'ils ont fait dans la Vendée, fournissant des secours aux insurgés, en petite quantité à la fois, afin d'entretenir l'esprit de révolte, jamais en grande abondance, afin qu'ils puissent rester juges du degré d'utilité dont ils ont besoin pour l'accomplissement de leurs vues (1). » — Aussi, « les Espagnols sont mécontents des Anglais et les Anglais des Espagnols, les Anglais se plaignent de ce que la désertion ôte plus de soldats à l'armée espagnole que le recrutement ne lui en donne, les Espagnols se plaignent de ce que les Anglais ont trop tâtonné et n'ont fait aucune tentative franche en Espagne. Ils disent que tout va mal pour eux, et, argument suprême, qu'ils sont mal nourris » (2).

Mina s'empare d'Ayerbe et de Huesca et peut barrer le chemin de Jaca à Saragosse (25 octobre 1811). Il appuie Mendizabal à Sanguesa (11 janvier 1812) et contribue à son succès. S'il entame des négociations de paix, ce n'est qu'une feinte, et il rompt les pourparlers dès qu'il croit avoir trompé notre confiance. — En Aragon, il est blessé, manque d'être enlevé, mais retrouve ses bandes et va bloquer Tafalla. Ses marches et contremarches empêchent la jonction des généraux français Clausel et Marmont avant Salamanque et les Arapiles. Son prestige grandit, son autorité est immense, on l'appelle le « roi de Navarre ». Sa réputation prend des proportions de légende par les deux affaires célèbres au col de Salinas.

La première, au mois de juin 1811, quand il surprend, « comme un éclair » (3), l'adjudant commandant baron

(1) Général Caffarelli à Berthier, Vittoria, 9 août 1811.
(2) Général Thiébault à Berthier, Salamanque, 8 août 1811.
(3) Rapport du général Caffarelli.

Dentzel, dont la colonne s'étend sur une longueur d'une demi-lieue; elle comprend 1 000 prisonniers, 100 voitures de blessés avec 300 grenadiers de la Garde, 30 dragons à pied et une compagnie du 133e de ligne; Dentzel qui a déjà repoussé une attaque de l'Empecinado voulant l'empêcher de passer à Rio Frio près de Ségovie, Dentzel qui devrait être averti, Dentzel se garde mal et se croit, approchant de France, trop en sûreté. Mina a 5 000 fusils, il est en embuscade, il mène le combat avec assurance et triomphe en effet, quoiqu'on ait vu l'étonnant spectacle d'officiers anglais, nos prisonniers, non seulement ne pas profiter de l'occasion pour s'évader, mais ramasser des armes et tirer, à nos côtés, contre les Espagnols (1).

La seconde affaire, du 9 avril 1812, plus importante encore, eut lieu à ce même endroit, vraiment funeste, et dans les mêmes conditions.

Dans ce défilé des Monts Catabriques, qui va des gorges de Salinas au col d'Arlaban, la route serpente entre des rocs à pic et des bois de chênes verts; quelques maisons isolées révélées par la fumée de leur toit, au détour des rampes, sur des plateaux étagés, dominent la vallée sinueuse; le clocher du hameau est un observatoire et le lit desséché du torrent offre au pied hardi des montagnards des sentiers raccourcis pour descendre des crêtes et couper le vallon. Au mois d'avril 1812, vers cet entonnoir sinistre, le 7e régiment polonais, parti de Vittoria, conduisait un convoi de 400 prisonniers, et la colonne paraissait assez forte de 1 800 baïonnettes dont 160 soldats de la Garde rentrant en France, pour qu'en toute sûreté s'y soit joint le secrétaire du Roi, M. Deslandes, avec sa femme et ses équipages.

Mina et Pastor les guettaient. Ils avaient réuni, après des

(1) Rapport du général Caffarelli.

marches forcées, environ 3000 partisans, dont 400 cavaliers.

Sans éclaireurs, les armes non chargées, sous la sécurité d'un petit fortin où se tenaient deux douzaines de gendarmes, le colonel polonais marchait, ignorant du danger. Une fusillade le lui révéla, quand son monde fut étiré en un ruban aminci sur le sentier en lacets, et ses chariots engagés dans la vallée. Les prisonniers espagnols s'évadèrent en partie, les bagages furent pillés, les Polonais décimés et parmi les morts on releva le secrétaire du Roi et un commissaire des guerres, M. Andeval (1). Les guerillos vainqueurs emmenaient Mme Deslandes, d'origine espagnole, puisqu'elle était fille de d'Azanza. Mina l'échangea contre sa propre sœur prisonnière à Pampelune (2).

Le portefeuille de Deslandes renfermait des lettres de Joseph pour Julie et notamment celle où il offrait son abdication à l'Empereur. La prise était d'importance. Ces documents révélateurs et découragés, la *Gazette de Cadix* s'empressa de les publier, pour la plus grande joie de l'Angleterre et de l'Espagne.

L'attaque du défilé de Salinas demeure célèbre et le pinceau du général Lejeune en a perpétué l'épisode, comme un symbole pittoresque des dramatiques voyages dans la Péninsule.

Par les dates comme par les personnages et les incidents, on peut rapprocher de ce combat de grande route l'affaire du 16 mai à Ormasteguy, entre Tolosa et Villareas, où les mêmes

(1) Le rapport du colonel Tremo (7e régiment du grand-duché de Varsovie) au général Lhuillier (*Archives de la Guerre*, 9 avril 1812) donne des détails fort précis : nous eûmes 7 officiers tués, 5 blessés, 13 sous-officiers tués, 15 caporaux, 4 tambours, 247 soldats. — Le convoi avait 1800 baïonnettes.

(2) *Correspondance du comte de La Forest*, 20 avril 1812, VI, 193. — *Mémoires du roi Joseph*, VIII, 359. — *Mémoires du général Thiébault*, IV, 565. — *Archives de la Guerre*, 12 avril 1812. Lettre du général Thouvenot à Berthier.

Mina et Pastor, excités par leur succès de Salinas, attaquèrent le convoi de fonds qu'emportait le colonel Darquien, escorté par des détachements du 3ᵉ régiment de tirailleurs de la Garde et 2 bataillons du 28ᵉ de ligne. Il eût 50 blessés dont un capitaine Caron. Mais les Espagnols furent repoussés (1) et Cruchaga, le bras droit de Mina, frappé à mort. Tout sanglant, il s'était fait déposer et cacher dans une bruyère des bois; ses soldats le vinrent reprendre et le placèrent sur un cheval; il eut le courage de s'y cramponner, mais il mourut quelques jours après; son cadavre, emporté dans la vallée de Roncal, fut enseveli dans la petite église d'Urros (2).

Mais à côté de ces faits qui peuvent prendre une apparence militaire, que de traits de pure férocité!

A Tordesa, vingt de nos soldats furent égorgés pendant leur sommeil, dans un jardin où ils avaient bivouaqué. Plusieurs de leurs compagnons eurent le même sort dans des maisons isolées; on avait traîné leurs cadavres sur la route et suspendu à des arches leur uniforme sanglant pour les étaler aux yeux des passants (3).

Poursuivi par le général Abbé (à qui Suchet a confié 18000 hommes solides à cette intention), Mina traîne ses prisonniers avec lui et fait jeter 16 Français dans un précipice de la vallée d'Alsasua, où il les lapida à coups de pierres (4). Lorsqu'un enrôlé déserte leurs corps, les guérillas viennent enlever le père ou la mère, le frère ou la sœur, un parent quelconque et les poussent, sous la menace, dans leurs rangs, jusqu'au retour du coupable (5). Et le procédé n'est pas ineffi-

(1) 17 mai 1812. *Archives de la Guerre.*
(2) 11 juin 1812. *Archives de la Guerre.*
(3) Colonel Lafaille, *Précis des campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, p. 56.
(4) Général Thouvenot à Berthier, novembre 1811. *Archives de la Guerre.*
(5) Général Decaen à Berthier. Figuières, 14 novembre 1811. *Archives de la Guerre.*

cace, bien que la fréquence des contributions, le poids des impositions lassent bon nombre de paysans pressurés. Mais on vit sous la terreur, et l'effroi est une arme adoptée par tous : Castaños, gentilhomme honorable et général respecté, use à son tour de moyens trop énergiques, il fait fusiller, lui aussi, « pour l'exemple » quatre voituriers qui conduisaient du blé de Medina del Campo à Madrid, et il ordonne de laisser un sac plein à côté de chaque cadavre (1) pour bien indiquer le motif de la punition.

A la Venta de Campanas, dans la Navarre, le général Abbé reçoit le choc de guérillas, il a 300 blessés, 60 morts, les Espagnols plus du double, mais ils continuent à tourbillonner autour des positions françaises, et Sebastien Fernandez, dit *dos Pilos*, à la tête d'un bataillon de Mina, applique férocement les menaces qu'a formulées son chef contre les Espagnols qui n'auront pas quitté les villages où nous tenons garnison, ou qui y seront rentrés, et qui y porteront des vivres, ou qui viendront voir leur famille (2).

Nous avons dit que chaque adversaire comptait effrayer l'autre, il y eut lutte sur ce terrain sanglant entre Cruchaga et le général Abbé : 4 soldats français avaient été assassinés à Estella ; Abbé fit pendre 20 otages à Pampelune ; Cruchaga fit mutiler 9 Français dont 5 officiers et suspendre aux arbres leurs cadavres, avec un écriteau insultant signé de lui ; Abbé répondit par la fusillade de 18 otages et de 18 parents, soit 36 nouvelles victimes (3). Ces boucheries révoltent les gens de cœur et avec raison, le prince de Wagram écrit à l'Empereur : « Je ne dois pas cacher à V. M. que ces atrocités affligent ses armées (4) ».

(1) Rapport de police de Madrid. *Archives de la Guerre.*
(2) Lettre du général Thiébault au duc de Feltre, 31 août 1812.
(3) Buquet à Berthier, 12 décembre 1811.
(4) 6 janvier 1812. AF IV, 1633, 3e dossier, n° 3.

Mina édicte des peines terribles : la mort est le châtiment qui attend tout soldat fait prisonnier, tout Espagnol recéleur d'un Français, ou sans passeport, ou qui sortira de Pampelune, ou simplement parlera mal de ce décret « fait au camp de l'honneur de la Navarre (1) ».

A Huesca, par surprise, Mina enlève 160 gendarmes « qui ont capitulé trop tôt » (2) et après ce coup audacieux rentre (13 janvier 1812) comme en un repaire inexpugnable, en Navarre, pays, écrivait le duc d'Istrie au prince de Wagram, qui « est autant aux brigands qu'à nous ». — Au même Berthier, le général Buquet avouait : « Les troupes de Mina se sont tellement aguerries qu'à force égale, elles acceptent maintenant volontiers le combat. Il peut nous présenter en ligne 7000 hommes au moins dont près de 1000 d'une cavalerie qui n'est pas du tout à dédaigner (3) ».

En une pareille guerre d'embûches, il convient de multiplier les précautions, on ne peut se mettre en route sans un entourage protecteur; pour accompagner une lettre, il faut un bataillon, et bientôt, disent les généraux, un régiment sera nécessaire. — Caffarelli, allant de Tudela à Saragosse, se fait suivre de 5 bataillons et de 350 chevaux. — Blessés et malades, tous ces convois qui couvrent les grands chemins ne s'acheminent qu'encadrés dans des cortèges de défense. Le général Dombrowski, à la tête d'un rassemblement de 360 voitures (dont la moitié porte des blessés de l'armée du Midi), avant de quitter la protection de Valladolid, pour se diriger vers les Pyrénées, demande du renfort pour ses bataillons d'escorte, « il a à nourrir 5000 bouches et 2000 chevaux » ; avec lui se trouvent plusieurs aides de camp du Roi, des courriers chargés de dépêches très pressées (2 juillet 1812). — Les précautions

(1) 14 décembre 1811.
(2) Caffarelli à Berthier, 9 janvier 1812. *Archives de la Guerre.*
(3) 20 avril 1813. *Archives de la Guerre.*

sont indispensables, car à ce moment les nouvelles fâcheuses se succèdent : le courrier Barthe, envoyé de Madrid, a été attaqué entre Celada et Burgos et son portefeuille enlevé. *L'Empecinado* s'est présenté en armes devant Colmenar. Mina rôde autour de Vittoria avec 3000 partisans ; le 4 juillet il a mené le combat de 11 heures du matin à 4 heures du soir ; les conscrits du 76e se sont très bien conduits sans doute, et les Espagnols ont dû se retirer, mais ils sont au nombre de 30000 dans la région occupée par l'armée du Nord (1). — Toute la province de Bilbao est en effervescence à l'approche d'une escadre anglaise qui bombarde Portugalete et apporte des fusils neufs. — Le magasin à poudre du donjon de Lérida vient de sauter (2) ; est-ce imprudence, est-ce malveillance ? Et la défaite des Arapiles va venir compléter ces bruits sinistres.

Sans doute, les courriers du ministère continuent à partir de Paris, deux fois par semaine ; mais ils n'arrivent plus à destination : entrés en Espagne, ils ne dépassent pas Hernani ou les défilés de Pancorbo. Le service régulier des postes est vraiment interrompu entre Bayonne et Madrid. Maîtres du terrain, les guérillas osent bien établir à leur profit des douanes sur les routes (3) et ils réussissent, car le général Buquet constate ainsi les résultats : « Les brigands douaniers rôdent constamment sur les chemins, pour faire payer des droits aux denrées et objets de commerce qui les parcourent. Leurs douanes leur rapportent infiniment plus que les nôtres ; ils ont des affiliés partout ; rien ne peut passer en contrebande. Ils lèvent des dîmes, des droits seigneuriaux, domaniaux, les revenus des bénéfices vacants, des contributions fixées par

(1) Caffarelli donne bien exactement les noms des chefs, l'emplacement des volontaires, leurs divisions en fantassins et cavaliers. — 17 juillet 1812. — *Archives de la Guerre.*

(2) Rapport du général Henrion, gouverneur, au maréchal Suchet, 16 juillet 1812.

(3) Général Thouvenot à Berthier, 11 mars 1812. *Archives de la Guerre.*

leurs nouvelles autorités, de sorte que jamais les habitants n'ont été aussi écrasés d'impôts. Ces autorités ayant elles-mêmes un traitement sont engagées par leur propre intérêt à soutenir les insurgés de tout leur pouvoir. La situation du pays est vraiment affreuse (1) ».

A s'incliner devant l'énergie de la résistance, on garde le droit de s'indigner des atrocités qu'elle ne justifie pas. Le vol reste un acte de coupeur de bourses et l'homicide demeure un assassinat. — Tel le forfait de ce guérilla, amnistié déjà deux fois, qui entra dans la nuit du 1er novembre 1811 chez un propriétaire de son village, l'obligea à le suivre, le mena à une lieue dans la montagne où il fut retrouvé coupé par morceaux. Ce malheureux était le frère d'un membre du Tribunal criminel de la Seigneurie de Biscaye (2); il s'agissait d'une vengeance particulière, l'amour de la patrie n'avait rien à voir là.

On multiplierait ces traits, ces anecdotes, ces récits; tous confirment ce qu'a pu apprendre le premier, car ils se ressemblent, aucun n'a diminué, auprès des Espagnols, la renommée dont Mina demeure entouré.

Quand viendra la Restauration de 1814, tous ses grades et honneurs lui sont confirmés (3), il faudra attendre la guerre civile pour que ses compatriotes comprennent mieux ce caractère vraiment intraitable. Mina va, pendant vingt ans, mener parmi les siens la vie vagabonde du conspirateur. — Dès novembre 1814, il tente à Pampelune un mouvement de révolte contre la couronne dont il est le soldat depuis six ans;

(1) Général Buquet à Berthier, Vittoria, 30 décembre 1812. *Archives de la Guerre.*

(2) Général Buquet à Berthier, 14 novembre 1811. *Archives de la Guerre.*

(3) Ses actes officiels, comme ses papiers particuliers énumèrent avec soin tous ses titres : *Mariscal de campo de los reales exercitos, secundo general en gefe del Septimo, commandante general de la division y regno de Navarra, del Alto Aragon izquierda del Ebro, y de las tres provincias de Alava, Guipuscoa y Viscaya...*

il échoue ; il trouve en France un refuge, auprès des Français des secours et chez Louis XVIII le sentiment de la dignité royale. Aux Cent-Jours, il demeure sourd aux avances de Napoléon. — Il passe en Suisse. De 1816 à 1820, il erre à l'étranger. Il rentre dans sa patrie au soulèvement de Riego, se mêle avec profit à toute l'activité libérale : chef de l'armée constitutionnelle, capitaine général en Galice, puis en Catalogne. Contre ses concitoyens d'une opinion adverse, il déploie les mêmes moyens de férocité que contre l'armée française ; s'il s'empare de la ville de Castelfollit, où sont réfugiés les royalistes, il incendie les maisons et passe au fil de l'épée les habitants. — A notre intervention pour délivrer Ferdinand VII de l'oppression des Cortès, naturellement Francisco Mina tente de s'opposer, il retrouve les Français devant lui ; il sera en Catalogne notre adversaire le plus redoutable et le dernier soumis. Il se rend alors en Angleterre qui lui fait accueil. En 1830, il reviendra dans la péninsule et sera chassé ; il y retournera en 1834 et travaillera au soulèvement de la Catalogne encore ; ce sont deux années de luttes acharnées, parents contre parents. A travers la guerre civile, Mina promène avec passion son personnage sinistre et découragé, il verse sa bile amère dans une proclamation véritablement sauvage, ce sera son cri suprême ; cet effort d'une fureur aveugle est du 29 novembre 1836, le 24 décembre Francisco Espoz y Mina meurt à Barcelone.

IV

N'est-ce pas à propos des guérillas qu'il convient de mentionner l'action de notre gendarmerie en Espagne car, contre eux, elle a mené incessamment des campagnes courageuses,

avec toutes les qualités d'abnégation et de patience de ce corps d'élite.

Un respect, qui n'est pas seulement une crainte révérentielle, s'attache partout à la gendarmerie : c'est une troupe où la dignité doit s'allier au courage. La Maréchaussée, qui veillait à la sûreté publique, avait été supprimée en 1791 ; elle fut remplacée par une Gendarmerie Nationale à qui l'on donna comme devise « Valeur et discipline ». La nouvelle organisation (juillet 1801) se répartissait en 26 légions, 1 750 brigades à cheval, 750 brigades à pied, montant à un effectif de 15 000 hommes, officiers compris. Elle était sous les ordres d'un Inspecteur général, de 2 généraux de division et de 4 généraux de brigade. Une gendarmerie d'élite pour le service du Premier Consul (600 cavaliers), commandée par Savary, fit partie de la Garde impériale ; il fallait compter quatre campagnes pour y être admis, et l'Empereur attachait une telle importance à ce recrutement basé sur le courage qu'il répondit au ministre de la Guerre lui demandant d'abaisser les conditions d'entrée « qu'il n'y *pouvait* consentir ».

Le 24 novembre 1809 il envoyait 20 escadrons de gendarmerie (1) à l'armée d'Espagne. Sous la haute direction du maréchal Moncey, ils seraient sous le commandement du général Buquet, un Lorrain énergique qui avait fait ses preuves et devait les souligner encore dans ses rudes années de campagne de l'autre côté des Pyrénées par une blessure à Talaveyra et une courageuse évasion des pontons de Cadix, puis la direction à la fois ferme et prudente de ses vaillants soldats (2).

(1) Ils devaient constituer une force de 4 140 hommes et 1 740 chevaux.

(2) Louis-Léopold Buquet (1768-1835), jeune avocat avant la Révolution, volontaire en 1790, aide de camp de Kléber en Vendée, général de brigade (1804), commanda la gendarmerie au camp de Boulogne, chargé de l'organiser en Italie, en Belgique; baron de l'Empire (1811), inspecteur général (1815), député des Vosges sous la Restauration.

Ils comprenaient des cavaliers et des fantassins. Habit de drap bleu, collet, revers, parements écarlates, culotte de peau de daim, épaulettes rouges, aiguillettes et buffleteries blanches, mousqueton et sabre, le bicorne de feutre noir en bataille, un galon blanc surmonté d'un haut plumet rouge. Les « chevau-légers » armés d'une lance à la flamme rouge et blanche et d'un sabre étaient coiffés d'un shako en cuir verni et la gendarmerie de la garde d'un bonnet d'ourson, avec grenade blanche et plumet très court; ils portaient des gants à revers et une culotte de peau jaune, bottes à l'écuyère, au côté une grande latte de cavalerie.

Sur l'étendard tricolore était disposé un losange blanc bordé de feuilles de laurier, les quatre extrémités de l'étoffe alternativement bleues et rouges; au centre l'inscription en lettres d'or : « L'Empereur des Français à la compagnie de gendarmerie du département de..... »; et de l'autre côté : « Valeur et discipline (1). »

Ce costume, ces insignes, ce drapeau furent bientôt connus de tous entre les Pyrénées et l'Èbre; des officiers valeureux y conduisirent ces troupes d'élite, ayant pour mission d'assurer les communications et la tranquillité du pays. Il n'y avait que deux routes carrossables pour pénétrer en Espagne :

1° De Bayonne à Madrid par Vittoria;

2° De Perpignan à Barcelone.

Impraticables aux convois, trois chemins pouvaient encore être employés :

1° De Pampelune à Saint-Jean-Pied-de-Port par le col de Roncevaux;

2° De Saragosse à Oloron par le col de Camfranc ;

3° De Puycerda à Perpignan par le col de la Perche.

La surveillance des côtes, continuellement inquiétées par

(1) Pour cette période, on consultera : le capitaine MARTIN, *La gendarmerie française en Espagne et au Portugal*. 1 vol. in-8°, 1898.

les navires anglais échappait davantage à nos gendarmes qui assurèrent des lignes d'étapes permettant le ravitaillement de nos armées en hommes, matériel et munitions. Ils opèrent sans relâche dans les provinces basques : Guipuzcoa, Biscaye, Alava, Santander, Navarre, Burgos, Aragon, et Catalogne.

Leur service fut quotidien, souvent dangereux, toujours meurtrier, au milieu des rudes habitants de ces contrées montagneuses. Quand, le 27 août 1814, la gendarmerie d'Espagne fut dissoute à Tarbes, elle comptait, sur un effectif de 4 000 hommes, 2 000 morts ou blessés devant l'ennemi (1).

Leur action se mêle à mille faits de guerre, confondue avec leurs camarades des autres troupes, et leur présence se manifeste à toutes les rencontres avec les guérillas. Mais si l'on doit sur ce sujet éviter des détails qui seraient des redites, on peut constater l'éclat particulier dont furent entourées leur discipline et leur bravoure.

Leur valeur morale se résume dans la réponse que fit le gendarme Royer à un officier anglais, son prisonnier, lui offrant sa montre et sa bourse : « Les gendarmes ne font la guerre que pour l'honneur. »

Quelques affaires furent longtemps célèbres et méritent en effet d'être relevées :

Le 27 mai 1810, à la Venta Renteria, entre Oyarzum et Irun, le poste, une maison isolée entourée de palissades, était occupé par 22 gendarmes à pied commandés par le plus ancien d'entre eux; 600 guérilleros navarrais se présentèrent croyant que leur nombre suffirait à déterminer la reddition. Les assiégés tiraient lentement pour ménager leurs munitions assez courtes, et durent se réfugier dans l'intérieur quand le feu eut été mis aux palissades. Au milieu des

(1) 27 officiers, 804 gendarmes tués; 86 officiers, 1 100 gendarmes blessés.

flammes ils découvrirent en partie le toit pour échapper à la fumée et continuèrent la fusillade jusqu'à l'arrivée d'un détachement français qui les aida à refouler au loin les Espagnols, déçus et décimés. Le héros de ce fait d'armes fut nommé par le général Buquet « brigadier provisoire », car on ne multipliait pas les grades en ces temps héroïques.

Ce furent contre des adversaires moins acharnés, mais plus redoutables, que se heurta la légion à cheval de Burgos au mois d'octobre 1812; les efforts des Anglo-Portugais pour enlever le château de Burgos avaient échoué, Wellington rétrogradait après vingt-cinq jours de siège, le général Souham le serrait de près, le colonel Beteille avec quatre escadrons de gendarmerie reçut l'ordre de se porter en avant au trot pour prendre la tête de l'avant-garde.

Les dragons rouges de la cavalerie anglaise étaient protégés par la rivière d'Arlanzon; Beteille fit sonner la charge et les deux troupes s'abordèrent de front, avec un égal courage; le choc fut terrible; le colonel, qui avait chargé à sa place de bataille, avait été atteint de douze coups de sabre; tombé sur le sol et retrouvé sous les cadavres, sanglant, défiguré et déjà dépouillé, il survécut à ses blessures.

L'Empereur récompensa généreusement ces braves qui avaient si dignement soutenu la réputation de notre vaillance. Le colonel Beteille fut nommé général, tous les officiers, 5 sous-officiers, 6 brigadiers, 3 gendarmes, chevaliers de la Légion d'honneur; à la rentrée en France tous les officiers reçurent un grade supérieur; tous les sous-officiers, les galons de lieutenant; les brigadiers, celui de sous-lieutenant.

Autre exploit qui fait souvenir de la défense de Venta Renteria, dans l'hiver de 1813.

En Aragon, la place de Sos est entourée le 24 février par les bataillons de Mina; le guérillero redoutable exige la reddition sous menace de bombarder les vieilles murailles. La

petite garnison française a 155 gendarmes du 9e escadron et 19 soldats du 1er régiment italien. Le lieutenant Martin commence le feu, repousse un premier assaut, passe la nuit à relever vaille que vaille les pans de murs effondrés, fait rentrer au jour, dans le castillo intact, son monde au complet, soutient de nouveau le tir de l'ennemi, brave l'incendie des maisons qui l'entourent, l'explosion des mines qui jouent sous ses pas, barricade la brèche ouverte, et attend, dans une position désespérée, l'instant suprême.

Une longue colonne de Mina se présente; mais pour disparaître peu à peu à l'horizon. C'est qu'elle craint d'être prise à revers par une troupe française qu'amène de Saragosse le général Paris pour délivrer, après six jours de résistance, ces vaillants plus encore étonnés que harassés.

Le lieutenant Martin à qui fut remise, bien justement, peu après, la croix de la Légion d'honneur, terminait son rapport d'une si chaude aventure par ces mots qui caractérisent la haute idée qu'avait de son rôle la gendarmerie française : « Chacun a fait son devoir, chacun s'est souvenu qu'il appartient à la première arme de l'Empire et a voulu faire voir qu'il en était digne. »

Ces traits pourraient être multipliés; ils suffisent pour prouver combien ces braves gens se montrèrent à la hauteur de leur mission qui demandait « de l'audace, de la mobilité, de l'abnégation » ; Marbot, comme ceux qui les virent à l'œuvre, leur a rendu un juste hommage (1), et il est vrai que « la gendarmerie d'Espagne s'était fait une réputation de bravoure qui tenait de la légende (2) ».

(1) *Mémoires*, II, 323.
(2) Colonel Delattre, *Histoire de la gendarmerie française* (1879).

CHAPITRE VII

LES PRISONNIERS

I. *Prisonniers espagnols.* — La garnison de Saragosse. — Prisonniers de guerre, prisonniers civils. — Les convois. — Dispersion en France. — En Belgique. — Commisération. — Le marquis de Saint-Simon. — Mme Récamier. — Les intrigants. — Traitements de faveur. — Le donjon de Vincennes. — Palafox. — Les généraux pris à Valence. — Les prisonniers anglais.

II. *Prisonniers français.* — Après la capitulation de Baylen. — Sur le ponton de la *Vieille-Castille.* — L'évasion du commandant Grivel. — L'abbé Serviantès à Cadix. — L'île de Cabrera. — Le conscrit de 1808. — L'aumônier don Damian Estebrich. — Misère physique des soldats français. — Le théâtre des prisonniers. — La famine. — Le trois-mâts *Britannia.* — Au château de Portchester. — La délivrance. — La vie à Cabrera. — Évasions. — Le P. François. — La liberté. — Derniers souvenirs de l'île en 1847.

I

PRISONNIERS ESPAGNOLS

Le traitement des prisonniers de guerre est toujours un embarras pour le vainqueur. A sa conduite on mesure sa civilisation et son humanité. La question se posa à l'esprit de Napoléon dès le second siège de Saragosse : la victoire faisait tomber entre ses mains des bataillons entiers d'Espagnols; ils devaient être conduits en France. Il prit ainsi sa décision :

Paris, 6 mars 1809 (1).

Douze mille prisonniers arrivent de Saragosse. Il en meurt 3 à 400 par jour; ainsi on peut calculer qu'il n'en entrera pas en

(1) Au général Clarke, ministre de la Guerre. AF IV, 879. Léon Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon Ier.*

France plus de 6 000. Mon intention est que les officiers soient séparés et envoyés du côté du Nord. Quant aux soldats vous en ferez diriger 4 000 sur Niort.

Ils seront répartis de la manière suivante : 1 000 à Niort, 1 000 à Saintes, 1 000 à La Rochelle et 1 000 à Rochefort.

Le cinquième mille sera envoyé en Dauphiné. — Enfin le sixième mille sera envoyé dans le Cotentin.

Vous recommanderez un régime sévère et que des mesures soient prises pour faire travailler ces individus de gré ou de force. Ce sont pour la plupart des fanatiques qui n'exigent aucun ménagement.

Déjà un décret impérial du 24 septembre 1808 prescrivait l'arrestation de tout Espagnol non muni de passeport au nom du roi Joseph, pour qu'il servît de « garantie aux Français domiciliés en Espagne ». Les suspects seraient gardés en prison, les otages placés sous la surveillance des autorités militaires. — A cette première masse allaient s'ajouter les soldats successivement capturés. — On partagera en trois classes tous les Espagnols internés en France :

1° Ceux pris les armes à la main, les véritables prisonniers de guerre;

2° Ceux arrêtés pour des motifs particuliers; ils dépendaient de la Police générale;

3° Les individus non militaires ayant eu des intelligences avec les troupes espagnoles : presque toujours des prêtres et des moines.

Les officiers, sous-officiers et soldats de régiments d'infanterie des Asturies et de Guadalaxara et du régiment de cavalerie d'Algarve — qui avaient été désarmés en Dānemark au moment du départ de la Romana (1), — furent disséminés dans des places choisies à l'avance et répartis par groupes de

(1) Voir : Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon*, I. chap. IV.

12 à 15 (les officiers) aux châteaux de Sedan, de Bouillon, de Péronne, aux forts Barraux, de l'Écluse, Griffon, à la citadelle d'Amiens; les troupes, par contingents de 500 hommes, à Mézières, Thionville, Douai, Besançon, Luxembourg, Lille, Phalsbourg (1).

Un document manuscrit des Archives (2) nous fournit les premiers chiffres suivants : à la date du 15 juillet 1809, le nombre des Espagnols détenus était de 1 111 officiers et de 13 085 soldats; le 28 avril 1810 : 2 545 officiers et de 23 112 soldats, le 1er décembre 1810 : 3 404 officiers et de 29 214 soldats.

Chaque grande capitulation des villes importantes : Gironné, Valence, Tarragone, Figueras, apportait un contingent nouveau, et, quand la lutte prit fin, 55 départements avaient été pourvus de prisonniers (3).

Ils franchissaient les étapes, prêtres et laïcs, à pied, presque tous sans argent, à peu près tous sans attendre de secours. Les préfets des départements réclamaient pour eux des subsistances; en attendant ils vivaient d'aumônes. Ainsi, à Angoulême, plusieurs prêtres furent placés à l'hôpital (automne de 1809). L'arrivée était toujours laborieuse et brutale, la marche sur les grands chemins, sous la pluie, était pénible et rien ne la rendait plus douce. Dans une troupe de 43 moines franciscains, enlevés du couvent de Reus, dans la

(1) Rapport du 17 octobre 1808, de Clarke à l'Empereur. AF IV, 1156.
(2) AF IV, 1157-1158.
(3) Aisne, Hautes-Alpes, Ardennes, Aube, Aude, Bouches-de-l'Escaut, Bouches-du-Rhin, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Dordogne, Doubs, Drôme, La Dyle, Escaut, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Luxembourg, Indre-et-Loire, Jemmapes, Jura, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, La Lys, Manche, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe, Meuse, Moselle, Deux-Nèthes, Nièvre, Nord, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Sambre-et-Meuse, Saône-et-Loire, Sarre, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Somme, Vaucluse, Vienne, Vosges, Yonne.
(4) AF IV, 1297, n° 335.

Catalogne, plusieurs, entre Montauban et Cahors, quittèrent l'escorte, se disant à bout de forces. On les enferma à Toulouse où une commission militaire (août 1809) en condamna 9, comme déserteurs à neuf ans de fer (loi du 9 prairial an III) (1). La population s'émut. Le maréchal Moncey s'en alarma et prévint Savary (2). Les condamnés réclamèrent auprès de l'Empereur et sollicitèrent la revision du jugement. Il fut maintenu.

Ici, près de Dax, dans un convoi, un prisonnier tombe également à terre de fatigue; pour le stimuler un soldat le pique de sa baïonnette, naturellement il retombe; alors, pour ne pas arrêter la colonne, un sergent lui tire un coup de feu et le laisse sur la route. Le blessé se traîne jusqu'au village de Saas et y meurt. Le préfet des Landes, le comte d'Angosse, chambellan de l'Empereur, est fort irrité et écrit son indignation au ministre de la Guerre (2). Mais il n'en advint rien d'autre.

Dans un fort contingent pris à Tortose, conduit de Bayonne à Châlons-sur-Marne, 215 Espagnols profitent sur la route de Bordeaux d'un bois touffu pour se sauver; l'escorte fait feu, en tue 10, en blesse d'autres. Pour reprendre les évadés, des patrouilles de garde nationale et d'infanterie sont échelonnées le long de l'Adour (3).

Un long convoi de 110 moines passant à Aix, le 22 janvier 1810, est caserné à l'hôpital et secouru par l'archevêque, mais on lui interdit toute communication avec les habitants (4). — A Niort, un mouvement de révolte se déclare parmi les 970 prisonniers arrivant en mai 1809 et on signale

(1) F VII, 6513.
(2) F VII, 3312.
(3) Général Quesnel au prince de Wagram, 30 janvier 1811. *Archives de la Guerre.*
(4) Bulletin de police du 7 février 1810. AF IV, 1508. — L'archevêque était Mgr Champion de Cicé.

un sergent (mauvaise tête sortant, paraît-il, du bagne à Carthagène) qui dans son exaltation criait qu'il voulait « faire la soupe avec les boyaux du commandant (1) ». — Par contre, les paysans du bourg de Lezay, entre Melle et Chefboutonne, voyant les prisonniers se cacher dans un bois, courent sur eux avec des chiens de chasse, et un Espagnol qui sort des taillis est tué d'un coup de fusil.

On met en lieu sûr les gens d'importance : ainsi, au château de Lourdes, l'ancien intendant de Valladolid, Vallego; l'ancien consul d'Espagne à Bayonne, de la Horra; dom Bonaventure, un moine influent de Castille (2). — Don Pedro le Mendinuata, lieutenant général, est autorisé à demeurer sur parole à Angoulême; cette ville est toujours fournie d'officiers internés, à qui la population réserve ses sympathies (3). — Également, à Poitiers, près de 500 hommes demeurent agglomérés, mais décimés par la maladie, malgré les soins des Sœurs de la Charité. Les valides sont occupés à des besognes fort diverses : 10 se trouvent employés comme infirmiers dans les hospices, 42 servent comme domestiques dans des maisons particulières et y sont appréciés. — Autour de Périgueux, 1519 prisonniers sont répartis chez des cultivateurs, 242 sont soignés dans les hôpitaux (4). En février 1812, on ne comptait plus, dans la Dordogne, hommes, femmes, enfants, que 478 Espagnols (5).

L'Empereur ordonna qu'on séparât les prêtres des soldats, dès que les colonnes avaient franchi les Pyrénées (6). On poussait les premiers dans les prisons d'État, vers l'Est, de préférence : quantité de moines sont détenus à la forteresse

(1) F VII, 3313.
(2) F VII, 6519, juin 1809.
(3) F VII, 6518, juin 1809.
(4) Bulletin de police, 28 mai 1810, AF IV, 1508.
(5) F VII, 3312.
(6) Au général de Hédouville, à Bayonne, 4 janvier 1810.

de Montmédy. Apitoyées, des personnes pieuses leur apportent des vivres, le curé de Sedan fait une quête en leur faveur et leur remet 1000 francs; dans les presbytères on recueille des provisions pour ces isolés qui ne sortent pas de la citadelle où ils passent leur temps à dire leurs prières (1).

En Bourgogne, en Nivernais, les prisonniers, soit entassement, soit malpropreté, atteints de maladies contagieuses, meurent en grand nombre; les cadavres restent sur la route, et la terreur règne jusqu'à Moulins (2).

Dans le dépôt de Laon, un colonel fomente un complot; et parce que les distributions de pain sont insuffisantes, les évasions se multiplient. Elles trouvent des facilités dans « la population fanatique qui ne voit dans les prisonniers espagnols que des martyrs et les vengeurs de la cause du ciel », expose un rapport de police (3).

Les habitants de Mézières font aux officiers espagnols un « accueil indiscret », dit le préfet des Ardennes (13 avril 1811). Ceux-ci, à Dijon, à Nancy, continuent à porter leurs décorations nationales; le ministre de la Guerre, averti de ce qu'il nomme une bravade, menace de les faire arrêter (mai-juin 1810). Ce qui donne à croire qu'ils étaient avant en quasi liberté.

Trois cents officiers, à Châlons-sur-Marne, acceptent de prêter serment au roi Joseph; ils sont maintenus en surveillance et soumis à un appel chaque semaine, mais obtiennent un traitement supérieur à celui qu'on leur allouait (4). Ces adhésions sont rares et la constance des exilés reste sur ce point le plus souvent invincible. Ainsi, les soldats internés à Luxembourg refusent de s'enrôler dans le régiment « Joseph-

(1) F VII, 6513, décembre 1810.
(2) F VII, 3312, avril 1812.
(3) F VII, 3312, septembre 1812.
(4) F VII, 6513, 1810.

Napoléon », disant très simplement, mais fermement : « Quand Joseph Bonaparte sera roi d'Espagne, nous prendrons du service dans ses armées, mais avant : *non*; pour ne pas nous battre contre nos concitoyens (1). » Ce sentiment paraît logique.

C'est donc un cas assez exceptionnel que celui d'un lieutenant-colonel interné à Périgueux, « Morera de Saint-Germain, » tout à fait rallié à « l'auguste Empereur », qui propose à Clarke la formation d'un corps de 1 000 hommes formé de déserteurs espagnols qui coûteront 35 000 pesetas par mois, destinés à assurer la tranquillité autour de Barcelone contre « l'orgulieux anglais » (2).

En janvier 1812, la solde de guerre des officiers espagnols se montait à 3 111 050 francs (3). — Les généraux étaient taxés à 40 francs par jour, ainsi que l'indique une lettre de Rovigo à Clarke (4) :

Les officiers recevaient quelques francs, les soldats quelques sous.

Le nombre des prisonniers augmentant chaque jour, on élargit le cadre des lieux d'internement. La Belgique, un moment, fut envahie : en juin 1810, 500 hommes sont parqués à Ostende pour travailler aux fortifications; 2 000 groupés à

(1) F VII, 3312, juin 1809.
(2) *Archives de la Guerre*, 10 avril 1811.
(3) AF IV, 1157.
(4) Brouillon original, 19 mars 1812, F VII, 6510.

« Au Ministre de la guerre,

« A lui seul,

« Monsieur le Duc, Votre Excellence sait qu'en vertu des ordres de S. M., les généraux espagnols Blake, O'Donnel, Zayas, Lardizabal, ont été mis à ma disposition... Il estime qu'ils doivent toucher néanmoins le traitement (40 francs par jour) garanti par la capitulation de Valence. — Ils en ont bien besoin, malgré les petits secours que je leur ai fait distribuer. J'invite le ministre de la Guerre à me faire verser ces fonds. »

Flessingue. L'année suivante on en compte 800 à Menin, 1 000 à Courtray, 2 500 à Tournay, 1 500 à Namur, 2 000 à Hasselt, 1 000 à Sarrebruck; plus tard, 500 à Bruges (1). — Sept bataillons, logés à Walcheren, y resteront jusqu'en novembre 1813. — Il y avait, à la même époque, des dépôts, qui durent s'éloigner aussi au moment de l'approche des alliés à Gand, Ypres, Bitche, Sarrelouis, Lunéville, Toul, Briançon, Mont-Dauphin, Auxerre, Embrun, Bouchain, Besançon, Bapaume (2).

On employait tout ce monde à des travaux assez pénibles : au canal de Saint-Quentin, à celui de Bruges, à celui du Cher, à celui de Beaucaire, au canal de Nantes à Brest; à un pont à Isigny, dans le Calvados; aux fortifications d'Anvers, d'Ostende, de Rouen. Leur conduite mérite l'éloge de leurs surveillants, et, en Normandie, en particulier, ils gagnent les sympathies; le préfet de la Manche écrit à Réal : « Je ne dois pas vous laisser dans l'opinion que ce sont des mauvais sujets, tout le monde s'en loue (3). » — Même impression en Bretagne où les 853 détenus de Brest « ont toujours fait preuve de patience, de tranquillité, de subordination dans leurs travaux », note le préfet (4).

On songea à employer dans les mines du bassin de la Sarre les « forçats espagnols ». Mais les gens compétents (le directeur des houillères et l'ingénieur en chef) refusèrent d'introduire au milieu des exploitations cette main-d'œuvre étrangère dont ils se méfiaient et qui s'y serait montrée inhabile (5).

(1) Où l'on voit le commissaire général de police se vanter, dans un rapport à Réal (2 septembre 1812), de procurer « une maîtresse à son choix » à un jeune officier espagnol, pour savoir ce qui se passe chez les prisonniers.

(2) F VII, 3212.

(3) 1er juillet 1811, F VII, 5312.

(4) Fin de 1813, F VII, 5312.

(5) *Archives historiques des mines domaniales françaises de la Sarre*, novembre-décembre 1810.

Le *Journal de l'Empire* mentionne en des termes significatifs l'état d'esprit de la population de Neufchâtel dans la Seine-Inférieure; « le dépôt de prisonniers espagnols qui vient d'être établi dans cette ville a fourni aux habitants l'occasion de faire éclater la plus active bienfaisance. En deux jours, leur commisération a su faire cesser l'état de dénuement complet où se trouvaient ces malheureux. — M. le baron d'Haussez, maire de la ville, a voulu veiller lui-même à la réception et à la distribution des objets d'habillement que toutes les classes de la société s'empressaient de consacrer à cette touchante destination (1) ».

Les bons procédés suscitent la reconnaissance : à Orléans les prisonniers faits à Tarragone et à la bataille de Mulviedro reçoivent des égards. Aussi, Ricardo Butler, l'un d'eux, écrit au général O'Donnell, détenu au donjon de Vincennes : « Le peuple est très bon et nous estime beaucoup; mais le pays est extrêmement froid (2). »

« Cent dix-sept prêtres, religieux ou séculiers, enlevés à Girone, ont passé par Nîmes; le zèle de Montpellier, Nîmes, Beaucaire est au-dessus de tout éloge. A Nîmes, un sac de toile pour chacun, une chemise, un mouchoir, des gants, des bas; un magnifique souper au fort où ils étaient enfermés et ensuite le partage d'une quête très abondante. Toute la ville a couru à leur passage pour leur départ, l'argent et l'or pleuvaient dans leurs voitures. — Beaucaire, privé de leur visite, leur a fait passer le produit d'une quête faite pour eux (3) ».

(1) 4 février 1814.

(2) On est cependant au mois de juillet 1812. F VII, 6516, dossier Blacke O'Donnell.

(3) Lettre d'un abbé Guez au P. Chrysostôme (janvier 1810), qui ajoute ces détails :

« ... Villeneuve d'Avignon a vu, ces jours derniers, les religieux espagnols que l'on conduit à Embrun sous escorte. Ils ont leur costume. Ces généreux confesseurs furent logés dans une église; couchés sur la paille, malgré la rigueur de la saison, ils chantaient en chœur les louanges de Dieu de manière à

De la quantité de prisonniers entrés et entassés à l'hôpital de Tarbes, 609 moururent en trois mois (janvier-mars 1812) (1). L'abbé de Casteran, ancien vicaire général qui pendant la Révolution, déporté en Espagne, avait été recueilli à Saragosse, les visita et fut même victime de l'épidémie contractée à leur chevet. « Conduisez-moi à vos pauvres Espagnols, avait-il dit, je ne serai pas pour eux un étranger, car je parle leur langue (2). »

Un soldat policier en parlait une autre, quand il écrivait à Clarke, après avoir prescrit des marches forcées aux colonnes : « Une forte journée fatiguant les prisonniers, leur laisse moins de force pour s'échapper (3) ». Mais cette brutalité est rare.

Dès 1806, autour de Besançon, un va-et-vient de prisonniers s'est établi, amenés des quatre points de l'horizon : Hessois, Anglais, Portugais, puis enfin Espagnols : 800 en 1809, appartenant presque tous à la marine. « S'il fut un temps où l'on put croire, selon le mot plus poétique qu'historique de Victor Hugo, Besançon une « vieille ville espagnole », ce fut assurément celui-là. De nombreux prisonniers de cette nation y passèrent et y furent internés. En septembre 1811, on en hébergea à la fois 2 000, toute la garnison de Figueiras. La première colonne, forte de 1 200 hommes, venait d'en perdre 127 rien qu'en traversant le département du Jura. Pendant leur séjour à Besançon ces malheureux, entassés dans

édifier tout le monde. Il en est mort cinq depuis leur départ de leur patrie ; un d'eux à Villeneuve même. Le curé Pelatan (*a*) fit les funérailles et eut le courage d'exiger 17 francs pour frais de service. Cette conduite excita un murmure général. Pour l'apaiser Pelatan voulut rendre les 17 francs, mais on ne voulut pas les recevoir. » — *Vie du P. Chrysostôme de Barjac.*, par le chanoine Durand.

(*a*) Ancien jureur, apostat.

(1) *Archives de la Préfecture.*

(2) Abbé Dantin, *Monseigneur de Gain-Montaignac*, 494.

(3) Le général Lacombe Saint-Michel, commandant la 10[e] division militaire Janvier 1810. *Archives du ministère de la Guerre*, carton 6-33, liasse 1°.

un manège et une église désaffectée, en virent succomber 250 autres à la maladie et aux privations (1). »

Le fort de Joux, à la porte de Pontarlier, contient 200 officiers, dont deux généraux et deux frères, les colonels de Rios, des gardes wallonnes. La surveillance est assez rigoureuse mais ne peut empêcher de multiples correspondances. L'archevêque Le Coz s'avisa de démarches pressantes auprès de ces diocésains de passage, pour obtenir des serments de fidélité au roi Joseph ; il en gagna 3 sur les 45 officiers détenus au fort Griffon. Une liberté relative en fut la conséquence pour le marquis de Villa Santoro, ancien vice-roi de Navarre, et le Portugais Candido d'Almeida, qui avait appartenu à la Maison de Charles IV : Il utilisa ses talents de pianiste, en donnant des concerts, dont la plupart ne firent pas leurs frais, et il sollicita, en vain, la place de chef du dépôt des étalons du département.

Un personnage d'importance figura parmi les détenus en la terre de Franche-Comté. Le marquis de Saint-Simon qui avait participé, à titre d'émigré, à la défense de Madrid en 1808 (2), avait vu sa situation de prisonnier d'État changée en celle de prisonnier de guerre, et on avait fixé sa résidence à la forteresse de Besançon (mai 1809). Sa fille Joséphine obtint de le suivre pour adoucir son sort. Il appuya sur son âge et sa santé ses nombreuses demandes de liberté et Fouché penchait pour la lui accorder, mais Savary se montra toujours insensible, prétendant qu'il détournait les officiers espagnols de se ranger sous les drapeaux de Joseph (3).

(1) Léonce Pingaud, *Jean de Bry*, 277.

(2) Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon*, I, 393.

(3) Sa détention durait encore au commencement de 1814 quand les malheurs de la guerre firent refluer vers l'intérieur les blessés et les prisonniers. M. de Saint-Simon, entraîné dans le flot, se trouva conduit à Dijon, puis à Melun et il allait être expédié à Limoges, quand un parti de Cosaques lui rendit la liberté. (F VII, 6527, n° 1535.) Il devait mourir à Madrid, le 3 janvier 1819.

La logique des choses confondait dans des affinités, des inimitiés, des colères, des sympathies, des espérances communes, tous ceux qu'atteignait la brutalité de l'Empire : les émigrés, les chouans, les royalistes, les jacobins, les opposants, ceux que Napoléon appelait « les idéologues », les prisonniers militaires, les ecclésiastiques en suspicion, les cardinaux noirs, le pape. L'invasion de l'Espagne correspondait à l'occupation des États pontificaux.

La mauvaise fortune de Mme Récamier, bannie à 40 lieues de Paris, l'avait rapprochée de ses amies également éloignées, Mme de Staël et la duchesse de Chevreuse; elle avait cherché un refuge à Lyon (juin 1812). « Elle ne parvenait à oublier ses propres chagrins qu'en s'occupant de ceux des autres (1) ». Et par la connivence charitable d'une sœur de la Miséricorde, elle allait porter secrètement des consolations aux prisonniers espagnols de l'hôpital. Chateaubriand a probablement dramatisé l'épisode où il représente un fier Castillan qui veut remercier, en lui chantant des romances de son pays, sa bienfaisante visiteuse, laquelle à son tour, quelques jours plus tard, le soigna et lui ferma les yeux. La scène est embellie mais belle et reste caractéristique aussi.

Au milieu de ces milliers de prisonniers, tous les défauts comme toutes les qualités de la nature humaine se firent jour; on rencontra des quémandeurs intrépides et des intrigants qui essayèrent de pêcher en eau trouble. Un exemple suffira : un sieur Ballabriga, habitant de Ciudad-Rodrigo où il était marié, fut amené en France on ne sait à quel titre; successivement il est interné à Troyes, à Verdun, à Montmédy, à Sedan, à Lille, à Châteauroux. Il s'avise de se faire passer pour un prêtre, puis il déclare être le cardinal de Bourbon. Bien plus, à Sedan, il est reconnu comme tel par des Es-

(1) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe,* IV, p. 425.

pagnols! Il envoie à l'Empereur une pétition où il affirme sa prétention. On l'estime devenu fou. Il autorise par un billet — que l'on possède — un médecin de Sedan, de qui il a obtenu de l'argent, à toucher pour lui une somme de 60 000 francs, auprès de l'abbé Collet, curé de la ville (12 août 1813) ; et il n'est pas certain que ce « remboursement » n'ait pas été en partie versé. Enfermé (septembre 1813) à la citadelle de Lille, il fait encore des dupes. Relâché (avril 1814) il recommence ses impostures à Châteauroux. Dans la confusion générale on perd alors sa trace (1).

Bon nombre de détenus bénéficièrent de traitements de faveur, dans des conditions fort diverses : le lieutenant général Miranda, prisonnier à Fort Encize, puis à Saumur, obtint que sa femme vînt le rejoindre (2). — Le lieutenant-colonel Gelabert, le capitaine Guillerman, le lieutenant Villa Longa, internés à Nancy, appelés par ordre de l'Empereur à Paris, y furent traités avec certains égards (3). — Emmanuel Esquivel, en surveillance à Dijon, est autorisé à résider à Paris et y exerce librement ses talents de graveur (4). — Le marquis de Crèvecœur, fils du prince de Masserano, va voir facilement à Vincennes ses amis prisonniers, les deux Los Rios. Au bal de l'Opéra un masque cependant donne avis au prince de surveiller les agissements de son fils ; le père en demeure fort troublé (5), mais les visites ne sont pas interrompues.

François Espinosa, domestique de M. de Clermont-Tonnerre, à Paris, est autorisé à demeurer au service de son maître, qui répond de lui. Puis subitement, il est conduit à Caen, avec d'autres Espagnols, pour l'entretien des grandes

(1) F VII, 6516.
(2) *Journal du maréchal de Castellane,* II, 112.
(3) AF IV, 1508. Bulletin de police, 28 mai 1810.
(4) F VII, 1617.
(5) AF IV, 1505. Bulletin de police, 9 février 1809.

routes (1). — A Auxerre, deux détenus, Sauveur Masso et Christophe Prement, obtiennent de rentrer en Catalogne, comme « soutiens de leur nombreuse famille » (2). — Un sieur Pierre Labat, commerçant pendant quarante ans à Bilbao et à Santander, marié en Espagne, père d'une nombreuse famille, jouissant d'une excellente réputation, vient, en 1809, se fixer à Bayonne et là, ouvertement, sert d'intermédiaire entre les prisonniers et leurs parents, faisant passer de l'argent par petites mensualités de 40, 50, 60 francs (3).

En septembre 1813, à l'heure où l'on touche à la fin des grandes guerres et quand les évasions signalées par la gendarmerie s'élèvent à des centaines, un état de police accuse les chiffres de 40 971 hommes et 831 femmes (4) espagnols prisonniers dans 23 départements (5).

Quelques noms émergent de cette foule : le duc de San Carlos était tenu en surveillance à Lons-le-Saulnier, le chanoine Escoïquitz à Bourges, Macañaz, le secrétaire du prince Ferdinand, à Paris. Sont emprisonnés au fort de Fénestrelle : le comte de Transtamare, chambellan de Charles IV, M. de Vargas, ambassadeur d'Espagne à Rome, et ses deux secrétaires d'Exaga et Beramendi; à Pierre-Chatel : les généraux Romire, Miranda, del Ponte, un officier Camino, un propriétaire Tiedra, un chirurgien Cascon, un religieux dom Rodriguez. A Vincennes : Palafox et Charles O'Donnell, les maré-

(1) F VII, 6517[a], mars 1811.

(2) Duc de Feltre au général Decaen, 31 octobre 1811. *Archives de la Guerre.*

(3) F VII, 6518.

(4) L'Empereur s'était inquiété de ces femmes; il écrivait à Clarke, le 31 août 1811 :

« Des femmes espagnoles arrivent en foule avec les prisonniers. Donnez ordre qu'on n'en laisse entrer aucune, et faites faire un recensement de celles qui existent, afin de prendre une mesure contre elles. Il faut donner des feuilles de route à toutes ces femmes, ce qui est très coûteux. Faites cesser cet abus. »

(5) F VII, 3312.

chaux de camp Zagas, Lardizabal, La Rocca, le neveu de Mina et un autre chef de guérilleros, Abad (1).

Ce donjon de Vincennes (2) semblait une prison spéciale, devenue pour certains un tombeau. L'installation d'un prisonnier coûtait environ 500 francs de première mise. Un sieur David, traiteur, se trouvait chargé de la nourriture à raison de 1 fr. 25 par jour, par détenu (1 fr. 50 à partir de février 1810). Il fournissait une livre et demie de pain, une demi-bouteille de vin, potage, bouilli, entrée, rôti (3).

Palafox avait ouvert la série des gens de guerre retenus dans ces cellules. L'Empereur s'était préoccupé de sa personne avec colère; de Rambouillet il écrivait, le 14 mars 1809, à Fouché :

Palafox, sa mère et sa femme doivent être arrivés à Bayonne. Palafox sera conduit comme un criminel à Vincennes, et il sera mis au secret, de manière qu'on ne sache pas qui il est. Sa mère et sa femme seront envoyées au château de Ham pour rester comme otages pour une quantité de Français qui sont aux mains des insurgés (4).

Don Francisco Palafox, atteint par l'épidémie, brisé par la fatigue et le désespoir, couché en moribond sur son lit à Saragosse, avait d'abord sollicité de ne pas être emmené loin de sa patrie (5). Il reçut l'extrême-onction le 24 février.

L'Empereur ordonna de l'amener mort ou vif. Le 4 mars

(1) *Espagne*, vol. 692, fol. 108.

(2) Il se composait d'un rez-de-chaussée, de cinq étages et d'une terrasse supérieure. Un plan général de sa disposition d'alors existe aux Archives. F VII, 6185[b].

(3) F VII, 6185.

(4) AF IV, 879.

(5) Nous lisons sur l'original, AF IV, 1622 :

« A Son Excellence, M[r] le Maréchal [Lannes]. Je vous prie au nom de l'humanité et de votre Grandeur de me acorder le grâce de ne pas partir di ici à 5 ou 6 jours, que je me trouveré mieux, je vous jure au nom le plus sacré que je ne désire autre chose. Daignez bien, votre Excellence, de me acorder cette grâce. Moy seray pour toujours votre esclave. — PALAFOX. »

il était en France et cette note officielle était rédigée pour les journaux :

Le général en chef des insurgés, M. de Palafox, est arrivé à Perpignan dans un état de santé fort déplorable, mais qui ne tient nullement aux fatigues de la guerre. Il a reçu des Espagnols un accueil plus que froid, et quoique sur la route il se fût annoncé comme manquant d'argent, aucun de ses compatriotes n'avait offert de lui en avancer.

Erreur sur erreur, car le défenseur de Saragosse ne comptait dans son armée que des admirateurs et des amis (1). Il avait conservé une garde-robe bien montée et il possédait sur lui 14 872 francs. Le lieutenant de gendarmerie d'Etchegaray le conduisit à Vincennes. Il y entra le 2 avril, avec de telles précautions de prudence que la berline qui l'amenait de Bayonne ne devait plus y reparaître et que la Police l'acheta au sellier (1 600 francs). Afin de dérouter toute recherche, il fut écroué sous le nom de « Pedro Mendoza », afin qu'il perdît, avec la liberté, sa personnalité (2).

Il voulut cependant faire un résumé explicatif de sa conduite dans les événements, et le 30 mai il écrivait à Fouché une longue épître, se plaignant qu'on le maintînt au secret. Il exposait que : « Il vivait tranquillement dans sa maison de campagne, le peuple était venu le chercher, il n'avait pu résister et avait dû accepter le commandement... Son but a toujours été d'obéir aux lois de l'honneur... Il paraissait maître de ses actes, en réalité il était conduit par les circonstances... Il s'est localisé dans son rôle militaire... Il rappelait la défense de Saragosse, l'état lamentable et les pertes de la garnison... A la suite de ses fatigues... Palafox tombe malade.

(1) Le général Doyle, de Valence, le 17 mars 1809, demandait au maréchal Lannes l'échange de Palafox, contre plusieurs généraux français prisonniers en Angleterre. Puis il demandait des nouvelles du malade. — (Lettre originale, en anglais. AF IV, 1622.)

(2) F VII, 6518. Dossier « Mendoza ».

une Junte populaire le remplace, il est en fait son prisonnier. La ville est prise... il devient le prisonnier des Français... Mourant... il est conduit à Vincennes sans savoir pourquoi ni comment .. Il demande à pouvoir se justifier et à faire connaître sa conduite (1). »

Fouché fit traduire le texte espagnol et le transmit fidèlement à Napoléon (2), dont la réponse fut foudroyante :

J'ai reçu un mauvais galimatias de ce scélérat de Palafox. Je suis mécontent que vous l'ayez accepté, fait traduire, et par là fait connaître qu'il était à Vincennes, tandis qu'il devait y être ignoré. Ce scélérat est couvert du sang de plus de 4 000 Français qu'il a eu la barbarie de faire égorger à Saragosse. Qu'il reste à Vincennes, oublié, sans plumes ni papier, et sans moyen d'intéresser à son sort les ennemis acharnés de la France (3).

Il en fut ainsi.

Le silence l'enveloppe désormais. Il n'est donc pas étonnant qu'un obligé de sa famille, José Palomino Ortiz, étant venu à sa recherche pour lui donner des nouvelles des siens, se présentât vainement au gouverneur de Vincennes qui lui répondit qu'aucun prisonnier ne portait le nom de Palafox (4). — Sur une demande d'adoucissement du 19 avril 1812, Napoléon écrivit « Maintenu » (5).

Un parent influent et haut placé, le duc de Lodi, Garde des Sceaux du royaume d'Italie, destina à son neveu Palafox une somme de 1 000 francs par l'intermédiaire de M. Marescalchi, ministre des Relations extérieures. Mais Savary veillait. Il défendit de donner l'argent sans le prévenir et fit répondre

(1) F VII, 6518. Dossier « Mendoza ».
(2) AF IV, 1622. Dossier « Siège de Saragosse ». Major général, n° 82.
(3) A Fouché. Schönbrunn. 14 juin 1809. AF IV, 880.
(4) Bulletin de police du 17 juin 1809. AF IV, 1506.
(5) A la veille de partir pour la campagne de Russie, il avait réuni à Saint-Cloud le Conseil secret pour les prisonniers d'État, le 3 mai. Alb. Schuermans, *Itinéraire général de Napoléon Ier*.

que le prisonnier n'avait besoin de rien, étant arrivé avec 15 000 francs, et d'ailleurs étant « fort économe ». — Pareille offre fut encore repoussée l'année suivante; alors, il ne restait plus à Palafox que 11 louis de son « trésor ». — La patience du duc de Lodi ne se lassait pas; et il s'estimait en mesure d'arriver à fléchir le courroux impérial (1).

Sceptique sur cette « clémence d'Auguste », Savary demanda à l'Empereur s'il devait y croire. Il n'avait pas reçu la réponse quand, le 17 décembre 1813, le prisonnier secret sortit réellement du donjon. C'était la conséquence des pourparlers de Valençay pour la liberté de Ferdinand lui-même, et sur la requête expresse du Prince (2). — Le 24 décembre, à la pointe du jour, le défenseur de Saragosse se mettait en route, en même temps que le courrier qui emportait la dépêche annonçant sa délivrance. On lui donnait un passeport sous le nom de *Fox* (3) et, pour les frais, une somme de 10 000 francs (4). — Reçu par Ferdinand à Valençay il repartait muni de ses instructions et accompagné du domestique du chanoine Escoïquitz, parce qu'il parlait bien le français. Il passait à

(1) « Milan, ce 13 juin 1813.

« Mon cher neveu,

« Vous serez surpris, mon cher neveu, de recevoir cette lettre, et beaucoup plus agréablement d'apprendre la nouvelle qu'elle vous apporte. J'ai demandé à S. M. votre liberté, et la grâce de vous envoyer auprès de moi. Elle a daigné me l'accorder, exigeant pour condition que vous me donniez votre parole d'honneur de ne pas vous éloigner de moi et d'y rester tranquillement, sans vous mêler d'aucune correspondance ou affaires politiques de quelque sorte que ce soit. Envoyez-moi en réponse cette déclaration formelle pour que je sois autorisé de m'en rendre garant auprès de S. M. et obtenir l'ordre définitif de votre délivrance. — Je n'ai pas besoin de vous dire combien je désire de vous embrasser.

« Votre très affectionné oncle,

« Le duc DE LODI. »

F VII, 6519.

(2) Voir : Geoffroy DE GRANDMAISON, *Correspondance du comte de La Forest*, VII, p. 197.

(3) *Id.*, p. 245.

(4) *Id.*, p. 252.

Montauban, à Perpignan, où l'attendait un aide de camp du maréchal Suchet, arrivait à Gerone, touchait aux avant-postes du général Copons et atteignait Madrid le 28 janvier 1814. Il était porteur du traité de Valençay, déjà caduc, et tombait dans toutes les difficultés que les Cortès allaient susciter au nouveau règne (1).

Aggravé, le cas de Palafox n'avait pas été unique. Les généraux capturés après la prise de Valence (janvier 1812) attiraient également les sévérités de Napoléon. — « Sa Majesté prit un décret pour faire juger par une commission militaire et passer par les armes les généraux Miranda et Mario del Ponte; les faire conduire de manière qu'ils n'échappent point. — Quant aux généraux Blacke, O'Donnell, Zayas, Lardizabal, la Rocca, faire enlever leurs papiers et les faire amener secrètement à Vincennes, comme on a fait de Palafox, pour qu'ils y soient écroués sous des noms supposés, et qu'on ne sache pas qu'ils y sont existants » (2).

Sur l'ordre de l'Empereur, Savary, sans se faire connaître, eut plusieurs entretiens, séparément, avec ces généraux lorsqu'ils furent dans leur cachot, pour provoquer leurs confidences sur l'Espagne, les armées, les moyens de résistance. Mais il n'en tira pas grandes lumières : Lardizabal « n'était pas en mesure de traiter ces matières » ; Zayas commença un mémoire où il justifiait la résistance de ses compatriotes : « Il ne s'agit pas de récriminer sur le passé, » déclara le duc de Rovigo; — Blacke refusa d'écrire quoi que ce fût avant de s'être concerté avec ses compagnons; O'Donnell rédigea quelques lignes où il souhaitait la pacification, réclamait des nouvelles de ses enfants et demandait pourquoi il était tenu au secret (3).

(1) Don José Palafox y Melci capitaine général d'Aragon (1814), créé duc de Saragosse et Grand d'Espagne (1833), mourut en 1847.

(2) Note du 27 janvier 1812, F VII, 6526.

(3) Brouillon original de la Note de Savary transmettant ces réponses à

*
* *

L'attention avait donc été fixée le plus souvent sur des « personnalités », dans le grand nombre de prisonniers espagnols amenés en France.

Au contraire, le sort des détenus français concerne surtout des soldats et dans les conditions les plus pénibles d'une captivité.

Avant d'en aborder le récit, il convient d'ajouter quelques mots sur les prisonniers anglais amenés eux aussi de la péninsule où ils défendaient la même cause que leurs alliés. Les procédés à leur égard semblent fort adoucis. Nous avons pour les connaître les souvenirs laissés par le général major lord Blayney (1). Il commandait le 89e régiment d'infanterie, quand il fut pris en octobre 1810. « Invité » à se rendre à Verdun, il le fit à sa guise, reçu sur sa route par les généraux français à Tolède, à Madrid; par Kellermann, à Valladolid, Caffarelli à Vittoria, le maréchal Bessières à Bayonne, le général Bonnard à Tours. Il arriva à Verdun le 14 avril 1811, après cinq mois de voyage.

Verdun, lieu de détention des citoyens britanniques, était devenu une sorte de petite ville anglaise : les boutiques étaient tenues par des Anglais expulsés de Paris en 1803, à la rupture de la paix d'Amiens; les affiches étaient rédigées en anglais, les cafés exploités par des Anglais; on avait fondé

l'Empereur, avec le texte et la traduction du Mémoire d'O'Donnel, 27 avril 1812, portant cette remarque marginale : « Mon intention est de ne jamais permettre aux prisonniers d'écrire en Espagne. » F VII, 6516.

(1) Baron Blayney de Blayney Castle, pair irlandais, *Relation d'un voyage forcé en Espagne et en France dans les années 1810 à 1814*. Traduit de l'anglais avec des notes du traducteur (Cohen), 1815, 2 vol. in-8°.

Alfred de Curzon, « Les Anglais prisonniers de guerre en France ». *Nouvelle Revue*, 15 novembre, 1er, 15 décembre 1927.

deux clubs : le Taylor club, très bruyant, qui fut bientôt fermé, où le jeu était assez fort, où l'on donna des combats de coqs, où s'organisèrent des chasses à courre, des courses de chevaux, où il y eut des duels; et le club de l'Évêché, réunion de gens paisibles, mariés pour la plupart, où l'on trouvait une bibliothèque et parfois le plaisir de la comédie, de bals, de fêtes, d'amusements honnêtes.

Il s'ouvrit, paraît-il, aussi une Loge maçonnique assez achalandée. — Après 1806, toute correspondance fut interrompue et interdite avec l'Angleterre.

Les premiers gouverneurs de la place se trouvèrent sans grande moralité : le général Wirion et le colonel Courcelles; au contraire, le général Beauchesne, intègre et conciliant, fut regretté de tous, et, en 1813, ses funérailles furent suivies par les officiers anglais.

Ceux-ci avaient souvent appelé leur famille auprès d'eux; ils vivaient assez libres, et on leur permettait des promenades jusqu'à six milles des portes de la ville. La solde d'internement variait depuis 20 sous par jour pour des sous-officiers de la marine marchande jusqu'à 50 francs pour un général. — Les retards de paiement étaient fréquents et les amendes nombreuses.

Les marins des équipages et les hommes de troupe étaient répartis entre Arras, Cambrai, Valenciennes, Givet, Charlemont, Phalsbourg, Sarrebourg, Epinal, Metz, Longwy, Nancy et Briançon. — En cas de répression, on les envoyait à Bitche, Sedan, Sarrelouis (1).

Ils portaient un habillement réglementaire : gilet, tricot, pantalon, blouse, souliers; ils touchaient une couverture, une

(1) A Bitche, dans les souterrains de la forteresse, des caves humides, infestées par les rats; appel tous les jours. — 600 prisonniers environ. — A Givet, 1500 au maximum, bien traités, pas de malades; population sympathique.

paillasse pour deux. Ils avaient les rations du soldat français : viande, légumes, une livre de pain. Tout cela assez médiocre, et, à acheter, tout très cher.

Les officiers étaient prisonniers sur parole, soumis seulement à deux appels par jour, bien mieux traités que les nôtres en Angleterre et respectés de la population civile. Les officiers supérieurs et généraux émargeaient simplement sur un registre tous les cinq jours. — Les soldats, enfermés, se trouvaient rongés par l'oisiveté; s'ils avaient un métier, ils étaient autorisés à l'exercer; ils n'en possédaient pas souvent et ils refusaient de travailler dans les champs, alors, inoccupés, ils buvaient de l'eau-de-vie vendue bon marché, s'enivraient, se battaient.

Un ordre du 6 janvier 1814 fit évacuer les dépôts du Nord et de l'Est de la France; le départ fut immédiat; le 12 janvier sans explications : on dirigea les colonnes vers Blois, Orléans, Poitiers, Tours. — Les Anglais, à Verdun, profitant du désarroi, s'en furent sans payer leurs dettes (environ 400 000 francs) en criant : « Les Cosaques vous régleront. » Ils devinaient que c'était la débâcle (1).

Les routes étaient encombrées. Blois fut plein de prisonniers évacués; on les renvoya à Châtellerault, Périgueux, Angoulême, tout déborda jusqu'à Guéret où ils commencèrent d'arriver le 26 février. — En avril 1814, ce fut officiellement et vraiment la liberté. L'embarquement eut lieu à Bordeaux. Il semblait à tout le monde que l'on sortait d'un cauchemar et d'un rêve.

(1) Plus tard, le gouvernement de S. M. britannique refusa constamment de rien acquitter; la dernière réclamation de la France est de 1839. Elle fut inutile.

II

PRISONNIERS FRANÇAIS

Le contingent des prises faites par les armées espagnoles débuta par un coup inattendu et forma la plus grosse masse qui ait été conduite en captivité : le corps de Dupont, après la bataille de Baylen.

La capitulation arrêtée le 16 juillet 1808 entre le général Dupont et les généraux espagnols Redding et Castaños stipulait que l'armée française, point prisonnière de guerre, avait capitulé sous la condition d'être renvoyée en France avec armes et bagages, que les officiers et sous-officiers conserveraient leurs armes, mais que les soldats déposeraient les leurs, afin d'éviter toute espèce de rixe avec la population espagnole pendant leur route de Baylen aux différents ports de mer; que ces armes ainsi que les chevaux, caissons, artillerie, tout le matériel du corps d'armée seraient embarqués également pour être rendus à la France.

Ces troupes devaient être transportées sur des vaisseaux espagnols au port de Rochefort (art. 6), les chevaux de la cavalerie laissés en Espagne après évaluation et paiement (art. 13); on avait été jusqu'à prévoir « ce qui pourrait augmenter le bien-être des troupes françaises pendant leur séjour en Espagne et la traversée » (art. 21).

Ces clauses très claires concernaient les 8 000 hommes de la division Dupont, les 9 000 des divisions Gobert et Vedel.

La Junte de Séville se donna la licence de ne pas reconnaître la convention des généraux et, manquant à la foi jurée, elle retint les soldats français comme prisonniers de guerre. Tous furent dirigés à travers l'Andalousie, en deux colonnes, vers San Lucar et Rota ; la division Gobert sur Malaga.

C'était au début de l'automne, les coteaux couverts de

vignes, des haies de grenadiers, de figuiers, d'aloès, offraient des sites variés à l'œil enchanté. Nos soldats en eussent joui si, au passage, les insultes des habitants soulevés par la colère et l'orgueil patriotique, ne les avaient salués de cris et de menaces, particulièrement à Carmona et à Ecija. — Près de Lobrija on cantonna ces masses désarmées, déprimées, en plein champ, sans abri, presque sans vivres ; les troupes espagnoles qui les gardaient se conduisirent avec loyauté et fermeté (1), mais bientôt se trouvèrent débordées. En l'absence de l'alcade, la fureur de la populace qui rôdait autour de ces victimes se déchaîna avec férocité. On en vint aux coups : 75 dragons furent massacrés et l'hécatombe se fût prolongée sans l'intervention du clergé. Il fallut qu'un prêtre couvrît avec le Saint-Sacrement le général Privé, menacé du poignard (2).

Les autres généraux, conduits sur des bateaux sardes en partance pour l'Italie, mirent à la voile et purent gagner la rade de Toulon. Mais quand il s'agit de l'embarquement convenu des soldats, l'Angleterre, qui bloquait la mer, refusa de laisser passer d'autres bâtiments que des vaisseaux marchands espagnols et, comme conclusion, Thomas de Morla, gouverneur de l'Andalousie, ajouta qu'il n'en possédait pas. Aux réclamations pressantes de nos officiers il répondit insolemment que les soldats de Napoléon avaient perdu le droit d'invoquer la justice espagnole. Ces sentiments étaient le signe de la conduite qui désormais allait présider au sort de nos prisonniers, considérés comme en dehors du droit commun et des lois de la guerre.

(1) Le docteur Treille signale la « conduite au-dessus de tout éloge » d'un poste de soldats espagnols. Lorédan-Larchey, *Les suites d'une capitulation*.

(2) On peut conserver quelques noms très rares d'ennemis ayant manifesté leur humanité : le marquis d'Arissa à San Lucar ; des officiers anglais protégeant à Salamanque un aide de camp de Berthier, poursuivi par des paysans ; à Gibraltar, le capitaine américain Lynch. *(Mémoires d'un officier français prisonnier en Espagne)*, in-8° (1823).

Environ 2000 d'entre eux furent conduits à Arcos de la Frontera et logés dans des couvents de Franciscains et de Carmes (ils y restèrent près d'un an), locaux étroits pour cette foule, nourriture malsaine et précaire ; une épidémie de fièvre et de typhus se déclara, un moulin abandonné servit d'hôpital d'évacuation où les malades demeurèrent livrés à leurs propres moyens (1) qui étaient courts.

Si les 22000 prisonniers de l'armée de Junot, après la convention de Cintra, étaient ramenés par les escadres anglaises sur les côtes de la Saintonge et de la Bretagne, les prisonniers de notre armée d'Espagne continuaient à être l'objet des pires traitements, entassés dans la rade de Cadix sur des pontons dont l'accès même leur avait été rendu périlleux, nourris à peine, souvent sans eau potable, abandonnés à une malpropreté repoussante, traités avec mépris et sous les plus violentes menaces; confondus, valides, malades, morts, mourants; les prisons flottantes devenaient pour leurs malheureux habitants un lieu d'enfer.

La rade demeurait couverte des grands bâtiments appartenant aux flottes anglaises ; des chaloupes canonnières espagnoles, de distance en distance, surveillaient les huit pontons où croupissaient 10 à 12000 prisonniers français resserrés dans un air malsain, où le typhus faisait de nombreuses victimes : 15 ou 20 par jour sur chaque ponton. On les jetait à l'eau où ils flottèrent misérablement ; les Anglais se plaignirent et donnèrent l'ordre aux Espagnols d'enlever les cadavres. Le nombre des malades obligea de les porter à l'hôpital à la Isla de Leon où ils furent mieux traités par des aumôniers. Malgré tout, dans ces geôles sinistres, la gaieté se ranima, se soutint par des jeux physiques ; à la fin de la journée il y eut parfois des danses, à la stupéfaction des

(1) Don Miguel Manchano, *Notes sur l'histoire d'Arcos de la Frontera*, p. 505.

Espagnols, constatant sans le comprendre un pareil moral devant la misère, la souffrance et la mort.

L'espoir même de la liberté apparut quand, après la victoire de Medina Sidonia, le maréchal Victor avança ses lignes de blocus à une demi-lieue de la Isla de Leon.

L'évasion, avec tous ses dangers (1), devenait le but des efforts ; cette proximité des corps français excita encore la soif de les rejoindre. Le succès de l'une de ces entreprises est restée célèbre : l'évasion du ponton de la *Vieille-Castille.*

Il la faut reprendre d'un peu plus haut. Une colonne de 3 à 400 matelots de la garde avec leurs officiers avait été conduite à Rota, la petite cité qui forme à l'ouest la pointe extrême de la baie de Cadix (2). Ils y furent mal accueillis, comme partout ; cependant peu à peu ils rendirent leur séjour supportable en gardant une extrême prudence, et même les jolies filles de la ville ne demeurèrent pas insensibles à la bonne tournure de nos matelots. Un matin, il fallut partir après une fouille qui les dépouilla de tout argent, on les fit monter sur le vaisseau espagnol la *Vieille-Castille* où le changement, la vue de la mer leur apportèrent d'abord une distraction et un soulagement. La présence d'autres officiers logés là avant eux les mit au courant des événements de la Péninsule et raviva leurs espérances. Elles diminuèrent, quand plusieurs de leurs compagnons furent éloignés à Gibraltar et à Cabrera, et que la maladie en conduisit d'autres à l'hôpital. Elles s'accentuèrent lorsque, l'armée française s'avançant, occupa

(1) « Tout évadé ne reparaissant pas dans les vingt-quatre heures, un autre prisonnier sera pendu. » — Archives du Consulat de France à Cadix. Lettres du Consul, mai 1810. Registre XVI, tome 87.

(2) L'un des officiers, homme d'esprit et de caractère qui fut à la tête de l'évasion, nous a conservé un précieux témoignage de tous ces faits : *Mémoires du vice-amiral baron Grivel*, in-8°, 1894. — On y peut joindre la *Relation de ma captivité en Espagne*, par Louis Demanche, commissaire des guerres, dans le *Carnet de la Sabretache*, n°s 303, 304, 305, année 1926.

Rota, Sainte-Marie, Puerto Real, et qu'on put apercevoir au loin les trois couleurs flotter sur le fort de Sainte-Catherine.

Au milieu des suspicions, des sarcasmes et de la jalousie de leurs compatriotes, — car l'infortune aigrit les cœurs, — le commandant Grivel, leur chef, trouva 25 camarades décidés à tout risquer pour conquérir leur liberté. Les chances d'évasion en plein jour, comme ils les rêvaient, restaient cependant bien douteuses. La *Vieille-Castille*, ayant à bord une garde de 50 hommes, fusils chargés, était mouillée sous les batteries des forts de Puntalès, en dedans de la ligne des vaisseaux espagnols et anglais, surveillée par des chaloupes canonnières.

Cependant son expérience de la mer avait fait remarquer à Grivel que le « Viento » de Medina, ce vent qui ressemble au mistral de Provence, et dure trois, six, neuf, douze, quelquefois quinze jours, produisait un effet terrible sur les nerfs des Espagnols : plusieurs devenaient comme fous, à l'exemple de Gastibelza, et demeuraient pris de vertiges, et leur surveillance s'en atténuait d'autant. Si l'on en profitait ? — Ce vent terrible qui peut être sauveur vient directement de Medina, il pousse droit sur la côte Sainte-Marie. Et là se trouvent maintenant les lignes françaises. Seconde chance heureuse.

Or, le 22 février 1810, après une tempête de cinq jours, le bon vent attendu s'éleva. Une petite barque montée par deux matelots espagnols apportait au ponton sa provision d'eau comme toutes les semaines ; les prisonniers se précipitèrent sur l'embarcation, bâillonnèrent les Espagnols et poussèrent au large. Ils passèrent à portée de pistolet devant plus de 10 vaisseaux espagnols ou anglais, mais ces 25 braves ne perdirent ni leur temps ni leur courage ; ils montèrent une voile de fortune, le matelot qui la fixait ayant été tué d'un coup de feu, 10 camarades le remplacèrent. La voile fut hissée.

Entraînés par le vent et soutenus par le courant ils essuyèrent le feu des canons, mais à cause de la rapidité de leur course, puis de l'obscurité survenue, on n'eut pas à déplorer d'autre perte. A la nuit la chaloupe touchait un bas-fond de la côte andalouse. Le débarquement s'opérait immédiatement. Tous étaient sauvés (1). — Et s'agenouillant pour remercier Dieu du succès de leur extraordinaire tentative, dans la joie de la délivrance, ils gagnèrent les postes français, stupéfaits de leur arrivée (2).

Ces coups de vent d'équinoxe de printemps sont terribles. Ils jetèrent (mars 1810) à la côte occupée par les Français 3 vaisseaux de guerre, une frégate et 13 bâtiments marchands, tout chargés et en partance. Les Espagnols eurent le temps de mettre le feu aux navires échoués, les bateaux marchands furent pris par nous et les nombreuses marchandises distribuées entre les soldats (3). — Ces divers événements ranimaient les courages, et les poussèrent à l'extrême quand le bruit courut que les Espagnols allaient envoyer aux colonies leurs prisonniers. L'évasion immédiate fut résolue. Le 15 mai 1810, à 8 heures du soir, le câble de la *Vieille-Castille* est coupé, la garde désarmée à l'improviste. « Sauvons-nous ou vendons chèrement notre vie » est le cri général. La marée entraîne d'abord le bâtiment loin des chaloupes lancées à sa poursuite. Tout à coup le vent cesse, le ponton s'arrête. Angoisse affreuse. Une bourrasque nouvelle s'élève ; la marche reprend. On est sauvé. Les bons nageurs se mettent à l'eau. — Les boulets espagnols ont traversé le ponton. Il y a bien quelques noyés, mais on parvient au rivage. — Une foule d'officiers sont accourus sur la rive pour faire accueil aux

(1) Germain Bapst, *Le maréchal Canrobert. Souvenirs d'un siècle*, I, p. 343.

(2) *Mémoires de l'amiral Grivel*, p. 222.

(3) Lettre du duc de Bellune au duc de Dalmatie, 10 mars 1810. *Archives de la Guerre*, nos 213 et 261.

naufragés et les conduisent à Puerto Real. Ce ne sont qu'embrassades, joie réciproque, félicitations (1). — Le maréchal Victor envoie des embarcations pour ramener les femmes stoïquement demeurées à bord ; comme le temps presse, le maréchal et ses officiers entrent dans la mer jusqu'à mi-corps pour aider le secours ; à 2 heures de l'après-midi, le ponton est complètement évacué (16 mai). Des centaines de prisonniers sont délivrés sans que leurs pertes dépassent 30 tués ou noyés en tout.

Cette affaire causa une grande et légitime émotion. Elle ne servit pas à la vigilance espagnole, car elle fut suivie presque aussitôt d'une nouvelle évasion également heureuse Le 26 mai, un autre ponton, l'*Argonaute*, chargé de 650 Français retenus là à titre de malades, parvint à se soustraire à la surveillance, à se diriger à tout risque vers la côte en face de son mouillage, bravant le feu des Espagnols pour incendier le vaisseau ; les pertes furent cependant lourdes, 100 tués et 100 malheureux ayant péri dans les flammes (2).

Ces aventures glorieusement dramatiques sont restées justement célèbres.



Nombreux sont les épisodes variés qui pendant les six années de lutte signalèrent le sort des Français tombés aux mains des Espagnols. La cruauté multipliait les hécatombes, si la prise

(1) Nous possédons sur l'évasion un rapport du général Semelée qui donne les noms des « sauveteurs » ; 800 hommes, dont 400 officiers, échappèrent ainsi à la captivité. *Archives de la Guerre*, 16 mai, n° 50. Un rapport du colonel Buquet (un des acteurs) au maréchal Soult. Séville, 27 mai 1810. *Archives*, n° 51.

Et Soult écrivait à Berthier : « Jamais l'amour de la patrie et de l'Empereur n'a été exprimé avec plus de force et jamais l'amitié nationale n'a eu d'épanchement plus délicieux. » *Archives de la Guerre*, n° 101.

(2) *Archives de la Guerre*, 29 mai 1810. Ordre du jour du maréchal Soult sur l'affaire, 2 juin 1810, n° 39.

était faite par des paysans et des guérillas; les troupes régulières mirent moins d'acharnement et respectèrent les coutumes loyales de la guerre. Également l'armée de Wellington s'en fit une loi et les nôtres, qui se battaient « en gentilshommes », ne manquèrent pas de le reconnaître.

Nous fûmes souvent en rapport avec les officiers anglais prisonniers envoyés en France; nous leur faisions fête, car dans ce maudit pays, où nous étions détestés les uns autant que les autres, nous cherchions à nous rendre mutuellement service. Dans plusieurs circonstances les convois de prisonniers furent attaqués par des guérillas, et toujours les prisonniers anglais firent cause commune avec leurs gardiens, ramassant les fusils des tués et des blessés, et faisant le coup de feu contre les Espagnols, persuadés que si ceux-ci avaient eu le dessus, ils les auraient tués aussi impitoyablement que nous-mêmes.

Du reste quand nous étions prisonniers des Anglais, ils nous traitaient de la façon la plus généreuse. Souvent même les officiers anglais facilitèrent l'évasion de nos camarades quand ils apprenaient qu'ils étaient destinés à aller sur les affreux pontons (1).

Quelques traits suffisent à caractériser des événements souvent répétés à des centaines d'exemplaires. Pendant longtemps ces récits défrayèrent les chroniques des régiments et des bivouacs. Le futur maréchal Canrobert, jeune sous-lieutenant au 47e de ligne, en avait recueilli plusieurs de la bouche du vieux capitaine Aymonin qui contait volontiers ses campagnes. Il avait guerroyé jusqu'au bout en Espagne. Il citait le cas d'Adolphe de Marbot (2), de l'état-major du maréchal Berthier :

Envoyé avec 25 lanciers porter des dépêches à Burgos, lors de la prise de la Corogne, il tombe dans une embuscade près d'Astorga, son cheval est tué, ses lanciers massacrés, il est

(1) Germain Bapst, *le Maréchal Canrobert*, I, p. 102.

(2) Fils aîné du général de Marbot qui mourut au siège de Gênes et frère du général Marcellin de Marbot, l'auteur des *Mémoires*. Adolphe lui aussi devint général.

dépouillé de ses vêtements et conduit devant le marquis de la Romana qui veut à tout prix obtenir des renseignements sur l'armée française et les plans de Napoléon.

Marbot, qui avait eu la présence d'esprit de détruire les dépêches, refuse ; il est alors chargé de chaînes et traîné nu, pendant un mois, à travers l'Espagne jusqu'à Cadix et on l'interne sur un ponton.

Là il se retrouve avec un camarade d'enfance, Jean de Turenne, né comme lui dans la Corrèze...

Il y avait à Cadix un prêtre français émigré du nom de Serviantès, les prisonniers savaient qu'à différentes reprises il avait caché chez lui de malheureux compatriotes et avait pu les faire fuir. Ils arrivent (Marbot et Turenne) à se procurer son adresse. Le soir, quand tout semble dormir dans la rade de Cadix, ils se jettent à l'eau. On n'a rien entendu du bord, les deux amis nagent avec vigueur; au bout d'une heure ils pénètrent dans le port et abordent un de ces nombreux petits bateaux qui encombrent les quais et, de barque en barque, parviennent jusqu'à une cale. Pris pour deux matelots ou deux pêcheurs, ils arrivent à trouver la maison de l'abbé Serviantès qui les accueille et les cache. — On s'aperçoit à bord de leur disparition, leur signalement est donné dans toute l'Andalousie; l'abbé Serviantès dépiste les alguazils et embauche, moyennant une forte somme, deux déserteurs qui transportent les prisonniers au Maroc... (1) »

Ce sont là des récits d'aventures et d'épopées, dont le succès embellit ces épisodes tragiques et que nous ne retrouverons plus dans les événements qui nous restent à conter.

*
* *

Il est un lieu qui résume à la pensée les misères de nos soldats victimes des brutalités des Espagnols, il a laissé dans

(1) Germain Bapst, *le Maréchal Canrobert*, I, 235-237.

l'histoire une renommée sinistre : c'est l'île de Cabrera.

Terre aride de 3 lieues de tour, à 7 lieues au sud de l'île Majorque, elle fait partie du groupe des Baléares. Sa forme est très irrégulière, elle a plusieurs baies d'une assez grande étendue, celle du Nord offre une retraite assurée contre les tempêtes. Entourée de rochers très élevés, elle est fermée par un goulet très étroit dont l'entrée est défendue par un petit château fort d'antique construction, bâti au sommet du roc; une garnison d'une vingtaine d'hommes suffit pour empêcher les bâtiments barbaresques de s'y réfugier. Elle ne possède ni maisons ni habitants. Sa solitude allait se trouver peuplée par des malheureux envoyés là comme au bagne. Nous suivrons les péripéties d'un groupe qui ressemblant à celles de tous les autres, les résument assez clairement (1).

A Xérès, les prisonniers se virent fouillés, dépouillés de tout argent, papiers, vêtements de rechange, conduits à Puerto Real, sur la baie de Cadix, laissés sans pain sous une pluie battante, avant d'être entassés sur un ancien vaisseau de l'amiral Rosilly, *le Vencedor*, changé en ponton, 1824 Français y montèrent.

Et la vie pénible s'accentua : pas de hamacs, des distributions irrégulières (riz et fèves), pas d'eau, mauvais air, le scorbut, les morts, les cadavres jetés à la mer et les oiseaux de proie venant s'abattre sur les corps flottants. Aux jours de disette, des chiens, des chats, pris, tués, mangés, en cachette. Des essais d'évasion échouèrent, quelques soldats se trouvèrent repris, tous demeuraient responsables (2). Les espérances s'évanouissaient avec les illusions. Pour soutenir le moral, on

(1) Elles ont été contées par un fourrier de la 1re légion de réserve. Parisien intelligent et déluré, demeuré anonyme dans un récit manuscrit publié en 1892 par Philippe Gille, *Mémoires d'un conscrit de 1808*. Nous savons que le narrateur était né en 1788, qu'il mourut en décembre 1863, après avoir été magistrat et décoré par Napoléon III.

(2) *Consulat de Cadix*, p. 29, note 2.

imagina des distractions, des lectures, des jeux physiques. La Junte de son côté songea à utiliser l'îlot sauvage de Cabrera. Une première troupe de 500 hommes fut, le 28 mars 1809, transportée sur *El Principe Real* où, presque aussitôt, une bourrasque désempara le navire. Il fallut le réparer à Malaga. On vogua vers les Baléares; à Palma on parla d'un échange de prisonniers; joie vite transformée en désillusion. Le 25 mai on débarquait à Cabrera; c'était une avant-garde : presque aussitôt, après trente-cinq jours de traversée, sur 23 bateaux, arrivaient 7000 hommes partis d'Andalousie, ayant côtoyé Gilbratar, subi une tempête en Méditerranée et demandé un abri au port d'Alicante.

Dépendance naturelle de Valence et de la Catalogne, le groupe des Baléares est demeuré en dehors des grandes routes de navigation. A cause de la douceur du climat et de la fertilité du sol, les anciens les appelaient les *Eudémones*, îles des bons génies, les *Aphrodisiades*, terres de l'amour. Une population très croisée : Phéniciens, Carthaginois, Grecs, Romains, Goths, Vandales, Arabes, Berbères, Génois, Pisans, Catalans, Provençaux, y avaient laissé leurs traces. Palma, la capitale de Majorque, est populeuse et animée, dans ses maisons en amphithéâtre groupées sous la tour de son vieux château et le clocher de sa cathédrale.

Mais Cabrera, îlot isolé au sud, sauf un ciel tempéré, ne possède aucun de ces avantages. Elle est dénudée, déserte, l'objet de tempêtes subites et sur son terrain aride on avait fait le vide à dessein.

Les régiments français furent laissés seuls absolument; une heure avant leur arrivée les 20 Espagnols du petit fort s'étaient réembarqués. Sur la plage ils ont abandonné des marmites, chaudières et gamelles, mais pas de vivres. Le surlendemain seulement une barque de Palma apporta des provisions, on fit la distribution avec les mêmes précautions que si ces gens

errant dans un pays inconnu avaient eu la peste. Les Espagnols ne les laissèrent pas approcher du rivage avant d'y avoir déposé les denrées et s'être ensuite eux-mêmes mis au large. Une chaloupe cependant se détacha pour offrir diverses marchandises : « une terrine pleine de vinaigre, à titre de désinfectant, servait à déposer les pièces de monnaie qu'on jetait aux vendeurs, car ils ne voulaient rien recevoir de nos mains (1) ».

L'air vif de la mer donnait bon appétit à des malheureux sans vivres suffisants ; l'eau potable était rare, on devait, pour remplir un verre, une fiole, attendre deux jours, deux nuits, son tour à une fontaine qui coulait goutte à goutte. La sécheresse priva même de cette ressource ; il fallut recourir à l'eau d'un puits, abondante mais salée. Quand, de Palma, arriva une quarantaine de petits barils d'eau douce, quelques marins s'emparèrent de cette barque et, à tout risque, prirent la mer. En punition, il n'y eut plus d'envoi d'eau et le « prix » de la barque fut prélevé sur celui des vivres.

A la demande des officiers, un aumônier fut envoyé. Le choix ne répondit pas à l'attente de réconfort qu'ils attendaient de ce ministre de Dieu. Don Damian Estebrich, du clergé séculier de Majorque, était un homme de quarante à cinquante ans ; il parlait bien le français, mais sa figure désagréable était l'indice d'un mauvais caractère et d'un esprit borné. Assez ignorant, au fond bonhomme quoique fanatique, il se montra toujours maladroit.

En sachant le prendre, on obtenait le succès des requêtes qui devaient passer par son entremise à la Junte de Palma. En le heurtant, il devenait absolu et méchant. Un jour, il déclara aux prisonniers qu'il ne communiquerait plus avec ceux qui n'ont pas fait leurs pâques. La réponse des officiers

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808.*

fut polie, adroite, ils citèrent saint Mathieu (!) se déclarant catholiques, s'honorant d'avoir été baptisés, proclamant que la religion seule les soutenait dans leurs peines et souhaitant recevoir d'un prêtre des paroles de miséricorde (1). — Don Damian s'adoucit; mais il entra en fureur, quand quelques affamés lui volèrent les raves de son petit jardin : « Vous quitterez Cabrera, quand ma canne fleurira ! » criait-il en montrant son bâton, et il répétait à satiété, avec un mauvais rire, ce mot d'esprit.

Pour abriter sommairement tous ces déportés, il avait fallu construire des abris, et le soin leur en était laissé. Ils possédaient de bien pauvres instruments ; on coupa des sapins, on courbait des branches d'arbustes, les attachant avec des écorces vertes et des osiers très minces; les toits se firent avec du sable durci au soleil, les lits se composaient de couches de feuillages renouvelées. — Les orages emportèrent souvent ces petites maisonnettes. Plusieurs cherchèrent un refuge dans les grottes de l'île (2), mais l'accès était dangereux, la descente périlleuse, au fond se trouvaient des cristallisations, de la vase, de l'humidité.

La flore du pays était maigre : des pins médiocres, des oliviers rabougris et dans les haies de petits fruits semblables à la fraise sans son bon goût. — La faune, plus pitoyable encore : des chèvres sauvages (elles donnent leur nom à la contrée perdue en mer), des lapins et des lézards très nombreux; parfois des passages d'oiseaux : grives, hirondelles de mer, goélands. Mais sans armes, comment les atteindre? Dans les anses, on trouve de petits poissons; les Espagnols les prenaient au filet et les vendaient aux prisonniers.

(1) *Mémoires d'un officier français prisonnier en Espagne.*

(2) L'une d'elles est décrite sous des couleurs plus favorables par Le Sage dans *Gil Blas* (livre V, chap. 1er). Il y fait surprendre ses héros par des Algériens.

Dans cette misère, que chaque jour augmentait puisque nul ravitaillement régulier n'en venait secourir les peines, il parut nécessaire de distraire d'eux-mêmes ces malheureux abandonnés à leur désespoir. Quelques sous-officiers de lanciers bâtirent un petit théâtre : on apporta des pierres, de la terre; sur cette terrasse de 3 pieds d'élévation, les châssis des coulisses furent faits avec des branches entrelacées, sur un mauvais rideau on avait peint cette légende : *obliviscetur ridendo malum.* Toute l'intention de l'entreprise était là. Et le 8 novembre 1809 eut lieu « l'ouverture » de ce théâtre champêtre.

En faisant appel aux meilleures mémoires pour remplacer les textes absents, on joua trois pièces faciles : *Monsieur Vautour, le Désespoir de Jocrisse, le Billet de logement.* Des chansons furent ajoutées au vaudeville final. De grands applaudissements saluèrent ces efforts réconfortants. Et on fredonna en se retirant le refrain de quelques-uns des couplets entendus. « Ce passe-temps, nous aidait à supporter notre misère avec plus de résignation. Le temps s'écoulait pour nous d'une manière beaucoup plus agréable que pour ceux des prisonniers qui n'avaient reçu aucune instruction. » A l'hiver, le « théâtre » fut transporté dans une vieille citerne abandonnée ; l'estrade soutenue à la muraille, l'ornementation faite par des roseaux.

D'autres distractions moins louables, paraît-il, se découvrirent. Dans cette foule, se trouvaient, je ne sais par quelles rencontres, une quinzaine de femmes ; on s'avisa de les céder successivement pour 10, 5 francs; elles furent même mises en loterie (1). Cette animalité s'alliait à la détresse physique de ces pauvres gens que décimaient de mois en mois les souffrances, les privations et les alarmes. Pas de nouvelles, pas de sympathies, nul secours. A la fin de janvier 1810,

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808.*

ce fut la disette, les provisions manquèrent tout à coup. La famine était véritable : on mangea des herbes, les mourants étaient nombreux et on toucha à l'horreur, en dépeçant les cadavres pour les faire rôtir (1).

Une barque d'approvisionnement enfin aperçue causa une joie universelle. — Un brick anglais arriva à son tour. Il accepta des lettres données en cachette, pour l'Europe ; il envoya des ballots de linge et de vêtements (2). Et les ravitaillés eurent le courage de reprendre le théâtre, quelques chanteurs firent entendre leur voix, un sous-chef de musique de la Garde de Paris monta l'opéra du *Déserteur,* dont il possédait la partition ; une représentation où se retrouvèrent Molière, Regnard et Beaumarchais s'improvisa. Les officiers du brick anglais y assistèrent et ne cachèrent pas leur surprise et leur admiration. « Les Français sont les seuls qui puissent ainsi se créer des plaisirs dans un si affreux séjour, tout autre peuple qu'eux y périrait d'ennui, au sein même de l'abondance. »

Avaient-ils raconté les spectacles pénibles dont la tristesse ne leur avait pas été épargnée ? Leur humanité s'émut-elle et provoqua-t-elle des mesures plus clémentes ? Des barques vinrent peu après leur passage pour transporter des officiers et sous-officiers à Gibraltar. Une mer houleuse secoua cette flottille de bâtiments fort légers. Chacun formait en naviguant des projets de liberté selon ses désirs. L'Angleterre où l'on devait être conduit semblait la Terre promise. Nos prisonniers

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808,* page 240.

(2) Un rapport à l'Empereur — *Archives de la guerre,* 11 juin 1811 — signale le capitaine Palmer, commandant le brick l'*Alacrity,* dont les matelots se dépouillèrent pour revêtir des Français à demi nus. Le 26 mai, ce même officier, après une belle résistance, fut capturé à la hauteur de Bastia par le brick l'*Abeille* du capitaine de Mackau. Le ministre est « persuadé que Sa Majesté lui saura gré de lui fournir l'occasion d'exercer un acte de clémence envers des ennemis qui se sont montrés humains et généreux ».

reçurent en effet des soins compatissants de la part des matelots anglais; le trois-mâts *Britannia* fournit une nourriture abondante à laquelle on n'était plus habitué. La grande traversée fut heureuse et le 20 septembre on abordait le port de Plymouth. Le château de Portchester était désigné pour la résidence de tous ces proscrits, à qui l'on fit endosser un uniforme : veste à manches, gilet, pantalon de drap jaune, chemise en toile de coton rayée bleu et blanc; ils reçurent hamac, matelas, couvertures et reprirent une vie réglée : dans des chambrées tenues comme à la caserne, avec des hommes de corvée, des perruquiers faisant la barbe chaque semaine, l'appel le matin à 5 heures l'été, à 6 heures et demie l'hiver; à 8 heures la distribution du pain achevée en une demi-heure (pour 7 000 détenus), pesé par lots de 12 rations à raison de 22 onces par ration, sous le contrôle d'une commission de 6 hommes renouvelée chaque jour (1). — Les cuisines étaient vastes, propres, 7 grands chaudrons avaient été mis à la disposition des cuisiniers, 20 Français faisaient la soupe pour leurs compatriotes et touchaient une petite allocation.

Avec de meilleurs éléments qu'à Cabrera, mais en souvenir de l'heureuse impression produite par ces virtuoses pleins d'entrain et de courage, le rez-de-chaussée de la grande tour se trouva réservé à un théâtre. Les prisonniers fournirent même l'impresario : il se trouva parmi eux un sieur Carré, qui avait été machiniste en chef du théâtre Feydeau. Il organisa tout : les décors, la scène, les places pour 250 à 300 spectateurs. Le succès fut immédiat. L'assistance se pressa, l'affluence des Anglais qu'on y admit se manifesta si grande qu'elle provoqua la jalousie des acteurs de la ville; et l'on dut réserver les sièges aux Français. Le rideau d'avant-scène représentait une vue du Pont-Neuf, le Louvre, les Tuileries, le palais des

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808*, p. 263.

Quatre Nations, pour la plus grande joie des Parisiens. Ils crurent revoir la patrie absente. — On rédigea de mémoire quantité de mélodrames, de vaudevilles, de tragédies, de saynètes ; des musiciens intervinrent. — Chacun reprit peu à peu son métier ; on donna des leçons, celles de peinture coûtaient 2 fr. 50 par mois ! — Une loge de francs-maçons s'établit même dans la prison. C'était entre eux une association de camaraderie et de bienfaisance. On leur réserva une salle spéciale, il y eut de l'empressement à s'y inscrire. « Cependant, remarquait le fidèle narrateur de ces souvenirs, on pourrait taxer d'un peu de légèreté les opérations qui furent faites par cette Loge pour le choix de quelques prosélytes (1). »

Lourdes et pénibles, les années n'avaient pas amené de changements, sauf les morts. Quand vinrent les grandes et stupéfiantes nouvelles : les désastres de Russie, les défaites d'Allemagne, la chute de Napoléon, ces gens habitués aux victoires des aigles impériales refusaient de croire qu'elles pussent tout à coup avoir les ailes brisées. Pour eux, ces bruits sinistres étaient des inventions anglaises. Enfin, tout se confirma naturellement et quand l'amiral Troude vint leur annoncer la fin de la guerre, chacun cria « Vive la paix ! » Le 25 mai on commença l'évacuation du fort de Portchester. Un navire marchand devait ramener en France les détenus.

« C'était à qui monterait le premier. — Je montai à mon tour et trouvai l'officier de santé du bâtiment appuyé contre un canon et faisant à chacun des prisonniers le signe de M.·.. Je répondis à ce signe. Charmé de rencontrer un F.·. il me tendit la main, m'embrassa et me demanda moitié français, moitié anglais, s'il se trouvait parmi nous plusieurs enfants d'Hiram. J'étais le seul parmi ceux qui devaient composer le bâtiment. Il me fit alors descendre dans la chambre qu'il

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808*, p. 272.

occupait, et m'annonça que je n'en aurais point d'autre et que je partagerais aussi sa table, si toutefois cela me plaisait. J'acceptai avec reconnaissance. Nous causâmes un peu en attendant le déjeuner qu'un mousse ne tarda pas à servir. Il était abondant. Nous bûmes du vin et du rhum (1)... »

Deux courts arrêts, à Jersey, à Guernesey, et le 24 mai 1814 on entrait dans la baie de Saint-Malo. On devine avec quelle joie.

*
* *

La narration suivie des péripéties du *Conscrit de 1808* nous a permis d'avoir une impression d'ensemble des malheurs réservés aux internés de Cabrera. Les autres témoignages recueillis appuient ses récits et nous n'avons à leur demander que quelques précisions complémentaires (2).

Quand les officiers et les sous-officiers — à la fin de 1810 — eurent été transportés en Angleterre, les soldats demeurèrent plus abandonnés encore, sur ce rocher funeste, au sort qu'on reconnaissait très misérable. Livrés à eux-mêmes, ils eurent le bon esprit de choisir entre eux un « Conseil » chargé de juger leurs différends, de faire la police. Les querelles sont fréquentes parmi les hommes aigris par le malheur, rendus injustes, querelleurs, prêts à se battre. Les arrêts de cette espèce de magistrature furent irrévocables, presque toujours rigoureux, exécutés aussitôt que rendus. Une punition terrible, c'est le poteau, de 4 heures à 24 heures au maximum, on est exposé, absolument nu, sans nourriture, aux intem-

(1) *Mémoires d'un conscrit de 1808*, p. 289.

(2) Aux ouvrages de Lorédan Larchey, de Philippe Gille, nous ajouterons : Louis Wagré, *Souvenirs d'un caporal de grenadiers. Les prisonniers de Cabrera*, in-12. *Les adieux à l'île de Cabrera* ou retour en France des prisonniers français détenus 5 ans et 11 jours dans cette île, in-8°, 1833.

Gabriel Fro[illegible]é, *Souvenirs de l'Empire, les Cabreriens.* Épisode de la guerre d'Espagne, in-8°, 1849.

péries. Le grand crime, plus reproché même que la délation, c'est de voler un morceau de pain à un camarade; on est lapidé par la foule.

Le problème de la vie domine tout. La ration *officielle* par jour est pour les officiers : une livre et demie de pain, une demi-livre de viande, une once de riz, une demi-once d'huile, une bouteille de vin, sucre, café, trois oranges; — la troupe reçoit quatre onces de fèves, ou de riz, ou de morue sèche, trois quarts d'once d'huile, une livre de pain. — C'est insuffisant pour beaucoup, ils meurent littéralement de faim. On a creusé des fosses pour les ensevelir, elles sont peu profondes et forment la sinistre « vallée des morts ». — Les plus affamés, dès qu'ils touchent leurs rations, les dévorent toutes et restent ensuite trois jours sans aliments.

Pour les malades, l'aumônier a obtenu quelques tentes, on les dresse au sud-ouest de l'île, adossées à des rochers, près de la fontaine d'eau douce; un orage les renverse, une tempête les emporte.

Il y a un marché que les prisonniers facétieux décorent du nom de « Palais Royal ». Dix ou douze boutiques offrent des étalages en plein vent; on y vend du pain, des poissons salés, du fil, des aiguilles, des cuillers de bois, des morceaux de drap, de la ficelle. Tout cela est le produit de l'industrie des internés. Leur ingéniosité amène à la longue de petites améliorations. On bêche les nombreux petits carrés de terre végétale dans les anfractuosités des rocs, ce sont les « jardins ». — Un maréchal ferrant peut établir une petite forge, il fait venir de Palma un marteau et un peu de fer, il obtient des marins d'une frégate un boulet, qui lui sert d'enclume. — Plus loin se dresse une petite cantine, on y vend du pain à des prix variables, ordinairement 10 sous un pain de munition, qui monte parfois jusqu'à 25 sous. Une prise de tabac se paie un sou.

Tout proche de Cabrera, on apprend qu'il existe une île microscopique : l'île aux lapins. On se poste près d'un terrier, et on attend l'occasion deux, trois jours. — Mais les captures sont rares.

La colonie possède un âne : *Martin Robinson*; il est bien soigné et l'ami de tous. Aussi faut-il une circonstance extrême pour s'en défaire. A la disette de 1809, on le tue. De sa dépouille on obtient 4500 morceaux. Chacun reçoit trois quarts d'once; on se régale d'un plantureux bouillon.

Personne ne reste inactif : tailleurs, cordonniers, ouvriers en os, en bois, en écaille, ont à travailler; des dragons logés dans une grotte façonnent des cuillers de bois; ils n'ont que quelques pantalons usés et un uniforme pour tous; ils se le prêtent successivement pour se présenter, aller vendre leur marchandise et recevoir leurs vivres.

La moitié des prisonniers donne des leçons à l'autre. Il y a des maîtres de musique, de langues, de mathématiques, de dessin, d'escrime, de danse, de bâton. « Il n'était pas rare de voir un pauvre diable à moitié nu, chanter un air de contredanse fort gai et l'interrompre de temps en temps pour dire avec beaucoup de sérieux à son élève vêtu d'un reste de caleçon : « Allons, balancez vos dames; rond de jambe; donnez-vous de la grâce. »

Les mauvaises têtes trouvaient l'occasion « d'affaires d'honneur »; c'était le duel au rasoir; des deux adversaires l'un quitte sa veste, l'autre n'a que son pantalon. « Le rasoir voltige autour de la tête et des épaules et finit par atteindre au côté gauche du menton. Riposte par un coup terrible qui fait une apostrophe sur le nez (1). » On arrête les combattants, on obtient la réconciliation.

Dans la salle de spectacle que nous avons vu organiser dans

(1) « Souvenirs d'un officier : Lardier », dans Lorédan Larchey, *Les suites d'une capitulation,* p. 79.

la citerne desséchée, 300 personnes trouvaient place; elles la payaient 2 sous. — L'éclairage s'obtenait avec des branches de pins que l'on renouvelait. Toute allusion était fort applaudie. A la représentation de *Philoctète,* la tragédie de La Harpe, des bravos répétés suivirent le vers :

Ils m'ont fait tous ces maux. Que les Dieux les leur rendent!

Ainsi l'esprit s'envolait vers l'avenir et gardait l'espoir de la revanche; il n'en fallait pas moins pour soulever la pierre de ce tombeau dans le silence des hommes et la solitude des choses.

L'isolement semblerait la règle adoptée par les Alliés dans leurs moyens de vengeance et de répression. Une île déserte devient l'idéal de la prison où l'oligarchie britannique enferme ses condamnés. Robinson Crusoé est un sujet littéraire anglais. Cabrera fait partie de la trilogie funèbre, avec l'île d'Elbe et Sainte-Hélène. Son nom demeure célèbre et tristement lugubre pour la postérité.

Les tentatives d'évasion se multiplièrent sans grande chance de réussite. Perdue dans la Méditerranée, les navires n'abordent pas ses côtes désertes. L'île demeure sans habitants, au milieu des flots, aucun bâtiment français ne rôde en ses parages et n'a quitté Toulon pour essayer de lui ravir ses prisonniers (1).

Les Espagnols n'ayant pas sous les yeux, pendant la lutte, le spectacle de ces misères, ne semblent pas avoir senti l'opprobre d'une pareille captivité. C'est plus tard que l'Espagne a compris la responsabilité infamante qu'elle avait attachée à son pavillon. Par son silence du moins, elle avoue la gravité

(1) Seul, un sieur Billon, gérant du Consulat de France à Tunis, écrit au ministre de la Guerre pour lui conseiller cette manœuvre d'envoyer deux transports qui longeraient l'île afin d'embarquer des malheureux plus abandonnés que surveillés — *Archives de la Guerre,* 2 juillet 1811. — Aucune suite ne fut donnée à la proposition.

de ses procédés inhumains. Don Miguel Oliver publiant un livre sur les Baléares (couronné par l'Académie d'Histoire de Madrid), a décrit fort succinctement l'installation des prisonniers à Cabrera. Le meilleur historien militaire de la guerre de l'Indépendance, le général de Arteche ne parle de Cabrera que par incidence, dans l'Épilogue du XIV[e] volume de son récit; il s'embarrasse dans de mauvaises raisons qui le conduisent à conclure qu'il a « disculpé et même effacé la tache du sort des prisonniers français à Cabrera » (1).

Pour lui, tout se résume dans la difficulté qu'il y aurait eu pendant six ans de procéder à des « échanges » entre prisonniers des deux nations. Mais il néglige de remarquer et plus encore de dire ce que sont ses compatriotes qui s'y refusèrent toujours et inventèrent tout prétexte pour s'y dérober. — Leur fureur intransigeante devait continuer pendant toute la résistance, accrue plus qu'apaisée par le succès. Les Espagnols écartèrent toute marque de lutte courtoise.

J'en trouve un témoignage nouveau dans cette réponse du général Elio au général Villatte qui proposait un échange de prisonniers (devant Cadix) :

Monsieur le général,

Je suis bien loin de solliciter près de la Régence des Espagnes l'échange des officiers et soldats prisonniers que vous me proposez. Les braves Espagnols qui ont le malheur d'être actuellement sous vos baïonnettes, ne sont point vos prisonniers, mais vos esclaves.

La voix de l'humanité que vous réclamez dans votre lettre, est bien mal placée dans la bouche d'un chef qui est assez misérable pour commander à des monstres destinés à être passés au fil de l'épée, ou à faire mourir de faim l'innocent peuple espagnol qui commet le crime de défendre ses foyers, le roi légitime auquel il a prêté serment, et la religion de ses pères.

(1) « ...Nos mueven a disculpar, mejor dicho, a *difuminar* el boron del destino de los prisioneros franceses à la isla de Cabrera », XIV, p. 228.

L'échange que je puis offrir à vous et à vos pareils est l'assurance qu'un million d'Espagnols est prêt à périr avec joie, pourvu qu'il entraîne avec lui un nombre égal d'usurpateurs qui s'efforcent en vain de subjuger l'Espagne. C'est le dénouement le plus favorable que vous présente l'état de choses que vous défendez. Telle est ma façon de voir et de penser.

Que le Dieu des armées vous remette dans les voies de la raison.

Ile royale de Léon — 22 avril 1810 (1).

ELIO.

C'est quand ils ont refoulé l'invasion de leur royaume que les Espagnols se préparent à vider aussi les rochers où ils gardent les internés.

Le 1er novembre 1813, à la pointe du jour, des barques viennent chercher une première cargaison, et quelques heures plus tard, on aborde aux rives de Majorque. Demeurés hostiles, les habitants réservaient un contact moins rude que l'isolement muet des grottes abandonnées, et la douceur du climat offrait son charme.

Don Damian Estebrich avait eu un successeur, le P. François, un capucin ; il manifestait des sentiments plus catholiques. Ce fut lui qui reçut l'annonce des grands événements de la campagne de France, de l'abdication de Napoléon, de la paix générale. Il apporta l'avis de la délivrance. Le récit de la scène a été recueilli par un de ceux qui en jouirent :

« ...Le P. François n'eut rien de plus pressé que de se rendre dans la chapelle où il célébrait habituellement le service divin, et de faire sonner la cloche deux heures plus tôt que de coutume. Dès que nous l'entendîmes, nous ne doutâmes pas que ce bon pasteur avait quelque chose de favorable à nous annoncer, et nous nous y rendîmes avec un empressement extraordinaire et en si grand nombre que la chapelle ne put nous contenir tous. La joie brillait dans ses yeux, il nous ouvrit son cœur dont l'émotion était visible :

(1) Archives des Affaires étrangères. *Espagne*, vol. 689, fol. 112.

« Mes amis, j'étais allé exprès à Palma pour m'informer si celui qui nous accable de ses bienfaits comme de sa colère lorsque nous l'avons méritée, ne vous dégagerait pas bientôt de vos liens. Mes vœux et mes prières ont enfin été entendus et j'ai l'espérance que le terme de vos maux est arrivé. Le Tout-Puissant a eu pitié de votre sort; ses décrets viennent de s'accomplir en faisant cesser la guerre qui seule vous retenait dans ce lieu de désolation. Prosternez-vous à ses pieds avec moi, rendons-lui des actions de grâces, et invoquons sa miséricorde pour qu'il daigne activer votre délivrance qui maintenant ne saurait tarder. »

Après cette allocution, nous entendîmes sa messe et nous nous retirâmes ensuite avec confiance, en criant : « Vive le P. François » (1).

A peine voulaient-ils y croire. — Le 16 mai 1814, les prisonniers français furent conduits à Marseille : 4000 survivaient à la captivité; 15000 avaient été amenés là (2). Et le silence enveloppa de nouveau l'île des Chèvres.

Trente-trois ans après, un prince français vint le réveiller pour un jour. En juin 1847, le prince de Joinville commandant l'escadre d'évolutions, mouillée dans la rade de Palma, envoya la corvette *Pluton* à Cabrera. On y trouva sur plusieurs points des ossements sans sépulture : témoignage suprême des souffrances endurées, des outrages subis. L'abbé Coquereau, aumônier de la flotte, vint recueillir ces restes et présida une cérémonie funèbre de réparation. Le *Pluton* mit son pavillon

(1) *Mémoires des captifs de l'île de Cabrera,* par Wagré, ancien prisonnier, in-8°, mai 1835.

(2) Un rapport d'un sieur Ayrol de Baulieu, échappé lui-même aux prisons espagnoles, donne cet état de prisonniers : à Cadix 8 à 10000 ; à Alicante 2 à 3000 officiers en demi-solde, les soldats circulant librement ; à Valence, peu nombreux, maltraités, insultés ; à Mayorque, généraux et officiers enfermés dans un fort ; à Cabrera, 4000, reste de 10000, souffrent beaucoup ; à Mahon, des « non-combattants », bien traités. — Ce rapport remis à Rovigo ne fut point connu de l'Empereur, une note manuscrite de Clarke (4 juin 1812) dit : « Je n'ai pas eu le temps de le lire plus tôt. » — *Archives de la Guerre,* 17 octobre 1812.

à mi-mât et ses vergues en croix pendant les prières pour les morts; 15 à 20 cultivateurs (toute la population de l'îlot sauvage) s'agenouillèrent à côté des matelots. — Après la messe une croix de bois fut dressée sur la fosse, en attendant la pierre qui devait porter cette inscription :

A la mémoire des Français morts à Cabrera
l'escadre d'évolutions de 1847 (1).

Les officiers et les hommes firent une souscription pour le monument : elle atteignit 2 000 francs.

A la nouvelle de cette cérémonie religieuse, un service fut célébré également à Paris pour l'âme des soldats décédés à Cabrera. Quelques survivants s'y pressèrent, sans peut-être se reconnaître. Le temps efface tout. L'occasion d'évoquer leurs tristes souvenirs leur parut heureuse. « Camarades, dit l'un d'eux, en soulevant son verre, aux marins de l'escadre, les Cabreriens reconnaissants ».

Et le vieux soldat qui avait traduit leurs sentiments apaisés eut encore cette réflexion d'une vérité profonde sur leurs anciens adversaires : « Cette guerre eût été le plus beau titre de gloire des Espagnols, si leur cruauté n'en avait terni l'éclat » (2).

(1) Prince DE JOINVILLE, *Vieux souvenirs*, p. 425.
(2) Gabriel FROGER, *Souvenirs de l'Empire, les Cabreriens*, in-8°, Amyot, 1849.

CHAPITRE VIII

VALENCE. — VALLADOLID. — VITTORIA

(1812-1813)

I. Confusion à Madrid, poursuites contre les « Josephistes ». — Retraite sur Valence. — Séjour du Roi à Valence. — Joseph intercepte la correspondance de Soult. — Conseil de guerre. — Évacuation de l'Andalousie. — Joseph rentre à Madrid.

II. Marche de Wellington vers le Nord. — Belle résistance du château de Burgos. — Retraite des Anglais. — Nouvelles de Russie. — Le carnaval de 1813 à Madrid. — Troupes rappelées en France. — Le Roi quitte définitivement Madrid.

III. Séjour à Valladolid. — La Constitution de Cadix à Madrid; effervescence des esprits. — Les journaux. — Wellington reprend l'offensive; prompte marche en avant — Bataille de Vittoria (21 juin 1813). — Défaite, débandade et retraite.

I

En août 1812, nous avons laissé tout en confusion dans la capitale des Espagnes, et les plus pénibles raisons d'alarme venaient des recherches acharnées des « patriotes » contre ceux de leurs concitoyens compromis avec les Français. Divers décrets mettaient ceux-ci hors la loi, déclarant ces suspects incapables de remplir une fonction publique, susceptibles de prison, dignes de voir confisquer leur fortune. Bien avait pris à ces *Josepinos* de fuir leurs farouches compatriotes, et cependant sur les routes du Midi où ils se pressaient, leur sort n'offrait rien de trop doux.

L'immense convoi des fugitifs avait pendant trois jours

vacillé dans les environs d'Aranjuez, aux aguets et aux abois. Joseph ayant pris la décision de se replier vers Valence, tout le monde s'était dirigé de ce côté-là. Deux semaines la marche continua sous le soleil, dans la poussière, sur des routes encombrées, au milieu des privations de toute nature. Les provisions avaient été vite épuisées et l'on traversait des villages désertés par les habitants volontairement en fuite, ayant emmené leurs bestiaux, brisé leurs meubles, parfois incendié leur maison. En ce temps de canicule les puits étaient à sec; la chaleur excessive avait tari les ruisseaux, l'on en venait aux coups pour se disputer l'eau saumâtre des mares bourbeuses. Sur les flancs, une nuée de maraudeurs, de cavaliers démontés, de vivandiers, d'ouvriers français, juchés sur des mules, devançait les voitures, et aux stations pillait les vivres (1). Les guérillas suivaient l'exode, enlevant les isolés, brûlant la poudre, jetant l'alarme en serrant la colonne entre les coteaux et leurs mousquets. La bande commandée par Bartholomé Muños enleva les sept postillons des sept voitures de M. de La Forest, et lui en renvoya un, dépouillé, avec une lettre très polie pour le rassurer sur le sort des autres; la missive portait comme adresse : « A l'Ambassadeur près le roi errant (2) ».

Les déserteurs se multipliaient, courant trouver du pain à l'ombre des drapeaux espagnols. Un grand nombre d'*afransesados* disparaissaient, se mettant à l'abri dès qu'ils se croyaient dans le pays un parent ou un ami charitable. Les femmes pleuraient harassées; et les voitures mal attelées, chargées à se rompre, s'arrêtant à chaque instant, formaient des embarras dans la colonne. Les premiers jardins de la campagne de Valence parurent à ces affamés l'entrée dans la Terre Promise. Des fontaines, des fruits, des vergers déjà mûrs s'offraient aux bouches avides; on retrouvait la vie. Le

(1) Lettre de La Forest, Valence, 1er septembre 1812. Vol. 690, fol. 107.
(2) *Id.*, fol. 105.

duc d'Albuféra venait rendre les honneurs, le Corrégidor, offrir les clés de la ville; l'archevêque recevait en pompe le roi Joseph au seuil de la cathédrale et le *Te Deum* résonnait. L'armée de Suchet devenait la sauvegarde. Toutes les troupes prirent leurs cantonnements.

Le maréchal, en gardant la direction de l'administration, n'acceptait pas une sinécure : il fallait pourvoir à quarante mille rations par jour, et les caisses, les greniers, les magasins s'épuisaient à soutenir ces réfugiés campés dans les faubourgs. Plusieurs officiers espagnols ayant supporté en silence les misères de la route se fatiguèrent à l'arrivée, des hauteurs de l'entourage du roi Joseph : le général Alvarès, le colonel Zamora, partirent; le commandant Caamaño, dans son exaspération, cassa son épée et pendit sa croix à un arbre en s'en allant (1). Il resta à peine 2 000 hommes de la garde royale. Le besoin de se débarrasser des bouches inutiles fit organiser coûte que coûte le rapatriement.

Le 10 septembre, avec une escorte bien faible et des moyens de transport bien médiocres, commença, au long d'une route périlleuse, l'hégire vers la France (2). Il fallait, par Ségorbe et Téruel, aller rejoindre Saragosse pour aborder les Pyrénées.

Quelque peu réconforté par le séjour dans un pays paisible et fertile, Joseph préparait la revanche; les troupes de Suchet et les siennes formaient un noyau solide; celles de Soult, qu'il rappelait, compléteraient une puissante armée. Mais pouvait-il compter sur ce dernier? Un hasard singulier venait

(1) Lettre de La Forest. Valence. 1er septembre 1812. Vol. 690. fol. 106.

(2) L'escorte commandée par le major Gaillard, du 1er régiment d'infanterie, comprenait un détachement du 64e de ligne et 40 gardes civiques de l'Andalousie, à cheval. Le convoi était de 367 voitures, 3 060 chevaux, mulets ou ânes, 2 100 militaires réformés, 830 officiers, 171 employés, le gouverneur des pages et 3 pages du roi, 335 prisonniers de guerre, 520 réfugiés de différentes classes, 200 domestiques (hommes et femmes). — AF IV, 1633, 6e dossier.

de lui prouver le contraire, en lui livrant le secret du duc de Dalmatie. Un bateau abordant au port de Valence apportait un paquet de Séville, pour l'Empereur. Soucieux de trouver là des nouvelles d'Andalousie qui lui manquaient depuis cinq semaines, Joseph ouvrit, en présence de La Forest la lettre de Soult que lui remettait Jourdan. Ce fut une étrange révélation. Le maréchal se plaignait du souverain, blâmait ses plans, critiquait ses ordres, insinuait que le Roi, au détriment de l'Empereur, intriguait à Cadix; Soult se permettait des rapprochements à peine voilés entre ceux qui machinaient le recul des armées impériales jusqu'à l'Èbre (évidemment Joseph) et Bernadotte (le beau-frère de la reine Julie), allant retrouver Moreau chez les ennemis de Napoléon. Moreau d'ailleurs, croyait-on, allait arriver en Espagne, pendant qu'un envoyé de Joseph à Pétersbourg passerait au camp russe. En face de ces faiblesses, de ces fautes, de ces trahisons, Soult et son armée resteraient « toujours dignes de la suprême confiance de l'Empereur ».

Joseph manifesta d'abord de la moquerie en écoutant ces racontars : « Le duc de Dalmatie se souvient évidemment des conspirations fabriquées dans le temps de la Convention, » dit-il; puis la raillerie fit place à la colère. Il délibéra s'il ferait arrêter le maréchal. La Forest le pressa d'éviter un tel éclat (1). Un aide de camp, le colonel Desprès, fut dépêché sur-le-champ porter cette pièce à l'Empereur. Par un argument *ad hominem* engageant son frère à se défier « des ambitieux de principautés souveraines », le Roi demandait formellement que le maréchal fût rappelé, entendu et puni (2).

(1) Dépêche chiffrée de La Forest, 10 septembre 1812. Vol. 690, fol. 133.

(2) Lorsque le colonel Desprès rejoignit l'Empereur, c'était à Moscou le 18 octobre, à la veille de la retraite. Napoléon avait déjà reçu « par une autre voie » la lettre du maréchal. Pour le fond de l'affaire Sa Majesté déclare qu'elle n'attachait aucune importance à des pauvretés dont elle ne pouvai s'occuper « au moment ou elle faisait des choses immenses ».

Puis avec un certain dédain, renouvelant purement et simplement ses ordres d'évacuer l'Andalousie, il convoqua le duc de Dalmatie à un conseil de guerre. La rencontre eut lieu le 3 octobre à *Fuente de Higuera.* Elle fut moins que cordiale; le Roi irrité, Jourdan défiant, Soult embarrassé et Suchet repoussant les avances de son collègue que dans son langage tout militaire il appelait des « fourberies ».

Il fut décidé que l'on marcherait aux Anglais sans abandonner Valence. L'armée d'Aragon se trouva de suite sous les armes. La mauvaise humeur de Soult s'inclina, il demanda seulement huit jours pour commencer son mouvement; le temps écoulé il en obtint six autres; puis il sollicita un nouveau délai. Joseph lui donna le choix : obéir sur l'heure, ou sur l'heure quitter son commandement. Le duc de Dalmatie se trouva alors en mesure d'avancer. D'ailleurs les événements avaient hâté la manœuvre, et depuis le commencement de septembre l'armée d'Andalousie, d'elle-même était en retraite.

D'une part le siège de Cadix était levé, de l'autre les corps placés dans l'Estramadure redescendaient pour rejoindre le gros des forces françaises. Dans les chemins tortueux, encaissés de la montagne, sous les balles des guérillas ou les pierres des paysans embusqués, les cavaliers se frayaient passage, jusqu'à Cordoue encombrée de troupes. Comme ils en sortaient par une porte, par l'autre entraient les escadrons anglais, attendant à 500 pas de nos dernières sentinelles (1). Sur la route les émotions se succédaient poignantes et tristes. A Jaën, on passait sous les remparts détruits de la citadelle qui avait coûté des millions. A Casorla, on découvrait les cadavres mutilés d'une compagnie de voltigeurs. Ici c'était une ferme incendiée, ou un village dévasté par la fièvre; là un pont démoli; des voitures renversées d'émigrés espagnols

(1) D'Espinchal, *Souvenirs militaires,* t. II.

fuyant Séville, comme d'autres, dans les fourgons de l'armée française, avaient évacué Madrid. Il fallait de ce chef nourrir 15000 bouches « inutiles » ; dans cette confusion, l'Intendance, à l'habitude, arrivait en retard.

Tout à coup le flottement cesse, les rangs se serrent, l'ordre se rétablit, et mieux que l'ordre, la confiance. Soult rejoint la colonne ; il a laissé Grenade au pouvoir de l'ennemi ; mais avec ses corps intacts, disciplinés, il dirige la marche, et quelque sympathie que l'on professe ou non pour son caractère, on sait ses talents. Le soldat dont il ménage le sang, et à qui il évite les fatigues, retrouve son énergie, son insouciance et sa gaieté. Alors, Drouet d'Erlon en tête, balayant les bandes de l'*Empecinado*, tout s'avance vers Madrid, car de ce même côté, le grand mouvement de Joseph s'opère.

Soult se porta à Ocaña ; les Espagnols rompirent les ponts du Tage que le Roi cependant passa à Aranjuez ; et il rentra dans sa capitale le 2 novembre, jour des morts, au son des cloches... qui dans les paroisses tintaient pour les fidèles trépassés.

Ce ne pouvait être autre chose qu'une halte. Quarante-huit heures après, on se mettait à la recherche de Wellington.

II

Sorti de Madrid deux mois auparavant jour pour jour, le général anglais réveillé par l'attitude offensive du général Clausel, avait marché au nord. En face du château de Burgos qu'il considérait comme une bicoque, capable tout au plus de résister à des conscrits, il vint échouer : l'héroïque défense du général Dubreton avait fait cette merveille.

Dans un fort aux travaux inachevés, avec trois bataillons d'infanterie, un détachement de la Garde de Paris, une poignée d'artilleurs et de pionniers, 6 obusiers et 20 canons, privé de bois, de gabions, et de fascines, ce vaillant officier possédait beaucoup de poudre, du froment, mais peu de moulins, des moutons et des bœufs, mais insuffisamment de vin, et pas de réserve d'eau. Le siège dura trente-trois jours et trente-trois nuits, les Anglais tirèrent 4662 coups de canon, firent jouer 4 mines, ouvrirent 5 brèches, tentèrent 5 assauts, subirent 5 sorties victorieuses; la garnison de 2000 combattants leur fit perdre 2664 hommes, et après avoir eu pour elle-même 126 morts et 400 blessés, du haut des parapets à moitié démantelés, elle vit les Anglais tourner le dos en silence, et abandonner à la nuit leurs retranchements.

La constance de cette poignée de braves, soutenus par la seule valeur militaire, tint en échec Wellington et toute l'armée alliée (34000 hommes) jusqu'à l'arrivée des troupes du général Souham (successeur de Clausel) qui entrèrent le 22 octobre dans Burgos, mèche allumée. La vigoureuse défense de ce petit donjon faisait perdre au vainqueur des Arapiles le fruit de sa victoire, car elle l'obligeait à la retraite, jusqu'en Portugal, en donnant aux armées de Soult, de Joseph et de Marmont le temps de se concentrer contre lui. C'est qu'à la guerre il n'y a pas de sacrifice perdu ni de courage inutile, faire son devoir sur un point quelconque de la lutte suffit souvent pour décider au loin du résultat, et les répercussions de l'action la plus isolée peuvent changer les calculs, rompre la tactique du plus savant. C'est la récompense de la bravoure.

Poussé donc de près par les généraux Foy et Souham, — Wellington pressait sa retraite, passant sans tourner la tête, à Palancia, Cabezon, Valladolid, Tordésillas, Zamora, traversant le Douro, et après avoir coupé après lui onze ponts, respirait seulement sous les murs de Salamanque. Il y retrou-

vait le général Hill qui arrivait aussi essoufflé que lui-même, ayant renoncé au Tage, détruit ses munitions, brûlé ses pontons, quitté Tolède, Aranjuez, Madrid, Arevalo (replié sous le flot montant du duc de Dalmatie), abandonnant au défilé de Guadarrama bagages, femmes, enfants, traînards, dont c'était le tour de subir l'effroi, le pillage et la mort.

La jonction des généraux anglais et espagnols précédait d'une journée celle des généraux français. Les forces n'étaient pas égales : les alliés ne dépassaient pas 70000 combattants, Joseph voyait sous son commandement nominal 90000 hommes et 120 canons. Il sentait que le sort de sa couronne pouvait se jouer d'un seul coup, et depuis bien des mois, les deux partis n'avaient pu masser face à face des contingents aussi nombreux. Jourdan voulait attaquer de suite et de front, Soult, en prudence, conseillait de tourner l'ennemi par les gués d'Alba de Tormès. Le Roi, oubliant ses griefs, céda à l'expérience du duc de Dalmatie qui eut tort de se perdre en mouvements préparatoires, et par sa lenteur d'énerver la troupe (1).

L'armée brûlait du désir de venger les Arapiles, et l'aspect même du champ de bataille où la Fortune le ramenait, augmentait l'énergie du soldat et son désir impatient d'en venir aux mains. Soult fit déployer les divisions de cavalerie légère; mais cette annonce d'une action générale demeura assez molle pour que Wellington, justement inquiet, prît la résolution hardie de faire filer en plein jour (il était 2 heures de l'après-midi) son armée sur trois colonnes, parallèlement à la ligne de bataille des Français, pour ainsi dire à portée de leurs canons (2). Le temps favorisa la témérité : une brume épaisse

(1) « Cette tranquillité, dont les troupes ne pouvaient apprécier le motif, était d'autant plus pénible que nous étions dans les boues, privés de fourrages, sans pouvoir nous en procurer, et obligés de supporter les cris et les injures des Portugais qui, de l'autre côté de la rivière, se moquaient de nos misères. » D'Espinchal, *Souvenirs militaires,* tome II.

(2) Brialmont, *Histoire de Wellington,* t. II.

qui régnait depuis le matin se convertit tout à coup en averse; la pluie ne fit bientôt plus du terrain qu'un bourbier; l'obscurité augmenta l'horreur de la scène; les armes de l'infanterie étaient mouillées, les chevaux glissaient sur un sol détrempé et glaiseux; changés en torrents les ruisseaux devenaient des barrières protectrices aux Anglais qui, sur les deux routes de Ciudad-Rodrigo, perdaient des caissons mais gagnaient du terrain.

Les fusils en faisceaux, nous couchâmes, de la boue jusqu'aux genoux, à la lisière des bois. Malgré l'orage, Soult mit l'armée en marche à la pointe du jour (15 novembre). L'infanterie du comte d'Erlon, sous la rafale, gagna Salamanque qu'elle trouva encombrée d'équipages de toutes sortes. Notre cavalerie poussa sur les traces des Anglais — ils se repliaient avec autant d'habileté que de courage, — laissant toutefois, incessamment du monde, enlevé par nos hussards. C'est dans cette poursuite pénible que Sir Arthur Paget, le second de Wellington, fut fait prisonnier à cent pas de ses escadrons. — Accablée de ce mauvais temps, se nourrissant de glands de chênes verts, mais fière de voir en déroute l'ennemi qu'elle eût voulu combattre, l'armée française ramassait des fourgons, des voitures, 15 canons, des prisonniers par centaines, des prisonnières aussi, et d'innombrables blessés sans moyens de transport. — Wellington arriva dans ce pitoyable état jusqu'aux remparts de Ciudad-Rodrigo, et sa position ne semblait pas moins tragique que celle de John Moore, quatre ans auparavant à la Corogne. Les antagonistes s'arrêtèrent harassés. Soult fixa son quartier général aux environs de Tamamès, puis à Tolède. Et Joseph avec sa garde reprit la direction de Madrid.

Il rentrait dans son palais le 3 décembre, jour faste pour les Bonapartes; mais les temps heureux étaient clos. Les événements de Russie trouvaient en Espagne l'écho le plus

vibrant, et les misères de la retraite de Salamanque pâlissaient devant les désastres de la retraite de Moscou. De Londres les ambassadeurs espagnols de Cadix : Fernan Nuñez et Labrador, aux aguets des mauvaises nouvelles, renseignés par le Cabinet anglais des opérations de la guerre, se faisaient un devoir de transmettre à la Régence ces récits extraordinaires des défaites de Napoléon, plus disposés à en grossir qu'à en pallier les catastrophes. La résistance des Russes leur semblait l'heureuse repartie de la résistance espagnole, et leur orgueil national s'en exaltait, comme s'augmentait la confiance de ceux à qui ils adressaient leurs lettres (1).

Le 29e bulletin de la Grande Armée en jetant la consternation dans Paris, du même coup à Madrid, déchirait les voiles; on sentait le craquement sinistre des constructions impériales, et nul abri des Napoléons en Europe n'était plus ébranlé que la fragile bâtisse élevée en un jour d'orage au bord du Manzanarès.

Sans courage, sans conviction, Joseph tente de réorganiser les services publics; on retrouve toujours des fonctionnaires, plus malaisément on perçoit des impôts. Il désigne des collecteurs pour l'entretien des troupes, il établit des réquisitions afin de se procurer des chevaux. De Paris, point d'ordres. Le général Lucotte qu'il envoie en demander, dîne chez le duc de Feltre (février 1813), mais n'obtient rien de l'Empereur. — L'Empereur? Son ton indique à merveille les variations de sa fortune. Brusque et cassant avant la rupture avec la Russie, — disposé, à la veille de la guerre, aux concessions, —le lendemain des désastres, il se désintéresse de l'Espagne : que le Roi se tire d'affaires comme il le pourra.

Joseph songe à quitter cette capitale dont la possession, jadis, lui coûtait, sans regrets, tant de sacrifices. Il voudrait à

(1) Voir *Revue des questions historiques*, octobre 1902. — Archives de Simancas. *Legajo*. 8171, 8174.

Burgos établir le centre de son gouvernement et y fixer la résidence royale (1). Dans la bourrasque il sent le besoin instinctif de se rapprocher du port : la France, et de prendre contact avec le pilote : Napoléon. Il envoie une lettre de « jour de l'an » bien simple, bien modeste, et d'un ton tout triste :

Madrid, 26 février 1812.

Sire,

Je prie V. M. I. et R. d'agréer mes vœux au commencement de l'année. Puis-je espérer que malgré le temps et les événements, elle apprécira *(sic)* mes sentiments?

De V. M. I. et R., sire, l'affectionné frère.

JOSEPH.

Si cette lettre trouvait V. M. à Paris, je la prie de trouver bon que je vienne l'y voir, ne fusse que quatre jours (2).

Telle est aussi la pensée de Napoléon qu'il faut se replier dans l'aire familiale, toutefois, à ses aigles, il veut des bonds moins précipités. Et c'est Valladolid, à moitié chemin, qu'il désigne comme le séjour de son frère. Sur son ordre, Clarke en multiplie l'avis. A La Forest est dévolue la tâche de presser le Roi de quitter à temps Madrid. Le prince n'hésite pas, mais il s'arrête à des préparatifs de départ; il se reprend à des chimères. Recevant la nouvelle du soi-disant Concordat de Fontainebleau, il rêve dans le rapprochement avec Pie VII un moyen ingénieux de ressaisir les Espagnols, enfants du royaume « très catholique » : « Ce serait un coup décisif que d'avoir pour soi le Pape! » Il veut que son ministre à Paris, Santa-Fé, aille conclure avec le Saint-Père un arrangement pour les affaires religieuses de la Péninsule : la première et

(1) Lettre chiffrée à Napoléon, 22 décembre 1812. — AF IV, 1633, 1er dossier, n° 43. Cette pièce *originale* et inédite ne figure pas dans les *Mémoires* du roi Joseph.

(2) AF IV, 1633, 1er dossier, pièce 44.

heureuse conséquence serait que Sa Sainteté rappelât le Nonce qui est à Cadix (1).

Au reste, le Roi affecte une tranquillité merveilleuse : il se montre davantage dans les promenades publiques, se rend au théâtre où l'on joue des pièces « françaises » : les *Templiers*, de Renouard, et la détestable tragédie de Joseph Chénier : *Fénelon et les religieuses de Cambrai;* il assiste à un bal masqué, costumé « en porteur d'eau de Paris » ; il va aux *Toros*, toutefois, par précaution, on a placé sur les toits des sentinelles pour surveiller les mouvements des guérillas qui rôdent par là, et pourraient bien troubler la représentation.

Après les crises sociales, la réaction est violente en proportion; et la ville qui a beaucoup souffert de misère, de faim, de mort et de patriotisme, se reprend à la vie avec une insouciance qui déconcerte le philosophe si elle n'étonne pas l'historien. Le carnaval de 1813 demeure parmi les plus joyeux des Madrilènes.

Le *Prado* offrit rarement une aussi grande animation. Les femmes sont provocantes, les hommes empressés, et la liberté des déguisements ajoute à la licence des propos. On multipliait les plaisanteries les, « farces », dont les victimes n'avaient qu'à rire elles-mêmes, sous le prétexte qui couvrait tout : *broma de carnaval.* Le mardi gras, un cortège de masques parcourut joyeusement les faubourgs, et on y vit figurer tous nos costumes militaires, depuis les Leudes de Charlemagne jusqu'aux Gardes françaises de Louis XV.

En revanche, on allait sans doute voir de moins en moins dans les rues les uniformes modernes, car l'Empereur, ressuscitant pour la lutte en Allemagne la Grande Armée « morte »,

(1) Dépêche chiffrée de La Forest, 24 février 1813. — Vol. 691, fol. 45. — Voir *id.*, fol. 65 à 71, la longue énumération des concessions que Joseph voudrait obtenir du Souverain Pontife. C'est du Gallicanisme, on dirait mieux du Joséphisme si on ne craignait un jeu de mots.

rappelait peu à peu ses soldats de l'autre côté des Pyrénées. Chaque régiment dût envoyer, avec le cadre complet d'un bataillon ou d'un escadron, 25 hommes d'élite, pour être incorporés dans la Garde impériale.

Les officiers promus à un grade supérieur partaient de leur côté. Le meilleur général : Soult, s'en allait diriger une armée sur les bords de l'Elbe. — Celui-là, Joseph ne le regrettera pas, car il vient d'écrire : « Le duc de Dalmatie quittera l'Espagne, ou ce sera moi. » Et par une riposte aux attaques de Soult, — réminiscence des intrigues d'Oporto, — il insinue à l'Empereur que la conduite du Maréchal « se lie probablement à la conspiration Malet (1). » Quoi qu'il en soit, Soult s'en va, et quand il traverse Madrid (2 mars 1813), si on lui accorde une audience de congé, on a grand soin de ne pas l'inviter à dîner au palais, affectation très remarquée.

Napoléon presse le départ du Roi; les lettres du ministre de la Guerre, envoyées en triple, quadruple exemplaire (et qui, lorsqu'elles échappent aux bandes de Mina, mettent un mois pour parvenir à Madrid) ne parlent d'autre chose. La Navarre et la Biscaye sont la préoccupation constante de l'Empereur : il faut rétablir les communications compromises, s'appuyer sur ces provinces du Nord, protéger la frontière.

Au Palais Royal, les bagages sont prêts, nombreux, car on emporte des tableaux, des glaces, des tapisseries, des marbres, des meubles, des objets d'art, et la foule des employés y ajoute ses paquets, on serait tenté d'écrire : ses butins. Le 17 mars, cette caravane sort de Madrid, où reste le général Leval, avec une dizaine de mille hommes. — M. le comte de La Forest, en obtenant à ce moment précis un congé pour aller aux eaux de Bagnères, n'a jamais fait preuve d'une perspicacité plus pratique.

(1) A la date du 23 octobre 1812.

Quel regard, du haut des plateaux dénudés où court la route de Ségovie, Joseph Bonaparte dut-il jeter sur les fenêtres de ce Palais Royal, où à quatre ans et huit mois de là il avait ébauché de si doux rêves? En se retournant il voyait les murailles de pierre blanche, élevées par les Bourbons, se dresser comme un gigantesque catafalque, et au-dessus, dans le ciel gris, les vases de marbre des terrasses prenaient la forme fantastique d'urnes funéraires. Pour lui, il conduisait bien le deuil de sa monarchie.

III

Lentement, on mit une semaine avant d'atteindre, au travers des plus monotones paysages, Valladolid (23 mars). Dans cette ancienne capitale où Charles-Quint et Philippe II firent leur séjour, il y avait matière à une installation durable; mais c'est étrangement user d'euphémisme que de représenter ce vaste campement d'un parti en fuite comme le rendez-vous des vassaux d'un prince en voyage; et le baron Ducasse, dans ses récits, a des façons bien complaisantes en disant que : « L'arrivée de la Cour à Valladolid y *attira* les ministres, les officiers civils de la maison du Roi, une foule d'autres personnages et quantité d'employés ainsi que leurs familles. »

Il est vrai que Joseph dans ce petit palais mal meublé de Valladolid voulait encore croire à sa puissance. Dès son arrivée il écrivait à Clarke qu'il allait tout pacifier « s'il était libre d'administrer ce pays et de conduire cette guerre comme il l'entendait ». Il reprenait son éternel désir d'un accommodement secret avec certains Espagnols influents.

Plusieurs officiers, comme Ballesteros, Del Parque, Mon-

tijo, — les premiers par orgueil national, le dernier par ambition, — supportaient fort mal le contact militaire des Anglais. La nomination de Wellington au poste de généralissime les avait ulcérés, et au milieu de difficultés quotidiennes ils s'avisaient d'un arrangement, où leurs troupes, sans être sous les ordres d'aucun officier français, seraient mises au service et à la solde de Joseph. Cette boutade, qui ne dut jamais offrir grande consistance, séduisit un moment le « Roi intrus » qui envoya un aide de camp suivre la négociation! (1) Bien conduire les armées françaises paraissait plus opportun et plus urgent. C'était à un quartier général, non pas à une « capitale » que l'Empereur avait envoyé son frère à Valladolid; et les pourparlers s'arrêtèrent pour laisser entendre la seule voix du canon.

Si on excepte les troupes du maréchal Suchet, encore maîtresses de Valence et combattant en Catalogne, tous les corps français reprenaient le chemin des Pyrénées. L'armée du centre avec Drouet d'Erlon; l'ancienne armée de Portugal, commandée par Reille; ce qui avait été l'armée du Midi, aux ordres du général Gazan, se trouvaient disséminées dans la vieille Castille; leur total offrait 66 000 fantassins, 10 000 cavaliers, et 100 canons. Mais autour de Joseph même il ne fallait pas compter comme groupés plus de 50 000 hommes.

La garnison de Madrid venait de sortir. Le 27 mai, le général Hugo, escortant avec un régiment de ligne un convoi de 300 voitures, et les derniers fuyards, établissait son bivouac au Guadarrama. Il gardait une attitude martiale; dans les villages, les musiques jouaient; on faisait des haltes comme en une marche militaire, mais quand on arriva à Valladolid le Roi déjà n'y était plus : il fallut pousser jusqu'à Burgos où il venait de reculer sa résidence.

(1) AF IV, 1634, pièces 251-242.

On peut deviner le désarroi où s'était trouvé Madrid après le départ de Joseph. La pénurie de toutes choses était extrême, les vivres recommencèrent à manquer, et comme on suspendit l'éclairage, à la nuit vols et assassinats se multiplièrent (1). Un membre de l'Ayuntamiento, don Pedro de Baranda, essaya de mettre une apparence d'ordre dans une ville de 100 000 âmes qui n'avait plus ni gouvernement, ni garnison, ni police. — Quand le dernier soldat du général Leval fut parti à son tour (28 mai), la joie fut profonde mais calme; il n'y eut plus ces explosions de l'année passée, on n'entendit ni rumeurs ni chansons. Le peuple ne réclamait que deux choses : le pain moins cher et les impôts moins lourds.

A ces désirs, à ces besoins, la Régence répondit par l'envoi de la « Constitution ». La satisfaction demeura légère. En vérité c'était parler hébreu aux joyeux Madrilènes, et de suite le style pédantesque des jurisconsultes souleva les contestations. En faisant son entrée dans la capitale, la politique avait aigri les cœurs. Plus d'un (sans compter les membres du clergé) découvrait dans le texte des paragraphes un esprit anti-monarchique, anti-religieux ; et aux yeux des vieux patriotes la Constitution de Cadix demeurait condamnée sans retour pour être, disaient-ils, une copie de celle de Bayonne.

La liberté de discussion avait engendré la liberté de la presse : en ce mois de mai, avec les pousses vertes de ses arbres, Madrid vit naître une frondaison de petites feuilles multicolores qui n'attendirent pas l'automne pour tomber desséchées. Le plus apprécié de ces journaux, le *Patriote*, de José de Fuentès, se heurtait à la *Pajarada* (la Volière) de don Manuel Casal, esprit caustique qui fit les délices des désœuvrés sous le pseudonyme de « Lucas Aleman ».

(1) Dépêche de La Forest, 24 mars 1812, vol. 691, fol. 130.

Les libéraux eurent *El Redactor général*, et *El Amico de las Leyes*. Les royalistes lisaient avec passion la *Sentinelle de la Manche*, rédigée par un moine hiéronymite, le P. Castro. En vérité, sans le vouloir, le roi Joseph était vengé : l'opposition à sa couronne faisait l'unanimité de ses « sujets » ; son absence les avait livrés à la guerre intestine et ils allaient se dévorer.

Ce n'est pas que l'accord fût beaucoup plus grand au camp français. Les généraux se contrecarraient, Jourdan était malade, le Roi plein d'hésitation. Sans doute, de Paris, et sur un ton véritablement cavalier, Clarke multipliait les objurgations à Joseph : il fallait qu'il se portât sur les frontières de Portugal (!) pour y refouler Wellington, qu'il jetât les Anglais à la mer (1). La phrase était devenue classique, et Joseph n'eût sans doute point demandé mieux; mais les moyens? Il ne les attendait pas de la France; le ministre de la Guerre était ici encore très net : que le Roi pourvoie à tout, l'Empereur actuellement ne peut rien. — Ainsi donc, aucune cohésion réelle, d'ailleurs aucune cohésion possible. L'heure cependant paraissait critique.

Wellington, après son échec de Burgos, s'était trouvé en butte aux oppositions les plus diverses, même à Londres, où bon nombre de ses compatriotes — les adversaires du cabinet — proclamaient l'impossibilité de chasser les armées impériales de la Péninsule. Le découragement se joignait aux illusions perdues. Le généralissime avait résisté. Il se rendit à Cadix (4 décembre 1812), l'accueil fut brillant; à Lisbonne il devint enthousiaste. De retour à Ciudad-Rodrigo, le patient Anglais prépara pendant tout le mois de janvier son mouvement en avant. Il fit croire qu'il attaquerait les Français par leur droite du côté de Madrid, et organisa tout pour leur couper, sur la gauche, par Valladolid, la route des Pyrénées.

(1) AF IV, 1634. Copie de la correspondance de Clarke à Joseph, du 9 avril au 9 juillet 1813.

Afin d'éviter l'intervention de Suchet, il jeta au-devant de lui les troupes anglo-siciliennes qui, unies aux Espagnols d'Elio et du duc del Parque, pouvaient monter à 50 000 hommes. Puis, ayant en Catalogne : Copons; en Andalousie : L'Abisbal; de la Galice à la Navarre : Castaños, Porlier et Mina (à eux seuls 40 000 combattants), il partit lui-même, avec 45 000 Anglais et 28 000 Portugais, frapper le coup décisif.

Le 26 mai il rentre à Salamanque, le 31 à Zamora, du 8 au 10 il franchit la Pisuerga, le 13 le voici à Burgos dont Joseph est sorti l'avant-veille, le 14 et le 15 il se met en communication avec Santander, et se crée là une nouvelle base d'opérations avec un débouché très important sur la mer où il peut être ravitaillé par les flottes d'Angleterre. Le 17 il passe l'Èbre, évite ainsi le chemin du défilé de Pancorbo; le 20 il fait halte pour rallier ses colonnes. Il s'est avancé avec une rapidité déconcertante, ce que Ducasse, toujours riche d'euphémismes, appelle « avoir pris l'initiative des mouvements ». Vingt mille Espagnols de l'armée régulière se sont joints à lui, sans compter la multitude des guérillas qui voltige sur ses flancs; et ses parcs contiennent 120 canons.

En pareil cas, la timidité d'un adversaire accompagne toujours l'audace de l'autre, la malchance du premier la fortune du second. Les Français ont reculé en trouvant toujours d'excellentes *raisons*.

Si Joseph a rétrogradé sur la ligne du Douro, c'est parce qu'il y attendait le général Leval. Le général Digeon a évacué Toro parce qu'il prévoyait l'attaque de forces supérieures. Reille a abandonné la position de Medina parce que Digeon est en retraite; et Joseph en a fait autant, parce que l'armée du Portugal est trop loin. Il entre à Torquemada, parce que ses troupes manquent de pain; et il le quitte parce qu'il se trouve en avant d'un défilé. Il passe la Pisuerga parce que sa Garde ne pourrait y vivre; Burgos parce qu'il veut

éviter une affaire générale. Enfin il se retire sur Vittoria pour protéger l'immense convoi des Espagnols qui suivent sa fortune.

Vittoria! En effet on s'arrête ici.

La petite ville est en étages sur les pentes des monts Cantabriques qui sépare du *Señorio* de Biscaye la province d'Alava. Au nord de ses dernières maisons s'allonge la route de France qui va monter par le défilé de Salinas jusqu'aux plateaux du pays basque. A ses pieds, du côté du soleil, s'étend une plaine de 4 lieues carrées, la Zadora y serpente sous des ponceaux entre des peupliers et des aulnes; une foule de chemins creux conduisent aux trois cents petits hameaux épars dans les bosquets. En ce cirque clos, abrité de la montagne, sous les vents doux, les foins verdissent, les avoines ondulent, les blés se dorent, quand la guerre civile ne promène pas à travers les moissons ses flammes, et que les hommes labourent au lieu de s'égorger. Mais à cette heure, c'est la bataille qui va se déchaîner.

A l'état-major royal l'hésitation était grande. Les uns, comme Reille, conseillaient de se retirer vers Saragosse où l'on aurait retrouvé, attendu tout au moins, Suchet. — Jourdan voulait éviter la bataille, ou la donner en remontant un peu au nord sur les hauteurs de Salinas. Plusieurs, sous une impression morale, opinaient pour le combat, afin qu'on ne puisse dire que l'armée arrivait à la frontière sans avoir lutté. Joseph vacillait entre ces avis, manquant de volonté pour choisir, d'autorité pour commander. Des généraux Foy et Clausel, détachés l'un à droite dans le Guipuzcoa, le second à gauche vers Pampelune, l'absence était regrettable, car c'étaient 27 000 baïonnettes. Le Roi, qui leur envoyait courrier sur courrier, pensait qu'ils arriveraient à temps, et, sans en être sûr, il passa outre.

Là ne fut point toute son erreur. Décidant le combat, il

prit pour recevoir les ennemis une position dominée par les hauteurs environnantes, négligea de faire sauter les sept ponts de la Zadora ; étendit trop sa ligne de bataille : la droite loin du centre et dans l'impossibilité de le secourir; enfin il entassa ses canons, ses bagages et son parc d'artillerie derrière la ville, obstruant la route en cas de retraite. Les conditions morales lui étaient également défavorables. Matériellement, le nombre : il avait 55000 hommes contre les 80000 alliés; le soldat reculait depuis deux mois, et il demeurait tristement impressionné par cette fuite à laquelle il n'était pas accoutumé. On se sentait acculé aux Pyrénées; une défaite, c'était la perte définitive de l'Espagne. On jouait le tout pour le tout. Par contre, la confiance patriotique des Espagnols touchait au paroxysme; le plus vif enthousiasme, autant qu'il peut galvaniser le flegme britannique, animait les Anglais : en moins de six semaines ils avaient fait 200 lieues, traversé six rivières, investi deux places, refoulé 120000 Français. Un seul désavantage à leur passif (et ils n'y étaient pas, il est vrai, insensibles) était l'absence de distributions régulières, la pénurie des subsistances, et, par cette marche pénible, la vie livrée aux chances des maraudeurs.

Le 21 juin, Joseph était à cheval de grand matin, mais il tâtonnait encore que la fusillade crépitait; le maréchal Jourdan lui indiquait du doigt des positions meilleures quand déjà les affaires se trouvaient engagées. Les alliés s'avançant, il fallait combattre comme on était. A 7 heures on doutait d'une bataille, à 8 heures les Anglais débouchaient par tous les défilés. Nous avions une grosse force à notre gauche sur les collines; le général Hill l'attaqua, prit au général Gazan le village de Subijana, fut repoussé, revint, et demeura vainqueur. Pendant ce temps Wellington (il s'était réservé cette place la jugeant capitale) marchait au centre, il passait la rivière sur des ponts intacts, en dépit du canon « qui tapait

dur » (1), et avec 20 bataillons, s'acharnait à nous prendre la grande route qui mène à Vittoria. Notre gauche étant débordée, Joseph fit reculer le centre; mais le mouvement s'accentua si bien que le flanc resta découvert, le général Hill s'y précipita et tout le choc de la résistance fut porté sur l'aile droite, où contre le général Graham, le général Reille tenait courageusement. Ces troupes, — les régiments de notre ancienne armée de Portugal, — continuaient encore leur feu à 7 heures du soir, contre les masses anglo-hispano-portugaises; mais tout le reste de nos gens était en déroute.

Le Roi avait ordonné la retraite. La route de Burgos coupée, restait une seule issue : le chemin de Salvatierra, dans la direction de Pampelune ; par malheur il n'avait pas été reconnu à l'avance; à travers les terres labourées on le gagnait en désordre, et chacun courait, poussé par le flot des fuyards. La confusion était telle qu'un escadron de hussards hanovriens manqua d'enlever Joseph ; le Roi n'eut que le temps d'ouvrir une portière de sa calèche, et de sauter sur un cheval de troupe ; il abandonnait sur les coussins de sa voiture son épée, ses portefeuilles, et le bâton du maréchal Jourdan dont Wellington fit hommage au Régent, en gardant les autres trophées que l'on peut voir aujourd'hui à Londres dans le Palais d'Aspley-House.

L'artillerie, près de 80 pièces, et les munitions, plus de 100 caissons, étaient restées parquées des deux côtés de la grande route de France. Le commandant de leur escorte, le général Hugo, avait deux fois, sans l'obtenir, demandé la permission de se retirer. Maintenant il était trop tard. Chacun pourvoyait à sa sûreté : le général renvoya ses deux jeunes fils Abel et Victor (spectateurs du haut d'un rocher), et pour lui-

(1) William LAWRENCE, *Mémoires d'un grenadier anglais*.

même se fit jour à coups de sabre sur la route de Pampelune (1).

Les bagages voulurent prendre cette même voie ; un fourgon, en versant près d'un marais, obstrua le passage ; alors la panique saisit cette foule ; les conducteurs abandonnèrent leurs chevaux, les femmes leurs voitures, les hommes leurs sacs, tout se mêla, s'agita, l'un tombé ici dans un fossé, l'autre écrasé là sous un camion ; les charrettes chargées d'effets précieux, les fourgons de la Trésorerie, abandonnés, coffres éventrés. Les objets de toute sorte, souillés de boue, jonchaient le sol : vêtements, vaisselle, tableaux, bijoux ; des actrices, des femmes galantes, des Espagnoles, les épouses ou les enfants des officiers français, criant au milieu des caissons de munitions. Les vainqueurs commencèrent le pillage. La solde de l'armée, le Trésor royal, 200 véhicules, guimbardes, cabriolets, *coches de Colleras, Galeras,* sont pris d'assaut ; avec la populace les soldats, avec les cantiniers, des officiers, se disputent pour le butin (2).

« Il ne peüt prendre Darius, pource qu'il gaigna le devant à fouir d'environ un quart de lieüe, mais bien prist il le chariot de bataille et son arc aussi, et trouva les Macédoniens qui pilloyent et saccageoyent tout le reste du camp où il y avoit une richesse infinie. » — Il semble que le vieil Amyot, en traduisant Plutarque, ait raconté, trois cents ans à l'avance, la bataille du 21 juin 1813.

Reille tient toujours ; il a deux chevaux tués sous lui, son habit percé de balles, et son chapeau enlevé d'un éclat d'obus (3). Le soir en arrivant au bivouac, il ne lui restait que la monture qu'il avait entre les jambes, mais calme, d'un sang-froid imperturbable et occupé de son devoir.

(1) Gachot, *Carnet littéraire,* mars 1902.
(2) Napier, *Histoire de la guerre de la Péninsule,* t. X, p. 279.
(3) D'Espinchal, II, p. 155.

Dans le petit bourg de Salvatierra, Joseph est parvenu à la nuit noire. Le portemanteau d'un officier lui fournit du linge qu'il n'a plus (1). Il soupe avec le général d'Erlon, Miot de Mélito, O' Farril ; — arrive Jourdan, grelottant de fièvre ; il entre, et regardant les assistants : « Eh bien ! on a voulu donner une bataille, et la voilà perdue. » Puis il prend sa place à la table commune, et un lourd silence s'établit (2).

Pendant que le Roi gagne comme il peut Pampelune, les alliés envahissent Vittoria. Mais contre l'armée en retraite leur poursuite est molle, et Wellington essaye de régulariser la victoire plus que de l'accroître. Cette masse de réfugiés, d'enfants, de femmes, présente un étrange butin. Les unes, telle Mme Nancy-Derrieux, beauté merveilleuse, mariée à l'administrateur en chef des vivres, et, en réalité, la maîtresse du Roi, échappe à travers les taillis, en robe légère, aux hussards anglais qui la poursuivent, sauvée, recueillie par le très galant d'Espinchal. Mais il y en a d'autres, beaucoup d'autres, et l'on trouve là des dames aimables qui, pour s'attirer des égards et des soins, prennent sans vergogne le nom et le titre de leur amant : on a une *fausse* baronne Treillard, à la disposition de qui Wellington met sa maison ; ce que voyant, la *vraie* comtesse Gazan, prisonnière aussi, outrée d'une assimilation qui l'indigne, fait connaître la position de ces demoiselles ; et Wellington offrant des voitures aux femmes honnêtes, les fait reconduire aux armées françaises « selon les lois de la chevalerie » (3).

Démêler les rangs et rétablir les positions sociales, il est possible ; mais arrêter le pillage, il n'y faut pas songer. L'in-

(1) « Joseph Bonaparte s'est arrêté après la bataille dans la maison même où je suis (à Olazagoitia). La femme m'a dit qu'il paraissait abattu et qu'il regrettait la perte de ses bagages : il n'avait pas même sauvé de quoi changer de linge. » (*Journal* du lieutenant Voodberry, 23 juin 1813.)

(2) Miot de Mélito, *Mémoires*, III, p. 320.

(3) Bulletin de Devilliers à Savary, 23 juillet 1813. F VII, 7015.

discipline est partout dans les deux armées. Les juifs de Bayonne s'enrichissent des dépouilles que les soldats, en rentrant en France, leur vendirent (1).

Et chez les Anglais les traînards étaient si nombreux, que la poursuite en fut arrêtée. De ces pillards émérites, partis à la maraude, dix-huit jours après la bataille, il y avait encore 12 500 absents (2).

Protégée par une forte masse de cavalerie l'armée française s'était ressaisie peu à peu. Sous les murs de Pampelune le désordre était encore grand et le gouverneur ne voulut point ouvrir ses portes à tous ces gens à la débandade; mais, dans la vallée de Roncevaux, les formations devenaient déjà plus normales, et les escadrons avaient repris leur allure, retrouvé leur discipline.

(1) Devilliers, commissaire général de police à Bayonne, écrivait (28 juin 1813) : « J'ai l'assurance que le rabbin emploiera les moyens secrets et religieux pour *fatiguer la conscience* de ceux auxquels les achats seraient proposés. » — F VII, 7015.

(2) Wellington au comte Bathurst, 29 juin 1813.

CHAPITRE IX

LA CATALOGNE. — PAMPELUNE. — SAINT-SÉBASTIEN

I. Esprit indépendant des Catalans. — Résistance du général Alvarez à Gironne. — Le maréchal Macdonald et le général Baraguay-d'Hilliers. — Trahison à Figuières. — Prise de Tarragone. — Concussions à Barcelone. — Agents de police. — Le général Henriod à Lérida. — Tentatives d'empoisonnement. — Proclamations de Lascy. — Volontaires espagnols et miquelets français. — Complot à Barcelone. — Politique de douceur. — Nouvelles de la retraite de Russie. — Changement des chefs. — Humanité du général Copons et du général Decaen. — Le fort de Balaguer. — Petites garnisons isolées. — Évacuation de la Catalogne.

II. Pampelune, ville maîtresse de la Navarre. — Le général Cassan y résiste aux Anglais, Espagnols et Portugais. — Vains efforts du maréchal Soult pour briser le blocus. — La disette. — La garnison prisonnière.

III. Le général Rey s'installe à Saint-Sébastien. — Blocus par terre et par mer. — Bombardement et assaut. — Les Anglais pillent et incendient la ville.

I

Nous occupions encore, avec Suchet, la Catalogne. La Catalogne a toujours été une province fort indépendante, vis-à-vis de l'Espagne elle-même, dont elle constitue la frontière, et un boulevard irréductible du côté de la France, sa voisine. Au temps des guerres pour la Succession de Charles II elle avait été le théâtre des luttes les plus acharnées entre les partisans de Philippe V et ceux de l'archiduc ; et c'est avec raison que Macdonald conseillait à Clarke :

Je prie V. Exc. de jeter les yeux sur les « mémoires » de MM. de Noailles, Vendôme et Berwick, de se faire rendre compte de leurs

correspondances ministérielles ; notre situation est la même et les choses n'ont pas changé ; les opinions sont aussi exaltées, malgré qu'un siècle sépare les deux époques (1).

Le rapprochement n'était pas seulement ingénieux, il demeurait exact et c'est sous cet aspect assez particulier que se présentent les affaires catalanes dans la résistance à Napoléon. On rencontre une population frémissante, acharnée, irréductible. Des sièges multiples, des villes prises, reprises, des complots incessants, des coups de main, des intrigues, des fraudes, des concussions, des traîtrises, des empoisonnements, des répressions terribles, des animosités sourdes, des vengeances éclatantes donnent un caractère louche à des opérations variées où par certains côtés seulement brillent les faits de guerre. Nous n'avons jamais rencontré entre l'Èbre et les Pyrénées des sympathies fidèles et, en y déployant beaucoup de courage militaire, rarement obtenu d'incontestables succès. Pourtant des chefs de valeur ont passé là : Gouvion-Saint-Cyr, Augereau, Macdonald, Decaen, Suchet.

Dès les premiers jours de 1809, Reding a recruté et organisé 40 000 Espagnols de bonne volonté pour aller au secours de Saragosse. Il est sans doute blessé et battu à Vals (25 février), mais la fin de l'année arrive sans que nous ayons avancé dans notre conquête et le général Duhesme qui, sans doute occupe Barcelone, y demeura comme bloqué. En octobre, Augereau a reçu le commandement de ce 7e corps que composent les divisions Touvenot, Reille, Suchet et Macdonald. Pour ses débuts, il a la chance de voir Girone, attaquée depuis six mois par Reille et par Verdier, se rendre enfin après la résistance héroïque du général Alvarez. Les sièges, les succès, les insuccès, se succèdent avec l'année 1810 : actions incessantes

(1) Au camp de Figuières (18 juillet 1811).

devant Hostalrich, Barcelone, Gironne, Lérida, Mesquinenza, Figuières. Au printemps, le maréchal Macdonald remplace Augereau, affaibli ou de mauvaise volonté ; son double objectif est de ravitailler Barcelone qui est entre nos mains mais où la population nous demeure hostile, et de couvrir le siège de Tortose, que Reille prendra après de longs efforts en janvier 1811. A son tour, le duc de Tarente remettra la direction générale à Suchet, le 31 mars. Il n'a guère connu que des déboires, du moins de graves difficultés (1). Ses adversaires ont été souvent heureux : Henri O'Donnell ou Campo Verde. Son subordonné, le général Baraguay-d'Hilliers, lui a causé mille ennuis. Les cartons du ministère de la Guerre sont remplis des récriminations, rapports, dénonciations, protestations, reproches, blâmes concernant ce général que Macdonald accuse nettement de concussions, ce contre quoi Baraguay-d'Hilliers s'élève très haut, mais se défend mal (2).

La place forte de Figuières, par la trahison de deux Catalans, employés aux subsistances, a été ouverte la nuit aux Espagnols (10 avril 1811), et cet événement « regrettable », comme dit l'Empereur, nous oblige à monter la garde autour d'une ville que nous possédions, et surtout apporte un réconfort moral puissant à la joie patriotique de nos adversaires ; ils exploitent cette aventure peu glorieuse par des pamphlets, des injures, des mensonges qui ne sont pas colportés en vain.

Le maréchal Suchet y répond par des faits : le 7 juin, il ouvre la tranchée contre la ville basse de Tarragone, enlève le

(1) « La guerre dans ce pays est une guerre très sérieuse ; depuis dix mois je l'ai écrit jusqu'à satiété. » — Macdonald à Clarke, 17 avril 1811. — *Archives de la Guerre*.

(2) Toute sa carrière est marquée, même en ses meilleurs jours, d'actes douteux à Bergame, à Venise, à Malte ; souvent incriminé, souvent suspendu, il subit une sorte de défiance de l'Empereur, et c'est en pleine disgrâce qu'il mourut (décembre 1812) en route, quand il rentrait de Russie pour passer devant un conseil d'enquête.

fort Francoli, repousse les sorties, donne le 16 un premier assaut, défait le même jour, à Mora, le général Villamil, occupe les faubourgs (21 juin), éloigne Campo Verde que vient soutenir en vain une escadre anglaise (26 juin 1811) et, après l'assaut suprême, entre victorieux le même jour à Tarragone. Pour Macdonald, il met tous ses soins à la reprise de Figuières, il enserre étroitement les remparts, maintient une discipline sévère, sa vigilance est en éveil (1) ; en vain la garnison essaie de s'échapper, et il plante son étendard sur les bastions reconquis. Il s'étonne seulement de retrouver très peu d'approvisionnements dans les magasins qui devaient être pleins quand la trahison a livré la ville, le 11 avril ; il se trouve là en face d'une dilapidation, de vols, de concussions, comme il en rencontre chaque jour dans le pays où chacun, au milieu du désordre général, travaille à sa fortune personnelle. On y respire vraiment une atmosphère délétère.

Dès mai 1810, à Barcelone, le vice-consul français serait recéleur de vols importants (se montant à plusieurs millions) ; sur la demande de Casanova, commissaire de la police, Augereau le fait arrêter, mais comme il s'agit d'un de ses subordonnés, Champagny, ministre des Relations extérieures, demande des explications à son collègue le ministre de la Guerre, et les choses ne vont pas plus loin. A son arrivée, Macdonald entend arrêter tous ces désordres, et il dit en termes énergiques : « L'armée est infectée de sangsues, d'immondices, je vais la purger avec un bras d'acier et nettoyer les écuries d'Augias. L'aimant a attiré dans ce pays une foule d'individus inconnus, revêtus de titres, sans places. C'est à qui rançonnera le plus... sous prétexte de police, on met amende

(1) Dans une de ses rondes de nuit, il surprend, à 4 heures du matin, un soldat en faction endormi ; il le fait fusiller sur-le-champ, avec cet ordre du jour : « C'est sur la vigilance des sentinelles que reposent l'honneur, la gloire et la sûreté de l'armée. » — *Archives de la Guerre*.

sur amende; sous peine d'exécution, on empoche et personne ne rend compte. Peut-on s'étonner après cela de la grande émigration et d'être détesté et en exécration dans toutes les classes. ...C'est par l'armée que je commence. Ce n'est pas tout d'être brave, il faut être soumis à la discipline. Les ressorts sont détendus; je vais employer les moyens de les remonter (1). »

Il semble que cette rigueur ait amené de prompts résultats (2). Une commission d'enquête est formée ayant comme président un sieur Dutertre, commissaire ordonnateur des guerres, et l'Empereur, préoccupé de l'administration de la Catalogne, qu'il considère déjà comme appartenant à l'Empire, mande d'urgence à Paris, le général Guilleminot afin qu'il lui fournisse des renseignements précis (3); il reçoit une députation civile de Barcelonais, pour écouter doléances et desiderata (4).

On a envoyé à Macdonald un personnel administratif, dont il faisait l'éloge, dans un rapport au ministre de la Guerre (5). Un secrétaire général, Joseph Souques, membre du Corps législatif; deux intendants, M. de Luppé à Barcelone, plein d'activité, à Girone, M. de Lameth, ancien administrateur des finances, « probe, éclairé » ; un commissaire supérieur de police, Bonnecarère, qui avait été l'intime de Mirabeau et de Dumouriez, et traversa la Révolution et l'Empire chargé de missions secrètes plus ou moins équivoques, où il déploya de l'adresse (6) ; deux commissaires principaux de police, dont

(1) Macdonald à Clarke. Girone, 24 mai 1810.

(2) Carion Nisas, en mission pour le ravitaillement de l'armée de la Catalogne rend témoignage de la sage administration du duc de Tarente, 24 juillet 1810.

(3) 5 mars 1811.

(4) 10 mars 1811.

(5) 1er avril 1811.

(6) La Restauration refusa de l'employer. Il devait mourir en 1825, en ayant rétabli sa fortune par la création des voitures publiques de Versailles à Paris nommées *gondoles*.

l'un, Blondel, avait été envoyé à Barcelone, dès 1808, par Talleyrand pour inspecter discrètement les hommes et les choses de la Péninsule (1) ; après l'occupation, il était resté dans la ville avec des fonctions policières officielles. L'autre, à Girone, était Beaumont de Brivazac, recommandé par le duc de Rovigo, dont il était le parent, comme l'administrateur des Domaines, M. Salomez, était cousin du général Guilleminot.

Des soupçons devaient planer aussi sur ces fonctionnaires qui se firent des ennemis. Les dénonciations abondent, et ceux qui les portent sont parfois peu dignes de créance : « Nos émissaires d'espionnage, remarque Baraguay-d'Hilliers au ministre de la Guerre, toujours forcément choisis dans la plus vile classe du peuple, sont les plus lâches coquins ou les plus grands fripons et toujours les plus grands menteurs de l'Espagne. » Quand nos agents sont plus estimables, leur imagination les porte à découvrir partout des coupables; un long rapport du général de Puymisson conclut à des trafics de l'intendant de Luppé, de son secrétaire Paris les Plaignes *(sic)*, du directeur des domaines Lapasset et du commissaire La Ferrière (2). Les accusés, les inspectés, les condamnés protestent, en appellent, souvent sont mis hors de cause ou lavés des accusations. Le général Guillet, ordonnateur des Douanes, est destitué « pour des motifs très graves » ; et aussi le commissaire du gouvernement près l'Hôtel des Monnaies. Le receveur des Domaines Amic est enlevé de son poste par Macdonald et mis en surveillance. Bonnecarrère est rappelé. Le général Henriod, gouverneur de Lérida, se trouve très nettement accusé de fautes nombreuses, déshonorantes (3) : fournitures de table perçues indûment (19 742 fr.) ; occupation par force de la maison où il loge et qu'il revend à son profit;

(1) Voir : Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon*, I, Appendices.
(2) 7 juillet 1811. *Archives de la Guerre*.
(3) Rovigo à Clarke. Paris, 13 avril 1813. *Archives de la Guerre*.

organisation pour ses appartements, d'une « caisse des embellissements » (?); emploi à son usage personnel de la « caisse des convois » ; vente des bestiaux rassemblés dans le parc militaire; mainmise sur la récolte de la Chartreuse d'Escola; organisation sous le nom des « Francs Catalans » d'une bande de pillards; emplois d'otages civils à des travaux publics, etc...

Cet esprit de rapine s'allie facilement aux procédés de brutalité; sur ce point la réputation d'Henriod était fortement établie et l'écho en parvenait jusqu'à Paris. Voici l'extrait d'une lettre adressée à Savary : « A Lérida, le général Henriod aliène tous les esprits par les cruautés inouïes qu'il y exerce. Aigri par une goutte qui le tient presque toujours au lit, c'est de ce siège qu'il rend la justice à sa manière, qu'il ordonne à volonté de couper des oreilles, de faire appliquer 20, 30, 40 coups de bâton, 15, 20, 30 coups de fouet; une chaudière toujours pleine d'un mélange de vinaigre, sel, poivre, moutarde, contient une quantité de tampons imprégnés que l'on applique sur la partie malade. Telles sont les peines infligées par le Gouverneur (1). » Averti, le duc de Rovigo s'adresse au duc de Feltre pour que cette conduite soit punie et tout de suite modifiée; l'Empereur ne la supporterait pas davantage.

Évidemment, malgré l'incohérence, les partis pris, les jalousies des dénonciations et même des enquêtes, il demeure avéré que plusieurs ont cédé à la tentation de remplir leurs poches et peut-être ont-ils après crié le plus haut aux scandales. L'argent reste rare, la solde est souvent en retard si les traitements supplémentaires sont perçus avec diligence, quoique l'Empereur ait prescrit qu'ils ne sont payables qu'après la solde de la troupe. Les indemnités de frais de table sont fixées par mois à 4 000 francs pour les gouverneurs de province, 1 800 francs pour les généraux de division,

(1) 23 janvier 1813. *Archives de la Guerre.*

1 200 francs pour les généraux de brigade, 700 francs les colonels, 400 francs les chefs de bataillon et 300 francs les commandants de place (1).

Les soucis des généraux gouverneurs (Macdonald, Suchet et leur successeur à partir du 3 octobre 1811 le général Decaen) se portent, non sans raison, sur d'autres sujets plus graves. On découvre sans cesse des projets, des tentatives d'empoisonnement contre les Français; tantôt il s'agit des farines des magasins de l'armée (2), tantôt du pain de la garnison de Barcelone (3), tantôt des puits du fort d'Hostalrich; on essaie de mettre le feu aux poudrières de Figuières, à celles de Girone; et ces manœuvres coupables amènent des représailles qui en font naître d'autres. Le général Decaen ayant fait emprisonner à Barcelone 22 Espagnols suspectés d'empoisonnement, Louis de Lascy fait enfermer, comme otages, 22 prisonniers français; Decaen riposte en mettant au cachot tous les prisonniers espagnols qu'il a au fort, 5 officiers, 35 soldats (4).

Tous ces actes de violence sont accompagnés chez les chefs espagnols de paroles plus brutales encore; Lascy s'y distingue entre tous dans ses proclamations contre « les hordes des barbares esclaves que le despote de la Seine a envoyées en Espagne... Il n'y a pas de droit des gens pour les envahisseurs (5) ». Et il précise : « Tout Espagnol a acquis le droit d'enfoncer le poignard dans le cœur de tout Français, d'empoisonner l'air qu'il respire, de corrompre l'eau qu'il boit, de miner le sol sur lequel il marche (6). » Et il met ses prescrip-

(1) Décision impériale du 21 janvier 1811.

(2) Rapport du général Maurice Mathieu, 22 mars 1811.

(3) Dossier de 104 pages sur l'empoisonnement de 1812. Rapport au général en chef, 1er décembre 1812. *Archives de la Guerre.*

(4) 16 mars 1813.

(5) Vich. 16 décembre 1812.

(6) AF IV, 1634, pièce 80.

tions en œuvre : à Cardonne, au milieu de la place publique, au son des cloches et des tambours, il fait tirer au sort les prisonniers pour avoir des otages spéciaux. Comme à Barcelone, le général Mathieu fait mettre au cachot en représailles différents personnages de marque, leurs parents s'effraient, s'agitent et réussissent à ce que la mesure trop énergique de Lascy soit rapportée.

Mais fanfaronnades ou menaces n'intimident pas nos officiers : quand Lascy avait deux régiments, d'Eroles vient occuper la ville de Mattaro, où les Anglais ont amené de l'artillerie, il fait sommer fièrement le fort des Capucins de se rendre; il reçoit, écrite au dos de sa lettre, la réponse suivante du capitaine Chevillard, du 42e de ligne, qui commande notre petite garnison : « Général, quand un Français a des cartouches et des balles, il ne se rend jamais. J'ai l'honneur de vous saluer. — *Nota :* Si dans dix minutes vos troupes ne se sont pas retirées, je ferai feu sur elles (1). » L'assaut est donné, repoussés, les assaillants se retirent sans succès. Ils vont subir un échec plus grave à Molins del Rey, où nous-mêmes éprouverons des pertes assez sérieuses (2). Lascy est à la tête d'une armée de 8 à 9 000 hommes; ses lieutenants ne sont pas sans valeur; le pays sert sa cause, « le peuple le craint sans avoir entière confiance en lui, parce qu'il a servi autrefois dans l'armée française (3) »; il lève des volontaires et ne

(1) *Archives de la Guerre*. 8 mai 1812.

(2) Rapport du colonel Lelong, 1er juin 1812. *Archives de la Guerre.*

(3) Un long rapport du secrétaire de Milans (Ramon Arques) est parvenu à Paris à la Police générale; il est aux Archives de la Guerre (1er juin 1812) et donne des appréciations assez curieuses sur ce personnel de l'État-Major : Baron d'Eroles, jadis étudiant en droit, a commandé des Miquelets, éloquent, du talent, très en faveur auprès du peuple.

Milans, trente ans de services, lieutenant-colonel depuis seize ans, au début de la guerre, très bon militaire, redouté des « riches » qu'il fait payer, adoré des « pauvres » à qui il donne des secours; beaucoup de dettes personnelles.

Sarsfield, lieutenant en 1808, n'aime pas les Catalans, a levé un régiment de volontaires étrangers (Wallons et Suisses), les habille et les commande à la

cesse d'en trouver, il les habille à son gré, toujours d'une façon théâtrale : veste et culotte bleues, avec des revers jaunes éclatants, un chapeau à l'aile relevée, un médaillon au bras gauche, des rubans, des fanfreluches.

De son côté, Decaen crée des compagnies de Miquelets, comme si le nom importait à la chose ; elles ont 150 hommes chacune, dont 25 cavaliers, et, avec le goût du panache qui caractérise les deux armées, il leur donne un uniforme de haute fantaisie : veste brune, collet rouge, large pantalon à bande claire, chapeau à la Henri IV, avec plumet rouge, espadrilles, cartouchières, fusil et baïonnette (1).

Lascy fixe aux siens un but précis et impitoyable : rançonner les villages qui ont reçu des Français, exiger de ces « traîtres » des contributions, ramasser partout des armes pour les Espagnols, ne pas craindre de mettre au pillage les maisons de ceux qui résisteront (2). La terreur règne dans les campagnes.

Dans les villes, d'autres affaires criminelles tournent moins tragiquement : un nommé Assina, Espagnol employé au bureau des finances de Tarragone, fut dénoncé par Las Casas, inspecteur de police, et arrêté par ordre du général Maurice Mathieu. De ses révélations, on apprit qu'un demi-million de piastres avait été promis à des habitants de Barcelone pour glisser dans les farines une poudre homicide préparée par un médecin Santpons et qu'un bateau anglais avait déposé à Mataro, chez un nommé Tapias, une liqueur qui devait servir à empoi-

française. Caractère gai de bon vivant, impose des contributions à sa fantaisie, on ne le voit jamais au feu, grand ami des Anglais, très lié avec Lascy, ne veut pas reconnaître d'Eroles pour un général, parce qu'il a été « bourgeois ».

La note ajoute que les officiers et la troupe sont mal payés, fatigués, nourris par les communes où ils passent, les munitions cachées dans les montagnes ; et qu'on attend le secours des Anglais.

(1) 13 janvier 1812. *Archives de la Guerre.*

(2) 22 septembre 1812. *Archives de la Guerre.*

sonner le vin de la troupe (1). Mais l'examen de M. de Luppé, intendant, lui persuada que tout ceci était un complot imaginaire inventé par un fonctionnaire désireux de se rendre intéressant aux deux partis. Il avertit le duc de Tarente qui donne ces détails au duc de Feltre, lequel croit devoir en faire un rapport à l'Empereur (2). De nouvelles dénonciations, de nouvelles recherches découvrent le projet d'une surprise de nuit, grâce à des uniformes français volés dans les magasins de l'Intendance et que doivent revêtir des Espagnols; grâce à ce subterfuge, on se glissera sans bruit dans les fossés et l'on mettra le feu aux provisions de poudre. Lascy est l'instigateur du complot, et l'âme de l'aventure est un prêtre, Pierre Corret y Sala. Plusieurs personnes sont arrêtées, un procès s'engage, le vicaire général du diocèse (François Sans) implore l'indulgence des juges, le maire, les adjoints de Barcelone joignent leurs supplications aux siennes, avec des expressions très humbles pour « le grand Empereur Napoléon, élevé par la clémence du ciel au faîte de la grandeur où l'univers entier l'admire. » Ils réussissent, car Decaen montre beaucoup de mansuétude, en écartant la peine de mort pour se borner à la prison jusqu'à la paix. Ce en quoi d'ailleurs, il est fort blâmé par Clarke (3).

La force paraissant impuissante, la douceur est employée. Napoléon lui-même comprend la nécessité de la prudence, et, après avoir décrété la réunion de la Catalogne à l'Empire, il reconnaît qu'au préalable il faut « la conquérir village par village (4) » et il donne l'ordre de retarder l'exécution de ses

(1) AF IV, 1629, n° 120.

(2) *Id.*, n° 146.

(3) AF IV, 1634. pièces 260-261. On imprimera, en 1814, à Barcelone, deux volumes, en français et en espagnol, *Histoire des conspirations tramées contre les armées françaises.*

(4) Berthier au roi Joseph, 25 août 1811. Lettre portée par M. Brun, aide de camp de Soult.

premières instructions. Le général Decaen, qui est sur place, applique très volontiers cette politique calmante et s'efforce de se concilier le clergé : aux religieux et aux religieuses qui prêteront serment au gouvernement français, il accorde des secours de 600, 400, 300 francs payables mensuellement et, « voulant environner l'exercice de notre sainte religion de tout le respect qui lui est dû », il prescrit que « tout particulier qui par voies de fait ou menaces aura empêché une ou plusieurs personnes d'exercer la religion catholique, apostolique et romaine, d'assister à l'exercice du culte, d'observer les jours de repos, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois; quiconque aura frappé le ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions sera puni du carcan (1) ».

Il prend des arrêtés sur la tenue des actes de l'état civil, la garde et la sûreté des archives, le respect dû aux magistrats. Il distribue des secours aux maisons d'enfants trouvés, il accorde une somme de 7 500 francs pour aider 18 couvents (250 religieuses) privés de ressources et il souscrit sans hésiter à la proposition de M. de Chauvelin, intendant de Montserrat, d'une dépense de 8 000 francs pour les frais de retour de l'évêque de Barcelone, Mgr de Siscar, qui se trouve réfugié à Mayorque et demeure encore hésitant à rentrer dans sa ville épiscopale.

D'autant plus qu'il y règne une sorte de disette, les vivres se raréfient et tout est très cher, si beaucoup de Catalans sont partis, il reste encore des bouches inutiles, et le général Maurice Mathieu propose le renvoi en France de ces nombreux fonctionnaires civils : le conseiller d'État, le préfet, les trois directeurs des douanes, celui des octrois, les inspecteurs, contrôleurs, vérificateurs « qui mangent les revenus de la

(1) *Archives de la Guerre*, 16 avril 1812.

principauté et sont grassement et régulièrement payés, tandis que les officiers et soldats sont dans la misère (1) ». Plus encore : ils ont peur et répandent ainsi l'alarme. Decaen ne connaît que trop bien la vérité de ces renseignements; de Gironne il mande au duc d'Albuféra l'hostilité croissante des esprits, il aurait besoin d'un renfort d'au moins 10 000 baïonnettes, et il manque d'argent, car il vient d'employer, pour acheter du blé, 72 000 francs destinés à la solde (2).

La force morale de nos armées, leur prestige tiennent aux succès de l'invincible Napoléon, et voilà que cet éclat s'assombrit, la campagne de Russie a tourné au désastre; un bulletin de police, sous sa forme prudente, indique bien le résultat dans les esprits : « L'arrivée du vingt-neuvième Bulletin a causé de la consternation mais non du découragement parmi les Français qui sont à Gironne; les événements qu'il annonce sont depuis deux jours l'objet de la conversation sans que personne se soit encore permis une réflexion inconvenante ou seulement indiscrète. Le commissaire fait surveiller et le premier mot dans ce sens qui lui serait rapporté donnerait lieu à une mesure sévère et publique contre l'individu qui s'en serait rendu coupable. On remarque jusqu'à présent que les prêtres ne sortent pas de l'extrême circonspection dont ils paraissent s'être fait une loi sévère. Il serait presque à désirer qu'ils nous fournissent l'occasion de faire un exemple. C'est dans cette disposition que la police a les yeux ouverts sur les plus influents (3). »

(1) Maurice Mathieu à Decaen, 10 septembre 1812.

(2) 14 septembre 1812.

(3) Bulletin de police (Gironne, 28 décembre 1812) du commissaire général Fournier, qui ajoute : « Peut-être serait-il convenable de donner avec la publication de ce vingt-neuvième Bulletin, quelques réflexions sur la grandeur du caractère et des ressources d'une nation qui parle avec tant de franchise d'événements sinistres pour l'humanité, et d'y faire intervenir adroitement une espèce d'énumération de nos ressources. »

Sans doute, mais les espérances des Catalans se multiplient avec raison, ils aperçoivent le colosse chanceler sur son piédestal et, à leurs yeux, le duc d'Albuféra ne changera pas la tempête en bonace quand il interprétera favorablement les évènements : « J'ai ordonné que le canon annonçât dans toute l'étendue de mon commandement l'heureuse arrivée de l'Empereur au sein de sa capitale. Tous nos vœux suivaient notre auguste Souverain. Accoutumés à ses prodiges, la conquête de Moscou ne nous avait pas étonnés, mais nos regards inquiets mesuraient la distance qui le séparait de nous, et nous désirions tous le voir se rapprocher du siège de l'Empire et de cet auguste enfant, l'espoir et le salut de la France, objet sacré de nos vœux et de notre dévouement (1). »

Notre occupation se transforme, on pressent qu'il faudra bientôt se replier. Déjà l'on peut deviner, à des changements subits dans le personnel, que l'on se défie à Paris de celui qui a pris ses habitudes en Espagne, et le décret du 8 janvier 1813 fait venir de France le nouveau gouverneur de Barcelone, le général Nicolas ; on va prendre à Cambrai le colonel Peugnet pour en faire un commandant de la place ; à Versailles, le colonel Fabry, comme commandant d'armes de la citadelle ; à Reims, le colonel Courcelles, comme commandant d'armes du fort de Montjouy (2). Les intendants sont rappelés, un seul restera, M. de Chauvelin. Les amendes pour délits et infractions sont encore édictées, mais on ne les perçoit plus. Le préfet de Montserrat va même jusqu'à les déclarer « absurdes ».

Ces restrictions semblent le prélude d'une sorte de détente ; dans le camp adverse les mêmes dispositions se manifestent ; aux violences de Lascy, d'autant plus cyniques qu'il aurait dû se souvenir que jadis il avait eu l'honneur de servir dans

(1) Duc d'Albuféra au duc de Feltre, 9 janvier 1813.
(2) 22 janvier 1813.

l'armée française, son successeur le général Copons y Navia (1) met de suite des adoucissements; il saisit l'occasion de la liberté accordée par Maurice Mathieu à un otage, pour manifester sa gratitude, il y répond par une libération semblable et ajoute « qu'il est probable que cette circonstance ne se limitera pas aux prisonniers des dépôts de Catalogne ». Il fait en effet cette déclaration formelle d'humanité : « Tout le temps que durera mon commandement je ne permettrai jamais que l'on use pour faire la guerre d'autres moyens que ceux reconnus par les nations civilisées... J'assure sur ma parole, de la façon la plus solennelle, qu'à l'avenir la guerre se fera généreusement et que ses horreurs ne dépasseront pas le champ de bataille. » Il adjure enfin le général français de considérer les malheurs des habitants de la péninsule et de « regarder avec des yeux de compassion quelques malheureux dont le crime n'est autre que l'ardent désir de la liberté de leur patrie (2) ».

A cette lutte « généreuse », Decaen veut participer par des mesures de clémence analogues : des commissaires de police trop sévères sont relevés de leurs fonctions et cette destitution d'agents impopulaires produit « la sensation la plus avantageuse pour ramener les esprits ». Car, ainsi que l'écrit le général Thouvenot au duc de Feltre, « il faut de la fermeté avec le peuple espagnol, mais il faut principalement de la justice et de la probité. »

Quels que fussent les procédés de la guerre, il était important que nous conservions notre position à Tarragone, car si la communication entre l'armée d'Aragon et le corps de Catalogne était coupée, le duc d'Albuféra se verrait contraint d'évacuer en toute hâte le royaume de Valence. Or, le 9 juin.

(1) Son armée comprenait 9 600 fantassins, 1 430 cavaliers, 4 600 hommes en garnison, soit 15 630 hommes. *Archives de la Guerre*, 19 juin 1813.
(2) 31 mars 1813.

le fort de Balaguer, qui domine la seule route praticable pour les voitures entre Valence et Tarragone, venait de tomber au pouvoir des Anglais venus par mer d'Alicante. Mais à l'annonce de l'arrivée à marches forcées, au sud, du maréchal Suchet avec une division et de la cavalerie, au nord du général Maurice Mathieu, les troupes britanniques pour ne pas être enveloppées firent sauter le fort, abandonnèrent leurs provisions et se rembarquèrent en toute hâte (12 juin). Dans leur retour à Alicante, ils perdirent des vaisseaux qui s'échouèrent; leur insuccès se transformait en catastrophe.

La résistance de Tarragone demeurait énergique; la garnison était réduite à 1 500 hommes, tous les jours le tiers d'entre eux devaient prendre la garde; ils étaient épuisés par les sorties et les veilles, manque d'eau, plus de denrées, si on avait encore des munitions. Deux mille cinq cents Espagnols établis à Reus maintenaient le blocus.

Le désastre de Vittoria eut naturellement sa répercussion sur nos positions en Catalogne. Pendant que l'armée vaincue rentrait le 27 juin sur le territoire français, désorganisée et sans point d'appui et que l'Empereur, du fond de l'Allemagne, envoyait à Bayonne le maréchal Soult, investi du commandement en chef de ces divisions malheureuses, pour protéger les provinces françaises, et même, s'il le pouvait, reprendre l'offensive, pendant que les Anglo-Espagnols menaient successivement les sièges des places où nous avions laissé des garnisons jalonnant la route du retour, Pampelune, Saint-Sébastien, — le duc d'Albuféra mit tous ses soins à rallier les débris de la garnison de Tarragone. Ayant fait sauter, à grand' peine, les remparts de la ville, il ramena son monde vers les Pyrénées, talonné par ses adversaires, harcelé même par les bandes de Manco. Il avait enfin établi son quartier général et concentré ses troupes autour de Girone. Il y restait sans

obtenir des directions, ne recevant même pas de réponses à ses dépêches réitérées (1).

L'Empereur, débordé par les événements, réunissait tous les éléments capables de s'associer à ses efforts désespérés. Ainsi Decaen était rappelé et mis à la tête de l'armée de Hollande, Suchet devenait colonel général de la Garde impériale. Napoléon avait bien encore 300 000 hommes sous les armes, mais dispersés autour de nos frontières. Les Alliés venaient de franchir le Rhin, entraient par la route de Pontarlier, et l'on savait que leur objectif était Paris.

II

Pampelune, capitale de la Navarre, a une apparence de château fort. Des tours de la cathédrale on peut faire le guet pour inspecter la plaine et leurs cloches se tiennent prêtes à sonner le tocsin. Les chapelles sont grillées comme des prisons; les sculptures du cloître ajouré offriraient des postes d'embuscade, leurs colonnades fourniraient des embrasures; et le long des sacristies des fenêtres étroites s'ouvrent, ainsi que des poternes de secours, sur les fossés des remparts. — Qu'il faudrait peu de choses pour transformer en forteresse la maison de la prière!

(1) G. de Artèche, *Guerra de la independencia*, XIV, 427.

Suchet éprouvait alors un grand désagrément : la clef de sa correspondance chiffrée avec Soult et avec Decaen était connue de l'ennemi. Elle avait été livrée à d'Eroles par un aventurier d'origine irlandaise, Van Halen, qui, officier dans la flotte espagnole, s'était rallié à Joseph, avait été attaché à l'état-major du duc d'Albuféra, et qui voyant péricliter les affaires françaises, cherchait à rentrer en grâce auprès de ses compatriotes par une nouvelle trahison. (*Archives de la Guerre,* 16 janvier 1813). — Il essaya en vain de les introduire dans Tortose. Il devait continuer sa vie mouvementée jusqu'à sa mort, après 1830. (G. de Artèche, XIII, 432, et appendice 13.)

Et, de fait, cette capitale de la Navarre a toujours vécu des heures guerrières. Elle domine le pays où, par des vallées âpres et grises, les gens se promenèrent en armes : des Sarrasins jusqu'aux Carlistes. Soutenir le siège n'a jamais effrayé Pampelune, quelque drapeau qui soit planté sur ses bastions.

Au pied de ses murs, Ignace de Loyola reçut la blessure qui devait transformer sa vie, et faire du soldat de bravoure, du capitaine mutilé, le fondateur, le général de la Compagnie de Jésus.

Il y a cent ans, les troupes de Napoléon y poursuivirent, avec une intrépidité mal connue, la dernière résistance de nos armes avant de quitter la péninsule. Le siège de Saragosse, en 1808, immortalisant la vaillance espagnole, marque le début de la guerre d'Espagne. Le siège de Pampelune, en 1813, en fut la conclusion glorieuse pour la vaillance française. Avant de quitter ce sol funeste, nous avons tiré là notre suprême coup de feu. La torche consumée jette un éclat avant de mourir, et la mèche étincelle sous le coup de vent qui va l'éteindre.

Le 23 juin, au matin, le bruit d'une grande défaite aux environs de Vittoria commença à se répandre dans la ville. Le roi Joseph, ayant abandonné jusqu'à sa voiture, son épée, son trésor et son portefeuille dans la déroute, arriva le soir même, éperdu, séjourna en silence le 24 et repartit le 25, à deux heures de la nuit, dans la direction de Roncevaux; ce qui n'était pas d'un très bon augure pour le frère de Napoléon, s'il se souvenait de Roland, neveu de Charlemagne.

Vers midi, par la route de Tolosa, on vit déboucher la tête de l'avant-garde ennemie. Anglais, Portugais, Espagnols s'approchaient, haletants, avec des cris de revanche; ils tourbillonnaient tels que des corbeaux, autour de Pampelune sur la rive gauche de l'Arga, espèce de torrent, souvent guéable,

qui l'enveloppe du nord à l'est. Son enceinte bastionnée, crénelée, sa citadelle bâtie sur les plans de Vauban, mieux que deux fortins en terre imparfaits et inachevés, lui donnaient confiance. Depuis cinq ans elle avait été un lieu de dépôt utile et renfermait un matériel assez considérable ; sa garnison, augmentée d'isolés, se trouvait d'environ 3500 hommes (1); sa population ne dépassait pas 15000 âmes. Un bon nombre, profitant de la confusion au moment où les communications demeuraient encore libres, disparurent, comme on fuit l'inondation. Le 25 juin, le gouverneur, le général Cassan, demeurait réduit à ses propres ressources en face de l'investissement (2).

Il s'ingénia : les ponts-levis remparés, les escaliers des fossés nivelés et remplacés par des échelles, les poternes murées, les palissades dressées, les galeries de mines forées, les couverts dangereux rasés, les arbres gênant le tir, abattus; on prépara, répara forges, pompes, moulins à farine, moulins à poudre; 2500 piques furent disposées sur le parapet pour repousser les tentatives d'escalade.

Les Anglais du général Picton opéraient méthodiquement l'encerclement, couronnant les hauteurs, amenant leurs batteries, élevant les épaulements; mais, prudents, sans s'avancer d'une ligne, tiraillant jour et nuit sur les petits postes, lançant quelques obus vers la ville.

Les vivres préoccupaient le gouverneur; le 30 juin, il

(1) Deux bataillons du 52e, un du 117e et leurs colonels; un escadron de gendarmerie; deux compagnies d'artillerie et un colonel; 50 sapeurs et mineurs.

(2) C'était un noble cœur, un brave et un modeste; fils d'un notaire du Languedoc qui avait eu la singulière idée de lui donner le prénom d'Aphrodise, il débuta au pont d'Arcole et reçut ses épaulettes sur le champ de bataille. Il devait écrire plus tard à l'Empereur : « J'ai fait toutes les campagnes, j'y ai gagné un peu de gloire, des blessures et point de fortune. » Général en 1811, envoyé en Espagne en 1812, il commanda, au mois d'août 1830, une brigade de l'armée d'Afrique, avant d'être retraité en 1833.

aperçut un troupeau de bœufs qui longeait la rivière, il envoya un escadron pour le saisir; on revint bredouille. Le 1er juillet, avant le petit jour, 200 hommes et 50 cavaliers sortirent en coup de vent; ils ne purent déloger les Anglais du faubourg de la Madeleine, mais ils incendièrent les maisons qui leur servaient d'abri. Le général Cassan savait, en variant les responsabilités, utiliser tout son monde. Le 11, l'expédition est conduite par son chef d'état-major, le baron de Maucune, frère cadet du général qui fut blessé à Busaco. Il descendit de la porte de la Taconera avec un bataillon et des fourrageurs; pendant que le canon de la place, servi par nos meilleurs pointeurs, contenait au loin l'ennemi, nous fîmes une abondante razzia dans les cultures, et ce butin de « subsistances » ne nous coûta que 3 morts et 20 blessés. Quatre jours après, au colonel Germain est dévolue la nouvelle expédition par la porte Saint-Nicolas : un escadron de gendarmes écarte les « indiscrets », les grenadiers du 52e de ligne soutiennent la fusillade et derrière ce rideau, 200 soldats changés en moissonneurs coupent les blés, les avoines, ramassent, bottellent et remplissent les fourgons.

A cette époque, Wellington rappela son monde, dont il avait grand besoin autour de Saint-Sébastien, et les Espagnols firent la relève. Un corps de 18 000 hommes, arrivés d'Andalousie avec Charles O'Donnell, s'installa dans les cantonnements. De suite, les relations (si l'échange des coups de fusil permet ce mot) devinrent plus farouches; la guerre fut sans merci.

Le 19 juillet, le colonel Vincent marcha sur le faubourg de la Madeleine (1). Il fit monter à cheval tous ses gendarmes,

(1) On ne pouvait vraiment être né plus « soldat » que cet homme : à l'âge de deux mois, il avait été inscrit comme enfant de troupe avec une solde; à seize ans, il s'enrôlait au 1er dragons; en un an il devenait sous-officier, sous-lieutenant, lieutenant et capitaine; arrivé en Espagne depuis 1810, colonel depuis 1812, pendant quarante mois il escarmoucha dans la Biscaye et la

des braves comme lui; et trois compagnies d'infanterie le suivirent. Accourus au sifflement des balles, 1 000, 1 200, 1 500, 2 000 Espagnols poussaient des hourras et croyaient déjà tenir notre petite troupe. Leurs cavaliers escadronnaient pour nous envelopper. Mais au détour d'un mur, le colonel Vincent débouche, fait une charge vigoureuse, renverse les uns, poursuit les autres, la bride aux dents, fonce, sabre, taille, abat 150 hommes, en ramène 7, trophée de la victoire, sans oser faire plus de prisonniers, car il aurait fallu les nourrir, et déjà on se rationnait.

Alors l'ennemi, intimidé par ce coup de vigueur, n'en voulut plus courir le risque; il s'installa pour attendre l'occasion et nous épuiser sans rien compromettre, nous prendre par la famine. Il retrancha soigneusement tous les villages environnants, établissant ses lignes les unes derrière les autres sur une profondeur de trois lieues, fermant les routes par des coupures, barricadant les gorges, dressant sur les montagnes étagées en cercle des signaux d'alarme. Le lacet était tendu, le chasseur se mit à l'affût, patient, l'œil au guet, la main sur sa carabine.

Le salut ne pouvait venir que de l'extérieur. Le maréchal Soult le préparait. Un vaste camp retranché entre Bayonne et Saint-Jean-Pied-de-Port devenait le pivot de ses opérations. Quand il put, comme il put, il se mit en route. L'homme prudent qu'il était savait bien que les heures comptaient autant que la stratégie. Comment il passa, il n'importe. Le 28 juillet un feu très vif de mousqueterie et d'artillerie l'annonça dans le lointain. Pour les assiégés, il n'y eut jamais musique plus douce.

Le général Cassan, qui garde toujours en réserve, de jour

Navarre, toujours sur le qui-vive avec les guérillas. A ce terrible jeu il n'usera pas ses forces, il mourra seulement en 1857, dans son lit, à quatre-vingt-quatre ans!

et de nuit, deux bataillons sur la place d'armes, les envoie au pas de course vers la ligne espagnole à un réduit qui se nomme la Maison-Rouge; ils appuieront de leur côté l'arrivée de l'armée libératrice, prendront à revers les assiégeants et dans la mêlée tendront la main aux Français si la trouée heureuse s'opère. Mais la Maison-Rouge résiste et il faut à la nuit regagner Pampelune, avec la médiocre consolation d'incendier un couvent de capucins dont on s'est emparé.

Après une nuit d'attente fiévreuse, le gouverneur ne peut se contenir : le 27 au matin, il organise trois sorties à la fois : l'ennemi est culbuté, l'Arga passé, les canons espagnols encloués, nous traversons un village, les sapeurs brûlent tout. Arrivé là, la canonnade de Soult s'entend plus distinctement encore; l'œil peut suivre les feux de peloton du maréchal sur le flanc des montagnes. Son mouvement paraît victorieux. Du haut des remparts, les soldats s'enthousiasment, ils poussent des vivats et des cris, comme si, à travers la distance, leurs camarades pouvaient apercevoir ou deviner leurs gestes, entendre ou comprendre leurs voix. Les Espagnols, de leur côté, craignent la délivrance. Hâtivement, on les voit évacuer leurs magasins, faire filer les blessés, charger les bagages, désarmer les batteries, détruire les munitions. Le soir, là-bas, là-bas, des lueurs sur les coteaux indiquent des feux de bivouac; ce sont les Français.

A Pampelune, personne ne dort cette nuit-là. — Hélas! à l'aube la déception suit le rêve.

Drouet d'Erlon est bien devenu maître de la route par Ortiz, le général Clauzel, appuyé par Reille, s'est bien développé devant la montagne d'Oricain; mais un orage épouvantable l'a subitement contraint à s'arrêter le soir; Wellington a eu le temps d'accourir la nuit, avec quatre divisions anglaises, au secours des Espagnols. Le maréchal Soult fait recommencer l'attaque; cavalerie et artillerie ne peuvent déboucher

dans l'étroite vallée de Zubiry. Sur les escarpements, nous sommes écrasés en pure perte, décimés par le feu des Anglais. Ils ont massé 25000 hommes de renfort. Le général Cassan veut participer au mouvement où se joue sa destinée, et il peut envoyer 500 baïonnettes ! Les deux chiffres font prévoir le résultat. Soult se replie, le bruit de son artillerie s'éteint.

Plus tard, on saura qu'à cette tentative de délivrance avortée, il a perdu 1 900 morts, 8 500 blessés, 2 700 prisonniers. Sans connaître le prix de la défaite, les assiégeants devinent que tout espoir humain échappe aux assiégés. Et peu à peu, le silence enveloppe la ville comme le voile funèbre d'un cercueil ou la pierre d'un tombeau.

Les Espagnols, en reprenant leurs positions, manifestent qu'ils vont continuer l'implacable blocus. Ils le renforcent même : 20000 hommes de Galice arrivent, commandés par un patriote farouche, exaspéré de colère, passionné de vengeance, que ses compatriotes eux-mêmes regardent comme un énergumène : Carlos d'España. Derrière lui, Mina, le guerilla célèbre, bat l'estrade avec ses bandes : 12000 fusils, 1 500 sabres; il se tient en observation dans les défilés des Pyrénées pour fermer le passage à la garnison si elle avait la bonne fortune de s'échapper.

Face à face l'on s'observe : les assiégés travaillent à leurs remparts et attendent; les assiégeants ne bougent pas et attendent aussi leur meilleur auxiliaire : la famine. On n'a plus de pain ni de farine que pour soixante-dix jours, déjà la ration de viande est réduite à quatre onces; les dernières vaches du parc sont conservées pour nourrir les malades, aux autres, la viande de cheval : 100 grammes par homme; plus de vin, remplacé par une ration d'eau-de-vie; une poignée de riz chaque jour, et une distribution de tabac, dont les maga-

sins se trouvent encore pourvus. Deux fois par semaine on sortira en fourrageurs afin de se ravitailler de paille et de légumes; mais les Espagnols, la nuit, moissonnent tout ce qu'ils peuvent, et au pis-aller incendient les blés. Il reste à peine à Pampelune 6000 habitants. Le gouverneur veut se débarrasser des bouches inutiles, mais les sentinelles espagnoles ont leur consigne : elles tirent sur leurs compatriotes et les obligent à rentrer.

Le 15 août, le général Cassan n'oublie pas que c'est la Saint-Napoléon. Il célébrera bravement la naissance de l'Empereur. Cent cinquante coups de canon tirés à boulets sur les batteries de l'ennemi lui annoncent la fête. Une messe en musique, un *Te Deum* sont chantés à la cathédrale, la garnison en grande tenue défile à la parade aux cris de *Vive l'Empereur!* — « Le soir, dit le brave soldat, après avoir fait la visite des hôpitaux, je réunis chez moi, au nombre de quarante, les principales autorités et les chefs de corps pour assister à un banquet où j'eus l'honneur de porter un toast à Sa Majesté et à la famille impériale. Cette santé fut annoncée à l'ennemi par plusieurs coups de canon. » C'est à ce « banquet » que l'on mangea pour la dernière fois un maigre morceau de bœuf; le lendemain, on était réduit à la viande de cheval.

Et voilà que les jours passent lourds, monotones, tristes, anxieux, comme pour des naufragés dans une île, au milieu du brouillard de mer. Tenir son monde en haleine, secouer la léthargie obsidionale, est le principe du gouverneur; qu'on aille voir de près les gens qui nous encerclent. Le commandant de Maucune prend la tête, ses tirailleurs s'éparpillent dans les vignes et leur fusillade masque l'arrivée des gendarmes montés sur les derniers chevaux valides. Ils chargent en désespérés, devant eux les fuyards courent à toutes jambes vers les cantonnements où le général España, qui regarde

l'affaire, du haut de sa fenêtre, furieux de la défaite, pose sa lorgnette pour tirer son épée. En hâte, il rassemble les dragons de Villaviciosa, mais ils sont sabrés, hachés comme de la paille, lui-même est blessé à la jambe, et il serait resté dans la bagarre, si la poussée de la reculade ne l'avait entraîné dans ses lignes, pour son salut.

Vers la fin du mois de septembre, nous capturons un peloton dans un fortin et enlevons ses vivres. C'est là la bonne aubaine, car la disette est arrivée, les chiens, les chats, les rats sont « devenus des mets exquis », au dire d'un assiégé, et ces étranges comestibles eux-mêmes s'épuisent. Les soldats recherchaient toute espèce d'herbes ou de racines; plusieurs s'empoisonnèrent en mâchant de la ciguë. Le service devenait très pénible, il fallait demeurer sans cesse au guet, à peine le repos d'une nuit sur trois pour tout le monde. Il y a 1 000 malades, 800 blessés; 510 hommes sont restés sur le champ de bataille; et ces 2 300 « manquants », il les faut déduire d'une garnison de 3 600 personnes. Voici le scorbut qui se déclare et les médicaments vont manquer. Personne cependant ne parle de se rendre (1).

Habiles à arracher le suprême espoir, les Espagnols savent faire parvenir au gouverneur les mauvaises nouvelles : le maréchal Soult est rentré en France et Wellington y a pénétré; Valence a dû être abandonnée; Tortose, Tarragone sont occupées; Saint-Sébastien a succombé; tout y fut pillé, brûlé, anéanti; en Aragon, à quelques lieues d'ici, Saragosse est reprise. En Allemagne, la Grande Armée bat en retraite et l'Empereur est vaincu. — Tout cela est trop vrai; mais la défiance de nos soldats refuse d'y croire. — Le général Cassan

(1) « On doit reconnaître que les Français, dans la défense des places de la péninsule, ont montré plus de courage et de persévérance que les Espagnols eux-mêmes, bien que ceux-ci aient soutenu deux ou trois sièges dignes de l'admiration universelle. » Brialmont, *Histoire de Wellington*, II. — C'est là le témoignage d'un officier belge racontant la vie d'un maréchal anglais.

est toujours sans ordres, les courriers qu'il a envoyés à Soult ont été pris. Son devoir lui paraît clair, et simple son plan : tenir jusqu'au bout. Le général espagnol lui a dépêché un officier (5 octobre) pour recevoir ses propositions s'il veut remettre la place; il l'a renvoyé avec un refus péremptoire. Des soldats affamés se traînent, errant dans la campagne, aux avant-postes ennemis, espérant de l'humanité de compagnons d'armes un morceau de pain. Ils furent repoussés avec sarcasmes : « Retournez à Pampelune vous y faire enterrer, puisque votre gouverneur ne veut pas se rendre. »

La nécessité allait s'imposer. Le 24 octobre, Maucune partit en parlementaire. Don Carlos España, estropié de sa blessure, furieux de notre résistance, refusa brutalement l'audience; il renvoya d'abord au lendemain tout entretien, puis, sans daigner paraître, délégua des officiers anglais et espagnols pour une discussion qui dura deux jours et de façon fort orageuse. Wellington, consulté, exigeait que la garnison fût prisonnière sans conditions. Maucune se retira, sans vouloir conclure.

Le général Cassan usa d'un suprême stratagème, pour « en imposer à l'ennemi ». Il fit transporter les malades à la citadelle, distribuer 150 cartouches à chaque soldat, réduire les bagages, démonter les affûts, entasser les fourgons entourés de fascines, charger les mines sur les remparts, voulant montrer ostensiblement que dans le courage du désespoir il allait faire sauter la place pendant que les hommes valides se jetteraient en avant pour tenter une trouée. La démonstration fit d'abord son effet auprès des habitants qui s'émurent, des déserteurs qui se sauvèrent raconter ce qu'ils voyaient. Trop bien informé de nos moyens, España, par une lettre jetée aux avant-postes, usait du ton de la plus extrême fanfaronnade pour annoncer au gouverneur qu'il le rendait responsable « au nom de l'humanité » ! de la catastrophe dont il le menaçait.

Vraiment à bout de ressources, même de munitions, après avoir tiré 8 100 coups de canon, toutes ses bombes, tous ses obus, Cassan désigna un parlementaire et le lendemain signait la capitulation (31 octobre).

Le 1er novembre, à 2 heures, la garnison sortit avec les honneurs de la guerre, déposa au pied des remparts ses armes et ses drapeaux, les officiers conservant leur épée. Aucun Espagnol, sans distinction de sexe, ne pouvait suivre, mais on leur donnait ce bon billet de rester « sous la protection des lois sages qui gouvernent l'Espagne » ! Nos troupes partirent pour le port du Passage afin d'être embarquées pour l'Angleterre, les vainqueurs ne promettant que le logis sur la route, les voitures et les vivres « autant qu'on pourra ».

Un respect formé de terreur entourait ces braves, trahis par la fortune. — « On ne peut se faire une idée de l'audace de ces forcenés », avait écrit galamment le *Journal de la Corogne*, au moment où il appelait à l'aide Wellington, avec « sa grande armée », pensant que 30 000 Espagnols ne suffiraient pas pour réduire ces 1 500 hommes valides. Maintenant on pouvait les approcher sans crainte : pâles, décharnés, livides, fiévreux, ils partaient sur les pontons anglais (1).

Instruit sans doute par la leçon de Leipzig, l'Empereur, si longtemps injuste pour ceux qui ne réussissaient pas à la guerre, voulut bien reconnaître que ses soldats de Pampelune n'avaient pas démérité; le colonel Grenier, du 52e de ligne, quoique prisonnier, fut nommé général, et, chose inouïe, son brevet lui fut expédié pendant qu'il était en Angleterre. Le général Cassan ne reçut aucune récompense. Son impassibilité ne s'était pas démentie; jusqu'au bout calme et vigilant, voulant laisser tout en ordre, il avait passé sa dernière journée à rédiger froidement son rapport au ministre de la guerre, sans

(1) Pour le sort des internés sur les pontons, il faut se reporter au livre de Louis Garneray, le peintre de marine.

jactance ni récrimination, net, précis, nommant ses subordonnés, rappelant leurs mérites, joignant, comme s'il se fût agi d'une inspection trimestrielle, les « pièces justificatives » : lettres, copies, instructions, tableaux et plans.

Pour notre dernière lutte en Espagne où, dans l'invasion et dans la résistance, tout avait été de part et d'autre confusion, pillage, atrocités et massacres, nous ne pouvions présenter un plus bel exemple de régularité militaire, de vaillance calme et de loyale dignité.

III

Dans la retraite qui le conduisait vers la France, Joseph songea à s'assurer un point d'appui sur la mer et, le 19 juin 1813, il envoyait le général Rey, avec une partie de la garnison de Burgos, emmenant les éclopés, les blessés, les infirmes, s'établir à Saint-Sébastien. — La colonne y arriva le 22. — Pendant son trajet s'était livrée la désastreuse rencontre de Vittoria; et dejà la conséquence de la déroute se faisait sentir, car une troupe confuse, refoulée dans la débâcle : partisans, employés, ministres même du roi Joseph, accourait, encombrait les routes et les places, cherchant un abri.

En quelques heures, la population de la petite ville était doublée; il était impossible de conserver ces présences indésirables et ces bouches inutiles; Rey ordonna à cette foule de quitter son lieu d'asile : soit par terre, sans qu'il puisse lui fournir une escorte, soit par mer sur quelques barques audacieuses qui cingleraient vers Saint-Jean-de-Luz.

Mal situé, mal construit, et sans ressources, Saint-Sébastien était depuis longtemps laissé à l'état d'abandon. Cependant il gardait son importance car il communiquait avec la

route vers Bayonne et surtout pouvait devenir aux Anglais un port pour y débarquer leur matériel. — Au pied du Mont Orgullo qui le défend au nord, il constitue un promontoire bordé par la mer et la rivière Urumea, mais les hauteurs environnantes dominent ses maisons. Il manquait d'eau : une seule fontaine alimentée par un aqueduc (qui fut aussitôt coupé par l'ennemi) ne pouvait être remplacée par quelques mauvais puits ; et les deux citernes du château se trouvaient à sec ; on les remplit par un dur travail confié aux femmes des faubourgs.

Les habitants se montrèrent loyaux et manifestèrent leur bonne volonté ; le général français ne rencontra nulle difficulté de leur part.

Mais que de lacunes dans l'organisation demandée. Il y avait soixante-seize pièces en état, mais pas un ouvrier en fer ou en bois, nul matérial de ferronnerie, pas de remparts solides ni d'ouvrages de défense. Il fallut, pour s'isoler, brûler le pont et les deux faubourgs. « C'est une chose fâcheuse, disait le général, mais indispensable. »

Dès le 29, une troupe espagnole attaquait, elle fut repoussée. Le 3 juillet, une frégate, une corvette, deux bricks anglais bloquaient le port. Cependant, une bonne provision de farine, de riz, lard, eau-de-vie pouvait pénétrer envoyée de Saint-Jean-de-Luz. — Le 9 juillet les Anglais prenaient la direction du siège, Wellington en personne venait reconnaître la place et choisir le front d'attaque. Ses troupes, nombreuses, étaient excitées par leurs récents succès, un véritable homme de guerre les commandait, lord Graham, et le ravitaillement ne pouvait leur faire défaut. Deux vives attaques furent néanmoins l'une et l'autre repoussées. Un bombardement intense s'ouvrit sur la ville, préparant un assaut acharné.

Il eut lieu le 25 juillet. Les Français attendirent la colonne en silence, ils la reçurent au moment précis où elle touchait le pied de la brèche.

Surpris et écrasés sous une affreuse tempête de projectiles, les Anglais hésitent, se troublent et bientôt ne forment plus qu'une masse confuse au sein de laquelle l'artillerie fait des ravages épouvantables. Dans cette situation désespérée, les plus braves s'élancent sur la brèche où ils trouvent sous les baïonnettes de nos grenadiers une mort honorable; le reste cherche son salut dans la fuite, exposé encore au feu de toutes les batteries de la place; un petit nombre seulement parvient à se retirer.

Les Anglais, songeant à sauver leurs blessés que la marée montante menaçait d'une mort inévitable, arborèrent un pavillon blanc et ne firent pas en vain appel à notre humanité; nous leur accordâmes une suspension d'armes d'une heure.

Deux mille assaillants étaient tombés sous notre feu. L'échec était sanglant.

Graham dut se contenter de suivre la lenteur d'un blocus. Canons et infanterie furent en partie dirigés vers la frontière, du côté du maréchal Soult qui manœuvrait pour secourir Pampelune et Saint-Sébastien. Et nos travaux de défense de cette dernière place furent continués assez facilement pendant trois semaines. Le 15 août, la petite garnison voulut célébrer la Saint-Napoléon avec éclat, des salves et des cris de triomphe; le soir le château s'illumina dans une belle nuit d'été des pays basques, et Espagnols, Anglais, Portugais purent lire le mot magique de « Vive l'Empereur! » en lettres de feu hautes de 6 pieds. Ils pensèrent ainsi que cette fête devait endormir la vigilance et que l'obscurité serait favorable à la surprise. Mais nos braves ne s'étaient ni endormis ni reposés. Les compagnies anglaises l'apprirent à leurs dépens.

Assiégeants et assiégés recevaient des secours; d'Angleterre arrivaient des renforts de troupes, de canons, de munitions; et d'intrépides matelots français continuaient à apporter, de Saint-Jean-de-Luz, des approvisionnements au général Rey,

la nuit, à travers la flottille ennemie. — Un nouveau bombardement s'ouvrit, plus terrible encore que le premier, le feu prit à différents endroits de la ville dont les maisons, les monuments présentaient un aspect lamentable : ruines fumantes, murs écroulés, décombres et cadavres ; la population était terrifiée et décimée. — Par deux fois, Wellington vint examiner de ses yeux la situation ; il pensait bien tenir la victoire.

Le 30 août au matin, presque tous nos feux étaient éteints. La ville n'était plus qu'un amas de décombres sur lequel la formidable artillerie de l'ennemi ne cessait de vomir la destruction. Nous ne pouvions plus répondre. « Réduits à recevoir la mort sans pouvoir la donner, nos soldats attendaient l'instant de l'assaut comme celui de la vengeance. « Ils n'en« treront pas ! » était pour tous le cri de ralliement. »

Une lutte acharnée durait depuis quatre heures, quand un obus ennemi mit le feu à un amas de projectiles ; nos réserves étaient épuisées ; ce dernier coup nous contraignit à cesser la résistance quand nos postes eurent trouvé leur refuge dans les murs du mont Orgullo. Les Anglais avaient perdu près de 3 000 combattants. Quantité de nos officiers étaient blessés, 5 tombèrent à mort. La petite garnison se trouvait réduite à 1 280 hommes sous les armes, elle comptait 306 blessés et avait à garder 400 prisonniers (1).

Les Anglais occupèrent la ville ravagée ; et bien que les habitants leur eussent montré bon visage, ils y apportèrent une désolation pire encore. Pillages, assassinats, vols, viols, incendies se multiplièrent, la soldatesque ivre morte se livra, plusieurs jours, à tous les excès, sans que ses chefs intervinssent pour protéger des malheureux à la merci des brutalités et des rapines. En brûlant tout, le feu ne purifiait rien.

(1) Belmas. *Journaux des sièges dans la Péninsule*. IV, 644.

Sur 600 maisons, une trentaine demeurèrent non intactes mais debout, avec les deux églises transformées en caserne et en hôpital. La moitié de la population avait péri pendant le siège; 1 500 familles sans pain, sans asile, à qui rien ne restait de la prospérité passée, erraient au hasard dans les campagnes voisines; les pertes atteignirent 200 millions de réaux (1). Et les victimes de ce saccage étaient les alliés des pillards, ces Espagnols qu'on prétendait délivrer de la tyrannie de Napoléon. La tache n'a pas été effacée par les années, le drapeau britannique en demeure déshonoré.

Les assiégés s'étaient donc cantonnés dans le château du Mont Orgullo. Ils repoussèrent la sommation de se rendre. La fusillade à bout portant demeurait leur dernière ressource de défense. Les décombres s'accumulaient autour des blessés. Le 8 septembre, après 75 jours de siège, 36 jours de tranchée ouverte, 39 de brèche et 9 assauts, tous les officiers du génie étant tués, sauf deux, blessés gravement, il fallut bien hisser le drapeau blanc. Le colonel de Songeon reçut de lord Graham un accueil chevaleresque.

A son arrivée, le général anglais l'embrassa et lui présentant une plume lui dit : « Monsieur le colonel, lorsqu'on s'est défendu ainsi que vos troupes l'ont fait (2), on n'est pas vaincu, on a le droit de dicter des conditions; écrivez-les... » — « Nous ne demandons que les honneurs de la guerre et le

(1) Manifeste de la Junte de Saint-Sébastien, publié le 14 janvier 1814. — Texte intégral dans général DE ARTÈCHE; *Guerra de la Independencia*, tome XIII, appendice X, p. 502.

(2) « Une des mesures qui contribua le plus à prolonger la résistance, ce fut de confier constamment la défense des mêmes ouvrages aux mêmes officiers et aux mêmes soldats. Pendant toute la durée du siège, les troupes restèrent sans être relevées sur les différents points qu'on leur avait assignés, ce qui leur permit d'en connaître ainsi parfaitement le côté faible. Ce mode de défense est extrêmement fatigant et il ne répartit pas également les dangers du siège, mais l'esprit de la garnison était tel, que chaque corps briguait l'honneur d'avoir le poste le plus périlleux. » — BELMAS, *Journaux des sièges dans la Péninsule,* IV, 651.

transport en France de nos blessés. Il ne nous reste plus un boulet pour soutenir la négociation dont je suis chargé. »

La capitulation fut signée aux conditions demandées. Cette défense héroïque offrit la compensation d'un rayon de gloire à nos armées abandonnant la terre d'Espagne ; et la renommée de leurs exploits si simplement accomplis est un des fleurons de leur couronne militaire.

CHAPITRE X

LA CHUTE. — LE TRAITÉ DE VALENÇAY. — LA PAIX.

I. Joseph rentre en France. — Mission de Rœderer. — Le comte de Survilliers. — Retour à Mortefontaine. — Entrevue secrète avec Napoléon. — Joseph « Prince français. »

II. M. de La Forest envoyé incognito à Valençay. — Colloques avec Ferdinand. — Traité de Valençay. — Mission de San Carlos à Madrid. — Départ des Princes. — Retour en Espagne.

III. La dernière lutte. Les Anglais en France. — Bataille de Toulouse. — La paix.

I

Au soir de Vittoria, laissant les troupes aux ordres directs des généraux, Joseph avait opéré sa retraite par le col de Bate et le val de Bastan. Les beautés d'une nature grandiose ne parlaient plus à son cœur ulcéré; les yeux ne voient que ce que l'âme regarde ; et ces eaux de la Bidassoa, dont il suivait, rêveur, le cours rapide, entraînaient ses pensées vers l'océan des regrets inutiles, plus profond que les mers. Le 27 juin, au petit bourg de Véra, il passa sa dernière nuit en terre espagnole, et en posant le pied sur le sol français, sa philosophie, pouvait se demander si son soupir était une plainte ou un soulagement.

On ne fit que traverser Saint-Jean-de-Luz; on séjourna à Bayonne.

C'était encore le temps où de quelque endroit qu'on fût en Europe, on regardait du côté de l'Empereur pour savoir ce

qui allait arriver. Ne donnant plus d'ordres, n'osant plus en donner, et ne sachant au reste à qui et où les adresser, Joseph, le dos plié, attendait la bourrasque fraternelle, au milieu de gens démoralisés. Elle l'atteignit le 11 juillet. Du moins le porteur des mauvaises nouvelles offrait un visage ami : c'était Rœderer. On l'avait choisi avec intelligence. (1). Sur la prescription de l'Empereur, Cambacérès l'avait fait venir chez lui le mercredi à 4 heures, et avant la fin de l'après-midi du même jour, le vieux sénateur courait sur la route d'Orléans. Il devait faire une hâte extrême, car il s'agissait d'atteindre Joseph avant l'officier du ministre de la Guerre qui détenait le décret conférant à Soult le commandement de l'armée. Rœderer devait disposer le Roi à remettre sans éclat le commandement à son ancien subordonné, qu'il regardait toujours comme un ennemi perfide ; la commission n'était pas agréable. Rœderer arriva aux glacis de Bayonne, le dimanche 11 juillet, au premier coup de midi, en avance de vingt heures sur le duc de Dalmatie; mais il ne restait pas un instant à perdre. L'avis d'une disgrâce transpirait déjà; et les officiers de la garde royale, en entourant la voiture du sénateur, multipliaient des questions, auxquelles son silence donnait une réponse éloquente.

Joseph le reçut. Il se contenait, et devant tout le monde l'embrassa. Le messager avait sa confiance, et en parlant des revers militaires il avouait ses malheurs. Pendant l'entretien on annonça un courrier : l'aide de camp du ministre de la Guerre! Joseph ouvrit la dépêche, la lut lentement, la relut deux fois, tint longtemps ses yeux fixés sur le papier, en silence, et le passa à Rœderer (2). Celui-ci connaissait trop bien la

(1) Comme « quelqu'un dont le roi avait l'habitude. » — Lettre de l'Empereur à Cambacérès. Dresde, 1er juillet 1813. — *Lettres inédites*. (Recueil *Lecestre*.)

(2) Cette lettre du duc de Feltre, rédigée dans un style embrouillé, est inédite ; elle se trouve aux *Archives*, AF IV, 1635, 1er dossier, p. 26.

teneur : tout quitter, tout remettre à Soult, et ne pas venir à Paris; en deux mots : la déchéance et l'exil. Il essaya d'un commentaire plus bénin. Alors le Roi se leva et la scène redoutée éclata :

— Le maréchal l'avait accusé de connivence avec l'Angleterre; ainsi donc l'Empereur croyait maintenant ces calomnies! Le maréchal venait évidemment l'arrêter. Quitter sa garde et la remettre à Soult, c'était la honte, doublée du péril; il se livrait pieds et poings liés. Eh quoi? il ne pourrait retrouver librement sa famille à Mortefontaine, où il voulait désormais vivre, loin de la politique et des grandeurs? Qu'on lui donne des juges : bon. Qu'on instruise son procès : il est prêt à répondre. Mais le « prisonnier de Soult! » jamais!

Les observations de Rœderer furent repoussées comme venant d'un « traître. » — Enfin, on s'apaisa. — Il y avait une mélancolie résignée dans les paroles du monarque abattu : « J'avais appris sans humeur la nomination du maréchal. La lettre du ministre m'a fait supposer l'intention de me dégrader. Je reconnais que je devais cesser de commander : on ne m'obéissait plus! » — Longtemps ce thème fut repris avec des retours d'éclats contre le duc de Dalmatie. A 10 heures du soir Rœderer, exténué, quittait la pièce où la scène durait depuis si longtemps. De retour dès le lendemain matin, à Saint-Pé, au quartier royal, il trouva le Roi beaucoup plus calme, ayant mis à l'ordre du jour l'arrivée du duc de Dalmatie. Et de fait, Rœderer avait à peine quitté Joseph que le maréchal lui-même fut annoncé. Courte, l'entrevue fut correcte. — Rœderer qui, pour en attendre les détails, marchait au pas de son cheval sur la route de Bayonne, les reçut avec soulagement de Soult qui le rejoignit.

Les formes d'étiquette font beaucoup quand on perd sa couronne. L'offre seule que lui fit Napoléon de venir habiter le château de Marrac, apaisa un peu Joseph; sans accepter, il

alla coucher dans une maison hors de la ville; « ce qui excluait toute idée d'emprisonnement » ; et à sa porte un poste de ses grenadiers lui conserva l'illusion de la puissance. Il donna audience au maire et à l'adjoint de la petite commune de Saint-Esprit, et ce fut là le « grand lever » du successeur de Philippe V. — Il confirma à Rœderer sa résolution de suivre fidèlement les volontés de son frère.

Avant de repartir, le sénateur eut à entendre d'autres doléances : celles du maréchal Jourdan. Perdu dans l'esprit de l'Empereur, compromis auprès des généraux, blâmé par Joseph, abandonné de tous, ce vieux soldat expiait durement l'incurie de sa dernière campagne. Il plaida sa cause auprès de Rœderer qui allait approcher l'autorité suprême. Il n'en fut pas moins suspendu de ses fonctions, et dut se retirer, sans traitement, « dans ses terres », une médiocre maison aux environs de Fontainebleau.

Joseph eut une dernière conversation, (de neuf heures à minuit) avec son ami, dans la soirée du 13 juillet (1). Le lendemain il quitta définitivement Bayonne, s'étant fait délivrer pour Barrège, un passe-port au nom du « général Palacios » (2). Il erra dans cette campagne pyrénéenne sur les grandes routes bordées de platanes, le long des gaves, et au flanc des collines chargées de vignes. Deux jours il s'arrêta dans le petit village de Puyoo, à l'auberge, et comme il cherchait une résidence plus décente, et qu'on lui parlait du château de Poyanne, appartenant à M. de Montmorency, il envoya aussitôt un questionnaire de 34 paragraphes sur cette pro-

(1) Cette journée du 13 juillet fut mouvementée pour Rœderer : dans la matinée il visita à Bayonne Jourdan et Soult ; à midi il rejoignit le Roi au quartier Saint-Esprit ; à 5 heures il était de retour à Bayonne, il y dina et revint chez Joseph ; en sortant de leur longue conversation, il monta, en pleine nuit, en voiture pour Paris. Il y arrivait le 21 juillet, à 9 heures du soir, après un crochet sur Alençon.

(2) F VII, 7015, n° 3486.

priété, l'esprit assez libre pour entrer dans les moindres détails : « Quel vent y domine, et quelle température y goûte-t-on ? » Il vint là et demeura une grande semaine dans cette solitude, se promenant dans les prés au bord de l'Adour. Sa suite, très réduite, l'accompagnait avec mélancolie : O'Farill, les généraux Desprez et Expert, Miot de Mélito, le docteur Paroisse, le secrétaire Presle. Il n'attendait que la permission de s'éloigner. Dès qu'elle lui arriva (mais avec défense expresse de s'arrêter dans la capitale), il partit le 24 juillet à 5 heures du matin, sans faire d'adieux. Une voiture avec Miot et Paroisse le rejoignit ; ils traversèrent d'une traite Mont-de-Marsan, Bordeaux, Périgueux, Limoges, Orléans, passèrent dans les faubourgs de Paris la nuit, pour débarquer le 30 juillet à l'aube, à Mortefontaine. Avertie, la reine Julie a quitté précipitamment Vichy et va retrouver « Monsieur le comte de Survilliers. » — C'était le nom qui figurait au passe-port, et sous lequel Joseph Bonaparte, qui l'avait choisi, devait maintenant se cacher.

Dans cette terre de Mortefontaine, qu'aux jours de la splendeur ils avaient faite si belle et si brillante, non sans quelque mauvais goût, ils attendaient tous, avec anxiété, la décision impériale.

Là-bas, au fond de l'Allemagne, les affaires n'allaient guère bien non plus. Qu'en fallait-il penser, qu'en fallait-il attendre? Qui serait le plus traitable de Napoléon malheureux à son tour, ou de Napoléon victorieux? Comme dans les familles brouillées où la candeur des enfants obtient une trêve des parents qui se boudent, à Mortefontaine, on fait écrire par les petites filles Zénaïde et Charlotte « une lettre de fête » pour être bien aimable auprès du terrible oncle de qui tout dépend. La voici copiée sur le propre original :

Mon cher oncle,

Nous avons bien du regret de ne pas espérer d'avoir l'honneur de voir V. M. et de lui présenter nos respects le jour de sa fête.

Nous désirons bien vivemeut, mon cher oncle, que vous reveniez bientôt à Paris; et en attendant nous osons nous flatter que V. M. voudra bien agréer l'hommage du profond respect avec lequel nous avons l'honneur d'être, mon cher oncle, de V. M. les très humbles et très obéissantes servantes et nièces.

Zénaïde et Charlotte (1).

Puis la reine Julie prend la plume à son tour, et Joseph enfin glisse ce billet :

Sire,

V. M. I. et R. recevra cette lettre au même moment où beaucoup d'autres parleront de leurs vœux et de leurs félicitations au sujet de sa fête.

V. M· accueillera-t-elle avec quelque intérêt celle-ci! — Je désire sincèrement qu'elle soit bien convaincue que jamais personne n'a fait des vœux plus sincères que moi pour son bonheur et sa gloire.

Point de réponse. Rien. C'est l'exil. Et s'il veut venir au théâtre à Paris, l'ex-Roi d'Espagne s'y doit rendre en cachette, dans une voiture close, se tenir derrière une loge grillée, à la merci du préfet de police qui a le tact de fermer les yeux.

Dans ce radeau d'un nouveau genre, les naufragés se réfugient comme machinalement et se pressent les uns contre les autres. Voici arriver la belle-sœur de Joseph, la reine de Westphalie, chassée d'Allemagne, et la sœur de Julie, la

(1) AF IV, 1635, 2e dossier.

femme de Bernadotte. Quelles réflexions pouvaient échanger tous ces malheureux? Un des commensaux, nous dira la vie de Mortefontaine en ce moment :

La réunion des personnages qui se trouvaient alors à Mortefontaine offrait un bizarre spectacle. On y voyait un roi d'Espagne qui n'avait plus un pouce de terrain dans ce pays; la femme d'un général français, élevé au rang de prince et devenu notre mortel ennemi; une princesse, fille du roi de Wurtemberg qui l'avait donnée en mariage à un frère de Napoléon et qui, sous peu, devait se joindre à la ligue formée pour renverser la puissance de l'Empereur; des courtisans espagnols, allemands, français, qui n'avaient plus de cour à faire; et pour comble de singularité, le patriarche des Indes, grand Inquisiteur d'Espagne, nous disait de temps en temps la messe. La chasse, la pêche, des déjeuners champêtres, les tables, le jeu réunissaient tout ce monde, étonné de se retrouver ensemble. On s'étourdissait, en attendant que la tempête qui grondait au loin éclatât et vînt nous disperser (1).

Après Leipzig il faut bien ouvrir les yeux. Dès que Napoléon est rentré à Paris, la reine Julie se dévoue pour affronter le colloque. Elle n'est pas reçue. — Mais l'Empereur, aux Tuileries, les 12 et 17 novembre, a deux conversations avec Rœderer, dont il aime décidément employer les services. C'est un monologue d'ailleurs : menaces et récriminations. « J'ai sacrifié des cent milliers d'hommes pour faire régner Joseph... C'est une de mes fautes d'avoir cru mes frères nécessaires pour assurer ma dynastie... Aujourd'hui je ne donnerais pas un cheveu pour avoir Joseph en Espagne plutôt que Ferdinand. Ferdinand ne me sera pas plus opposé que Joseph... Il n'y a que deux mobiles qui détournent les hommes des mauvaises actions : la Religion ou l'honneur. De la religion le Roi n'en a point; de l'honneur, il n'en a point... La guerre! il ne sait pas l'alphabet du métier! » Et il

(1) Miot de Mélito, *Mémoires*, III, p. 341.

conclut qu'il va le reléguer comme gouverneur à Rome, ou à Turin, comme Vice-Roi de Piémont.

Ceci sera pour l'éloigner de Paris, où il affecte, malgré la courte distance, de ne pas le laisser venir.

Enfin, le 27 novembre, un billet laconique convoque Joseph : S. M. I. et R. le recevra le lendemain, en grand incognito. Accompagné du seul Miot, à la nuit tombante, Joseph quitte sa retraite. Il arrive à 8 heures du soir chez Rœderer. M. de Flahaut l'y vient quérir et le conduit, par un escalier dérobé, dans le cabinet de l'Empereur. — Trois heures d'entretien. — A minuit, on reprend le même chemin, avec les mêmes précautions, pour regagner, par les mêmes étapes, Mortefontaine. La rentrée au petit jour permet de croire que les domestiques n'ont pas connu l'absence. Au retour, dans cette voiture qui le cahotait sur les pavés de la route de Saint-Denis, moins durement que ses pensées, Joseph a pu dire à Miot ses déceptions. Ah! l'Empereur n'a pas voilé sa volonté : les affaires de la France sont trop graves pour penser à des dominations étrangères; il faut donc renoncer absolument à l'Espagne... que l'on rendra à Ferdinand. Ce Bourbon sera un tampon utile contre l'Angleterre, et nos troupes de l'Èbre pourront alors se porter vers le Rhin. Sur les années qui viennent de s'écouler on tirera une barre, et Joseph reprendra sa qualité de Prince français. — Joseph a résisté, discuté, voulu se plaindre : ainsi l'eau glisse sur le marbre. Du moins n'a-t-il rien promis, il se réserve quinze jours de réflexion.

L'Empereur a pu sourire en lui-même : que son frère réfléchisse à loisir, pendant que le temps agira. Il a déjà agi.

Quand Joseph, sous les lampes discrètes des Tuileries, discute ses *droits* à la couronne d'Espagne, il y a deux semaines que l'Empereur a envoyé La Forest à Valençay, dix jours que les ouvertures ont eu lieu, sept que M. de San Carlos, sorti de

prison, est arrivé, comme conseiller, auprès de son maître.

Dans cette tragi-comédie, Joseph, frappant du pied les tréteaux de la scène, croit remplir le premier rôle, et tenir dans ses mains le dénouement : il n'est plus qu'un figurant sans importance. A loisir, tout ce mois de décembre, il peut monologuer dans les salons de Mortefontaine, « d'ordre supérieur ». Madame Mère peut venir l'y exhorter à la résignation, peser sur son indécision et lui arracher une lettre de renonciation, qu'il enverra, en effet, le surlendemain 29 décembre, dans des termes fort ambigus. A cette heure le traité de Valençay est signé (voilà pour la puissance de la politique) ; et les Anglais de Wellington sont à Saint-Jean-de-Luz (voilà pour la force des armes).

Napoléon ne se paya jamais de mots, dans l'infortune moins encore que dans le succès. Aux fadaises de Joseph il répondit d'une bonne plume :

Mon frère, il y a dans votre lettre trop d'esprit pour la position où je me trouve. Voici en deux mots la question : La France est envahie, l'Europe tout en armes contre la France, mais surtout contre moi. Vous n'êtes plus roi d'Espagne... Voulez-vous, comme prince français, venir vous ranger auprès du trône? Il faut alors faire comme moi, avouer votre rôle... N'avez-vous pas assez de bon jugement pour cela? Il faut vous retirer à 40 lieues de Paris; vous y vivrez tranquille, si je vis; vous y serez tué ou arrêté, si je meurs, choisissez promptement et prenez votre parti.

Il eût été difficile de mieux dire. Mais l'obstination était une des vertus de Joseph. Il se cantonnait à Mortefontaine, estimant donner ainsi « une preuve d'indifférence philosophique ». Au milieu des dangers de la dynastie et de l'envahissement des frontières, Napoléon voyait plutôt dans ce séjour une réserve menaçante, une ruse nouvelle de la vieille opposition des Bonapartes à sa descendance directe; il entendait bien briser cet obstacle.

Miot envoyé aux nouvelles, et chargé de tâter le terrain, revint dire que le retour à Paris s'imposait. Et le 6 janvier 1814, Joseph s'installait dans ses anciens appartements du Luxembourg. Il écrivit une seconde lettre, celle-là sans condition. L'Empereur y trouva encore « trop de Phébus ». Le maréchal Berthier n'obtint rien de plus (sa maladresse brouilla même les cartes) après un entretien de deux heures d'horloge. Comme s'il eût été au bord du Manzanarès, Joseph tint gravement un conseil des ministres avec Santa-Fé, Urquijo, Almenara; la reine Julie et Miot y assistèrent. A tout dire la situation précaire des Espagnols *afrancesados* émigrés en France justifiait de prendre l'avis de ces derniers serviteurs du trône tombé, et devait exciter la compassion du Roi en faveur de cette masse de réfugiés sans patrie, sans asile et sans pain. Les avis furent unanimes; l'entêtement vaniteux de Joseph dut plier, et chacun lui faisait sentir à sa manière qu'il fallait quitter

Les longs espoirs et les vastes pensées (1).

Sa lettre du 7 janvier (la quatrième) est explicite; il n'y a plus de Roi d'Espagne : « premier Prince français, et premier sujet », il offre son bras et ses conseils. « Vous sauverez encore la France, Sire, si tous les Français mettent à servir votre trône le même dévouement que celui avec lequel je vous offre mes services. » L'histoire enregistre cette noble assurance, mais elle ne peut s'empêcher de demeurer songeuse sur la qualité de ce dévouement s'il lui faut l'apprécier aux efforts tentés deux mois plus tard, à Paris, à Fontainebleau et à Blois!

Napoléon accueille sans délai l'abdication tacite, « il met à l'ordre » que son frère désormais sera annoncé sous le titre du « Roi Joseph » et s'il l'autorise à prendre l'uniforme des

(1) Nous avons une lettre manuscrite de d'Hauterive à Santa-Fé sur ces prétentions du Roi.

grenadiers de la Garde, il lui dit sans ambage qu'il doit quitter toute décoration espagnole. Les grands corps de l'État, en venant saluer pompeusement l'hôte du Luxembourg, manifestent qu'une existence nouvelle commence pour lui, et leur cortège, qui ressemble assez à une marche funèbre, accentue ironiquement leurs compliments de condoléances. « Joseph Bonaparte » vit encore, mais le Roi d'Espagne est mort.

II

Il est mort parce que le vrai roi Ferdinand VII est vivant. Que s'est-il donc passé pour obtenir cette résurrection?

Par une dernière finesse de son orgueil blessé, l'Empereur aime encore mieux traiter avec son royal prisonnier que de s'aboucher, d'égal à égal, avec ces paysans qui chassent ses aigles à coups de fronde. Les esprits sages comprennent que ses princes légitimes peuvent seuls apporter la paix à ce malheureux royaume. La fin de la guerre de l'autre côté des Pyrénées sera la plus terrible déception pour les Anglais. Les conseillers adroits s'en avisent. Voici une lettre bien caractéristique, jusqu'ici inconnue, du maréchal Soult. Soit éclairé par son bon sens militaire, soit poussé par sa mésintelligence avec le roi Joseph à qui, sans nul doute, il joue ici un tour bien amer, le duc de Dalmatie, rejeté en France, écrit à Napoléon :

Sire,

Je me suis souvent rappelé qu'un jour Votre Majesté, dans une de ses promenades près de Dresde où j'avais l'honneur de l'accompagner (1), daigna me faire une ouverture au sujet des affaires

(1) Juin-juillet 1813. Après l'armistice de Pleiswitz, et pendant le Congrès de Prague.

d'Espagne et du prince Ferdinand. C'est ce qui m'enhardit à soumettre à Votre Majesté quelques idées sur le même sujet.

Le moment est venu, je crois, où la pensée de Votre Majesté pourrait être réalisée; il y a beaucoup d'agitation en Espagne, la méfiance entre les Anglais et les Espagnols augmente tous les jours; les généraux qui ont montré le plus de dévouement au parti des premiers et qui jouissaient d'une grande considération sont mal vus et ont été éloignés des places. Castaños et O'Donnell sont dans ce cas. Le général Giron, neveu de Castaños, qui a remplacé O'Donnell dans le commandement de l'armée d'Andalousie, le témoigne dans plusieurs lettres que nous avons interceptées il y a deux jours et que j'ai envoyées au ministre de la guerre. Il se plaint de son gouvernement et ajoute qu'il est urgent d'en changer. Ces renseignements confirment ceux que j'avais déjà recueillis des nombreux déserteurs espagnols que nous recevons à chaque instant.

Il me semble que si le prince Ferdinand avait contracté une alliance de famille avec Votre Majesté, et si, après l'avoir reconnu roi d'Espagne, elle le présentait à la nation, il résulterait un grand changement qui mettrait l'armée anglaise dans la nécessité de rentrer en Portugal..., et peut-être de quitter la Péninsule. Dès lors, Votre Majesté serait à même de porter sur un autre théâtre ses armées d'Espagne... J'ai cru devoir représenter à Votre Majesté un moyen qu'elle-même avait imaginé, de terminer par une mesure politique les affaires d'Espagne et de rendre les armées qui y sont employées entièrement disponibles pour la guerre du Nord (1).

Napoléon est à Saint-Cloud, préoccupé des rives du Rhin, se préparant à y courir, la pensée de Soult est, au fond, la sienne, il dicte ses volontés :

En pensant mieux à la manière d'accélérer les affaires d'Espagne, il m'a paru convenable de faire partir le comte La Forest pour Valençay. Il s'y rendra incognito avec un seul domestique et dans une voiture aussi modeste que possible. Il prendra un nom espagnol. Il portera au prince des Asturies la lettre de moi ci-jointe. Le principal est de voir dans quelles dispositions sont les trois princes,

(1) AF IV, 1635, 1er dossier, n° 239.

et de s'assurer s'ils ont eu quelques nouvelles; il est difficile qu'ils n'aient pas reçu quelque chose. Secondement de connaitre les personnes en qui ils ont confiance. Il est de la plus haute importance que personne ne sache que c'est le comte La Forest; le commandant français ne doit pas même le savoir. La Forest aura une lettre du ministre de la police sous quelque titre subalterne. Rédigez sur-le-champ ses instructions et venez me les présenter (1).

C'est dans la nuit du 14 au 15 que La Forest reçut à son tour le courrier venu à toute bride les lui porter. Il se trouvait par bonheur au château de Freschines, aux environs de Blois, et c'était certainement un coup de la Providence de placer aussi près de Valençay le diplomate français qui venait de passer cinq années en Espagne (2). Il se mit en route, sous le nom de Delbosche ou Delbosque (mauvais jeu de mots qui espagnolisait son nom : de La Forest, — du Bois, — *del Bosqué*), ayant pris soin de faire passer sa correspondance sous le couvert du chevalier Pardessus, notaire à Paris.

La chaise de poste roule, et le digne et froid diplomate, surpris, haletant, traverse comme dans un rêve les longues plaines du pays berrichon. C'est l'hiver; les routes grises et boueuses, le vent siffle dans les arbres dépouillés; la pluie raye les vitres de la berline, et à travers le brouillard, comment reconnaître dans cet inconnu solitaire l'ambassadeur de l'Empereur, qui a posé sur les coussins de sa voiture, pour en faire remise aux petits-fils de Louis XIV, la couronne de Charles-Quint? M. de La Forest arrive à Valençay et descend par pru-

(1) Saint-Cloud, 12 novembre 1813. (Recueil Lecestre, t. II.)

(2) Antoine de La Forest (8 août 1756-2 août 1846). Entré aux affaires étrangères en 1774. Consul général aux États-Unis (1788); chargé d'affaires à Munich; envoyé extraordinaire à la diète de Rastibonne; ministre à Berlin (1805); ambassadeur à Madrid auprès du roi Joseph (1808-1813); ministre par intérim des Affaires étrangères (avril-mai 1814); député (1815); pair de France (1818); ministre d'État (1825); comte de l'Empire (1809); grand cordon de la Légion d'honneur (1814).

dence à l'auberge. Une lettre l'attend, la signature est du duc de Bassano : elle trace tout le canevas des premières ouvertures.

L'ordre dynastique existant en Espagne avant 1808 sera rétabli. Les armées françaises évacueront la Péninsule sans condition. L'Empereur rendra les 100 000 (?) prisonniers espagnols qui sont en France. On lui rendra les prisonniers français. Les biens des partisans du roi Joseph seront restitués et garantis. Tout cela sera effectué dès que les Anglais auront évacué l'Espagne. Le traité très court peut être signé dans les vingt-quatre heures. Il sera porté à la Régence par don Antonio ou don Carlos, qui ira incognito aux lignes de Suchet. Napoléon propose que Ferdinand épouse la fille de Joseph, âgée de treize ans (1).

L'Empereur a expliqué lui-même tout ce programme hier à M. de San Carlos.

M. de San Carlos? Mais il est à Lons-le-Saunier, prisonnier d'État. Il y était. Sa Majesté, dans son impatience, l'a fait venir à Paris, et sur-le-champ l'a entretenu de ses projets : lui aussi ira à Valençay pour parler aux princes.

M. de Laforest a mieux compris par cet empressement le tour qu'il doit donner à sa mission. Il court au château; il a les moyens de se faire introduire. Dans le grand salon, il présente une lettre de Napoléon :

Mon cousin, — Les circonstances actuelles de la politique de mon empire me portent à désirer la fin des affaires d'Espagne. L'Angleterre y fomente l'anarchie, le jacobinisme et l'anéantissement de la monarchie et de la noblesse, pour y établir une république. Je ne puis qu'être sensible à la destruction d'une nation si voisine de mes États, et avec laquelle j'ai tant d'intérêts maritimes communs.

(1) Affaires étrangères, *Espagne* vol. 692. Il s'agissait de Zénaïde-Charlotte, Bonaparte mariée plus tard à son cousin le prince de Canino.

Je désire donc ôter tout prétexte à l'influence anglaise et rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si longtemps entre les deux nations. Je désire que Votre Altesse soit persuadée des sentiments d'estime et d'attachement que j'ai pour elle (1).

Ferdinand demeure muet de surprise et de circonspection. Craint-il un piège? Cette lettre extraordinaire, il refuse d'abord de l'ouvrir, il se retire chez son frère, revient, et parle, à mots coupés, de banalités. Laforest n'avait pas prévu cette difficulté-là. Le lendemain 20 novembre, il retourne, pressé par ses instructions. La glace est certainement rompue. Ferdinand se montre adroit, rusé, presque habile : il laisse voir moins d'étonnement et encore plus de prudence. Avant de formuler son avis, il lui faut consulter « les autorités qui exercent provisoirement en Espagne le pouvoir royal en son nom ».

En vain l'ambassadeur le presse de prendre un parti par lui-même. Il se cantonne dans sa réponse que don Carlos approuve d'un air décidé auquel, par un hochement de tête muet, don Antonio se joint lorsque son regard le fixe. Nouvel atermoiement, et le lendemain lettre du prince remise pour l'Empereur : il lui faut s'entendre avec la Junte qui l'éclairera ou, au moins, faire venir quelques-uns de ses membres auprès de lui; les Espagnols qui sont en France n'ont pas sa confiance; l'Empereur l'a mis à Valençay : si c'est sa destinée, il y restera jusqu'à sa mort; il n'a pas plus d'intérêt pour les Anglais que pour les Français, et il ne doit songer qu'au bonheur de sa nation; il parle franchement à l'Empereur, parce qu'il est sincère.

Les princes se sont levés à six heures du matin, ont fait appeler le curé, et avec lui prolongent un long entretien. On le sent, leur embarras est de trouver un confident sûr. Tout

(1) Saint-Cloud, 12 novembre 1813 (Recueil Lecestre, t. II).

ce qui vient de l'Empereur leur paraît suspect. Ainsi, voici San Carlos qui arrive (22 novembre); on le loge au château, on le reçoit poliment, mais avec réserve. Quelle faiblesse aura-t-il commise pour être en liberté?

Des colloques s'échangent, M. de Laforest y prend part, San Carlos est désigné comme plénipotentiaire, mais, toujours défiant, Ferdinand demande que M. Macañaz lui soit adjoint. Deux jours se passent en pourparlers; San Carlos discute les termes du traité, Ferdinand songe davantage à qui les portera en Espagne : le chanoine Escoïquitz? Le général Palafox? Macañaz vient (1er décembre); le prince retrouve quelque assurance, et sur la question épineuse des biens confisqués et achetés à vil prix, émet des opinions sages qu'on n'eût pas attendues de lui, en des termes formels dont la précision étonne sur ses lèvres : Ne pas molester les partisans du roi Joseph, c'est bien, mais ne pas dépouiller les partisans du roi Ferdinand, il ne le faut pas davantage; « la chose bien considérée, observe le prince, ces sortes d'acquisitions sont de la nature des contrats maritimes dits de *grosse aventure,* où l'on donne le moins pour avoir le plus. La fortune de mer en décide et le perdant ne doit regretter que le gain qu'il n'a pas pu faire (1). »

Tout le monde s'accorde à choisir San Carlos pour porter le traité aux Espagnols, et l'intérêt de chacun se concentre maintenant sur l'arrivée des passeports qui vont lui ouvrir la route. Les princes les attendent avec une fébrilité qui s'impatiente, et pendant cette attente (toute une semaine), ils retournent en tous sens la conduite à tenir vis-à-vis de leurs sujets quand ceux-ci leur seront rendus. Progressivement, Ferdinand redevient roi; l'exilé, le prisonnier, le prétendant s'effacent, il songe avec joie qu'il va commander, et à ce mo-

(1) Laforest à Bassano, 1er décembre 1813, *Espagne*, vol. 692, fol. 200.

narque qui ne possède rien, les concessions semblent déjà dures, inadmissibles, il les retire avant de les avoir accordées. Laforest est là pour lui faire une peinture du royaume que lui vient de quitter après l'avoir habité longtemps; mais parlent-ils la même langue? Ses réflexions irritent Ferdinand plus qu'elles ne l'éclairent. Par courtoisie, il se tait, il dissimule, il attend.

Voici les passeports : on signe sur-le-champ le traité, après une dernière lecture; instinctivement, les yeux se fixent sur l'horloge du salon où, dans ce vieux château perdu dans la campagne et l'obscurité et le silence, se passe la scène historique : il est minuit et demi, dans la nuit du 10 au 11 décembre 1813.

Rassurés, les princes sont paisibles, ils s'entretiennent comme il convient de ces extraordinaires événements, et puis les serviteurs d'autrefois peuvent accourir : voici Escoïquitz, voici Palafox, sortis hier de Vincennes et tout glorieux d'une prison qui continue bien les mérites de Saragosse. Muni d'une copie du traité, il ira lui aussi en Espagne, sa démarche ayant une rare valeur morale auprès de la Régence, car il ne peut être suspect de faiblesse, son loyalisme est couvert par son patriotisme. C'est maintenant là le souci des princes : quel accueil le traité recevra-t-il des exaltés? Escoïquitz reprend son rôle de mentor, il demande un exemplaire de la Constitution de Cadix pour la méditer avec Ferdinand. Il a bientôt fait de la découvrir dangereuse et révolutionnaire, il conseille la dissimulation avant que son abrogation soit possible, mais elle est déjà résolue. L'esprit est tendu vers l'Espagne; que s'y passe-t-il?

Des longs loisirs de sa réclusion forcée en ces jours d'hiver Laforest profite pour étudier ces princes qui vont monter brusquement sur la scène politique. Ses prévisions sont justes : pendant les débuts de la restauration, Escoïquitz et

San Carlos auront une influence prépondérante; l'infant don Carlos jouera un rôle, et ses manières sont faites pour lui valoir des partisans; il « pétille d'impatience », tandis que son frère se distingue au contraire par la résignation, la lenteur et le sang-froid. Vertus réelles mais négatives et qui ne répandent pas de sympathie sur un visage dont les cheveux en broussaille cachent le front. Entre un nez trop bourbonien et un menton trop relevé, les grosses lèvres d'une grande bouche s'avancent sans grâce et sans distinction; l'aspect général est épais et serait vulgaire si l'œil n'avait parfois des rayons de ruse, de finesse et de malice.

Le mois de janvier se passe vaille que vaille; les événements en France doivent nourrir et exciter tout ensemble leur espoir : le Pape est sorti de Fontainebleau le 24; quand de pareilles chaînes se brisent, les fers des autres prisonniers sont bien près de tomber à leur tour. Les alliés ont franchi les frontières. Ils s'avancent vers Paris. Les princes ne peuvent l'ignorer, car les mauvaises nouvelles vont vite, et maintenant chacun parle des revers tout haut en des conversations publiques que, la veille, la police eût punies pour les avoir murmurées tout bas. Après une scène tragique, l'Empereur a quitté sa capitale, résolu à ne laisser derrière lui aucun embarras d'importance. Valençay en est un; il est donc disposé, en face des lenteurs des Espagnols, à leur renvoyer leurs princes sans condition. Il le dit au duc de Feltre et le duc l'écrit à Laforest.

M. de San Carlos apparaît enfin. Son voyage a été une odyssée sans résultat.

Parti en si grand mystère que le chef de son peloton d'escorte, un aide de camp du ministre de la Guerre, le colonel Muller, ignore au juste qui il est, il s'est rendu droit à Perpignan. Pour arriver mieux déguisé encore aux lignes espagnoles, c'est un méchant voiturin qui a mené

cet ambassadeur de Sa Majesté Catholique, caché sous le nom de *Carvajal,* jusqu'à Vich, auprès du général Copons y Navia.

Avec les mêmes précautions, il a pu arriver à Madrid. Là, échec absolu : vainement pendant quatre jours (5-9 janvier 1814) a-t-il tenté de faire entendre raison à ces législateurs intraitables. Armée de son dix-neuvième décret du 1er janvier 1811 qui rejette à l'avance tout acte émanant du roi si Sa Majesté n'est pas au milieu des représentants de la nation, la Régence s'obstine à regarder comme nul le traité de Valençay; et sa seule réponse est d'envoyer à Ferdinand le texte officiel des Cortès. San Carlos, rebroussant chemin, revient par Valence, Girone, Toulouse et rend compte à Valençay de sa déconvenue. Palafox en essuie une autre, à la même heure, dans les mêmes conditions. « Nous avons un ambassadeur espagnol auprès des puissances alliées, lui a répondu le cardinal de Bourbon, c'est là que se fera le traité de paix authentique. »

Conçoit-on l'irritation de ce *roi* à qui l'on rend la liberté et qui demeure retenu dans sa prison par le formalisme des sujets armés pour sa défense et pour sa cause? Heureusement pour lui, Napoléon n'a pas le loisir de perdre son temps à ces protocoles. Ses occupations en cette première quinzàine de février ont été absorbantes : il a mené ces prodigieux combats qui restent l'admiration et la stupeur de tous les gens du métier, il a écrasé les Russes à Saint-Dizier, Champaubert et Montmirail; les Prussiens à Brienne et Château-Thierry. — San Carlos s'épuise à courir à sa suite dans les bivouacs. Il le rejoint; quels sont ses ordres? « Qu'ils partent! qu'ils partent donc! » s'écrie l'Empereur, qui voit dans l'arrivée des princes sur la frontière la disponibilité des corps de Soult et de Suchet, peut-être 20, peut-être 30, peut-être 40 000 hommes, l'armée providentielle qui lui manque là entre la Marne et la

Seine, pour y jeter Sacken, York, Schwarzenberg et Blücher (1).

Mais plus forts que les dynasties, plus calmes que les révolutions, les bureaux n'ont pas à compter avec les chocs rapides et les événements imprévus. Tranquillement, de son fauteuil du ministère des Affaires étrangères, d'Hauterive engage San Carlos à attendre un ordre personnel pour s'éloigner de Paris. Le duc de Feltre ne veut pas mettre sa signature sur les passeports dans le cas où l'Empereur (en effet, n'ayant d'autre souci!) s'en réserverait le mérite. Enfin, ces passeports partent, mais on les laisse en blanc. Quatre ministres interviennent : Clarke, Caulaincourt, Savary et Maret, afin, sans doute, que les lenteurs augmentent. On s'avise que pour un si long convoi, les chevaux vont manquer : les relations extérieures en préviennent la direction des postes. Lavalette estime qu'une dépense imprévue doit être autorisée par Napoléon. D'Hauterive la sollicite hiérarchiquement du duc de Bassano. Bassano l'obtient. Alors le duc de Rovigo, à son tour, exige un ordre personnel pour ouvrir les portes de Valençay. Et on arrive au 13 mars!

Heureusement, pendant ce temps-là, au château, chacun a fait ses paquets, peut-être même avec un empressement trop hâtif, emballant ce qui ne lui appartient pas. Dans les bagages figurèrent de la sorte deux immenses portraits de Louis XIV et du grand Dauphin, ce qui devait faire dire à Mme de Dino que les princes avaient étendu un peu trop loin le droit de parenté. Il n'y a plus qu'à entendre la messe une dernière fois dans la petite chapelle de la galerie, car c'est un dimanche, et à dix heures du matin, Ferdinand, en manteau de voyage, sans ordres ni insignes. monte en voiture, en lais-

(1) La dépêche du ministre de la guerre au maréchal Suchet (11 février) finit ainsi : « Faites ce que vous voudrez. Sur toutes choses, que des troupes arrivent sur Lyon. »

sant pour son père et sa mère deux lettres à La Forest.

Celui-ci respire, sa longue et insipide faction de quatre mois est terminée ; il a, du reste, fait bonne contenance et conquis, par sa politesse, la reconnaissance du prince : que sa fille, la marquise de Moustier, vienne treize ans plus tard à Madrid comme ambassadrice de France, Ferdinand VII lui fera remettre le cordon de Marie-Louise, « n'oubliant pas les services rendus à Valençay ». Et, en vérité, ces souvenirs de Valençay lui laisseront plus de douceur que d'amertume. Il crée plus tard, en mémoire de ces jours-là, « l'ordre de la Fidélité », il donne le nom de Valençay à un régiment, et il avait placé dans ses appartements particuliers des vues du château que M. de Blosseville fut assez surpris de voir là en visitant en 1823 le Palais Royal de Madrid.

Avait-il tort? Il semble au contraire qu'il ait eu grand'raison en répondant aux souhaits du curé du village : « Priez Dieu que nous ne regrettions jamais Valençay! » S'il avait aperçu dans l'horizon de l'avenir et l'île de Léon, et Cadix, sa prescience royale était forte. Il partait joyeux cependant, et rempli de bien belles espérances. Il allait être roi et occuper sans conteste une fonction sacrée dont sa puissance éphémère et troublée du mois d'avril 1808 ne lui avait donné qu'un avant-goût décevant. Quand on met le pied sur la route du trône, on n'éprouve guère la tentation de regarder en arrière. Songea-t-il à retourner la tête pour apercevoir une fois encore les hautes tours rondes de M. de Vilmorien, et la terrasse blanche, et le donjon de Philibert Delorme? Il l'aurait pu, car la marche était lente sur les routes détrempées de pluie et noyées dans les frimas.

On s'en vint coucher à Châteauroux. Malgré l'*incognito* de « M. le comte de Barcelone », on rencontrait à Limoges, à Brives, à Cahors, de nombreux prisonniers espagnols qui se jetaient à la portière, saluaient de vivats enthousiastes ce

jeune prince, leur souverain légitime, pour qui ils souffraient depuis tant d'années, et qui, sur la terre d'exil, personnifiait d'une façon vivante la patrie commune dont les joies leur allaient à tous être rendues.

A Toulouse, M. de Villèle, alors inconnu, assista aux transports d'une foule surexcitée d'un royalisme tout nouveau.

Ce fut le 17 mars que s'arrêtèrent dans la ville le roi Ferdinand VII et ses augustes frères, venant de Valençay, se rendant en Espagne. A peine la population en fut-elle informée qu'elle envahit l'hôtel de *France* où ils étaient descendus et la place sur laquelle cet hôtel est situé; les plus empressés de la foule pénétrèrent jusque dans les appartements des princes, virent à plusieurs reprises ces intéressantes victimes de la plus odieuse des trahisons et eurent la satisfaction de pouvoir sans danger laisser échapper de leur bouche le cri, qui, depuis si longtemps, n'avait pu se faire entendre, de : « Vive le roi! Vivent les Bourbons (1)! »

Les Anglais étaient là, eux aussi, en pleine France, hélas! et le lieutenant Woodberry a noté quelques particularités du séjour :

« Ferdinand VII a passé par Toulouse la semaine dernière; il a dîné chez un ami de nos hôtes, et on ne parle que de lui. On célèbre surtout sa politesse envers les dames. Il s'est distingué vis-à-vis d'une jolie fille qui lui donnait une poire (?). Il la mit dans sa poitrine, disant qu'il la garderait jusqu'au dernier jour de sa vie en souvenir d'elle (2). »

Perpignan était la dernière ville française d'une marche que les revers de Napoléon rendaient chaque jour plus réellement triomphale. Le maréchal Suchet avait reçu Ferdinand sans surprise (il était prévenu depuis le 18 février), mais avec embarras et respect. Sans ordre précis, dans le trouble de ces mois de révolution, il demanda à voir don Carlos prolonger

(1) *Mémoires*, t. Ier, p. 205.
(2) *Journal du lieutenant Woodberry*, 23 mars 1814.

son séjour auprès de lui, comme une garantie du retour de nos garnisons dispersées en Espagne, comme un otage des événements qui allaient se passer. Ferdinand VII y consentit, dans sa fièvre de fouler le sol de sa patrie.

On se mit en marche vers la frontière. Sans doute, par un suprême contraste voulu du Ciel, le temps, ce matin-là, était affreux. Un piquet de cavalerie ouvrait le cortège. Après la voiture du duc d'Albuféra, celle du Roi, puis celle de M. Percy, modeste employé du ministère des Affaires étrangères, et, dans l'espèce, représentant la France (1). Sur la route, des postes multipliés présentent les armes et battent aux champs. On est passé sous les canons du fort de Bellegarde; c'est l'Espagne! Mais à la Jonquière, une halte de plusieurs heures pour les relais; d'ailleurs, les pluies ont fait déborder le petit ruisseau du Tet. A Figuières, Ferdinand doit paraître au balcon; les cris, les vivats s'élèvent, ponctués par le roulement sourd des caronades qui tirent leurs salves; le soir, des illuminations improvisées courent aux frontons des maisons, et le Roi, à la lueur des flambeaux, est l'objet d'une ovation nouvelle. Les habitants lui apportent leurs vœux, les magistrats lui lisent une adresse : « Depuis longtemps, nous demandions à Dieu le roi et la paix. Notre première espérance se réalise, qu'elle soit le gage du prochain succès de notre second désir. »

« Tous mes vœux sont pour la paix, répond Ferdinand, mais elle ne dépend pas de moi. »

Enfin l'heure décisive a sonné. Le jeudi 24 mars, par un présage heureux, le temps est devenu serein; lavé par les pluies, l'air est transparent et le soleil brille; dans le lointain, les Pyrénées ont leur belle teinte violette, comme le dernier manteau de tristesse d'un deuil qui va finir. Le maréchal

(1) C'est à sa correspondance avec d'Hauterive que nous empruntons ces détails. *Espagne*, vol. 693.

monte à cheval, les aides de camp caracolent, les cavaliers alignent leurs pelotons, les trompettes sonnent, les étendards s'inclinent; nos bataillons en grande tenue bordent la route; le roulement des tambours, l'accord des musiques et les salves d'artillerie flottent au-dessus des têtes. Voici la Fluvia, sur ses bords, Ferdinand reçoit le compliment officiel du duc d'Albuféra; d'un air radieux et bien sincère : « Monsieur le maréchal, ce jour vaut une grande victoire. » Le maréchal est peut-être moins convaincu, et sa mémoire lui rappelle d'autres journées de triomphe; cependant tous ces vieux guerriers sont las de la guerre, et puisque le repos va venir, saluons la paix!

Il est midi quand la berline royale traverse le petit pont de pierre; entre les deux armées étagées face à face sur les rives, un moment solennel impose le silence. Puis les transports des Espagnols éclatent, et leurs acclamations roulent dans la vallée sonore. Le général Copons y Navia, tête nue, débite sa harangue : les Cortès, le peuple, l'armée, la constitution! Dans sa ferveur, il inaugure la longue série des généraux amis de la phrase, dont l'Espagne pendant tout un siècle va mourir, d'émeutes en pronunciamientos! Il parle avec attendrissement, enthousiasme et emphase. Mais le vent passe, et l'écho reste muet. Copons présente au prince le texte de la constitution : « Il l'a mise dans sa poche, » dit un témoin. Le geste est symbolique, il eût plu à Joseph de Maistre, qui n'aimait pas les constitutions imprimées. C'est le premier acte royal.

Des mules espagnoles conduisent Ferdinand jusqu'à la petite ville de Bascara; il met pied à terre pour voir de plus près les régiments d'infanterie qui défilent aux cris de « Vive le Roi! Vive l'Espagne! »

La restauration est faite et Bayonne est vengé.

III

Quand nous avons suivi la double résistance de Saint-Sébastien et de Pampelune, c'était sous le commandement du duc de Dalmatie que notre armée d'Espagne se trouvait placée. Il en avait été investi directement par l'Empereur et il semblait prendre une sorte de revanche personnelle dans un ordre du jour pompeux — le 23 juillet 1813 — où Joseph était qualifié de général incapable. Il s'occupa du moins avec activité et habileté de rétablir l'ordre, pensant pour cette besogne avoir quelque loisir, mais l'Empereur exigea qu'il prît immédiatement l'offensive et tout fut donc mis en œuvre pour un mouvement général (1). Il s'agissait d'arrêter le flot vainqueur des armées alliées en débloquant si possible les deux villes qu'elles entouraient. Une diversion à droite et une marche rapide à gauche permirent d'obtenir un premier succès et de s'approcher de Pampelune. Wellington accourut de son côté et vraiment de si près qu'il put distinguer les traits du maréchal son adversaire (2). L'effort réciproque demeura sanglant, mais le nombre des colonnes adverses se multipliant, obligea Soult à se tourner du côté de Saint-Sébastien, en s'assurant une ligne de retraite à travers des chemins âpres et encaissés. Il mit sagement en état de défense Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins et Bayonne.

S'il s'approchait avec convoitise des Pyrénées, Wellington

(1) Brialmont (II, 132) reconnaît la supériorité numérique de Wellington : 57 000 Anglo-Portugais et 25 000 Espagnols, soit 82 000 hommes contre les 77 000 soldats dispersés du duc de Dalmatie.

(2) Napier, *Histoire de la guerre de la Péninsule*, XI.

éprouvait une sorte de crainte révérentielle à pénétrer sur le sol de France, dans la persuasion qu'une victoire en Allemagne de Napoléon (c'était avant Leipzig) rejetterait contre l'Espagne et ses défenseurs des forces françaises devenues disponibles. Rassuré par la « bataille des Nations » qui nous fut si contraire, il profita de la marée basse pour passer la Bidassoa, à la grande surprise des riverains, se renforça des régiments anglais employés devant Pampelune et prétendit gagner les bords de la Nivelle, de la Nive et de l'Adour.

Tous ces mouvements étaient entravés par le mauvais état des chemins, les pluies d'un hiver prématuré, le manque d'argent, de fourgons et aussi la prudence méticuleuse du généralissime anglais.

Par contre les efforts de Soult demeuraient paralysés car on lui enlevait constamment des bataillons entiers pour les amener à marches forcées jouer leur rôle dans la partie décisive de la campagne de France. Ses effectifs réduits à 35 000 hommes et à peine 2 000 cavaliers le conduisirent au plan désespéré de vouloir lever des corps de partisans partout où il serait possible (1). Les circonstances ne lui eussent sans doute pas permis, le temps ne lui en fut pas donné. Bayonne était menacée, sa citadelle se trouvait investie; les Anglais traversaient les gaves. Pour les attirer du côté d'Orthez, le duc de Dalmatie se résolut à livrer bataille. Sa situation se trouvait mauvaise, le courage de la division Reille parut la retablir. Une tentative vigoureuse de Wellington ramena le succès sous ses drapeaux; Soult n'eut qu'à choisir vers Bordeaux ou vers Toulouse la route de sa retraite qui se fit d'abord, au dire de Wellington (2), « dans un ordre admirable », protégée par un orage violent qui derrière lui gonflait les rivières.

(1) Lettre du 17 janvier 1814 au ministre de la Guerre.
(2) Rapport sur la bataille d'Orthez, 27 février 1814.

Les convois de l'armée anglaise (vivres, munitions, équipages de ponts, bagages) retardaient d'ailleurs sa marche en avant.

Soult se retirait sur Toulouse devenu le grand dépôt du Midi et il put, affaibli sans doute par les nombreux déserteurs qui quittaient ses rangs, il put avoir une avance de trois jours pour préparer sa résistance. Il n'y manqua pas. Il déploya même une activité extraordinaire, et ses soldats, jetés sur l'heure dans des travaux de campagne, montrèrent une ardeur extrême. La vieille enceinte flanquée de tours fut mise en état de défense, on forma une seconde ligne appuyée aux ponts du canal, ce qui couvrait la route à l'est, par où pouvait se faire la jonction du duc de Dalmatie et du duc d'Albuféra, si ce dernier quittait la Catalogne comme il en recevait la demande instante; enfin, à la rive gauche de la Garonne, le faubourg Saint-Cyprien formait une excellente tête de pont. Malgré tout, « le duc de Dalmatie se trouvait réduit à ses seules ressources, combattant plutôt pour l'honneur du drapeau français que pour la défense du territoire, envahi par tous les points à la fois (1). »

Contre les 64 bouches à feu de Wellington, Soult pouvait bien opposer 80 pièces, mais il n'avait pas plus de 38 000 hommes de toutes armes (2) en face de 55 000 combattants d'infanterie et 7 000 cavaliers.

Le 10 avril au matin commença la mémorable bataille. L'armée alliée s'ébranla sur tous les points, les Anglais marchaient en bon ordre, les Espagnols couraient dans l'enthousiasme, ils perdirent du monde à cet élan trop rapide, mais le maréchal Beresford maintint son attaque téméraire et parvint à mettre du désordre dans nos lignes de défense : successive-

(1) BRIALMONT, II, 222.

(2) Le général Vaudoncourt estime même à 26 000 seulement et Lapène à 25 000, l'armée de Soult.

Voir le récit de la bataille dans KOCH, *Mémoires pour servir à la campagne de 1814*, II, chap. XXXI.

ment, les redoutes des plateaux tombèrent en son pouvoir et, au soir de la journée, il occupait la chaîne des collines qui dominent Toulouse. La nuit survint, on n'entendit plus qu'un échange de coups de fusil entretenu par les cordons de tirailleurs.

Vingt légendes ont couru sur cette rencontre de Toulouse, le dernier grand fait d'armes de plus de vingt ans de combats : que Wellington avait dépensé tant de munitions qu'il en manquait et que Soult fût devenu le vainqueur s'il était demeuré sur place; que Wellington avait menacé d'incendier la ville et n'en aurait été empêché que pour avoir promis au duc d'Angoulême d'user de douceur; qu'il laissa filer, sans s'y opposer militairement, les troupes du maréchal par la seule grande route qui leur restât ouverte; qu'il avait connu avant l'action l'abdication de Napoléon à Fontainebleau et qu'il se battait quand il aurait dû rentrer au fourreau une épée tirée sans motif; que Suchet, pressé par Soult de venir le rejoindre à Toulouse, ne s'était pas rendu à l'appel, privant son collègue, son rival, d'un appoint qui eût été décisif; que Soult ne se retirant que deux jours après la bataille montrait qu'il ne s'estimait pas vaincu... Et le reste.

Tout au moins, le duc de Dalmatie, jugeant la partie trop compromise pour tenter un nouvel effort, ordonna le repli sur Castelnaudary, ne laissant derrière lui que les blessés intransportables (1). — Le drapeau blanc flottait sur les clochers de la ville quand Wellington entra dans la cité de Clémence Isaure; il fut accueilli en libérateur plus qu'en conquérant; la population voyait en lui l'avant-coureur de sa sécurité, et saluait l'aurore de la paix (2).

(1) Les Français eurent un général tué, 4 généraux blessés et environ 3 200 hommes hors de combat. — Les Alliés 4 généraux et 4 650 tués ou blessés, dont 2 000 Espagnols.

(2) Les régiments espagnols rallièrent leur pays. La cavalerie anglaise fut embarquée à Boulogne, l'infanterie à Bordeaux.

Ce sentiment quasi unanime n'était-il pas celui des plus vaillants guerriers eux-mêmes de la grande épopée militaire? — L'abdication de Napoléon les relevait de leurs serments, le sort et la dignité de la France paraissaient assurés avec le retour des Bourbons. Le 14 avril le duc d'Albuféra, le 19 le duc de Dalmatie, pressés par les avertissements du Gouvernement provisoire, adressèrent l'adhésion de leur armée au roi Louis XVIII et conclurent des armistices séparés avec Wellington.

CHAPITRE XI

CHARLES IV ET LA REINE D'ÉTRURIE

I. Charles IV à Compiègne. — Marseille lui est assigné comme résidence. — L'installation rue Mazade. — La vie de la famille royale. — Le prince de la Paix. — Difficultés pécuniaires. — Départ pour l'Italie (mai 1812). — Voyage de Marseille à Rome. — Arrivée au palais Borghèse.
II. Marie-Louise de Bourbon, reine d'Étrurie. — Reléguée à Compiègne puis à Nice. — Tentative d'évasion. — Antoine Sassi della Tossa et Chifenti. — La Reine conduite à Rome au couvent des Dominicaines. — M. de Norvins.
III. Réunion de la famille royale (juin 1812). — Les distractions de Charles IV. — La restauration de 1814 les laisse à Rome. — Obsèques de la Reine (1819). — Mort du Roi (janvier 1819). — La fin de la destinée de la reine d'Étrurie. — A l'Escurial.

I

Les relations dramatiques de Napoléon et de l'Espagne commencent avec les Bourbons de Madrid, cette tragédie doit finir par eux. Charles IV et Marie-Louise, ceux qu'on appelait « les vieux Rois », pouvaient exciter une certaine pitié pour leurs malheurs, mais l'insignifiance du premier et la légèreté de la seconde ne permettaient de leur accorder qu'une faible commisération. La bonhomie avec laquelle le monarque détrôné acceptait son sort lui valait cependant la sympathie des populations auprès de qui il était désormais appelé à vivre.

Quand il eut abdiqué à Bayonne, on l'avait dirigé vers Fontainebleau; le 25 mai 1808, il s'y arrêtait et de là gagnait Compiègne qui lui était assigné comme résidence. Le château

était digne d'un descendant de Louis XIV. Il y resta peu de temps. A l'arrivée, il remit au général Reille une lettre pour Napoléon où il se louait des égards qui lui avaient été rendus sur la route. Puis, dès le 5 juillet, il demandait à aller trouver dans le Midi un climat plus doux; ce qui amena un ordre bien caractéristique de l'Empereur : « Charles IV quittera Compiègne quand il voudra; il voyagera en roi ou incognito, à son choix... à ses frais. — Il veut aller à Nice, très bien. La reine d'Étrurie ira avec lui, ou en Toscane, à son choix. Si Charles IV veut aller à Monaco, très bien encore. — Godoy, homme de peu de conséquence, restera à Paris, s'il veut. — Comme ce départ de Compiègne rend le château libre pour moi, qu'on accélère le départ de Charles IV. — M. de Rémusat est chargé de tous les détails (1). »

Avec les derniers jours de l'été on se mit donc en route; on fit une assez longue escale à Aix-en-Provence et l'on atteignit Marseille, ville qu'avait choisie Charles IV. Il attendit au château de Saint-Joseph, appartenant au maire, baron Anthoine de Saint-Joseph, que fussent prêtes les maisons où il allait loger : rue Mazade, lui, la reine et l'inséparable Godoy; rue Petit-Saint-Geniés, la fille de ce dernier et les gens de la suite. Les propriétaires (2) avaient profité de la bonne aubaine d'un locataire d'un rang si illustre pour majorer les loyers de leurs immeubles qui de 20 000 passèrent à 65 000 francs. L'entrée, le 18 octobre, revêtit une apparence solennelle par le défilé de ces grands carrosses de gala espagnols, de forme surannée, aux livrées magnifiques et défraîchies qui attiraient l'attention, la curiosité, peut-être les sourires de la foule. — Et la vie quotidienne s'établit aussitôt dans sa régularité monotone.

(1) Ordre de l'Empereur à Duroc. Bayonne, 15 juillet 1808. Manuscrits. Fonds français, n° 6596.

(2) MM. Majastre, Martin, Rolland et Gleise.

La journée du Roi est toujours la même : le chocolat du matin, la messe, une promenade à pied dans les rues, accompagné du Prince de la Paix, suivi de deux domestiques, et, à la faveur de cet « incognito » relatif, l'approche des mendiants qui se pressent sur le passage, pour une aumône qu'on ne leur refuse pas. — A midi, le dîner; table abondante, presque somptueuse, avec l'étiquette de la Cour respectée; le Roi découpe lui-même, avec cette maëstria alors en usage chez les maîtres de maison; il est servi à genoux, il boit des boissons glacées toute l'année, souvenir sans doute des *azucarillos* de l'Espagne. Le repas, assez court, est suivi d'une légère sieste.

L'après-midi amène la distraction de la musique dont Charles IV fut toujours passionné, sans y avoir montré autre chose que de la bonne volonté. Il forme un trio avec Duport, le violoncelliste incomparable (1), et Boucher son premier violon. — Si le temps est pluvieux, les tables de jeu sont dressées, une partie de cartes s'organise. S'il est beau, c'est la promenade, le plus souvent dirigée vers le petit castel, la bastide de Mazargues, dont le roi a fait l'acquisition. Charles IV, Marie-Louise, l'infant François de Paule sont montés dans une première voiture que traînent six mules aux pompons rouges, avec cocher français et postillons espagnols. Arrivée dans la campagne, Sa Majesté descend et marche, entourée de ses gens qui faisaient la haie sur la route. On est rentré à 8 heures pour un souper frugal. A 10 heures le coucher du Roi (2).

Assez souvent, il monte à cheval, on lui amène un beau coursier andalou et il part. — Marie-Louise ne sort qu'en voiture; pas une fois elle ne quitta ses appartements pour marcher un peu. Elle vit retirée et ne voit personne. L'Infant, au contraire, entreprend de longues promenades, accompagné

(1) Duport resta attaché à la musique du roi d'Espagne, de 1808 à 1812.

(2) *Notice sur le séjour à Marseille du roi d'Espagne Charles IV*, par un Vieux Marseillais. In-8°, Marseille, 1826.

de son précepteur, personnage assez curieux, énigmatique, mêlé aux résistances catholiques du temps (1). Il se nomme l'abbé Escolasse de la Bruyère (2). On lui trouve une mine rébarbative et, au reste, une figure déplaisante par une tache de vin qui dépare sa joue gauche. — La police, mise en éveil sur ses agissements, saisit sa correspondance et l'arrêta au mois de septembre 1811; on ne le remit en liberté que plus d'un an après, sans qu'on ait pu rien relever de précis contre lui.

Charles IV porte des habits de drap très fin, de couleur claire, des culottes courtes, un gilet blanc, des manchettes de batiste, des bottes à revers, un chapeau rond; à la boutonnière le ruban de ses ordres et une petite décoration presque imperceptible.

Le préfet du département, l'ancien conventionnel et régicide Thibaudeau, l'a accueilli officiellement à son arrivée, par ce compliment qui dénote bien ses sentiments désinvoltes et révèle sous quel angle il considère toutes choses : « Sire, je viens offrir mes hommages à l'ami de l'Empereur. » Il est volontiers railleur et souvent peu poli. Le chef du diocèse, l'archevêque d'Aix, Mgr de Cicé, l'ancien ministre de Louis XVI, y met plus de formes, il est lui-même toujours bien accueilli (3). L'Empereur trouve toutes ces courtoisies excessives et c'est de sa plume la plus sèche qu'il mande à Bigot de Préameneu, le ministre des cultes : « Faites-moi connaître pourquoi l'archevêque d'Aix a ordonné une neuvaine

(1) C'est lui, qui, à Marseille, recevait des mains d'André Morelli, valet de chambre de Pie VII, emprisonné à Savone, les pièces qu'on se proposait de faire parvenir aux cardinaux exilés et qu'à son tour l'abbé de la Bruyère transmettait à Lyon, à Bertaud du Coin, d'où elles arrivaient à Paris, par les soins de Franchet d'Esperey. — Voir : Geoffroy de Grandmaison, *Napoléon et les cardinaux noirs*, p. 109.

(2) Il était Normand, né à Saint-Lô en 1766.

(3) Il mourut d'ailleurs dès le 22 août 1810.

parce que la reine Louise était malade et pourquoi *l'on fait prier pour des individus*, sans la permission du gouvernement. (1) »

Il est certain que le clergé est déférent pour les princes et se sent pressé de correspondre à leurs habitudes de piété; ainsi, le jour de la Fête-Dieu, le curé de la paroisse Saint-Victor, M. de Clappiers, fait passer la procession devant les fenêtres du Roi qui se tient au balcon, à genoux, portant le grand cordon de Charles III avec la Toison d'or, la Reine parée de ses diamants.

Également, le commissaire général de la police, Permon, fréquente assez fréquemment rue Mazade, son rôle l'y porte; il a des manières déférentes, de grands égards et paraît vouloir se rendre agréable. Sa sœur, la duchesse d'Abrantès, dit, dans ses *Mémoires* (2) qu'elle lui avait recommandé cette conduite et s'en applaudit.

Le prince de la Paix, le commensal habituel, mène une vie plus extérieure, il a une petite loge à la Comédie. Ce « gros garçon, rubicond, avec des yeux à fleur de tête cachés par des lunettes », s'habille avec soin; on lui voit généralement un habit bleu à boutons d'or. Il affecte de porter le ruban de la Légion d'honneur. Sa bourse n'est pas très garnie; il écrit à Champagny, ministre des Relations extérieures, pour rappeler les promesses faites à Bayonne, fort oubliées à Marseille; il dit qu'il avait à Madrid, chez ses banquiers, des dépôts d'un million et demi provenant de la vente de ses laines, mais qu'ils ont été versés au Trésor, tandis que ses troupeaux eux-mêmes étaient confisqués : donc plus d'argent et plus de capital, il est obligé de vivre d'emprunts (3).

(1) 3 mars 1809. AF IV, 879. — Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon Ier*, t. I, 287.
(2) V. 261.
(3) 1er mai 1809. *Espagne*, vol. 679, fol. 7.

Vers le même temps, son frère Diego, duc d'Almodavar, aussi mal en point que lui, sollicite son entrée dans l'armée française, tout au moins dans les troupes à la solde du roi Joseph (1).

La chapelle du Roi est desservie par sept ou huit moines espagnols, d'une vie exemplaire et tout absorbés par leurs devoirs de piété. Le service de la bouche est nombreux, comme pour une chose d'importance : maîtres d'hôtel, chefs d'office, cuisiniers, marmitons, sommeliers, pâtissiers, confiseurs, etc. Mais les frais montent vite, les notes s'accumulent, les traitements sont mal payés, alors c'est la gène d'une petite Cour en détresse. En 1811, la vaisselle du Roi est portée au mont-de-piété; on vend même des pièces d'argenterie. A la foire de Beaucaire, Charles IV envoie trente chevaux de ses écuries pour faire un peu d'argent (2). Il veut emprunter 500 000 francs sur ses diamants; il veut aller à Paris parler lui-même à l'Empereur (3). Voyage naturellement impossible et qui serait sans effet, car au contraire, Napoléon réduit à 2 400 000 francs la pension royale arrêtée d'abord à 7 millions et demi, et encore stipule-t-il que ce sera « jusqu'à ce que l'Espagne puisse faire ces paiements (4) ».

Aussi le malheureux « ancien monarque » se trouve-t-il accablé de dettes, il ne paye ni fournisseurs ni domestiques; son trésorier, M. Félix de Viergol, écrit au maire de Marseille : « Nous nous trouvons dans la dernière misère et il n'y a pas même du crédit pour *dîner*. Je vous prie de voir si vous trouvez un moyen pour nous secourir (5). »

Un banquier fait une avance de 230 000 francs, mais ensuite refuse une traite de 12 000 francs pour diverses

(1) 20 décembre 1809. *Espagne*, vol. 680, fol. 302.
(2) AF IV, 1506. Bulletin de police.
(3) *Id.*, 5 août 1809.
(4) Lettre à Mollien, 20 novembre 1809. AF IV, 1680.
(5) 14 février 1809, billet original. *Espagne*, vol. 678, fol. 162.

dépenses de table qui lui est présentée. L'ancien agent de Godoy, Isquierdo, qui se trouvait alors à Paris (1), sollicite pour obtenir la fin de cette situation précaire par une note qu'il porte un soir au château des Tuileries, mais il ne paraît pas avoir été reçu, ni écouté. De même, c'est en vain que le colonel Cailhé de Geyne (2), premier écuyer de Charles IV, vient à Paris (3), pour implorer, le mot est exact, le paiement retardé des pensions : « Un seul mot, un seul regard, et Votre Majesté peut rendre cette famille au bonheur, et prévenir les tristes effets que pourrait produire la crainte d'avoir déplu et de ne plus inspirer à leur puissant protecteur un intérêt qui fait tout leur espoir et leur existence (4). »

La vie s'écoulera désormais dans cette position misérable, entre des recettes aléatoires et des dépenses supérieures. Charles IV peut regarder avec mélancolie l'état des paiements stipulés par le traité de Bayonne et comparer les promesses avec les réalités ; c'est 10 165 954 francs qu'il estime devoir toucher et lui être déjà dus (5). Ce n'est pas un dédommagement pour lui de se plaindre des procédés vexatoires de la police, d'énumérer les querelles de son entourage, les mesquineries des subalternes. Napoléon reçoit ces missives, ne les lit pas et se

(1) Il demeurait, 1, rue Lepelletier. 2 février 1809. *Espagne*, vol. 678, fol. 110.

(2) Officier français au service d'Espagne, puis passé à l'armée de Portugal, et employé de nouveau auprès de Charles IV.

(3) Il descendit à l'hôtel de Toscane, rue de Richelieu.

(4) Requête à l'Empereur, 18 février 1809. AF IV, 1681.

(5) *(État au 19 novembre 1809) des paiements.* AF IV, 1680.

	PAR AN	EN 18 MOIS	PAYÉ	A PAYER
Roi Charles.	7 500 000	11 250 000	2 550 711	8 699 288
Prince Asturies	1 000 000	1 500 000	733 333	766 666
Don Carlos	400 000	600 000	500 000	100 000
Don Antonio	400 000	600 000	500 000	100 000
Don Francisco	400 000	600 000	500 000	100 000
Reine Marie-Louise. . .	400 000	600 000	500 000	100 000
				10 165 954

contente de mettre au crayon en marge : « Pour M. Maret (1). »

Les Espagnols de la suite restent ardemment patriotes, ils manifestent en toutes circonstances leurs sympathies pour la résistance de leurs compatriotes et s'étonnent tout haut de l'occupation prolongée des Français en Espagne (2). Ils se proclament respectueux de leurs princes et leur demeurent attachés. Antoine Ballesteros, chambellan de Charles IV, est une exception. Pour des motifs inconnus, probablement d'ordre pécuniaire, il entre en querelle avec son maître qui, sur sa plainte à la police française, le fait arrêter et conduire au château d'If. Il est relâché au bout d'un an et envoyé en surveillance à Tours. Charles IV lui fait compter 5 900 francs dus de ses appointements mais demande expressément que ce serviteur disgracié ne puisse jamais résider dans les lieux où Sa Majesté habite (3).

Les mois passaient dans cette indolente indifférence; Godoy seul peut-être éprouvait une sorte d'impatience de plus grande liberté. Il fit demander à Savary un passeport pour voyager en France sous le nom de duc de Succa « moins connu que celui de Prince de la Paix (4) ». La faveur lui fut refusée et une note de police indique malicieusement qu'il ne demandait pas ce passeport pour s'en servir, mais pour avoir entre les mains un moyen de faire taire à l'occasion les récriminations de la Reine en la menaçant de s'éloigner (5).

(1) C'est le cas pour une longue lettre autographe, du 29 août 1809, où Charles IV se plaint des menaces d'un sieur San Miguel, rayé pour son inconduite de la liste des hommes de sa maison.

(2) Bulletin de police, 5 janvier 1809. AF IV, 1505.

(3) F 7, 6516. — Ballesteros demandera à passer aux États-Unis, un passeport lui fut délivré et le 31 décembre 1811 il s'embarque sur le navire américain le *Flash*.

(4) Et il fournit son propre signalement : quarante ans faits, teint clair et coloré, cheveux noirs et quelques cheveux gris, une cicatrice sur le sourcil droit. — Billet original, 3 juillet 1811. F VII, 6514.

(5) 23 juillet 1811. AF IV, 1680.

Le Roi avait acheté aux environs une maison de campagne (1) ; dès lors, il s'y rendait régulièrement, s'y promenait, y chassait, s'y reposait. Sa santé restait bonne, ses douleurs de goutte avaient disparu. « Il tient beaucoup à la vie », écrivait, à Savary son agent d'affaires, Cailhé. Il ne se plaignait que de ses dettes, et aurait souhaité être logé dans un palais impérial pour éviter les frais de son installation particulière. Napoléon trouva une autre solution et il pressa les « vieux rois » de se rendre à Rome. Charles IV parut accueillir la proposition, puis argua de la mauvaise saison pour retarder le départ, de la mauvaise santé de la Reine, du mauvais état de ses finances, enfin de la mauvaise volonté de sa fille la reine d'Étrurie — déjà conduite à Rome — et qui ne voulait pas vivre avec ses parents (2).

Cependant, quand 250 000 francs eurent apaisé les dettes criardes de Marseille, on se mit en route au printemps de 1812. Pour le départ, Permon avait pris ses précautions, en éloignant les personnes trop sympathiques; si la foule criait : « Vive le Roi! » les gens de la suite eurent la consigne de crier : « Vive l'Empereur! » — Le 25 mai, à 8 heures du matin, un long cortège s'ébranla : dans une voiture à huit chevaux, Charles IV et Marie-Louise, une seconde à six chevaux pour l'Infant, une troisième à six chevaux pour le Prince de la Paix, et puis les chambellans, les dames d'honneur, les médecins, des valets en livrée, une escorte de 12 gendarmes. Il y avait une grande affluence de monde, curieux et chapeau bas; de nombreux pauvres étaient venus saluer et remercier de généreux bienfaiteurs (3).

(1) Deux cent mille francs, dont 60 000 francs payés comptant.

(2) Lettre du prince de la Paix à Cailhé, 23 mars 1811. *Espagne*, vol. 685, fol. 329, cf. AF IV, 1680.

(3) Un témoin qui vit passer le Roi, ecrivait en termes un peu crus mais exacts : « Le Gouvernement ne veut plus lui donner de subsides, il l'envoie

L'Empereur avait prescrit que sur la route le Roi fût traité en souverain dans les palais, avec respect dans les rues, mais « sans hommages ni arcs de triomphe ». Il traçait l'itinéraire qu'on devait suivre et les lieux de repos où on aurait à coucher, en vingt-quatre étapes. A Grenoble et à Chambéry on logea à l'hôtel de la Préfecture, à Turin, au palais impérial, reçu par le prince Borghèse. Le passage à Plaisance n'eut rien de particulier. A Parme, Marie-Louise se trouvait dans son pays de naissance, elle reçut sa vieille nourrice et lui remit un cadeau de 100 louis; elle accueillit avec bonté sa nièce la princesse Antoinette de Bourbon, qui était, dans un couvent, ursuline. Le soir il y eut un concert. Le 13 juin dans l'après-midi on arrivait à Florence, on y fut traité par la grande-duchesse de Toscane, sœur de l'Empereur, à qui les injonctions les plus expresses avaient été adressées ; elle fit à ses hôtes les honneurs du palais Pitti; en face d'une collection de camées, l'ex-reine d'Espagne ne put retenir un soupir mélancolique : « Et moi aussi, j'en avais de beaux! » (1). Charles IV ne se fit remarquer que par un formidable appétit. Son petit-fils, l'ex-petit roi d'Étrurie (2), parut à tous gentil, intelligent, animé, il expliqua à son oncle Don Francisco les noms des Médicis dont on lui avait appris l'histoire. Après trois jours, on repartit pour Rome de grand matin. Le prince Borghèse (3) avait reçu l'ordre de mettre à la disposition de Charles IV son palais et sa villa « sans enlever ni meubles ni tableaux ».

paître dans les États du Pape ». — Lettre de l'abbé Guez au P. Chrysostome; — Orange, 26 mai 1812. — Chanoine Durand, *le P. Chrysostome de Barjac*, p. 270.

(1) « Voyage de S. M. Charles IV, de Marseille à Rome ». — Manuscrit. F VII, 6514.

(2) Charles Louis, Infant d'Espagne né le 22 décembre 1799, roi d'Étrurie (1808), duc de Lucques (1817), duc de Parme et Plaisance (1847), renversé par la Révolution (avril 1848), abdique le 14 mars 1849; il mourut le 27 mars 1854.

(3) Camille Borghèse, prince de Sulmone (1775-1832), le très insignifiant mari de Pauline Bonaparte.

Mais dans ce palais de belle apparence, aux portiques soutenus par des colonnes de granit, aux « appartements nobles, commodes et suffisamment décorés », dont les fenêtres dominaient le Tibre, il n'y avait « ni linge de lit, ni linge de table, ni argenterie, ni voitures ». M. de Norvins, directeur général de la police, allait se donner beaucoup de soins pour remédier à ces lacunes. Sa correspondance régulière avec Savary nous révèle son empressement, ses difficultés, ses alarmes (1). Il avait déjà mis en œuvre ses talents pour recevoir l'ex-reine d'Étrurie qui lui était arrivée en véritable prisonnière, quelques mois auparavant.

Il convient de rappeler en quelles circonstances. L'histoire du père et de la fille ne saurait être séparée; c'est d'ailleurs une triste histoire.

II

Après le traité de Lunéville, Bonaparte avait créé un royaume d'Étrurie composé des anciennes possessions de la Toscane. Il en avait attribué la couronne à l'Infant Louis de Parme et à sa femme Marie-Louise de Bourbon, fille du roi d'Espagne (2). Au mois de mai 1803, le roi mourut; en décembre 1807, sa veuve fut dépossédée sans autre forme de procès (3); attirée à Bayonne, avec tous les membres de sa

(1) Les Archives nationales, F 7, 6514, possèdent vingt lettres de Norvins au duc de Rovigo, du 3 août 1812 au 19 octobre 1813, pleines d'intérêt. — Voir : Geoffroy de Grandmaison, *M. de Norvins et les princes d'Espagne à Rome*. — (*Revue des questions historiques*, janvier 1901).

(2) Voir : Geoffroy de Grandmaison, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution*, chapitre VII.

Le marquis de Villa Urrutia a publié depuis *la Reina de Étruria* (1923).

(3) Un sénatus-consulte du 30 mai 1808 prononçait l'annexion à l'Empire en formant les départements de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombrone.

famille, en avril 1808, elle se vit condamnée à un nouvel exil. Elle reçut d'abord un gîte à Compiègne, son séjour fut ensuite fixé à Parme et elle était déjà sur la route de l'Italie munie d'une lettre de l'Empereur qui lui souhaitait bon voyage, quand, à Lyon, sa voiture se dirigea, par ordre, vers Nice où elle arriva le 18 avril 1810. Elle ne songea plus qu'à s'enfuir. L'entourage d'une « femme ignorante, d'un jugement étroit et d'une volonté molle » (1) ne peut être que médiocre; avec des subalternes, elle prépara son évasion.

Son majordome Antoine Sassi della Tosa et un négociant de Livourne, Chifenti, furent ses agents. Le second fut chargé de se procurer un bateau pour prendre la mer, le premier de trouver des secours et des protecteurs. Chifenti s'embarqua pour la Cour de Palerme, revint par Malte et Tunis à Gênes et rejoignit la reine sans autre succès, en même temps que Sassi partait pour Londres avec des lettres destinées au roi Georges, à Wellesley, à la Romana et à d'Albuquerque (2). Lui non plus n'obtint rien, mais plus malheureux que son « complice », vit sa correspondance saisie par la police et se trouva arrêté à Paris (avril 1811).

Ce fut à Saint-Cloud une belle tempête. Napoléon s'estimait *trahi*, quand ses victimes cherchaient à s'éloigner de ses coups (3). A Mollien, il fait cesser tout paiement à la reine d'Étrurie, « mais il faut que cela ne se sache pas » ; à Maret il

(1) Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe;* III, 192.

(2) La reine n'était pas heureuse dans le choix de ses protecteurs : Georges III tombait en démence à la fin de 1810, le marquis de Wellesley (frère aîné de Wellington), ministre des Affaires étrangères, allait se retirer du cabinet; le marquis de la Romana, commandant en chef une des armées espagnoles décédait tout à coup au mois de janvier 1811 et le duc d'Albuquerque, le défenseur de Cadix, nommé par la Junte centrale ambassadeur en Angleterre, n'arrivait à Londres que pour y mourir le 18 février 1812.

(3) Non pas insérées dans la *Correspondance,* mais publiées dans les *Lettres inédites* de l'Empereur, par M. Lecestre, tome II ; nous avons trois ou quatre missives fort explicites sur ce point. — Les originaux, AF IV, 892.

se plaint de « l'ingratitude » (le mot y est) de cette princesse et le charge de composer sur elle « un petit factum » qui sera montré à l'ambassadeur d'Autriche, aux ministres de Saxe et de Bavière. Pour Savary il est plus catégorique encore : « Je désire que vous fassiez notifier la sentence à la reine d'Étrurie. Le jour même elle sera enlevée et conduite en toute hâte dans une voiture à Rome. Elle n'aura avec elle qu'une femme de chambre et sa fille. Ses papiers seront saisis et envoyés au ministère. Elle sera déposée dans le couvent où se trouve une princesse de Bourbon. »

Les deux serviteurs de la reine payèrent leur dévouement de la vie. Chifenti fut fusillé à la plaine de Grenelle le 26 juillet; Sassi della Tosa mourut deux mois après, à Sainte-Pélagie... d'un catarrhe (1). — La reine était maintenant éclairée, elle qui avait envoyé à l'Empereur, au moment de son mariage avec l'archiduchesse d'Autriche, une belle missive où elle « s'applaudissait d'une union qui la rendait son alliée (2) ».

C'est alors que M. de Norvins intervient dans son existence, embarrassé entre ses devoirs de galant homme et les exigences de son rôle de policier. Il a fait tripler les postes de gendarmerie depuis Civita Castellana jusqu'à Rome, il envoie un peloton pour éclairer la route, il fait entrer la voiture à la nuit tombante, par des rues détournées, et la conduit au couvent de San Domenico e Sisto (3).

(1) F VII, 6519. — Napoléon au général Hulin, gouverneur du château de Vincennes :

« Je reçois la sentence de Chifenti et de Sassi. Vous ferez exécuter le premier, qui est un misérable espion. Pour Sassi, j'accorde la suspension de son exécution, mais vous le ferez conduire jusqu'au lieu du supplice et, après l'exécution de Chifenti, au moment où Sassi devra monter à l'échafaud, vous ferez paraître le page qui portera l'ordre de suspendre; mais je veux que Sassi ait sous les yeux tout l'exemple de la punition de son crime. »

(2) Archives. Aff. étrangères. *Espagne*, vol. 682, fol. 16

(3) Couvent de religieuses dominicaines, situé sur les pentes du Quirinal, à l'extrémité de la Via Magnanapoli.

Il s'était bien assuré que la Supérieure entrait dans ses vues et empêcherait la « prisonnière » de voir personne, « l'intérêt du couvent étant attaché à sa garde. » La princesse était toute tremblante, elle eut des convulsions, les médecins ordonnèrent des douches. Si elle éprouva un peu de réconfort de rencontrer sa belle-sœur, vraie religieuse, en habit monastique, la pensée de vivre au milieu des vingt-cinq dominicaines de la maison l'affecta. Et même, comment *vivre!* Le couvent ne pouvait assumer la dépense, les rentes de la Communauté fournissant 36 francs par mois à chaque moniale. Le général Miollis avait remis 500 francs pour l'entretien et la nourriture, et Norvins disait avec raison : « Cette somme ne peut aller bien loin, ni suffire longtemps à quatre personnes ». — A son tour, s'il se montrait magnifique, il exagérait la largesse en évaluant la somme nécessaire à 12 000 francs par mois, ce qui aurait constitué 144 000 francs de revenus à une personne condamnée à ne pas sortir du couvent. En réalité la pension fut fixée à 2 500 francs par mois.

Pour aller au plus urgent, il fallut meubler les quatre cellules qui lui étaient assignées, et dont les portes sur le grand corridor devaient demeurer ouvertes. La reine réclama un piano pour elle, une maîtresse de musique pour sa fille, elle insista surtout pour que l'infant Charles-Louis vînt la rejoindre. Espérant sans doute mieux obtenir par une démarche personnelle, elle s'adressa directement à l'Empereur. J'ai là, sous les yeux, l'original de cette lettre, certainement touchante, bien qu'elle n'ait pas eu le don d'émouvoir le tout-puissant monarque. Sans vouloir tenter des rapprochements excessifs, imaginez non plus une princesse dépossédée, mais un prince déchu, non plus une mère qui demande son fils, mais un père qui réclame son enfant, non plus un couvent mais une île; changez simplement le lieu de la scène et reculez la date de quatre ans, non plus Rome,

septembre 1811, mais Sainte-Hélène, octobre 1815, et puis concluez :

La séparation de tout ce que j'ai de plus cher au monde, la privation de ma liberté et de tout genre de société, me fait sentir tout le poids de ma déplorable situation. Non, sire, ce n'est pas le trône que je regrette, mon unique désir est celui de me voir au sein de ma famille, au milieu de mes parents, à côté de celui à qui j'ai donné la vie et sans lequel il m'est impossible de soutenir la mienne. Votre Majesté étant père (1), a lieu de comprendre quel doit être à chaque instant le désespoir d'une malheureuse mère qui se voit privée de la douce consolation de serrer dans ses bras le plus cher de ses enfants.

Sire, que ma pitoyable situation vous attendrisse, que votre cœur magnanime daigne essuyer mes larmes. C'est dans ces sentiments que je prie Dieu qu'il vous tienne dans sa sainte et digne garde...

III

Elle n'alla pas rejoindre ses parents, ce furent eux qui arrivèrent.

L'entrevue du revoir devait être entourée de quelque cérémonie. Au fond du cœur ils ne s'aimaient guère et bien que nous ayons des billets passionnés de Marie-Louise à la « chère maman de sa vie et de son âme », il ne faut voir dans ces chaleureuses expressions que le protocole du style espagnol, prodigue d'épithètes et très amoureux de protestations. Toutefois, la communauté d'infortunes pouvait rapprocher ces esprits aigris et ramener à des sentiments plus naturels une fille malheureuse et une princesse qui n'avait jamais beaucoup brillé par sa tendresse maternelle. — Sans se douter du coloris

(1) Le roi de Rome avait six mois.

de son pinceau, M. de Norvins nous donne en perfection le personnage du vieux monarque : cet homme bon enfant, facilement attendri, ennemi des discussions, heureux d'éviter les scènes désagréables, passant un mouchoir sur son visage et l'éponge sur sa vie, pitoyable chef de famille et plus médiocre encore chef de peuples.

La scène est peinte :

A cinq heures sont montés dans les voitures, le roi et la reine dans la première, le roi d'Etrurie, l'Infant, le prince de la Paix et le général Miollis dans la seconde. La reine a pris le bras du général en descendant de voiture. La porte du couvent s'est ouverte, les religieuses étaient au nombre de douze, sur deux rangs. A la tête d'une colonne était Madame de Bourbon, princesse de Parme; l'abbesse était en avant de l'autre. A l'arrivée du roi, les religieuses se sont mises à genoux. La Reine d'Etrurie s'est jetée dans les bras de sa mère; le roi a dit : « C'est Marie-Louise! » puis, celle-ci voyant son fils, l'a pris dans ses bras et l'a embrassé avec une sorte de frénésie; le roi les a tous entourés d'un embrassement général, puis il a passé son mouchoir sur son front et sur sa figure. La reine ayant repris le bras du général Miollis, toute la famille a pris le chemin de l'appartement de la princesse... Au bout d'une heure la visite était terminée et on est revenu au palais (1).

Au milieu de ces gracieusetés et de ces effusions, Norvins n'était pas sans alarme. Il se déclarait fort inquiet de la surveillance à exercer « sur cette famille dont l'enlèvement et la fuite pourraient convenir aux projets de trouble formés par l'Angleterre ». Il voyait des refuges tout préparés en Sardaigne, à Malte et en Sicile. Son imagination traçait tout un scénario d'évasion : « Les fenêtres du palais Borghèse donnent sur le Tibre; avec de l'argent on a une barque et on va à la mer sans être vu ni pouvoir être vu de personne. La facilité d'aller en voiture, en trois heures de temps, gagner le bord

(1) Rapport (19 juin 1812) du Directeur général de police de Rome. AF IV, 1680.

de la mer ajoute encore à l'inquiétude que donne la liberté entière accordée au Roi. »

Le général Miollis se préparait à une attaque, à organiser des moyens de défense sur la côte, autant que pouvaient le permettre ses forces, 7 000 soldats y compris une cohorte de 800 hommes, dont 200 avaient déjà déserté et un régiment étranger à Civita-Vecchia, qui perdait également chaque jour du monde par la désertion.

Ces précautions ne troublaient pas la quiétude de celui qui s'en trouvait l'objet. La monotonie de l'existence n'était pas pour émouvoir des personnages dont la vie n'avait été qu'une longue application des lois de la plus routinière étiquette. La distraction préférée de Charles IV était l'horlogerie; il avait l'amour des carillons, le luxe des cadrans le subjuguait et aussi la multiplicité des montres dont ses poches étaient garnies; il éprouva une grande joie le jour où on lui apporta une horloge extrêmement compliquée dont le travail avait exigé vingt ans et qui, commandée pour le palais royal de Madrid, lui parvenait en exil. — La musique offrait aussi ses plaisirs et ses charmes; afin de satisfaire cette passion plus forte qu'éclairée, on mit à sa disposition, afin d'accompagner son violon, quatre musiciens de l'orchestre du grand théâtre. Un certain quintette de Boccherini était l'objet de son attente. Le concert commença au signal donné par le Roi avec toute la gravité d'un chef d'orchestre. Le charivari fut épouvantable, et le prince en s'essuyant le front avec son mouchoir de soie, de revenir auprès de la Reine, en s'écriant : « Vous voyez, vous entendez, ils ne peuvent me suivre. Ces Romains ne peuvent pas; c'est trop fort pour eux. »

M. de Bausset nous rapporte l'anecdote; il faut croire les *Mémoires* de ce fidèle préfet du palais impérial; chez lui se trouvent les meilleurs renseignements pour cette époque de l'existence de nos princes : petites scènes de genre où passe

le vieux monarque en gilet rond, pantalon de nankin, chemise à jabot, bas chinés et souliers à boucles. Derrière lui parade le prince de la Paix, tantôt tout chamarré de ses uniformes de gala, de ses cordons et de ses plaques, tantôt vêtu d'un habit noir à la française qui lui donne l'apparence « d'un huissier avantageux. »

Même dans l'inaction, les années sont fugitives : un jour vint où le colosse croula. L'Empereur n'allait plus être que le souverain d'une petite île, presque aussi insignifiante en ses dépendances que le palais Borghèse. Lui tombé, les princes de Bourbon sont libres.

L'envie de quitter Rome les prend aussitôt. La restauration du trône du chef de sa Maison donne à Charles IV la pensée de venir habiter le midi de la France et le 5 janvier 1815, il écrit à Louis XVIII pour avoir son agrément, le cas échéant. Il demandait aussi à son fils de revenir en Espagne. Ferdinand lui fit comprendre que les ciconstances politiques ne le permettaient guère et que pour la Reine, il craindrait, en la mettant en contact avec ses anciens sujets, de l'exposer au ressentiment d'une nation aigrie. Il se contentait d'envoyer à ses parents 40 000 piastres pour être partagés entre sa sœur d'Étrurie et eux. — Ils continuèrent donc à vivre en Italie, respectés malgré leurs ridicules, à cause de leur bonhomie.

Accoutumés à les voir en leur promenade habituelle, les Romains ne s'inquiétaient plus de ces personnages oubliés. Il fallut la mort et les pompes des funérailles pour rappeler autour de leur nom l'attention de la foule. En janvier 1819, la Reine se trouvait seule au palais Barberini ; une fluxion de poitrine eut promptement raison de ses soixante-neuf ans. Elle mourut, après avoir reçu la bénédiction apostolique, entourée de ses filles : Marie-Louise, duchesse de Lucques (nous retrouvons là l'ancienne reine d'Étrurie), et Marie-Isa-

belle, duchesse de Calabre (1). La vieille reine d'Espagne, au moment suprême, songea encore à la passion qui avait dominé sa vie en recommandant aux bontés de ses enfants le prince de la Paix (2).

Cet enterrement royal auquel on donna toute sa magnificence, occupa la curiosité de la ville. — Après l'embaumement, revêtue d'un grand habit blanc, la poitrine décorée des ordres d'Espagne, un crucifix d'or dans les mains, la Reine demeura quatre jours exposée dans un salon du palais de la place *del Tritone*. Le 9 janvier le convoi se rendit à Sainte-Marie-Majeure vers une chapelle ardente qui attira un peuple immense. Le cardinal Gallerati Scoti présidait le service. Le lendemain, chapelle papale; mais Pie VII fut empêché par le froid extrême d'y assister. Le cardinal di Gregorio dit la messe, où étaient présents 22 autres membres du Sacré Collège. A côté d'eux les princes de Hesse-Darmstadt, de Holstein-Augustembourg, de Saxe-Gotha et de Wurtemberg. Après l'absoute, on prit en grande pompe le chemin de Saint-Pierre, avec carrosses, gardes suisses, gardes nobles, dragons pontificaux. Quatre grands d'Espagne tenaient les cordons du char : les princes de Piombino, Altieri, Doria et di Sermoneta. Le corps fut reçu à l'entrée de la Basilique par le cardinal Mattei. On avait rigoureusement observé le même cérémonial qu'en 1689 pour les obsèques de Christine de Suède, et en 1735 pour celles de Marie-Clémentine Sobieski, femme de Jacques III d'Angleterre.

Marie-Louise de Parme, reine d'Espagne, repose encore dans les souterrains du Vatican, sans que rien dans sa vie licencieuse et superstitieuse d'une trop fidèle élève de Condillac ait justifié cet honneur. Les clefs du caveau de l'urne qui

(1) Elle devint reine des Deux-Siciles en 1825.

(2) Godoy pensa d'abord se retirer dans les États de Lucques. — Dépêche de M. de Blacas, 4 janvier 1819. Affaires étrangères, *Rome*, vol. 953.

contient son cœur sont toujours dans les cartons de l'ambassade; personne depuis plus de cent ans n'est venu visiter ses restes et qui a songé à donner de loin un souvenir religieux à sa triste mémoire?

Ces détails, fournis par les dépêches officielles, sont corroborés par deux gravures de Vincent Teoli : 1° la chapelle ardente de Sainte-Marie-Majeure et 2° « Transporto solenne del cadavere di Maria Luisa de Borbone ». Tirées à 1 000 exemplaires, elles furent payées 150 écus. L'ambassadeur les comprenait dans les frais des funérailles, 18 355 écus romains, auxquels il ajouta la dépense de l'impression de l'oraison funèbre prononcée en « latin » par l'abbé Catalan, auditeur de rote pour l'Espagne.

Charles IV n'était pas là; il se trouvait chez son cousin, le roi de Naples. A peine eut-il la connaissance de ces détails; il souffrait en les recevant d'une violente attaque de goutte qui l'emporta la semaine suivante, le 19 janvier. Il était né à Naples le 12 novembre 1748; il ne semblait y être revenu que pour mourir.

Le marquis de San Martino, son majordome, son capitaine des gardes et le prince San Nicandro dirigèrent ses obsèques. De la salle d'Hercule, où il fut exposé, on le porta à l'église de Santa Chiara, autrefois sépulture des princes de la maison d'Anjou. La Cour napolitaine ne sembla pas avoir été affectée outre mesure, son frère Ferdinand IV pas plus que les autres (1). Son testament avait été dicté en présence de l'ambassadeur d'Espagne, M. de Labrador, mais la signature du vieux Roi manquant, Ferdinand VII prétendit l'éluder en ce qui lui déplaisait; confirmant les dispositions faites en

(1) On trouve un autre indice de l'indifférence causée par cette mort : sur la fin de ce Bourbon d'Espagne, il n'y a pas un mot de l'ambassadeur des Bourbons de France à la cour des Bourbons de Naples : le duc de Narbonne-Pelet. — Affaires étrangères. *Naples*, vol. 142.

faveur des domestiques il ordonna de regarder comme nul tout le reste, entres autre l'article des dettes qui, malgré les trois millions de pension annuelle, ne laissaient pas d'atteindre un fort joli chiffre. On profita même de la circonstance pour renouveler à Manuel Godoy la défense expresse de retourner en Espagne.

Des événements critiques troublaient alors la péninsule ibérique et la flotte était occupée à conduire en Amérique des troupes pour essayer de contenir la révolution du Pérou, il fallut attendre « l'occasion » d'un bâtiment en partance pour Barcelone pour que le corps du débonnaire et médiocre roi fût transporté dans son royaume. — A l'Escurial, il repose maintenant dans le « Panthéon des Rois » à sa place, entre son père et son fils. — A Rome, sa mort passa pleinement inaperçue. Il courut seulement un sonnet, composé par Agnello Giordani, membre, sous le nom de « Mitylène », de l'Académie des Arcades, où le vieux roi est comparé à Numa!

Sa fille, la reine d'Étrurie, avait sollicité le bon plaisir du Congrès de Vienne pour retrouver des États que d'illustres diplomates distribuaient alors avec un dédain parfait des droits des princes et des traditions des peuples.

A cette loterie gouvernementale, le petit duché de Lucques échut donc au fils de Marie-Louise de Bourbon qui devait exercer la régence; tandis que Marie-Louise d'Autriche, ex-impératrice des Français, recevait Parme et Plaisance, dont la possession devait revenir (il en fut ainsi trente ans plus tard) au duc de Lucques à la condition pour ce dernier de résigner alors son premier duché à la Toscane.

Marie-Louise de Bourbon s'éteignit, à peine âgée de quarante-deux ans, au mois de mars 1824. Elle voulut être ensevelie en habit de dominicaine, ce qui pourrait être un témoignage du souvenir gardé aux religieuses dont elle avait reçu l'hospitalité un peu forcée au monastère de San Dome-

nico e Sisto (I). — A cette princesse d'une volonté molle on prodigua le marbre. Sur la grande place de Lucques une élégante statue de Carrare; et dans les caveaux de l'Escurial, où elle se repose d'une vie ballottée entre l'Espagne, la France et l'Italie, on lui donna un tombeau tout blanc sur lequel se lit la sage et mélancolique inscription qui convient à toute sa race :

Est humana gloria fugax :
Disce mori.

(1) Elle a laissé, de la plume de quelque secrétaire, à la date du mois de mars 1814, des *Mémoires* écrits en italien, et depuis traduits en français et en anglais. Ils tombent, avec des détails qui ne sont pas sans valeur, naturellement dans l'apologie.

FIN DU TOME TROISIÈME

TABLE ALPHABÉTIQUE[1]

A

(1) Les noms de l'empereur Napoléon, du roi Joseph ou du comte de La Forest ne figurent pas dans cette table étant mentionnés presque à chaque page.

S

T

U

V

W

X

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCES D'ESPAGNE A VALENÇAY

CHAPITRE II

JOSEPH GÉNÉRALISSIME

(1812)

CHAPITRE III

LE MARÉCHAL SUCHET

CHAPITRE IV

LE SIÈGE DE CADIX

CHAPITRE V

LES CORTÈS ET LA CONSTITUTION DE 1812

CHAPITRE VI

LES GUÉRILLAS

CHAPITRE VII

LES PRISONNIERS

CHAPITRE VIII

VALENCE. — VALLADOLID. — VITTORIA.

(1812-1813)

CHAPITRE IX

LA CATALOGNE. — PAMPELUNE. — SAINT-SÉBASTIEN.

CHAPITRE X

LA CHUTE DE JOSEPH. — TRAITÉ DE VALENÇAY. — LA PAIX.

(1813-1814)

CHAPITRE XI

CHARLES IV. — LA REINE D'ÉTRURIE.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1931. 40628.